MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Le duel **Jospin-Chirac**

- Le RPR se prépare à désobéir au chef de l'Etat sur la réforme de la justice
- Paris : Jean Tiberi veut imposer sa candidature à Michèle Alliot-Marie
- Lionel Jospin face à Jacques Chirac: « Je suis un rigide qui évolue, un austère qui se marre »

Lire page 8

Poutine, nouvel homme fort de la Russie

● Le premier ministre, Vladimir Poutine, sort vainqueur des élections législatives ● Il fait jeu égal avec les communistes qui restent le premier parti à la Douma • Le clan Eltsine disposera d'une majorité au Parlement • Trois jours en Tchétchénie : le récit de notre envoyée spéciale

BORIS ELTSINE a gagné son pari. Son poulain, le premier ministre Vladimir Poutine, 47 ans, encore inconnu des Russes il y a quelques mois, a remporté, dimanche 19 décembre, les élections législatives. Porté par l'image positive qu'il s'est forgée en déclenchant une guerre en Tchétchénie, il franchit ainsi avec succès une première étape sur la route de l'élection présidentielle de juin 2000. Son parti, L'Unité, une coalition assemblée par le Kremlin en quelques semaines, arrive à égalité avec la plus puissante des formations de la Douma (la Chambre basse du Parlement), le Parti communiste (KPRF): chacun obtiendrait 25 % des suffrages environ. Les communistes resteront sans doute la première formation de la Douma avec quelque 120 députés. Mais MM. Eltsine et Poutine devraient sans difficulté arriver à assembler une majorité de gouvernement à la Douma.

Les grands perdants du scrutin sont l'ancien premier ministre Ev-



gueni Primakov et le maire de Moscou, Iouri Loujkov. Il y a quelques mois encore, avant que M. Poutine ne bombarde la Tchétchénie, leur coalition, La Patrie-Toute la Russie, semblait être en mesure de menacer un clan Eltsine déstabilisé par une série d'« affaires » peu reluisantes. Selon les dernières estimations, La Patrie-Toute la Russie parviendrait laborieusement à franchir la barre des

La guerre se poursuit en Tchétchénie. Notre envoyée spéciale, Natalie Nougayrède, revient d'Atchkhoï Martan, une agglomération du sud-ouest de la petite République caucasienne. Elle en rapporte un long récit : trois journées à l'heure de l'occupation russe.

Lundi, les forces russes ont pris un nouveau quartier de la capitale, Grozny, et, alentour, des combats les opposaient aux Tchétchènes.

> Lire pages 2, 3, 14 et notre éditorial page 20



SPECTACLES

En piste pour la fête

Cirque, danse, théâtre, comédie musicale et french cancan au Moulin-Rouge: Le Monde consacre, jusqu'à la fin de l'année, ses pages Culture aux spectacles des fêtes de l'an 2000. En piste aujourd'hui, les élèves du Centre national des arts du cirque (CNAC) de Châlons-en-Champagne, dont le spectacle sera repris à Paris, à La Villette, en janvier. Cette école a largement renouvelé la pratique des arts de la piste. Chaque jour aussi, les roues installées sur les Champs-Elysées.

Mariages dans la pharmacie

NÉ de la difficile union de l'allemand Hoechst et du français Rhône-Poulenc, Aventis a fait son entrée en Bourse lundi 20 décembre à Paris, Francfort et New York. En début de matinée, le titre, accueilli froidement, perdait 2 %. Avant l'été, le moral des deux parties était si bas qu'il aurait suffi d'un simple incident pour que cet ambitieux projet ne soit abandonné. Aventis devient un leader mondial en pharmacie et en agrochimie. Les rapprochements se succèdent dans ce secteur. Dans la nuit de dimanche à lundi, les deux groupes américains Monsanto et Pharmacia & Upjohn ont annoncé leur fusion. Une opération de 26 milliards de dollars (25 milliards

Lire page 21

Au XX^e siècle aussi, il fallait 150 ans pour faire une cathédrale

de notre correspondant régional La dernière cathédrale du millénaire est conforme à la tradition : son édification a demandé plus d'un siècle, comme à Chartres, Reims ou Paris, et a fait appel aux techniques les plus avancées de son époque, comme lorsqu'il s'est agi de passer du roman au gothique. A Lille aussi, architectes, ingénieurs et artistes ont fait œuvre commune. Il en résulte un monument, commencé en 1854, que les Lillois attendaient. Il a été inauguré dimanche 19 décembre, devant plusieurs milliers de personnes. Commencé en style néogothique, à la suite d'une souscription qui avait mobilisé les capitaux des riches industriels du Nord, ce bâtiment avait été conçu pour devenir le plus grand édifice religieux construit en France au XIX^e siècle.

Les guerres en ont décidé autrement. Le site est cher aux Lillois, à l'emplacement exact de la motte féodale originelle puis de la collégiale Saint-Pierre, fondée au XIe siècle par le comte Baudouin de Flandres. Depuis le XIIe siècle, une statue de la Vierge entourée d'une treille est l'objet d'un pèlerinage. On assure que saint

Bernard, saint Thomas de Canterbury et Saint Louis s'y rendirent. C'est aussi là qu'eut lieu, en 1431, le premier chapitre de l'ordre de la Toison

La collégiale détruite pendant la Révolution, la première pierre du nouvel édifice fut posée en 1854, année du sixième centenaire des miracles attribués à Notre-Dame de la Treille. La création de l'évêché de Lille, en 1913, aurait pu accélérer les travaux. La grande guerre les a arrêtés, et la reconstruction n'a repris qu'en 1922. Le béton fait son apparition pour remplacer la pierre bleue de Tournai et le calcaire. La nef et les collatéraux ne sont achevés qu'en 1947 et bouchés par une façade provisoire. L'ensemble est sinistre, noyé au plus profond du Vieux Lille, quartier dont la rénovation ne sera engagée que dans les années 70. Mgr Jean Vilnet, ancien évêque de Lille, relance le projet mais le limite à la construction d'une façade.

D'année en année, la souscription ouverte auprès des Lillois apporte plus de 20 millions de francs, soit la moitié seulement de la somme nécessaire aux travaux. Le projet retenu fait appel à des techniques déjà éprouvées pour la pyramide du Louvre ou la gare de Satolas. L'ogive gothique correspondant à la nef principale est occupée par un voile de marbre translucide de 200 m², venu du Portugal, suspendu à une résille de câbles d'acier. De jour, la façade reste un peu froide. La nuit, l'éclairage de la nef renvoie vers l'extérieur une image beaucoup plus chaude de la facade. Le concepteur de ce voile de pierre translucide, l'ingénieur irlandais Peter Rice, vient de mourir, comme le sculpteur Georges Jeanclos, qui a signé un magnifique portail de bronze. Une rosace du peintre Ladislas Kijno, en verre thermoformé, couronne l'ensemble.

La ville et la communauté urbaine de Lille ont entrepris une réhabilitation de l'espace public qui entoure la cathédrale, et notamment du parvis. Notre-Dame de la Treille n'est plus une église borgne au bord d'un cloaque. Il reste encore à intégrer dans la crypte la collection d'art moderne sur le thème de la passion, constituée par Gilbert Delaine, et à restaurer le campanile. Cela devrait être fait pour 2004, année au cours de laquelle Lille sera capitale eu-

Pierre Cherruau



INONDATIONS

Venezuela: des milliers de morts

Cing mille morts, selon un premier bilan, des dizaines de milliers de sansabri: les terribles inondations qui ont ravagé le littoral du Venezuela constituent la catastrophe la plus dramatique de l'histoire du pays. Des milliers de cadavres seraient encore ensevelis sous les torrents de boue. Le président Hugo Chavez, un ancien colonel parachutiste, a pris lui-même la tête des opérations de secours.

L'emprunt Lyon-Montréal



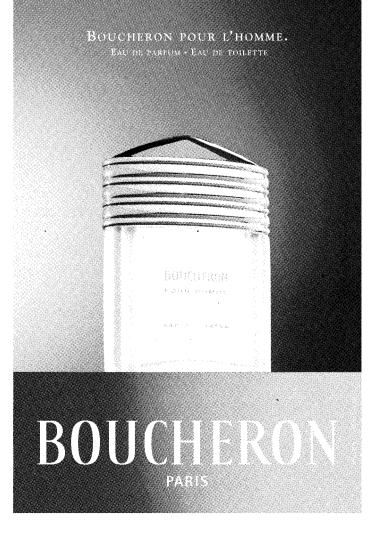
RAYMOND BARRE

DEPUIS qu'il est devenu maire de Lyon, en 1995, Raymond Barre s'emploie à renforcer la dimension internationale de sa ville. Pour la première fois, la capitale des Gaules va lancer, le 23 décembre, un emprunt conjoint avec Montréal sur les marchés des capitaux.

Lire page 13

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KRD; Espagne, 225 PTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1£; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal CON., 270 PTE; Rèunion, 10 F; Senégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisse, 1,4 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$





La femme est l'avenir du sport

PIERRE DE COUBERTIN avait osé: « Une olympiade femelle serait impratique, inintéressante, inesthétique et incorrecte. » Ne lui déplaise. un siècle après cette mâle affirmation, les JO de l'an 2000, à Sydney, seront féminins. Si en 1900, à Paris, on ne comptait que douze concurrentes dans deux épreuves (le golf et le tennis), elles seront plus de 4 000 femmes (sur environ 10 000 participants) cet automne en Australie, inscrites dans toutes les disciplines y compris l'haltérophilie... aux seules exceptions de la boxe ou de la lutte, ultimes bastions mas-

Dernier exemple de l'engouement général pour le sport féminin : la belle aventure des handballeuses de l'équipe nationale, qui se sont qualifiées pour les Jeux de Sydney en y mettant la manière. Au championnat du monde de Lillehammer (Norvège), elles n'ont échoué en finale que d'un but face à la Norvège (25-24), dimanche 12 décembre, au terme d'un match magnifique sous le regard de plus de 12 millions de téléspectateurs français – des chiffres équivalant à ceux d'un grand match de football. Pour l'occasion, France Télévision avait racheté les droits et réservé une plage de deux heures à l'événement. Elle n'a pas eu à le regretter: France 2 a vu ses parts de marché augmenter tout au long de la retransmission.

Longtemps rétifs à couvrir des sports de « mecs » joués par des « gonzesses », les services sportifs des grands médias se prennent peu à peu au jeu, poussés par l'évidence et la crainte d'être dépassés par un mouvement irréversible et durable qui épouse la transformation de la société et les rapports hommesfemmes. Pour expliquer ce succès, les observateurs mettent en avant la « fraîcheur » du sport féminin, qui est, semble-t-il, encore relativement épargné par les affaires de dopage; les amateurs, eux, trouvent un plaisir neuf à des affrontements moins physiques certes, mais plus techniques. Quant aux sponsors, alléchés par la perspective d'un marché immense qui reste encore à conquérir, ils misent gros sur le développement de cette nouvelle pratique sportive.

Soucieuses, elles aussi, de ne pas se laisser dépasser par le mouvement, la plupart des fédérations, qui ont mesuré l'enjeu, investissent sur « les filles ».

Bénédicte Mathieu

Lire la suite p. 20 et nos informations sportives p. 27 à 29



En attendant la marée noire

Une semaine après le naufrage du pétrolier Erika, les nappes de fioul dérivaient, lundi matin 20 décembre, à une cinquantaine de kilomètres des côtes de l'île d'Yeu (Vendée). Le mauvais temps rendait les opérations de pompage impossibles. Une marée noire redoutée par les professionnels de la pêche et du tourisme.

International 2	Aujourd'hui27
France 8	Immobilier/annonces 29
Société10	Météorologie, jeux 30
Régions13	Carnet31
Horizons14	Abonnements 31
Entreprises 21	Culture32
Communication23	Guide culturel34
Tableau de bord24	Radio-Télévision 35

INTERNATIONAL

plus des deux-tiers des votes aux élections législatives du dimanche 19 décembre font apparaître une victoire de la liste Unité, conduite par

RUSSIE Les résultats portant sur le ministre Sergueï Choïgou, qui bénéficiait de l'appui du Kremlin. Elle recueillerait 25 % des suffrages. ● LE PARTI COMMUNISTE de Guennadi Ziouganov, avec un score iden-

tique, est l'autre vainqueur du scrutin. Il devrait, avec le vote par circonscriptions, rester le premier parti du pays. ● LES PERDANTS sont la liste libérale du labloko, opposée

au Kremlin, et surtout La Patrie-Toute la Russie de Iouri Loujkov et Evgueni Primakov. • LES ÉLUS dit indépendants obtiendraient 105 des 225 sièges pourvus par le second scrutin, par circonscriptions. Le premier ministre Vladimir Poutine fait désormais figure de large favori de l'élection présidentielle de juin 2000. (Lire aussi notre éditorial page 20.)

Le « parti du Kremlin » obtient un succès inespéré aux législatives russes

Avec pour seul programme le « soutien au premier ministre Poutine », la liste Unité recueille un quart des suffrages, à égalité avec le Parti communiste. Pour la première fois, Boris Eltsine disposera d'une majorité stable à la Douma. La coalition Primakov-Loujkov est la principale perdante du scrutin

de notre correspondant Boris Eltsine a gagné, démontrant une fois de plus l'étendue des pouvoirs dont dispose le Kremlin pour peser sur la scène politique. Les élections législatives du 19 décembre constituent une nette victoire pour le président russe et font figure de quasi-plébiscite pour son premier ministre, Vladimir Poutine. La liste Unité, soutenue par ce dernier et créée avec le soutien du Kremlin fin septembre, termine en effet la course électorale au coudeà-coude avec le Parti communiste (KPRF). Selon des résultats provisoires, portant sur 67 % des bulletins de vote, Unité réunit 24,94 % des voix et le KPRF 24,98 %. Selon plusieurs analystes, les résultats définitifs devraient placer le KPRF en tête, mais talonnée par la liste pro-Kremlin conduite par le ministre des situations d'urgence, Sergueï

Au-delà de la symbolique de la première place, le score d'Unité dépasse les espérances du Kremlin et devrait lui permettre de construire une majorité dans la nouvelle Douma (Chambre basse du Parlement). Comme le Parti communiste, ce « bloc », créé ex-nihilo il y a trois mois, rassemble un électeur sur quatre, quand aucune des autres formations ne semblait, lundi matin, en mesure de passer la barre des 10 %. La défaite est sévère pour l'alliance La Patrie-Toute la Russie (OVR), menée par l'ancien premier ministre, Evgueni Primakov, et le maire de Moscou, Iouri Loujkov: selon des résultats provisoires portant sur le dépouillement de 67,33 % des bulletins, elle rassemblerait 9,97 % des suffrages. En septembre, M. Loukjov se fixait comme objectif d'obtenir « au moins un tiers des

Les grandes tendances après deux	-tiers du	dépouil	lement
LES SCORES DES PRINCIPAUX PARTIS AU	SCRUTIN	NATIONA	AL en %
	1999 *	1995	1993
TAUX DE PARTICIPATION	60,5	64,7	53
COMMUNISTES	25	22,3	12,4
"PARTI DU KREMLIN" - UNITÉ (Sergueï Choïgou) - NOTRE MAISON LA RUSSIE (Viktor Tchernomyrdine) - CHOIX DE LA RUSSIE (Egor Gaïdar)	25	9,9	15,4
LA PATRIE-TOUTE LA RUSSIE (bloc Iouri Loujkov-Evgueni Primakov)	10		
UNION DES FORCES DE DROITE (jeunes réformateurs : Sergueï Kirienko)	8,7		
PLDR (ultranationalistes : Vladimir Jirinovski)	6,4	11	22,8
IABLOKO (réformateurs : Grigori lavlinski)	5,9	6,9	7,8
* Résultats partiels portant sur 67,33 % des	votants		

sièges dans la prochaine Douma ». Dimanche soir, un de ses collaborateurs en escomptait encore 15 %.

L'autre surprise de ce scrutin est

PERCÉE DE LA DROITE

la percée de l'Union des forces de droite (SPS), coalition de petits partis libéraux proches du Kremlin (menée par Sergueï Kirienko, Boris Nemtsov et Egor Gaïdar), dont le chef de campagne fut Anatoli Tchoubaïs. SPS, qui ne semblait guère en mesure de franchir le seuil des 5 % nécessaire pour avoir des députés, rassemble 8,7 % des voix. « Ûne victoire colossale », s'est félicité Sergueï Kirienko, rappelant qu'en 1995 les forces de droite, qui se présentaient sous l'étiquette Choix de la Russie, n'avaient pas passé la barre des 5 %, et que leurs dirigeants semblaient durablement

discrédités par l'effondrement financier du pays en août 1998.

Avec MM. Loujkov et Primakov, l'autre grand perdant de ces élections est Grigori Iavlinski et son parti Iabloko, Formation libérale campée depuis des années dans l'opposition au Kremlin, elle ne réunit que 5,9 % des voix, contre 7,8 % en 1995. Enfin, l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, qui fut ces dernières années un soutien régulier du Kremlin par ses votes à la Douma, demeure sur la scène politique avec 6,4 % des voix (contre 11 % en 1995).

Ces résultats ne portent que sur la moitié des sièges (225) pourvus par un mode de scrutin à la proportionnelle nationale intégrale sur listes. L'autre moitié des députés de la Douma est élue au scrutin maioritaire uninominal à un tour. Selon des résultats presque définitifs, les élus dits indépendants seraient 105, le PC emporterait 43 circonscriptions, La Patrie-Toute la Russie 29, Unité 10, SPS et Iabloko, 5 circonscriptions chacun. Notre Maison la Russie, parti de l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine, n'emporterait que 7 sièges, ne franchissant pas les 5 % au scrutin proportionnel.

Il faudra attendre quelques jours pour connaître l'équilibre des forces exact dans la prochaine Douma, qui dépendra des reclassements des députés indépendants et des calculs complexes d'attribution des sièges selon le scrutin proportionnel. Mais le résultat principal est déjà acquis : pour la première fois depuis 1991 et son élection à la présidence de la Fédération de Russie, Boris Eltsine ne se heurtera pas à une majorité d'opposition à la Chambre basse. « J'espère que la prochaine Douma sera une bonne Douma. La Russie a besoin d'une Douma qui adopte des lois et ne fait pas de politique », a-t-il déclaré dimanche en allant voter. Son vœu est exaucé. Le Parti communiste, qui pourrait au final disposer d'environ 120 sièges, demeurera la première formation. mais ne sera plus capable de constituer une majorité, même en s'alliant avec MM. Louikov et Prima-

« MAJORITÉ CONSTRUCTIVE »

En revanche, l'ensemble des forces favorables au Kremlin et à M. Poutine devraient facilement dominer, et peut-être même disposer d'une majorité absolue. Sergueï Kirienko a ainsi appelé, dimanche soir, à la création d'une coalition autour d'Unité, qui rassemblerait SPS, Iabloko et des indépendants. « C'est une occasion unique », a-t-il déclaré, de « transformer notre victoire en une victoire plus grande encore. (...) Pour la première fois, il y aura une majorité constructive à la Douma ». « Ce matin, nous nous réveillons dans un nouveau pays », a commenté, lundi, Boris Berezovski. L'éminence grise du Kremlin, qui s'est fait élire dans la petite Répu-

La popularité de Vladimir Poutine, la guerre de Tchétchénie et une propagande sans précédent menée par les deux chaînes de télévision publique ont fait le reste. Sans programme, sans personnalité forte, à l'exception de son numéro deux Alexandre Kareline, trois fois

Iouri Loujkov réélu maire de Moscou

Grand perdant des législatives, Iouri Loujkov a en revanche été aisément réélu, dès le premier tour, au poste de maire de Moscou, dimanche 19 décembre. Il l'emporte avec 71,5 % des voix, confirmant ainsi sa très grande popularité dans la capitale. En 1995, il avait été élu avec 89 % des voix. Mais, cette fois, plusieurs candidats avaient mené une sévère campagne contre les méthodes de gestion du maire. Sergueï Kirienko, ancien premier ministre libéral, et tête de liste de l'Union des forces de droite pour les législatives, avait dénoncé « le capitalisme de nomenklatura » de la mairie de Moscou. S'appuyant sur les milieux artistiques et intellectuels de la capitale, M. Kirienko fait, avec près de 12 % des voix, un score très honorable dans une ville tenue de près par l'appareil municipal. « Rien ne peut se faire à Moscou sans pots-de-vin », avait lancé M. Kirienko, ouvrant une ligne téléphonique pour recueillir les doléances des habitants. - (Corresp.)

blique de Karatchaïevo-Tcherkessie, a été l'un des principaux artisans de la création d'Unité en septembre et avait inspiré la nomination de M. Poutine au poste de premier ministre en août. Après plusieurs tournées dans les régions, M. Berezovski aidé des conseillers du Kremlin a convaincu une quarantaine de gouverneurs de créer cette coalition conduite par Sergueï Choïgou. Durant toute la campagne, un simple appel a tenu lieu de programme : en finir avec « l'hystérie politique, la démagogie et les jeux suspects ». « Ce texte est tellement général que n'importe qui, du prisonnier de Lefortovo au cosmonaute sur Mir, peut le signer », avait jugé Vladimir Rijkov, député de Notre Maison la Russie

champion olympique de lutte, Unité s'est imposée en quelques semaines. Vladimir Poutine réussit là où Viktor Tchernomyrdine avait échoué en 1995 : son parti NDR, créé tout comme Unité quelques mois avant les élections, n'avait alors pas franchi la barre des 10 %. « Evidemment, Vladimir Poutine est le plus fort de tous les candidats à la présidence », a commenté, lundi, Anatoli Tchoubaïs. Selon un sondage diffusé par la chaîne de télévision privée NTV, le premier ministre aurait réuni 50 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle si elle s'était tenue dimanche.

La guerre de Tchétchénie a fait de cet ancien chef du FSB (ex-KGB), inconnu de l'opinion en août, l'homme politique le plus populaire de Russie. Principal vainqueur des législatives, toujours soutenu par l'entourage et la « famille » Eltsine, il part largement en tête de la course présidentielle qui doit s'achever en juin 2000. Seuls des revers de l'armée russe en Tchétchénie, ou un réveil de l'opinion face aux massacres de civils commis par les troupes fédérales, pourraient venir enrayer cette fulgurante ascen-

François Bonnet

Sergueï Choïgou, apparatchik et constant fidèle d'Eltsine

de notre correspondant

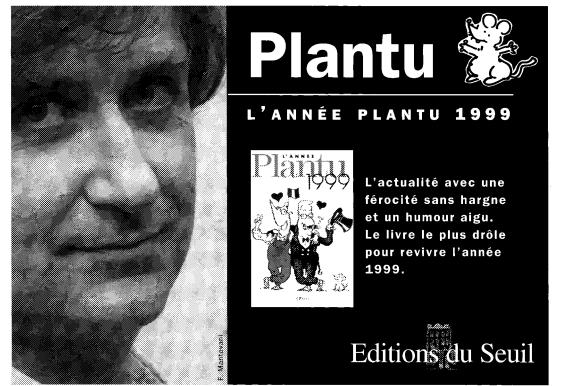
Les Russes n'ont véritablement découvert Sergueï Choïgou que grâce à la guerre de Tchétchénie. Le ministre des situations d'urgence, leader de la liste Unité, a bénéficié d'une campagne de promotion ininterrompue sur les deux chaînes de télévision publique. Agé de quarante-quatre ans, piètre orateur, M. Choïgou aime l'action. Aussi se montret-il toujours entre deux avions, les pieds dans la boue des camps de réfugiés tchétchènes, ou se portant au secours des victimes des attentats de Moscou. Le saint-bernard russe est pourtant sans états d'âme. Sermonnant des réfugiés qui se plaignaient des conditions épouvantables des camps d'Ingouchie, il s'en est également pris aux organisations internationales, accusées de critiquer « l'opération antiterroriste ». La démagogie lui est coutumière. « Maskhadov, si tu es un homme, laisse partir les femmes et les vieillards de Grozny », lançait-il la semaine dernière au président tchétchène, alors que les couloirs de sécurité supposément ouverts étaient bombardés par l'armée russe.

« C'est un mouiik de l'annareil », dit de lui le dé-

puté Alexeï Mitrofanov, Sergueï Choïgou, fait « Héros de Russie » par Boris Eltsine en septembre, est un fidèle de toujours du président. Plus ancien membre du gouvernement, il a survécu à tous les limogeages depuis 1994. En 1993, il fut un farouche défenseur du Kremlin lors de la prise d'assaut du Parlement. Né à Kyzyl, capitale de la très pauvre République de Touva (au nord de la Mongolie), cet ingénieur en bâtiment formé à Krasnoïarsk a fait, dans les années 80, une carrière classique d'apparatchik sous le parrainage d'un secrétaire du comité central, Oleg Chenine. Il est deuxième secrétaire du Parti communiste à Abakhan en 1988, avant de monter à Moscou et de choisir Boris Eltsine. De-

puis, il s'est tenu à l'écart des intrigues du Kremlin. M. Choïgou n'a pas de programme, n'a jamais fait part d'un quelconque projet pour son pays, et a simplement défini la formation Unité comme « le parti de Vladimir Poutine ». « La Douma, c'est du très mauvais théâtre », expliquait-il en octobre, tout en se défendant d'avoir été mis sur orbite par Boris Berezovski et l'entourage du Kremlin.

F. Bt



Boris Berezovski entre à la Douma

Deux membres de la «famille » du président, ce cercle fermé de conseillers et proches de M. Eltsine, ont gagné un mandat de député et l'immunité judiciaire qui lui est attachée. Boris Berezovski s'est ainsi fait élire (avec plus de 50 % des voix) dans la petite République du Caucase de Karatchaïevo-Tcherkessie. Roman Abramovitch, puissant patron de la compagnie pétrolière Sibneft, est élu avec près de 60 % des voix dans le territoire autonome de Tchoukotka (Extrême-Orient). L'ancien premier ministre Sergueï Stepachine est facilement élu à Saint-Pétersbourg. Viktor Tchernomyrdine est allé chercher les suffrages (48 %) des esquimaux nenets, en Iamalo-Nenetski. – (Corresp.)

Pas facile, pour certains électeurs, de voter quand les candidats sont tous des inconnus

correspondance C'est un bureau de vote mosco-

vite comme les autres, installé dans un lycée, rue de la Vérité, à deux pas

REPORTAGE_

Blasé ou désorienté, l'électorat moscovite se presse, sous l'œil des observateurs

de l'ancien complexe d'imprimerie et d'industrie graphique, qui abrite les éditions Pravda. Ce dimanche, les enfants accompagnent leurs parents ou grands-parents à l'école. Le hall d'entrée, décoré d'un sapin de Noël, grouille de monde. Le nez collé sur un panneau, où sont affichées les photos des candidats à la députation de l'arrondissement, Vitali Petrov, un retraité de cinquante-cinq ans, s'agace: il n'en connaît « aucun ». Puis, il sort de son cabas, deux étranges tiges métalliques munies de poignées de bois, s'en saisit, les oriente vers le panneau, et les tiges se mettent à tourner dans tous les sens..

« C'est de la « biolokatsia » explique Vitali, d'un air parfaitement sérieux. Je détermine ainsi le degré de spiritualité de chaque candidat. « Vous les Occidentaux, ajoute-t-il, vous ne pouvez pas comprendre ce genre de choses ». A peine a-t-il terminé sa phrase que l'« appareil

scientifique » a fait son travail. Vitali et Rima voteront donc pour Viktor Souvorine, un chimiste. Ils refusent cependant de se prononcer sur le reste, les listes de parti et les élections du maire. « Cela ne vous regarde pas!».

« UNE PERSONNE, OU PLUSIEURS? » Au deuxième étage, dans un cou-

loir qui borde les salles de classe, une foule se presse autour de trois tables pour reçevoir les bulletins de vote. Une vieille dame, dont on aperçoit l'unique dent du bas, lance des regards perdus. Puis, elle explique ce qui la tourmente : « Ditesmoi, aujourd'hui qui élit-on, une personne ou plusieurs? Où dois-je mettre les croix, j'ai oublié mes lunettes? ». Konstantin Mindiachvili, le président de la commission électorale d'arrondissement, l'informe calmement, puis repousse avec sévérité une autre dame qui se propose d'aider la « pauvre babouchka ». « Je veille, dit-il, à ce que les gens fassent eux-même leur choix! Bien sûr, beaucoup de personnes âgées ont du mal à s'v retrouver et remplissent n'importe comment les bulletins [4 grandes feuilles], mais que faire? »

La vieille dame se dirige finalement vers les isoloirs, six cabines protégées par des rideaux orange, bousculée de toute part par des électeurs pressés. Sur un banc, deux jeunes hommes, « des "observateurs" du Bloc "Union des forces de droites" », précise la secrétaire de la

commission, tuent le temps. L'un s'est assoupi, l'autre est plongé dans un livre d'anatomie... A l'autre bout du couloir, où ont été installées les trois urnes, Stanislav Roudassev, l'observateur du Parti communiste, lui, déborde d'activité, Muni d'une longue règle en plastique, il veille à ce que les bulletins ne se coincent pas dans la fente de l'urne. Sur une feuille, il a minutieusement fait le

décompte de tous ceux qui votent. Ailleurs à Moscou, c'est sous l'œil tout aussi attentif des journalistes et des caméras de télévision que quelques « personnalités » ont déposé, ce dimanche, leurs bulletins dans l'urne. Iouri Louikov, le maire de Moscou, accompagné de ses deux fillettes et de sa femme, s'acquitta ainsi de son devoir de citoyen, dans le même bureau que son grand ennemi, le président Boris Eltsine. A quelques heures d'écart quand même. L'écrivain Alexandre Soljénitsyne, qui votait pour la première fois depuis son retour en Russie en 1994, fit lui sagement la queue pour se faire enregistrer. Fidèle à luimême, il exprima ensuite son grand scepticisme quant au bon déroulement des élections. Enfin le jeune et ambitieux, Sergueï Kirienko, leader de l'Union des forces de droite, est arrivé à pied au bureau de vote... après avoir pris soin de garer sa grosse Mercedes 600 à une centaine de mètres de là.

Agathe Duparc



La mise en orbite de l'inquiétant M. Poutine

OUTRE sa « grande fermeté » en Tchétchénie, sa capacité à clouer le bec aux Occidentaux et à prendre « sur lui » toutes les décisions, il ne manquait à Vladimir Poutine, le pre-

PORTRAIT_

Ouasi inconnu en août, le premier ministre est désormais au premier plan

mier ministre – et désormais grand favori à la présidentielle de juin 2000 – qu'une seule qualité : la force physique. Quelques jours avant les élections législatives, cette lacune fut, fort à propos, comblée. Vladimir Poutine, dans le rôle du « champion de judo », surgissait ainsi sur les écrans d'ORT et de RTR, les chaînes de télévision publiques. Filmées par son service de presse, les images le montraient en kimono. visage et corps tendus dans l'effort, agile et rapide comme l'éclair, envoyant au tapis tous ses adversaires. Comme il le fait depuis quelques mois, « dans le civil », avec ses opposants politiques.

Quatre mois après son parachutage surprise à la tête du gouvernement, les Russes n'en savent guère plus sur l'homme qu'ils s'apprêtent (selon les sondages) à élire président dans six mois. C'est seulement en août qu'ils découvrirent, avec lassitude, l'existence de Vladimir Vladimirovitch Poutine, quarante-sept ans et cinquième premier ministre en un an et demi, un petit homme blond à l'allure peu engageante et au regard perçant, aussi inexpressif que celui d'un reptile. Les analystes, eux, se gaussaient des chances de survie du nouveau dauphin, iusquelà discret président du FSB (services de sécurité russes, ex-KGB) et secrétaire du conseil de sécurité.

« BOÎTE NOIRE »

Pourtant, derrière les murs du Kremlin, certains avaient évalué à leur juste mesure les qualités de l'ancien espion Vladimir Poutine. « Sergueï Stepachine (premier ministre précédent) disait "oui" à tous ses interlocuteurs: aux communistes. à Loujkov et Primakov, au [parti] Iabloko... Il fallait faire appel à une tout autre personnalité », confiait récemment au Monde un proche collaborateur du premier ministre. Selon cette source, la « famille » (terme générique pour qualifier l'entourage proche de Boris Eltsine), cernée de près par les affaires, envisageait même dès le mois de mai d'installer aux commandes l'« efficace » chef du FSB, l'un de ceux qui orchestra la mise à l'écart de Iouri Skouratov, le gênant procureur général qui enquêtait sur l'entourage proche de Boris Eltsine. Mais à l'époque, craignant la réaction de la Douma d'Etat - la chambre basse du Parlement qui entérine la candidature du premier ministre -, on lui préféra Sergueï Stepachine, un fidèle serviteur du président Eltsine, figure politique plus en vue.

Car, comme le faisait récemment remarquer Igor Malachenko, le directeur de Média-Most – l'empire médiatique de l'oligarque et adversaire du Kremlin, Vladimir Goussinski -, Vladimir Poutine fut jusqu'ici une « boîte noire ». Un homme dont des pans entiers de la vie et de la carrière restent dans l'ombre. De ses jeunes années, les

biographes ne retiennent que quelques lignes. En 1975, Vladimir Poutine, fraîchement diplômé de la faculté de droit de Leningrad (Saint-Pétersbourg), sa ville natale, entre au KGB. Il servira pendant quinze ans au sein de la prestigieuse première direction générale, les services de renseignement extérieurs. Appartenant à l'élite soviétique des « kadrovié » (ces cadres dont le KGB disposait à sa guise), la plupart de ses missions se déroulent en Allemagne, en Autriche et en Suisse. Le ieune Poutine parle couramment l'allemand.

A la fin des années 80, la maison mère le rappelle. Commence alors sa carrière « publique ». En 1990, son ancien professeur de droit, Anatoly Sobtchak, le « démocrate », président du soviet de Leningrad, lui propose un poste de conseiller. Une fois élu maire de Saint-Pétersbourg, il l'invite à présider le comité chargé des relations extérieures de la municipalité. Un département stratégique, chargé, entre autres, d'attirer les investissements étrangers. A Saint-Pétersbourg, Vladimir Poutine, baptisé le «cardinal de l'ombre », devient vite le fonctionnaire incontournable pour tous ceux qui veulent faire des affaires. Ses anciens contacts allemands sont réactivés. En mars 1994, il est nommé premier adjoint du maire.

C'est finalement la chute fracassante d'Anatoly Sobtchak – battu aux élections municipales de juin 1996 puis inculpé pour corruption - qui donne un coup d'accélération à sa carrière. Vladimir Poutine s'en sort sans une seule égratignure. En août 1996, il est, sur recommandation du libéral Anatoly Tchoubaïs (lui aussi originaire de Saint-Pétersbourg), admis au sein du « clan » eltsinien. Pendant huit mois. Pave Borodine, l'« intendant du Kremlin », lui confie une tâche délicate: faire l'inventaire de tous les biens à l'étranger de la direction des affaires du président - biens estimés à 50 millions de dollars – et les faire enregistrer en bonne et due forme.

Dès mars 1997, M. Poutine est nommé numéro deux de l'administration présidentielle et prend la tête de la direction du contrôle, le département chargé de veiller à la bonne application des oukazes et directives du président russe. Un département qui, selon le témoignage d'un ancien collaborateur, fonctionne comme un « mini-KGB », chargé par exemple de constituer d'épais « dossiers » sur certains gouverneurs de régions. Selon les mauvaises langues, ces « kompromaty » (documents compromettants) auraient largement été utilisés dans la constitution puis la promotion de la formation politique

Dans la logique des choses, Vladimir Poutine retrouve dès juillet 1998 le « nid familial ». Directeur du FSB, il vole au secours de ses anciens protecteurs. En février 1999, quand explose le scandale Mabetex, qui met en cause son ami Pavel Borodine, chef de la direction des affaires présidentielles, il est en première ligne. En avril, le procureur Iouri Skouratov expliquait que les services de M. Poutine avaient tout fait pour freiner l'enquête autour de cette explosive affaire de pots-de-vin qui remonte jusqu'aux deux filles de Boris

Agathe Duparc

Pendant le scrutin, les bombardements se sont intensifiés en Tchétchénie, où l'armée russe exige une reddition

Tchétchénie durant le scrutin en Russie. De violents bombardements et combats se sont poursuivis, dimanche 19 décembre, dans la petite république, notamment à Grozny. Des combats se sont déroulés presque toute la journée à Staraïa-Sounja et Tchernorétchié, des quartiers est et sud de la capitale tchétchène assiégée, selon l'agence Interfax. L'aviation russe a bombardé le centre de Grozny et les zones montagneuses du sud de la république indépendantiste, ont indiqué à l'AFP des sources militaires tchétchènes, ce qu'ont confirmé des officiers russes à Mozdok (Ossétie du Nord) d'où un avion décollait toutes les cinq minutes en vue de raids aériens en Tchétchénie.

L'artillerie a également tiré sur Grozny, dimanche, pour appuyer les forces russes aux prises à une forte résistance tchétchène dans l'est de la capitale. La perte des quartiers de Staraïa-Sounja et Tchernorétchié, partiellement contrôlés par les Russes, serait un coup dur pour les combattants tchétchènes : ces deux quartiers, en bordure de forêt, sont ceux à partir desquels il leur est le plus facile de quitter la ville et de rompre l'encerclement russe.

Les avions et hélicoptères russes ont par ailleurs effectué de nombreuses sorties sur les zones montagneuses du sud de la république, notamment sur Itoum-Kale (sud),

IL N'Y A PAS EU de trêve en Vedeno. Tsa-Vedeno et Kharatchoï (sud-est), selon des sources militaires tchétchènes. La population a quitté ces localités pour se réfugier dans les forêts, les habitations locales n'ayant pas de cave qui puisse servir d'abri antiaérien, a-t-on précisé de même source. Vendredi, les troupes fédérales avaient affirmé contrôler la route menant de Grozny à la Géorgie, dans les montagnes du Sud, après une spectaculaire opération menée par des unités de parachutistes.

Les Russes semblent couper la seule voie par laquelle les Tchétchènes pouvaient recevoir des renforts

Les Russes semblent avoir ainsi réussi à couper la seule voie par laquelle les combattants tchétchènes pouvaient recevoir des renforts en armes et en hommes, et évacuer leurs blessés. « Les combattants tchétchènes sont encerclés par nos troupes de tous les côtés », a déclaré le chef de l'état-major russe, le général Anatoli Kvachnine.

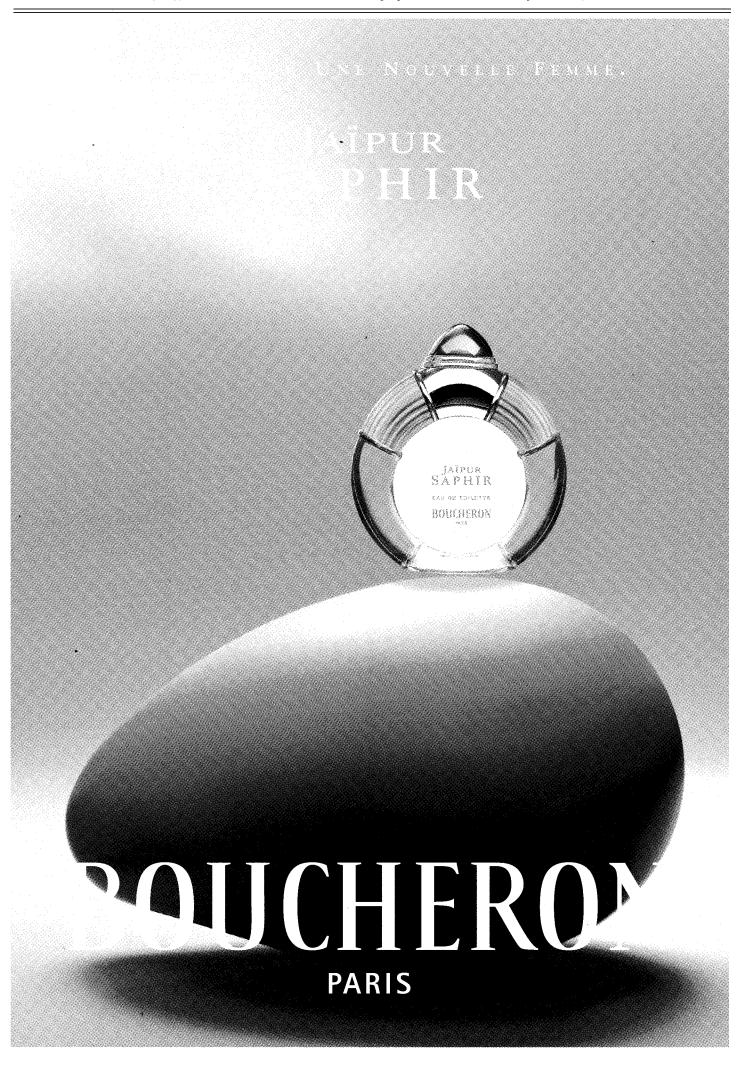
Le général, qui a indiqué que les dée sur la réalité », a-t-il estimé. De militaires avaient eu plusieurs contacts ces derniers temps avec des représentants officiels de Grozny, a rappelé que Moscou attendait une reddition complète et sans condition des Tchétchènes pour mettre fin au conflit.

« Il y a eu des contacts avec deux vice-premiers ministres et quelques ministres représentants » [du président tchétchène, Aslan Maskhadov], a indiqué le général Kvachnine. « Nous avons été concrets : ou ils [les Tchétchènes] acceptent complètement » les conditions posées par la Russie, « ou ils n'acceptent pas », a souligné le général, de retour du Caucase du Nord, ajoutant que cela « ne peut faire l'objet d'aucune négociation ». Le général a commenté de façon laconique la possibilité d'une rencontre avec M. Maskhadov, dont la légitimité est niée par Moscou. « Maskhadov v pense, [mais] nous n'y pensons pas », a-t-il dit. Aslan Maskhadov a refusé une telle capitulation, réaffirmant ces derniers jours que l'indépendance de la Tchétchénie n'était pas négociable.

Le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, a également rejeté dimanche la tenue d'une conférence internationale sur la Tchétchénie, suggérée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Une telle proposition « n'est ni viable ni fonretour d'une mission dans le Nord-Caucase, le président de l'OSCE, le Norvégien Knut Vollebaek, avait exhorté, vendredi, les autorités russes à proclamer un cessez-le-feu immédiat en Tchétchénie et à participer à une conférence internationale sur la question, qui se tiendrait sous l'égide de l'organisation européenne. « Pourquoi organiser une conférence avec la participation des dirigeants du Nord-Caucase, c'est-àdire les dirigeants du Daghestan, de l'Ingouchie et de l'Ossétie du Nord, alors qu'ils sont tous membres du Conseil de la fédération [la chambre haute du Parlement russe]? », a poursuivi Igor Ivanov. « Les ultimatums, les menaces ne sont pas le genre de mots à employer lorsqu'on parle à la Russie », a-t-il répondu aux journalistes lui demandant de commenter l'éventualité de mesures concrètes des Occidentaux à l'encontre de Moscou.

Le chef de la diplomatie russe a toutefois indiqué que les autorités continueraient à « œuvrer sur la scène internationale ».

De son côté, le premier ministre Vladimir Poutine a estimé « que la tactique [militaire] adoptée est la bonne, et nous n'allons pas en changer ». « Le retour à la normale » dans la république indépendantiste devrait avoir lieu « d'ici deux à trois semaines », a-t-il assuré. - (AFP, Reu-



Le Venezuela se mobilise pour sauver les rescapés des inondations

Des milliers de cadavres sont prisonniers des torrents de boue qui ont ravagé la zone côtière de l'Etat de Vargas. Le pays a reçu l'aide des Etats-Unis et de Cuba. Le président Hugo Chavez a pris personnellement la tête de l'opération « Secours 2000 »

torrentielles qui se sont abattues la semaine dernière sur le Venezuela ont fait au moins 5 000 morts, selon les autorités. Le bilan définitif pourrait être beaucoup plus

Les inondations provoquées par les pluies lourd, mais il sera difficile à établir, de nombreuses personnes ayant été ensevelies sous plusieurs mètres de boue ou entraînées vers la mer. Le président Hugo Chavez

s'étant réfugiées sur les toits des maisons dans la zone côtière de l'Etat de Vargas, la plus touchée par le déluge. La population

sauvetage. L'armée s'est efforcée de secou-rir les dizaines de milliers de personnes s'est mobilisée pour aider les sans-abri. Des milliers de volontaires se sont proposés. Le Dans le port de La Guaira, l'armée a laissé pays a aussi recu une aide internationale, en provenance notamment des Etats-Unis, du Mexique et de Cuba. La France a annoncé

Dans le port de La Guaira, l'armée a laissé la population piller des conteneurs de nourriture. Les autorités ont aussi annoncé la gratuité des services funéraires.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional Le bilan ne cesse de s'alourdir au Venezuela, où les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le nord du pays, la semaine dernière, ont fait sans doute plusieurs milliers de morts, plus de 20 000 blessés et plus de 200 000 sans-abri. Le ministre des affaires étrangères, José Vicente Rangel, a estimé, dimanche, que cette catastrophe, la plus meurtrière qu'ait connue le Venezuela depuis plus d'un siècle, avait provoqué la mort « de plus de 5 000 personnes ». Selon d'autres responsables des secours, le bilan du désastre ne pourra jamais être établi, car de nombreux cadavres ont été ensevelis sous plusieurs mètres de boue ou entraînés vers la mer par les inondations qui ont ravagé le littoral. La vallée où se trouve Caracas et l'Etat de Vargas, une frange côtière et touristique coincée entre une chaîne de montagnes et la mer des Caraïbes, a été particulièrement touchée par le déluge provoqué par une zone de basses pressions qui a attiré des vents chargés d'humidité depuis l'Atlantique.

Vêtu de son uniforme de campagne, le président Hugo Chavez a pris la tête des secours. «Le plus important est d'essayer de sauver le plus grand nombre de vies possible. Ce n'est pas le moment des statistiques, nous sommes en pleine baa pris lui-même la tête des opérations de

taille », a déclaré l'ancien colonel parachutiste lors d'une conférence de presse improvisée à l'aéroport international Simon-Bolivar de Maiquetia, à une trentaine de kilomètres de Caracas. Alors que les vols commerciaux sont interrompus depuis la catastrophe, l'aéroport, devenu le quartier général des opérations de secours, a été converti en un vaste hôpital de campagne où les rescapés sont accueillis et soignés. Plus de cinquante hélicoptères et avions de l'armée et plus de dix mille militaires ont été mobilisés dans le cadre de l'opération « Secours 2000 » lancée, samedi, par le président Chavez.

AIDE INTERNATIONALE

Premiers à intervenir, quelque 800 parachutistes, dotés de rations de survie, d'eau potable, de médicaments et d'équipements de communication, ont été largués ou descendus à l'aide de cordes par des hélicoptères dans les localités les plus difficiles d'accès de l'Etat de Vargas, où des dizaines de milliers de personnes se sont réfugiées sur les toits des maisons et des immeubles pour échapper aux torrents de boue. Les hélicoptères et des unités de la marine, qui ont déblayé les débris pour s'approcher de la côte, participent à l'évacuation des sinistrés. Dimanche en fin d'après-midi, près de 40 000 per-

Les Etats du Nord les plus touchés par les pluies Mer des Caraïbes COLOMBIE Margarita Etat le **FALCON** MIRANDA CARACAS ENEZUELA

sonnes avaient été évacuées, tandis que plusieurs milliers de sans-abri se dirigeaient vers Caracas le long

COLOMBIE

de la route remontant du littoral. L'aide internationale s'est rapidement mobilisée pour venir en aide aux victimes. « Nous disposons d'une force multinationale d'officiers et d'hélicoptères américains et de médecins cubains qui participent aux opérations », soulignait, samedi, le président Chavez, L'un des premiers, son homologue et ami

cubain, Fidel Castro, a offert de mettre en place un « pont aérien » pour acheminer deux cents médecins et huit tonnes de médicaments et de secours. Trois hélicoptères Blackhawk de l'armée américaine ont été mis à la disposition des autorités vénézuéliennes dès les premières opérations de sauvetage. Le Mexique a envoyé quatre avions Hercules chargés d'aide humanitaire et de sauveteurs accompagnés de chiens. La France a annoncé l'arrivée d'un Transall, basé en Martinique, qui pourra être utilisé pour l'évacuation des sinistrés.

Dimanche soir, un peu plus de mille cadavres avaient été retrouvés. Selon le général Vassily Kostoski, le vice-ministre de la justice chargé de coordonner les secours, l'identification de beaucoup d'entre eux est très difficile. Les cimetières de Caracas sont saturés et les fabricants de cercueils travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre, a annoncé Guillermo Herrera, le président de la chambre des pompes funèbres. Des centaines de tombes sont creusées à la hâte au cimetière général du sud, l'un des plus grands de la capitale, et les autorités ont annoncé la gratuité des services funéraires. Dans un message diffusé à la radio et à la télévision, le ministre de la santé, Gilberto Rodriguez Ochoa, a mis en garde la population contre « le risque sanitaire élevé et les épidé-

APPEL AU CALME

Les militaires et les unités de la Garde nationale s'efforcent également d'empêcher les pillages. Selon les témoignages de survivants évacués, nombre de commerces et de maisons abandonnées ont été saccagés dans plusieurs localités de l'Etat de Vargas. Au port de La Guaira, l'une des villes les plus durement frappées, les militaires ont

laissé la foule faire ses provisions d'aliments au milieu d'un amoncellement de conteneurs éventrés. Ils n'intervenaient que pour empêcher le pillage d'autres marchandises, comme les jouets ou les téléviseurs répandus sur les quais.

La plupart des Vénézuéliens ont fait preuve d'une grande solidarité avec les victimes du désastre. Des milliers de volontaires se sont offerts pour participer aux secours et les dons n'ont cessé d'affluer. Alors que l'eau en bouteille, les conserves et la farine de maïs commencent à manquer dans les supermarchés de Caracas, le maire. Antonio Ledezma, a appelé la population au calme, lui demandant de ne pas stocker la nourriture pour ne pas aggraver les pénuries. Les dégâts subis par le port de La Guaira, le plus important du Venezuela, risquent cependant d'entraver l'approvisionnement dans ce pays où une part importante des aliments est importée. La catastrophe risque aussi de contrarier la reprise économique que les autorités annonçaient pour l'an prochain, après l'adoption par référendum, le 15 décembre, de la nouvelle Constitution « bolivarienne ». Un nouveau triomphe électoral que le président Chavez n'a pu fêter avec ses partisans en raison du déchaînement climatique.

Jean-Michel Caroit

Les Etats-Unis cèdent à des détenus cubains preneurs d'otages

de notre correspondante

Une fois n'est pas coutume : cédant sous la pression d'une prise d'otages dans une prison de Louisiane, à Saint-Martinville, les autorités fédérales américaines ont accordé satisfaction, samedi 18 décembre, aux mutins cubains qui demandaient à être expulsés des Etats-Unis, au terme de six jours de tension qui ont révélé aux Américains la situation juridique kafkaïenne de quelque 2 400 détenus cubains

Les otages, des gardiens de prison et cinq détenues du quartier des femmes, ont été libérés sains et saufs ; bien que des tireurs d'élite du FBI aient été placés de manière très visible tout autour du bâtiment dès le début de la prise d'otages, le 13 décembre, le dénouement pacifique a été négocié par une mère de détenu et une journaliste hispanique d'une chaîne de télévision locale qui a servi d'interprète.

Armés de couteaux artisanaux, les preneurs d'otages - cinq Cubains et un ressortissant des Bahamas – ont expliqué leur geste par le désespoir de voir leur situation juridique se résoudre un jour : les cinq Cubains avaient purgé les peines auxquelles ils avaient été condamnés, mais étaient maintenus en détention depuis plusieurs années parce que leur pays d'origine ne voulait pas les reprendre et que les Etats-Unis les jugeajent trop dangereux pour les remettre en liberté sur leur territoire. Aux termes d'une loi fédérale américaine de 1996, les délinquants étrangers condamnés à une peine de prison aux Etats-Unis sont expulsés vers leur pays d'origine dès la fin de leur condamnation; mais certains pays (Cuba, le Laos, le Cambodge et le Vietnam) n'ont pas signé d'accord en ce sens avec les Etats-Unis.

Ceux qui ne peuvent être renvoyés dans leur pays deviennent des « détenus des services de l'immigration », qui ne disposent pas d'infrastructure adéquate pour abriter les 17 000 « pensionnaires » dont ils ont ainsi la charge. A peu près 60 % de ces détenus sont donc « sous-traités » à des prisons locales, comme celle de Saint-Martinville, qui y trouvent leur compte puisque l'INS (Immigration National Service) leur verse 45 dollars par jour et par détenu. A titre de comparaison, l'allocation quotidienne versée par l'Etat de Lousiane pour chaque détenu confié à la même prison locale n'est que de 22 dollars.

MUTINERIES ET GRÈVES DE LA FAIM

Les 2 400 détenus cubains qui se trouvent dans la même situation dans diverses prisons américaines (ils ont été placés par petits groupes pour éviter les mutineries) sont pour l'essentiel des « Marielitos », arrivés aux Etats-Unis au moment de l'exode de Mariel, port cubain par lequel Fidel Castro a laissé partir par la mer, en 1980, quelque 130 000 Cubains, après avoir mêlé parmi eux des prisonniers de droit commun et des malades psychiatriques. Certains ont été placés en détention dès leur arrivée; d'autres, comme les preneurs d'otages de Saint-Martinville, ont commis après leur arrivée des crimes pour lesquels ils ont été condamnés par la justice américaine. Mais la situation de détention indéfinie dans laquelle les a ensuite placés l'INS a déjà suscité deux mutineries en 1987 et de nombreuses grèves de la faim à la suite desquelles quelque 6 000 ont peu à peu été libérés.

Les preneurs d'otages avaient demandé à être expulsés « n'importe où »; le département d'Etat a confirmé dimanche, au lendemain du dénouement, avoir obtenu l'accord de La Havane pour leur retour et a assuré qu'il s'agissait là de « la meilleure solution pour les intérêts américains ».

Francisco Labastida, favori de la présidentielle au Mexique

de notre envoyé spécial

Le Mexique est en campagne électorale. Même si l'élection présidentielle n'a lieu que le 2 juillet 2000 et si le futur président n'entre en fonctions que le 1er décembre suivant, les affiches des candidats ornent déjà les murs de Mexico. A droite, Vicente Fox représentera le Parti d'action nationale (PAN) et, à gauche, Cuauhtémoc Cardenas portera les couleurs du Parti de la révolution démocratique (PRD). Ce sont les deux principaux challengers de celui qui fait figure de grand favori: Francisco Labastida. candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis plus de soixante-dix ans. Selon tous les sondages, celui-ci devrait être élu en juillet.

C'est dans une maison discrète mais cossue de Mexico, mise à sa disposition par Eduardo Bours, un des principaux industriels du pays, que M. Labastida a installé son QG de campagne. Celui-ci se dit certain de sa victoire. Une disposition constitutionnelle assure la majorité des sièges à la Chambre des députés au parti qui obtient 43 % des voix. « Les sondages nous créditent de 44 % à 45 % des suffrages alors qu'il y a encore 20 % d'indécis. J'espère bien les convertir et obtenir Sylvie Kauffmann plus de 50 % des suffrages », ex-

plique cet homme de cinquantesept ans, militant du PRI depuis l'âge de vingt-deux ans. Il est vrai que ce parti, que l'on annonce régulièrement à bout de souffle, a bien démarré sa campagne.

Au centre de son discours, la lutte contre la corruption et pour la cohésion sociale. «La sécurité sera ma première priorité. Je vais tout assainir, à n'importe quel prix et à tous les niveaux », affirme celui qui fut ministre de l'intérieur, avant de démissionner pour faire campagne. Lui objecte-t-on qu'il prendrait là un réel risque politique, l'homme estime que son passé plaide pour lui: « Quand i'étais gouverneur de l'Etat de Sinaloa, j'ai mis 40 % des policiers en prison. Le risque n'est pas que politique. Il est physique : on a assassiné mon garde du corps, le procureur, le chef de la police judiciaire. J'ai moimême été déjà victime de deux at-

Selon lui, une des raisons de l'augmentation de la criminalité (+ 80 % de 1990 à 1997) s'explique par la responsabilité des Etats en matière judiciaire. « Nous sommes un Etat fédéral avec 32 codes pénaux différents. Or, les Etats n'ont pas fait de la justice et de la police une priorité. » Sans plus de préci-

sion, M. Labastida s'engage à « accomplir toutes les réformes nécessaires pour renforcer le système judiciaire du Mexique ». Mais le candidat du PRI sait que la corruption et la criminalité sont en grande partie dues aux problèmes sociaux que connaît le Mexique. « Le nombre de pauvres augmente. Il y a 24 millions de pauvres extrêmes. Du coup, la délinquance et la criminalité se développent. Maintenant, le pays a les moyens d'offrir une augmentation de la qualité de

la vie mais aussi du niveau de vie.» Sur le plan économique, le candidat se veut extrêmement prudent. Dans un pays qui a multiplié les privatisations et ouvert à la concurrence une partie de son marché de l'énergie, M. Labastida estime que « les privatisations antérieures, que ce soient les banques, les hôtels, les routes... ont laissé un goût amer aux Mexicains. Elles ont augmenté la dette publique au lieu de la réduire. Je veux donc être très prudent nour toute nouvelle privati sation ». C'est pourquoi, malgré les sollicitations de la communauté internationale, M. Labastida exclut toute privatisation, même partielle, de Pemex, la société pétrolière publique qui fournit, à elle seule, 30 % des recettes de l'Etat.

Frédéric Lemaître

*Discussion et concert en direct de l'Orchestre National de Barbès ce soir à 19h30.

Bain de sang au Sri Lanka en fin de campagne électorale

Deux attentats à Colombo ont fait 33 morts et 129 blessés dont la présidente sortante, qui brigue un nouveau mandat

COLOMBO

de notre envoyée spéciale C'est dans la crainte et un climat de violence renouvelée au'environ 11.5 millions d'électeurs sri-lankais étaient appelés aux urnes, mardi 21 décembre, pour désigner leur président. La campagne électorale s'est achevée tragiquement, samedi, par l'explosion à Colombo de deux bombes qui ont fait 33 morts et 129 blessés dont la présidente sortante et candidate à sa succession, Chandrika Kumaratunga, Celle-ci venait d'achever son dernier meeting électoral à l'hôtel de ville et s'apprêtait à regagner sa voiture lorsqu'une femme, porteuse d'une ceinture d'explosifs, a tenté de s'approcher et s'est fait sauter à environ dix mètres d'elle. La présidente, atteinte d'éclats à la figure et à l'œil droit, a été immédiatement transportée à l'hôpital où, opérée dans la nuit pour retirer les éclats, elle devrait rester quelques jours. Selon des témoins, son état n'inspire toutefois pas d'inauiétude.

M^{me} Kumaratunga, qui a perdu dans des attentats son père, l'an-

Les griffes mortelles des « Tigres noirs »

La femme qui transportait la bombe visant le chef de l'Etat était, selon la police, membre d'une unité spéciale du mouvement séparatiste, baptisée les « Tigres noirs ». Ces commandos-suicide du mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE, séparatistes) sont devenus célèbres pour leurs attentats qui ont visé une longue liste de victimes de renom depuis leur première action, en juillet 1987, lorsqu'un Tigre connu sous le nom de « Capitaine Miller » a conduit un camion bourré d'explosifs à l'intérieur d'un cantonnement de l'armée, tuant une quarantaine de soldats.

Au fil des ans, des personnalités de plus en plus importantes ont été les victimes des Tigres noirs malgré les efforts des autorités pour renforcer la sécurité. L'une des plus importantes victimes de ces commandos a été le président Ranasinghe Premadasa, qui a perdu la vie au cours d'un attentat commis pendant un meeting à Colombo en 1993. En octobre 1994, le principal rival de M^{me} Kumaratunga pour le fauteuil présidentiel, Gamini Dissanayake, était tué au cours d'un meeting par une femme soupconnée d'être membre des Tigres noirs. Paradoxalement, les attentats-suicides des Tigres ont souvent visé les hommes politiques qui ont tenté ou ont préconisé d'ouvrir des pourparlers avec les séparatistes du LTTE.

cien président Solomon Bandanaraike, ainsi que son mari, Vijava Kumaratunga, s'est d'ailleurs adressée, dimanche en fin d'aprèsmidi à la radio, à ses concitoyens pour les exhorter au calme et à la retenue vis-à-vis de la communauté tamoule. « J'appelle tous mes concitoyens, comme c'est leur devoir, à protéger tous les citoyens tamouls de ce pays. Je sais que la vaste majorité des Tamouls prient avec vous pour ma sécurité », a-t-elle précisé avant d'ajouter : « je vais bien et serai de nouveau à mon poste très bientôt ». Selon le ministre des postes et communications, Mangala Samaraweera, la présidente, dont la moitié du visage est bandée, n'a pas souhaité apparaître ainsi devant les caméras de la télévision, pour éviter tout risque de débordement de ses partisans. Dans la même logique et alors que le couvre-feu avait été immédiatement imposé à Colombo, samedi soir, les mesures de sécurité ont été renforcées autour des quartiers majoritairement habités par les Ta-

Bien que cet attentat n'ait pas été revendiqué, ce que le LTTE (les Tigres de libération de l'Eeelam tamoul) ne fait généralement pas, il ressemble en effet comme un frère

aux précédents attentats de ce mouvement, notamment celui qui a tué l'ancien premier ministre indien, Rajiv Gandhi en 1991. Les Tigres sont désignés unanimement, du gouvernement à l'homme de la rue, comme les responsables. Vingt et une personnes, dont trois policiers de la sécurité rapprochée de la présidente, ont été tuées dans cet attentat et trois ministres ont été blessés. Quinze minutes avant ce drame, une autre bombe avait explosé lors du dernier meeting de l'UNP (Parti national unifié, opposition) dans un faubourg de Colombo tuant douze personnes, dont un ancien général, et en blessant quarante-cinq. Une grenade lancée sur la foule serait à l'origine de cette deuxième explosion.

Dans son message à la nation, Mme Kumaratunga a solennellement exhorté les 18 % de Tamouls à « clairement et sans hésitation décider s'ils veulent continuer à renforcer la main de la terreur et du meurtre par leur discret et partial soutien au LTTE. Le LTTE a maintenant prouvé au-delà de tout doute qu'il ne se satisfait que de la politique de la terreur et qu'il ne comprendra jamais le langage de la raison et du cœur », at-elle ajouté, demandant aux 18 millions de Sri-Lankais, « quelle que soit leur religion ou communauté », de s'unir pour mettre fin à la

Elue triomphalement en 1994 avec le soutien de la minorité tamoule qui espérait alors dans ses promesses de paix, Mme Kumaratunga sait que celle-ci est aujourd'hui beaucoup plus hésitante. Non seulement la paix n'a jamais été au rendez-vous mais la guerre a redoublé et dans son message annuel du « Jour des martyrs », le 27 novembre, le chef du LTTE, Velupillai Prabakharan, a clairement indiqué son choix dans la campagne électorale, en affirmant que les cinq dernières années du régime Kumaratunga représentaient « la pire forme d'oppression tyrannique » contre les Tamouls. Contrairement à ce qu'il avait fait en 1994, le grand parti tamoul modéré, le TULF (Front uni de libération tamoule) n'a pas donné de consignes de vote. Et beaucoup de Tamouls reconnaissent qu'ils sont prêts à tenter leur chance avec le principal opposant de M^{me} Kumaratunga, le chef de l'opposition, Ranil Wikremesinga qui a promis d'ouvrir des négociations avec le LTTE.

SOLUTION NÉGOCIÉE

Le discret soutien du LTTE à M. Wikremesinga pourrait toutedes Cinghalais en faveur de la présidente qui peut aussi sans doute compter sur quelques votes de sympathie après l'attentat auquel elle a miraculeusement échappé. Le vote, qui va se dérouler en présence d'observateurs internationaux venus de différents pays du Commonwealth, sera serré. Certains craignent déjà des violences à l'issue de l'annonce des résultats qui devraient être connus mercredi.

En appelant à cette élection un an avant la date prévue, M^{me} Kumaratunga affirmait vouloir un mandat renouvelé et plus fort pour sortir de l'impasse politique et tenter d'imposer son plan de paix, bloqué à la fois par l'opposition de l'UNP et l'incertitude de la position du LTTE. Ce but semble d'ores et déjà hors de portée. On voit mal comment le président élu, quel qui soit, pourra évoluer alors que les divisions de la classe politique cinghalaise face au conflit demeurent aussi profondes.

Si, selon un récent sondage du Conseil national pour la paix, 55 % environ des Sri-Lankais se prononcent pour une solution négociée, la volonté politique semble encore manquer au niveau des dirigeants, que les actions du LTTE n'aident pas. Mais, comme l'affirme un responsable du Conseil national pour la paix, c'est avec lui qu'il faut négocier, car aussi brutal et meurtrier qu'il soit, « il continue de représenter, même de façon dévoyée, les aspirations de la minorité tamoule ».

Françoise Chipaux

Le Portugal a quitté Macao en imposant le silence aux voix dissidentes

Des adeptes de Fa Lun Gong et des contestataires ont été expulsés

cession de Macao dans un grand élan patriotique, la présentant comme une nouvelle étape

La Chine a célébré, lundi 20 décembre, la rétro-cession de Macao dans un grand élan patrio-décisive dans sa campagne de réunification du pays. Des cérémonies officielles allant dans ce confiant, dimanche, dans un « règlement au sens ont été organisées dans toute la Chine. A plus tôt de la question de Taïwan ».

MACAO

de notre envoyé spécial Ouand l'horloge trônant sur la place du Leal Senado (loyal Sénat) a carillonné l'heure de minuit, dimanche 19 décembre, la foule de jeunes Chinois massée autour de la fontaine s'est hérissée des fanions de la Chine populaire - rouge frappé des cinq étoiles jaunes - et de la nouvelle Région administrative spéciale (RAS) de Macao - vert piqué d'une fleur de lotus blanche coiffée d'un arc de cinq étoiles jaunes. Sur un écran géant, chacun suit la retransmission de la cérémonie des drapeaux: silence quand les couleurs portugaises sont amenées, concert d'applaudissements quand celles de Pékin sont hissées. Le contraste est saisissant avec la rétrocession de Hongkong à la mi 1997,

alors accueillie avec plus de retenue. Toute la jeunesse « branchée » de Macao est là, teintée de roux ou de blond, léchant une crème glacée dans le vent chargé de bruine, sillonnant l'Avenida de Almeida Ribeiro à bord de grosses cylindrées japonaises d'où s'échappent les battements sourds d'une musique rock. Vicky, une étudiante en *mocratie.* » La Chine de Pékin? économie, photographie la facade du Leal Senado dont on gomme les symboles portugais. Est-elle heureuse de l'événement? « Oui, je suis heureuse, tout simplement parce que je suis Chinoise. » Est-elle aussi critique à l'égard des Portugais que beaucoup de ses compatriotes, qui leur reprochent du laxisme vis-à-vis des triades? « Il ne faut pas être aussi sévère, nuance-t-elle. Les vrais problèmes, ce sont les casinos, et ces problèmes resteront. Mais il est vrai que les futures autorités chinoises seront plus dures. » Justement, ne craintelle pas une régression en matière de libertés? « Non. Regardez à Hongkong, les droits de l'homme sont aussi respectés qu'avant. »

DISCOURS CONVENUS

Emmitouflé dans son imperméable couleur vanille, Cheong, un technicien du spectacle, porte sur ce chassé-croisé des drapeaux d'histoire un regard plus cynique. « Un mauvais part, un autre mauvais arrive. » Le Portugal ? « Ils ont très mal gouverné Macao. Ils ne se sont absolument pas souciés d'implanter la dé« Vous savez, on n'oublie pas Tianan-

Comme pour donner raison à Cheong, les heures précédant la transition ont été émaillées de quelques incidents qui donnent une idée de la façon dont les mal-pensants seront traités à Macao, le plus étonnant étant que ce sont les Portugais qui ont pris la responsabilité d'une telle rudesse. Dimanche, la police locale a embarqué manu militari une trentaine d'adeptes de la secte bannie par Pékin – Fa Lun Gong. « Il ne fallait pas ternir la dignité et la grandeur des cérémonies », justifie le brigadier Manuel Soares Monge, haut fonctionnaire chargé de la sécurité. Chinois résidant en Australie, au Japon ou aux Etats-Unis, les disciples de Fa Lun Gong ont été placés à bord d'un ferry en partance pour Hongkong.

Les autorités locales ont également refoulé à l'arrivée à Macao six autres adeptes de la secte et deux dissidents démocrates venus de l'excolonie britannique. Une pratique dénoncée par Amnesty Internatio-

« grandiloquentes garanties » que le Portugal prétend avoir obtenues en matière de libertés pour le futur

Rien donc n'est venue troubler la « sérénité » de cérémonies dans une cité en état de siège, quadrillée par quatre mille policiers et désertée, pour quelques jours, des prostituées et membres des triades qui hantent d'ordinaire les abords des casinos. En présence de deux mille cinq cent dignitaires, le cérémonial s'est étiré dans la pompe des discours convenus. Le président portugais Jorge Sampaio a souhaité que Macao « n'oublie pas sa différence, seul moyen d'assurer sa raison d'être », tandis que le président Jiang Zemin a indiqué que le « gouvernement » et « le peuple chinois » sont prêts à « un règlement rapide de la question de Taïwan » pour « achever la réunification nationale ». Douze heures plus tard, un détachement de cinq cents soldats de l'Armée populaire de libération franchissait la frontière et progressait, à bord de blindés, dans les artères de Macao.

Frédéric Bobin



WWW. amid.com/16a © 1993 Advanced Micro Devices, Inc. AMD, le logo AMD Athlon et ses combinaisons sont des marques commerciales de Advanced Micro Devices, Inc.

Le pape ira en Terre sainte du 21 au 26 mars 2000

Jean Paul II est invité par le gouvernement israélien, par l'Autorité palestinienne et par l'Assemblée des Eglises catholiques

Terre sainte – le premier d'un pape depuis trente-cinq ans - aura lieu du 21 au 26 mars. Le pape résidera à la délégation apostolique à Jérusalem sur le mont des Oliviers. Cette annonce a été faite unilatéralement par les autorités israéliennes, au terme d'une mission d'une délégation du Vatican, qui a rencontré en particulier les responsables des sécurités israélienne et palestinienne.

Prévue de longue date, la visite du pape - invité par le gouvernement israélien, par l'Autorité palestinienne et par l'Assemblée des Eglises catholiques de Terre sainte - avait pu paraître compromise par la polémique entre Israël et les Eglises sur la construction d'une mosquée près de la basilique de l'Annonciation à Nazareth.

Cette visite en Terre sainte devrait être le temps fort du pèlerinage que le pape entreprend, à l'occasion du Jubilé de l'an 2000, sur les lieux de l'« histoire du salut ». Elle s'inscrit dans une série de déplacements qu'il a prévu de faire en Irak (projet provisoirement annulé), en

LE VOYAGE de Jean Paul II en Syrie, en Egypte, à Athènes. Jean Paul II devrait commencer sa visite par la Galilée (nord d'Israël), où Jésus a passé son enfance. Il se rendra ensuite au Saint-Sépulcre, en vieille ville de Jérusalem, puis dans la ville autonome palestinienne de Bethléem, en Cisjordanie.

Ira-t-il en Jordanie? La question reste suspendue. On avait prêté au pape l'intention de se rendre dans le royaume hachémite, en particulier au mont Nébo, montagne biblique du pays de Moab, d'où Moïse, selon le Deutéronome, avait vu la Terre promise. Le patriarche latin de Jérusalem, Mgr Michel Sabbah, a même déclaré au quotidien palestinien Al-Qods que la visite du pape en Terre sainte pourrait commencer par la Jordanie.

Le programme précis de cette visite doit être encore confirmé par le Vatican. Haïm Ramon, ministre israélien chargé des préparatifs, a présenté dimanche ses excuses au Vatican pour une annonce prématurée du voyage, contraire aux usages diplomatiques.

Henri Tincq

Au Soudan, le conflit entre les deux pôles du pouvoir continue de faire des vagues

Une réconciliation de MM. El Tourabi et El Bechir semble peu probable

Soucieux de démontrer que la crise au sein du Bechir, a demandé, dimanche 19 décembre, au pouvoir central n'a pas perturbé le fonctionnement de l'Etat, le président soudanais, Omar El

LA REVANCHE étant un plat qui

se mange plutôt froid, Hassan

El Tourabi attend-il son heure pour

retourner la situation en sa faveur

au Soudan, après les mesures

prises par son désormais frère en-

nemi, le président Omar Hassan

El Bechir? Et si oui, comment le fe-

ra-t-il? Huit jours après la procla-

mation de l'état d'urgence pour

une durée de trois mois et la disso-

lution du Parlement par le chef de

l'Etat (Le Monde du 14 décembre),

M. El Tourabi, secrétaire général du

parti au pouvoir, le Congrès natio-

nal (islamiste), et président du Par-

lement dissous, n'est en tout cas

pas homme à se laisser faire, disent

ceux qui ont suivi son parcours po-

litique agité. Et il ne semble pas

« Toutes les options sont ou-

vertes », a-t-il prévenu, samedi

18 décembre, tout en se disant par-

tisan de la paix civile et en laissant

une fenêtre ouverte aux tentatives

de réconciliation avec celui dont il

fut l'idéologue dès le coup d'Etat

de 1989, qui a porté M. El Bechir au

pouvoir. Cette mise en garde a fait

à nouveau monter la tension, après

disposé à rendre les armes.

comité ad hoc d'engager des consultations sur des amendements constitutionnels en vue de la

qu'une réunion prévue samedi d'un « comité de réconciliation » fut reportée sine die et que le président El Bechir eut fait savoir qu'en tout état de cause il ne re-

viendrait pas sur sa décision de

proclamer l'état d'urgence et de

LE MOUVEMENT ISLAMISTE

dissoudre le Parlement.

Quelques jours plus tôt, dans un signe au moins apparent de bonne volonté, M. El Tourabi avait provisoirement renoncé à demander aux ministres membres du Congrès national de présenter leur démission, en attendant de voir comment les choses évolueraient. Il avait également mis au frigidaire la décision de démettre M. El Bechir de la présidence du Congrès national et lancé un appel à ses partisans pour qu'ils n'organisent pas de manifestations ni ne provoquent des troubles

Les deux hommes ont par ailleurs mis à profit ces huit jours pour s'employer à expliquer leurs points de vue respectifs, M. El Bechir revendiquant, pour la première fois en dix ans, et dans le

souci évident de gagner la base du Congrès national à sa cause, son appartenance au mouvement islamiste dès sa plus tendre jeunesse et la prise du pouvoir au nom du mouvement islamiste. Le président a notamment rencontré les parlementaires pour leur expliquer que la dissolution de la chambre ne les visait pas, mais avait pour unique objectif d'apurer le contentieux avec M. El Tourabi. M. El Bechir a annoncé que des élections législatives auraient lieu vers le milieu de l'an 2000. Parallèlement, dans un geste d'apaisement, il a autorisé la

reparution du journal El Raï el Ak-

har (l'autre opinion) suspendu il y a

deux mois.

M. El Tourabi, qui, curieusement dans un système où il n'existe aucune culture de la démocratie, garde sa liberté de parole et de mouvement - hormis le droit d'accéder au Parlement –, a surtout contesté la constitutionnalité des décisions prises par le président de la République. Ce qui, faisait remarquer un éditorialiste soudanais dans un article publié par le journal saoudien El Chark el Aousat, ne manque pas de sel de la part d'un dirigeant lui-même parvenu au pouvoir grâce à l'appui des baïon-

GUERRES INTESTINES

Dimanche, M. El Tourabi a donc de nouveau haussé le ton, prévenant, dans des déclarations à l'AFP, que si, au 27 décembre, M. El Bechir ne revenait pas sur ses décisions il serait exclu du parti en même temps que ses partisans. Le Congrès national n'est toutefois pas la seule force dont il dispose.

La majorité des gouverneurs élus sont ses proches et il leur a demandé de demeurer à leurs postes, explique un Soudanais bon connaisseur de son pays. Ses hommes sont foule au sein de l'administration et des différentes institutions de l'Etat. Il pourrait donc, s'il le décide, paralyser le fonctionnement

réintégration des opposants dans la vie poli-

tique. Mais son conflit avec son ancien mentor

Hassan El Tourabi n'est pas encore réglé.

M. El Bechir peut compter pour sa part sur les forces armées et paramilitaires. Il disposerait également du soutien de ceux qu'on appelle les « dababine », littéralement les tankistes, sorte de force spéciale blindée kamikaze, totalement autonome par rapport à l'armée.

Le président soudanais a déjà reçu l'appui du puissant voisin égyptien, qui a toujours vu en M. El Tourabi un dangereux agitateur islamiste, manipulateur des extrémistes islamistes égyptiens. Ce dont l'intéressé s'est toujours défendu, n'hésitant d'ailleurs pas à accuser l'Egypte d'avoir inspiré le mini coup de palais de M. El Bechir. La Libye, qui, avant le déclenchement du conflit à la tête du pouvoir soudanais, était, avec l'Egypte, à l'origine d'une « initiative » de règlement des multiples guerres intestines du Soudan, voit elle aussi d'un œil plutôt favorable le coup de force du général El Bechir.

Au sein de l'opposition, déjà divisée quant aux ouvertures qui lui ont été faites par le pouvoir, seul l'ancien premier ministre Sadek El Mahdi, chef du parti Oumma, a estimé que le coup de force du général El Bechir devrait faciliter la

Amnesty International dénonce une « répression systématique » menée par les autorités irakiennes

L'ORGANISATION de défense des droits de l'homme Amnesty International a intitulé son dernier rapport sur l'Irak: «Irak, une répression systématique »; mais c'est plutôt de pure cruauté qu'il faudrait parler à propos du répertoire des pratiques des autorités irakiennes à l'encontre des opposants politiques, de ceux qui sont présumés tels ou de leurs proches. « Atrocités » à propos desquelles le gouvernement irakien a « imposé un black-out total », braquant les projecteurs sur les souffrances endurées par la population sous l'effet des sanctions imposées par l'ONU à Bagdad depuis neuf ans.

Amnesty International, dont le rapport remonte à novembre, a décidé de porter à la connaissance du plus large public les informations qu'elle a recueillies parce que toutes ses interventions écrites et ses recommandations auprès des autorités de Bagdad sont restées lettre morte. Par ailleurs, le gouvernement irakien refuse systématiquement aux « spécialistes des droits humains des Nations unies et notamment au rapporteur spécial sur l'Irak », Max Van der Stoel, tout accès à son territoire.

« N. (dont le nom est tenu secret à la demande d'un membre de la famille, précise Amnesty), homme d'affaires kurde de Bagdad (...), a été arrêté en décembre 1996 (...). Onze mois plus tard, sa famille a été informée par les autorités au'il avait été exécuté et qu'elle devait aller récupérer sa dépouille (...). Il avait eu les yeux arrachés et les orbites remplies de papier, et son poignet droit et sa jambe gauche étaient fracturés. » Sa famille n'a jamais su pourquoi il avait été arrêté et soumis à de tels supplices, mais elle suppose que c'est en raison de « l'amitié le liant à un général à la retraite qui entretenait des relations avec l'opposition à l'étranger », et qui a lui aussi été arrêté et exé-

Le cas de N. est un exemple parmi beaucoup d'autres qu'Amnesty a répertoriés, en citant parfois les noms en toutes lettres. Ceux qui ont réussi à s'enfuir en soudoyant

des responsables témoignent euxmêmes. Pour les autres, Amnesty a recueilli les témoignages des

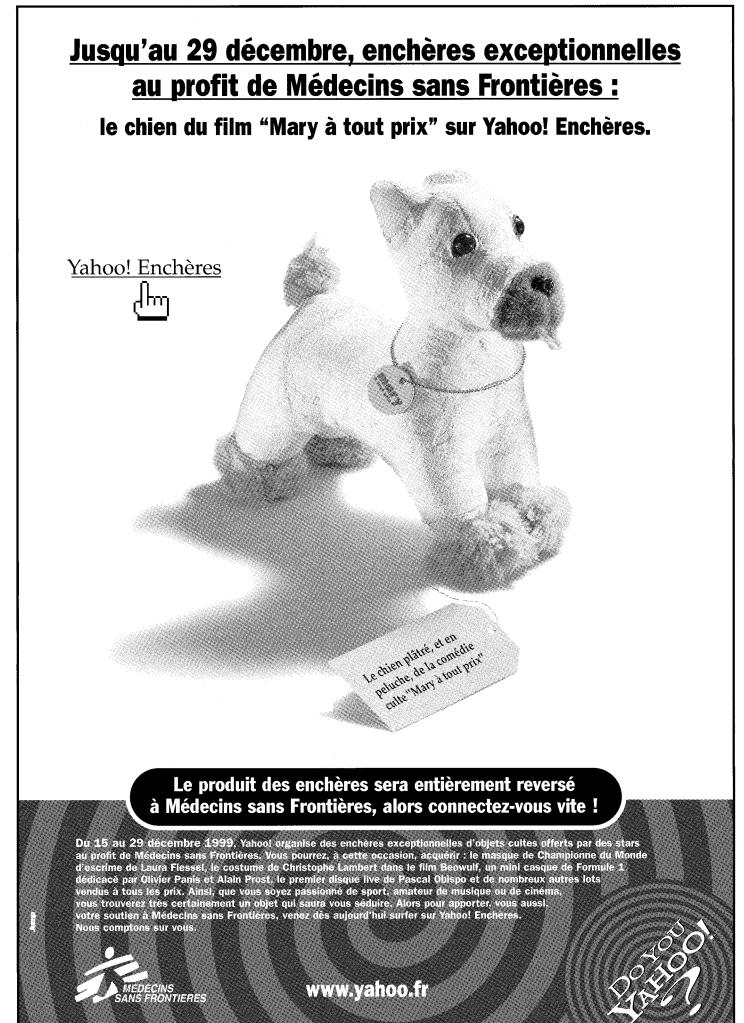
« Arrestations, détentions arbitraires, tortures, exécutions judiciaires et extrajudiciaires au terme de procès sommaires et inéquitables, disparitions, expulsions forcées de personnes en raison de leur origine ethnique » (principalement kurde), amputations, peine capitale, sont presque monnaie courante en Irak. La majorité des victimes de violations des droits fondamentaux, précise Amnesty, sont des chiites - majoritaires dans ce pays gouverné par la minorité sunnite -, y compris des dignitaires religieux.

HAUTS RESPONSABLES

Mais les Kurdes ne sont pas logés à meilleure enseigne. « Depuis le début des années 80, des centaines de milliers de Kurdes et de chiites ont "disparu" et leur sort n'est toujours pas élucidé », indique le rapport. Les militaires sont aussi des cibles favorites. Parmi les personnes « suppliciées au cours des derniers mois, figuraient plusieurs hauts responsables de l'armée, soupçonnés d'entretenir des relations avec l'opposition à l'étranger ou d'avoir comploté pour renverser le régime ».

Par ses pratiques, le gouvernement irakien viole non seulement les conventions internationales. mais certaines dispositions de la Constitution provisoire irakienne promulguée en 1990, note Amnes-

« Une fois de plus », l'organisation internationale exhorte le gouvernement irakien à libérer les prisonniers politiques et d'opinion, à respecter les droits humains et judiciaires des prévenus, à abroger les décrets prévoyant des châtiments corporels, à ratifier la Convention de l'ONU sur la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants, etc. Bref, à faire exactement le contraire de ce qu'il a toujours fait.



Jacques Chirac ne se sent pas « irrité » par les Etats-Unis

« *JE NE ME SENS* en aucune façon irrité ou agacé par les Etats-Unis », a déclaré Jacques Chirac dans un entretien publié, vendredi 17 décembre, par le New York Times. Le chef de l'Etat a abordé, à cette occasion, les principaux sujets de politique internationale qui opposent souvent les Etats-Unis à l'Europe et à la France.

A ce propos, Jacques Chirac a déploré l'attitude conservatrice du Sénat américain sur différents sujets et en particulier sa responsabilité dans l'échec du traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT). « Ce n'est pas la meilleure attitude, vu les responsabilités que les Etats-Unis ont dans le monde », a-t-il ajouté. Cette position risque de « donner le mauvais exemple et de relancer la course à la prolifération des armes », a indiqué le chef de l'Etat. « Je lis parfois que la France veut un monde multipolaire pour réduire l'importance des Etats-Unis ou pour créer des rivalités avec la puissance américaine... », a-t-il dit, avant de préciser que, s'il parle d'un « monde multipolaire », c'est parce qu'il « pense que [celui-ci] est inévitable ».

Jacques Chirac a confirmé l'opposition de la France à l'importation de bœuf aux hormones américain, en affirmant que les plus hautes autorités scientifiques ont reconnu qu'il est nocif, ce que les Etats-Unis contestent. « Vous ne pouvez pas nous faire manger quelque chose que nous ne voulons pas manger », a-t-il ajouté.

Italie: Massimo D'Alema devrait se succéder à lui-même

ROME. Après la démission de Massimo D'Alema, samedi soir 18 décembre, le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, a procédé dimanche et lundi aux consultations d'usage avant de désigner un successeur au président du conseil sortant qui sera très vraisemblablement de nouveau Massimo D'Alema. Cette désignation pourrait avoir lieu dès lundi soir et le nouveau gouvernement pourrait être formé avant Noël et peut-être obtenir la confiance de la chambre des députés cette semaine.

Même si Massimo D'Alema perd le soutien des socialistes et de Francesco Cossiga, il dispose d'une majorité suffisante pour poursuivre sa tâche. Samedi soir, lors de son discours de démission, le chef de l'exécutif a réclamé « un gouvernement fort et rénové en mesure d'entreprendre les réformes nécessaires et possibles ». « Il faut récupérer l'esprit de l'Olivier (coalition de centre gauche) », a-t-il précisé, afin de terminer la législature. – (Corresp.)

■ COLOMBIE : les Forces révolutionnaires armées de Colombie (FARC), le principal mouvement rebelle du pays, ont déclaré une trêve de Noël de 22 jours. Entré en vigueur, dimanche 19 décembre, ce cessez-le-feu est le premier annoncé par la guérilla depuis plus de dix ans. Il survient au terme d'une semaine de combats intenses qui ont fait 220 morts parmi les FARC et les militaires, selon le bilan de l'armée colombienne. - (Reuters.)

■ JAPON: les dépenses militaires du Japon pour 2000 prennent, pour la première fois, en compte la conception d'un programme de « bouclier » antimissiles régional, que Tokyo veut développer avec les Etats-Unis pour se protéger contre des menaces chinoises ou nordcoréennes. Des crédits de recherche lui seront consacrés, à hauteur environ de 60 milliards de yens (soit 490 millions d'euros), sur les six prochaines années. – (AFP.)

■ MAROC : Fouad Filali, l'ancien gendre du roi Hassan II, entendu récemment par la justice française dans le cadre d'une enquête sur le blanchiment d'argent, n'a plus depuis son divorce, « aucun contact de quelque manière que ce soit avec la famille royale et se contente de voir ses enfants, et uniquement ses enfants, quand il est au Maroc », a affirmé, samedi 18 décembre, Hassan Aourid, le porte-parole du Palais royal. Trois Marocains ont été inculpés, le 25 novembre, à Paris pour « blanchiment d'argent » et « exercice illégal de la profession de banquier ». Les trois hommes, Steve Ohana, Steve Benamou et David Cohen ont été écroués alors que Fouad Filali a été, lui, entendu dans le cadre de cette affaire. - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

■ LIBAN: le Hezbollah chiite libanais a affirmé, samedi 18 décembre, que la résistance anti-israélienne était un choix définitif et souligné qu'il déciderait seul de sa ligne de conduite après un réglement négocié du conflit israélo-arabe et un retrait militaire israélien du Liban sud. *« La résistance* [anti-israélienne] *est un choix définitif aui se* poursuivra jusqu'à la libération de tout notre territoire. Les pourparlers en cours ne concernent pas la résistance qui décidera seule de ce qu'elle fera si un réglement est trouvé et si l'ennemi se retire jusqu'à la frontière internationale [libano-israélienne] », a déclaré le Hezbollah dans un communiqué. Cette déclaration est une mise au point de la formation intégriste à des propos différents tenus vendredi par Mohamed Raad, chef de son bureau politique et député au Parlement libanais. – (AFP.)

■ AUTORITÉ PALESTINIENNE : six des huit signataires d'une pétition dénonçant le président Yasser Arafat pour la corruption qui règne dans les territoires palestiniens, qui étaient détenus depuis vingt-deux iours, ont été libérés dimanche 19 décembre, a indiqué un de ces signataires. « Nous avons été relâchés sur un ordre présidentiel », a affirmé le docteur Abdelrahim Kittaneh en refusant de faire le moindre commentaire sur cette mesure. Deux des signataires sont restés en détention. M. Kittaneh avait été arrêté en compagnie de sept autres personnalités qui avaient signé cette pétition. D'autres signataires avaient été assignées à résidence, tandis que neuf membres du Conseil législatif palestinien (PLC, Parlement) n'avaient pas été inquiétés en raison de leur immunité parlementaire. – (AFP.)

■ Le premier ministre israélien, Ehud Barak, a annoncé, samedi 18 décembre, le report d'un sommet, prévu dimanche, avec Yasser Arafat qui devait être l'occasion d'apaiser les craintes des Palestiniens après la reprise des négociations entre Israël et la Syrie. M. Barak a refusé de révéler les raisons de ce report et de donner une nouvelle date pour la rencontre. – (AFP.)

Le repentir du pape pour le martyre de Jan Hus

VATICAN. Devant le président tchèque Vaclav Havel, le pape a renouvelé, samedi 18 décembre, ses « regrets », au nom de toute l'Eglise catholique, pour la condamnation au bûcher, en 1415, du réformateur de Prague, Jan Hus. La veille, lors d'un congrès destiné à le réhabiliter, Jean Paul II avait déjà déclaré qu'« à la veille du grand Jubilé, [il devait] exprimer son regret profond pour la mort cruelle infligée à Jan Hus et pour la blessure qu'elle a causée dans les esprits et les cœurs du peuple

Les thèses réformatrices de Jan Hus, prêtre né en 1371 en Bohême, doyen de la faculté de théologie, puis recteur de l'université de Prague, avait été déclarées hérétiques, en 1415, par le concile de Constance.

Sociaux-démocrates et conservateurs tentent de reconduire une grande coalition en Autriche

Arrivée deuxième aux élections d'octobre, la droite populiste de Jörg Haider attend son heure

liste) devenir la deuxième formation du pays,

Onze semaines après les législatives du 3 octobre, qui ont vu le Parti libéral (FPÖ, droite popuser). L'Autriche n'a toujours pas de gouvernement. Des négociations formelles commencent cette Des négociations formelles commencent cette. semaine entre les deux grandes formations tra-

sible de reconduire la grande coalition sortante.

de notre correspondante Sous l'œil attentif du leader populiste Jörg Haider (FPÖ), le chancelier social-démocrate sortant, Viktor Klima, et son vice-chancelier conservateur, Wolfgang Schüssel, vont passer les fêtes de fin d'année à essayer de renouer une grande coalition qui convaincde moins en moins d'Autrichiens. Après plus de deux mois d'hésitations, les deux partis se sont mis d'accord, à la demande du président Klestil, pour mener des négociations. Réunis vendredi 17 décembre à Vienne, leurs dirigeants se sont fixé comme objectif de « déterminer clairement d'ici à la mi-janvier si la formation d'un gouvernement est possible ».

La grande inconnue concerne les intentions des conservateurs de l'Österreichische Volkspartei (ÖVP) qui, après avoir longtemps affirmé qu'ils voulaient rester dans l'opposition, ont fait monter les enchères et n'ont apparemment pas renonçé, en cas d'échec, à se tourner vers le Parti libéral (FPÖ) de M. Haider. Pour la première

fois, lors des élections, le FPÖ avait devancé, de justesse, la formation traditionnelle de la droite, faisant jeu égal avec le Parti conservateur (ÖVP) en pourcentage (26,9 %) et en nombre de députés (52). Malgré des pertes importantes, social-démocrate (SPÖ) était resté le premier parti avec 33 % des

voix : c'est donc à lui qu'il appar-

tient de mener ce premier round.

PRESSIONS MASSIVES

Les conservateurs ont placé la barre très haut en présentant aux sociaux-démocrates six conditions pour participer à un gouvernement. Premier point : le budget. Le dérapage des finances publiques vient de valoir à Vienne un premier avertissement des pays de la zone euro. Les conservateurs accordent la priorité à leur assainissement, notamment à l'aide de nouvelles privatisations et de mesures pour remettre de l'ordre dans certaines prestations so-

Mais le principal contentieux est celui de la participation de l'Au-

triche à la politique de sécurité et de défense européenne. Les conservateurs ne veulent plus de formules aux contours flous chères aux sociaux-démocrates, qui soutiennent une politique européenne au nom de la solidarité et en même temps refusent le transit de militaires étrangers et les survols du pays, au nom d'une neutralité héritée de la guerre froide que M. Schüssel et ses amis considèrent aujourd'hui comme un mythe. L'Autriche, insiste le président du Parti conservateur. devra participer de plein droit à la politique de défense commune, accepter le principe de solidarité mutuelle, fournir des troupes à l'Eurocorps et « ne pas exclure le moment venu l'adhésion à

Le chancelier Klima, qui exclut de faire une alliance avec M. Haider, a fait preuve de beaucoup de bonne volonté. La reconduction de la coalition sortante est pour lui sa seule chance de maintenir son parti au gouvernement. Il lui faut prouver sa volonté de faire des réformes, mais il est surveillé

par les syndicats et sa propre gauche. La « stratégie pour l'Autriche » qu'il a proposée lui a valu d'être accusé de dérive droitière, tandis que les conservateurs faisaient la fine bouche, qualifiant le programme de « centraliste, démodé et portant la signature de la vieille gauche ».

M. Schüssel n'a accepté l'offre de négociation de son partenaire qu'après des pressions massives de la presse, qui l'accusait de se livrer à des jeux tactiques, et du président Thomas Klestil, qui souhaite « un gouvernement stable et respecté en Autriche et à l'étranger ». Le président, ancien diplomate, soucieux de l'image du pays, est inquiet de l'écho suscité en dehors de l'Autriche par la poussée de la droite populiste aux législatives. Il semble résolu à tout faire pour empêcher l'entrée du FPÖ au gouvernement. Mais ce dernier attend son heure, étant prêt à accepter, pour entrer au gouvernement, que celui-ci soit dirigé par les conservateurs.

Waltraud Baryli

Il y a 2 ans, parler de concurrence dans les télécoms, c'était un peu incongru...



FRANCE

LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999 **•**

COHABITATION Michèle Alliot-Marie, la nouvelle présidente du RPR, a réaffirmé son hostilité à la réforme de la justice dans le dispositif proposé par le gouvernement. Invi-

tée de TF 1, dimanche 19 décembre, elle a énuméré les arguments sur lesquels pourrait s'appuyer le président de la République si les parlementaires de l'opposition décidaient de voter contre la réforme constitutionnelle, le 24 janvier, lors de la réunion du Congrès. • LIONEL JOS-PIN est, de son côté, convaincu que « la gauche unie votera ce texte », et que son rejet ne pourra donc être que le fait de la droite. Le premier ministre se prévaut des résultats de sa politique et de sa nature de « rigide qui évolue ». • JEAN TIBERI n'a

pas apprécié la composition de la nouvelle direction du RPR, qui compte plusieurs de ses adversaires, et tente de s'imposer comme candidat à sa propre succession à Paris.

Le RPR se prépare à voter contre la réforme de la justice

La présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, affirme qu'en « l'état actuel » elle ne votera pas la réforme constitutionnelle sur le Conseil supérieur de la magistrature. L'Elysée prend conscience que les parlementaires RPR pourraient refuser le texte, en dépit du souhait de Jacques Chirac

quelques jours, mais dimanche soir 20 décembre, sur TF 1, Michèle Alliot-Marie a plus clairement encore donné la ligne que pourrait prendre le RPR et à sa suite... Jacques Chirac. Jusqu'ici, c'est le chef de l'Etat qui imposait ses vœux, avec plus ou moins de bonheur, au RPR. Dimanche, la nouvelle présidente du RPR, qui estime que son rôle est de « dire au président de la République ce que pensent les militants du RPR », a lancé avec le sourire « qu'en l'état actuel », elle ne votera pas la réforme constitutionnelle sur le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), lors du Congrès, le 24 janvier, et elle a décliné l'argumentaire sur lequel M. Chirac devra bien s'appuver s'il ne veut pas paraître en porte-à-faux avec ses

Jusqu'à ces derniers jours, les visiteurs de M. Chirac avaient pourtant clairement entendu le chef de l'Etat affirmer la nécessité de voter la réforme du CSM. Son entourage n'était pas le seul à militer pour l'adoption du texte : le président lui-même a longtemps assuré que ni lui ni la droite ne pourraient

LE VIRAGE s'amorce déjà depuis uelques jours, mais dimanche soir 0 décembre, sur TF 1, Michèle Al-

Depuis une semaine, pourtant, l'Elysée paraît bien moins catégorique. De nombreux coups de fil passés aux députés gaullistes, les mises en garde répétées d'un Jean-Louis Debré, qui a l'avantage, à la fois, de présider le groupe RPR de l'Assemblée et d'être l'un de ceux qui ont un accès direct au président, ont peu à peu convaincu M. Chirac qu'il y a danger : même si le chef de l'Etat leur demande directement de voter pour la réforme, une partie des parlementaires RPR refuseront de le suivre. Depuis l'élection de Mme Alliot-

Marie, M. Chirac a bien compris qu'il ne tenait plus les militants du RPR. Pire, il a pu voir, avec les mésaventures de Jean-Paul Delevoye, que, malgré « l'affection » qui unit le parti à celui qui l'a fondé, le simple fait de paraître soutenu par l'Elysée peut conduire un candidat à l'échec. Il y a encore un an, M. Chirac pouvait imposer ses vœux au RPR et à ses élus. Aujourd'hui, il ne l'ose plus. « Si la droite est vent debout contre la jus-



tice, Chirac se retrouvera à ses côtés selon le bon vieil adage : "Je suis leur chef, donc je les suis" », avoue un très proche du président. Reste à

trouver l'habillage. Déjà, lors de son voyage à la Réunion, les 2 et 3 décembre, M. Chirac a fait une première tentative. Discutant avec quelques journalistes, il avait lancé d'un air dégagé: « Si la réforme du CSM n'est pas votée, ce ne sera un désayeu pour personne. Ni pour le gouvernement ni pour moi. » L'Elysée se donne aujourd'hui jusqu'à la mi-janvier pour tester la détermination des parlementaires et développer un argumentaire au cas où ces derniers resteraient sur la ligne du refus.

Mais M^{me} Alliot-Marie, M. Debré et la plupart des dirigeants du RPR sont déjà si persuadés de la nécessité de s'opposer au gouvernement qu'ils ne cessent désormais de roder un discours sur lequel M. Chirac pourra ensuite s'appuyer. «Le président de la République a souhaité que, dans la réforme, on fasse très attention à la protection des justiciables et que l'on équilibre les libertés données aux juges par des responsabilités, a affirmé, dimanche, la présidente du RPR, et il a souhaité que les textes garantissant ces deux éléments soient votés en première lecture avant le Congrès. Aujourd'hui, le texte proposé par M^{me} Guigou ne répond pas à ces conditions et, dans l'état actuel, je ne peux pas le voter. »

Avocat de profession, le porteparole du RPR, Patrick Devedjian, n'a pas hésité, dimanche, sur France 3, à affirmer que M. Chirac avait « demandé que le volet sur la responsabilité [des magistrats] soit examiné en première lecture » avant la réunion du Congrès. En réalité, cet élément ne figure pas parmi les conditions posées par le président de la République. Après avoir indiqué, le 11 mars 1998, qu'il « approuvait l'orientation générale » des textes qui lui étaient présentés par le premier ministre et la garde des sceaux, M. Chirac a effectivement fait valoir, à l'automne 1998, son souhait d'une « réforme globale » de la justice, pour expliquer son refus de convoquer le Congrès. Mais il n'a conditionné cette décision qu'à l'examen, en première lecture, des projets de loi sur la présomption d'innocence et sur les relations entre les parquets et la chancellerie. Ces conditions ont été remplies le 26 octobre, lors de l'adoption de ce dernier texte par le Sénat. Et dès le lendemain, M. Chirac a annoncé la convocation du Parlement en Congrès.

Devant la fronde prévisible des élus gaullistes, le président pourrait pourtant se résoudre, à la mi-janvier, à « regretter » que le gouvernement n'ait pas tenu compte de ses avertissements et des amendements de la représentation nationale. Reste que l'Elysée craint un effet négatif sur l'image du président. D'abord parce que les sondages ont jusqu'ici toujours montré que les Français ne souhaitent pas d'accroc dans la cohabitation. Ensuite parce que les multiples « affaires » mettant en cause des élus RPR peuvent laisser peser le soupçon que le chef de l'Etat ne tient pas à donner plus d'indépendance aux juges. Enfin

Le RPR corse compte sur « MAM »

Roland Francisci est formel: il dispose du soutien de Michèle Alliot-Marie. Le secrétaire départemental du RPR de Corsedu-Sud, qui réclame, depuis la réunion des élus de Corse à Matignon, le 13 décembre, la « dissolution de l'Assemblée de Corse » et de « nouvelles élections pour demander aux Corses s'ils veulent effectivement d'un statut d'autonomie », a rencontré la présidente du RPR le 8 décembre. Il lui a demandé s'il pouvait « compter sur elle comme il avait pu compter sur Alain Juppé, Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy ». Selon M. Francisci, qui souhaite tenir bientôt une conférence de presse à Ajaccio avec des élus radicaux pour manifester la résistance d'un « arc républicain » au processus engagé par M. Jospin, « MAM » lui a apporté tout son soutien. La députée des Pyrénées-Atlantiques, indique-t-il, lui a fait valoir qu'elle « approuve d'autant mieux » ses positions qu'elle est « dans [sa] circonscription confrontée au problème basque ».

parce que M. Chirac ne veut surtout pas qu'un revirement puisse venir alimenter une réputation d'homme politique sans conviction. M^{me} Alliot-Marie, à qui on faisait remarquer cela, dimanche sur TF 1, a répondu avec un grand sourire: « Vous savez, je le connais depuis 1967. »

Raphaëlle Bacqué et Jean-Baptiste de Montvalon

M. Tiberi veut forcer la main de M^{me} Alliot-Marie à Paris

DEUX JOURS durant, Jean Tiberi était parvenu à contenir son envie de relancer sa candidature à sa succession à la mairie de Paris, en 2001, après la « belle journée » du 14 décembre, qui a vu l'adoption de son budget à l'unanimité de la majorité municipale et l'annulation de la procédure concernant son épouse, Xavière, par le tribunal correctionnel d'Evry. La composition de la nouvelle direction du RPR, connue jeudi 16 décembre, l'a conduit à rompre avec la ligne de conduite qu'il observait depuis deux mois, consistant à ne plus évoquer publiquement sa candidature. M. Tiberi a interprété comme une agression la présence, aux côtés de Michèle Alliot-Marie, non seulement de François Fillon et de Patrick Devedjian, qui ont mis le « cas Tiberi » au cœur de leur campagne pour la présidence du RPR, mais aussi celle de Françoise de Panafieu, rivale quasi officielle pour la mairie, de Nicole Catala, principal appui de Philippe Séguin à Paris, et de Joëlle de Soultrait, conseillère balladurienne du 15e arrondissement.

Lors d'un entretien enregistré jeudi par TV 5, et diffusé le lendemain, le maire de Paris a déclaré: « Je serai maire jusqu'en 2001 et je serai candidat », provoquant aussitôt la réaction de

M. Devedjian, quelques heures avant que celuici soit confirmé dans ses fonctions de porteparole du RPR. M. Tiberi « n'est pas capable de rassembler toutes les forces de la droite » à Paris, a estimé le député des Hauts-de-Seine, ajoutant que c'était « rédhibitoire » pour une éventuelle candidature. Ces propos, qualifiés d'« irresponsables » à l'Hôtel de Ville, ont provoqué une mise au point de Mme Alliot-Marie, qui a affirmé qu'« elle appliquera les statuts » pour la désignation du candidat du RPR à Paris. La nouvelle présidente du RPR a précisé, dimanche 19 décembre, sur TF 1, que « la procédure statutaire » s'appliquera à M. Tiberi de la même manière qu'aux autres candidats. « J'ai souhaité ajouter, pour la ville de Paris, comme pour un certain nombre d'autres villes, la consultation des élus, v compris ceux des arrondissements, et celle des militants. Nous verrons tous les candidats et nous choisirons celui qui sera le plus à même de garder la mairie de Paris à l'opposition et, je le souhaite, au RPR », a-t-elle souligné, en énonçant « quatre critères » que devra remplir le candidat RPR: « Compétence, intégrité,

dynamisme, efficacité ». En réitérant son intention d'être candidat, M. Tiberi a choisi de mettre M^{me} Alliot-Marie devant le fait accompli. Il est soutenu dans cette démarche par Jean-François Probst, l'un des hommes clés de la campagne interne de la présidente du RPR (*Le Monde* daté 5-6 décembre), et qui est employé par ailleurs depuis plusieurs mois comme conseiller par M. Tiberi.

Même si, jusqu'à jeudi, il ne parlait plus de sa candidature, en accord avec Jacques Chirac avec qui il s'est entretenu à ce sujet début novembre -, M. Tiberi, dans son action quotidienne, n'avait pas pour autant donné le sentiment d'en abandonner la perspective. La tribune intitulée « Pourquoi je reste », publiée dans Le Monde du 23 novembre, a été reproduite à 35 000 exemplaires et envoyée aux relais d'opinions, politiques et socioprofessionnels, dans toute la France. Son cabinet élabore un bilan de mandature, sous forme d'une brochure imposante, avec l'intention de le publier avant que le RPR ne désigne son candidat, au printemps 2000. «Il faudra qu'on m'explique pourquoi je ne pourrais pas être candidat en 2001 », répète M. Tiberi en s'appuyant sur ce bilan.

Pascale Sauvage

Lionel Jospin par lui-même : « Un rigide qui évolue, un austère qui se marre, un protestant athée »

токуо

de notre envoyée spéciale
Lionel Jospin est agacé. Il a « vraiment beaucoup bossé », ces trois
derniers mois, sur de « gros dossiers ». Et il ne comprend pas, mais
alors pas du tout, pourquoi on ne
l'en félicite pas davantage. Comme
on n'est jamais mieux servi que par
soi-même, le premier ministre, re-

venant d'un voyage de trois jours au Japon, a livré son propre commentaire de l'actualité du trimestre et dressé, au passage, son autoportrait. « Le jour où vous aurez compris que je suis un rigide qui évolue, un austère qui se marre et un protestant athée, vous écrirez moins de bêtises », a-t-il dit aux journalistes dans l'avion qui le ramenait de Tokyo samedi 18 décembre.

La cohabitation? Jamais, depuis deux ans et demi, répète M. Jospin, il n'a pris l'initiative d'une critique. Mais, observe-t-il, « on n'est pas des bonnes sœurs ». Il a été élu pour gouverner, il gouverne. Il respecte à la lettre le « domaine réservé » du chef de l'Etat, notamment en matière de politique étrangère, mais dans ce domaine, ajoute-t-il toute-fois, il prend « largement » sa part

du travail. Comme « on n'est pas des bonnes sœurs », certains, autour de lui, se montrent plus diserts. L'un de ses conseillers prend soin d'expliquer l'importance du communiqué commun signé par M. Jospin et par son homologue japonais, Keizo Obuchi, notamment sur la préparation du futur sommet du G8, en iuillet 2000. Manière de souligner que, si le chef de l'Etat, protocole oblige, doit se rendre seul à Kyushu-Okinawa, le travail a avancé grâce à l'autre « tête » de l'exécutif... Un ministre, encore plus explicite, confie que, « pendant le conflit du Kosovo, c'est Jospin qui a tenu la ligne », tandis qu'« à chaque coup de fil de Clinton Chirac bougeait ».

Un autre raconte à qui veut l'en-

tendre cette anecdote : au cours de l'entretien qui lui a été accordé par M. Obuchi, M. Jospin, qui s'excusait auprès de son hôte de n'être jamais venu auparavant dans ce pays, où le chef de l'Etat a très souvent séjourné, se serait entendu répondre : « Vous aurez le temps de vous rattraper quand vous serez président de la République... »

On n'est pas non plus « des

bonnes sœurs » en politique intérieure. Ainsi du vote en ianvier 2000, sur le Conseil supérieur de la magistrature, par le Parlement réuni en Congrès. Cette réforme-là, M. Jospin veut bien en partager un bout avec le chef de l'Etat. Surtout depuis qu'il a acquis la certitude qu'à quelques exceptions près « la gauche unie votera ce texte ». Si la majorité des trois cinquièmes, nécessaire à son adoption, n'est pas atteinte, ce sera donc la faute à la droite. A charge, pour elle, d'expliquer ensuite pourquoi elle a changé d'avis depuis ses votes à l'Assemblée nationale et au Sénat en faveur d'une réforme conforme aux vœux des Français, selon les sondages, et voulue par M. Chirac, comme le chef du gouvernement et la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, ne manquent jamais de le rap-

Dans l'actualité revisitée par le premier ministre, il y a le patronat. L'attitude résolument hostile du président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, l'agace, elle aussi. Les deux hommes, condisciples de l'ENA, se tutoient. Cela n'empêche pas M. Jospin d'affirmer que, *«jusqu'à*

présent, toutes ses prédictions ont été fausses ». « Le Medef ne doit pas être seulement le parti des patrons, mais aussi celui des entreprises. Et de quoi se plaignent-elles ? Est-ce qu'elles ne vont pas mieux ? Elles font des profits, le chômage baisse et la Bourse se porte bien », observe-t-il.

« C'EST MOI QUI DÉCIDE »

La Corse ? Sur ce sujet, le « rigide qui évolue » tient à s'expliquer longuement. «Je suis un politique. Je fais de la politique. Et, en tant que tel, cela m'énervait de voir une situation politique bloquée. J'ai bougé, j'ai ouvert, maintenant on verra. » L'invitation à Matignon, le 13 décembre, des élus de l'île, dont les nationalistes, est un premier pas. Le prix à payer, reconnaît-il à demi-mot, a été la levée « implicite » du préalable de la condamnation de la violence. Il ne l'a pas dit et n'entend pas le dire davantage, mais « tout le monde a compris ». Même Jean-Pierre Chevènement? Les deux hommes, confie M. Jospin, s'en sont expliqués « en tête à tête ». Le premier ministre discute, écoute, mais, « à un moment, c'est moi qui décide, c'est moi qui conduis la politique du gouvernement ». Aux élus corses. il revient désormais de « prendre leurs responsabilités, et le gouvernement les accompagnera ».

Les élections municipales ? Là encore, « le rigide évolue ». Ainsi de l'interdiction, pour les ministres, de cumuler leur fonction gouvernementale avec celle de maire d'une grande ville. Si la « jurisprudence Jospin » est sur le point de se modi-

fier, c'est que la situation a changé, avance le premier ministre. « Ce n'est pas pareil, pour un ministre, explique-t-il, de commencer à gouverner et d'être au gouvernement depuis plusieurs années. » L'expérience aidant, le cumul pourrait donc se révéler opportunément acceptable en 2001. M. Jospin n'a pas l'intention « de se séparer de la moitié de [son] gouvernement avant les législatives ». Il agira au cas par cas, en s'en entretenant avec les ministres concernés. Et pour le candidat socialiste à Paris? La réponse fuse: « Ça, ça relève du PS et de François Hollande! » Ce serait « un beau symbole », et le meilleur moyen « de se débarrasser d'un système », mais il n'est « pas *sûr* » que Paris soit gagnable pour la gauche. Point, à la ligne.

M. Jospin ne veut pas parler, non plus, de la question qui a agité les parlementaires ces dernières semaines: le droit de vote des étrangers non européens aux municipales. Il y est personnellement favorable, mais il juge que le sujet « n'est pas mûr ». « On a trop reproché à François Mitterrand de jouer avec cela. Moi, je ne le ferai pas, je ne prendrai pas ce risque. » Le silence est aussi de règle lorsqu'on l'interroge sur le quinquennat. Pour plus ample information, chacun est prié de se référer à ses déclarations pendant les campagnes présidentielle de 1995 et législative de 1997, M. Jospin ayant alors indiqué qu'il était « pour » un mandat présidentiel de cinq ans. Lui, il n'en reparlera pas, « car aussitôt ce serait interprété ».

« Premièrement je gouverne, deuxièmement je gouverne, troisièmement je gouverne », martèle-t-il, avec un air sévère, si l'on hasarde des questions trop curieuses sur les échéances à venir. Pour « l'austère qui se marre », rendez-vous est pris au prochain millénaire.

Pascale Robert-Diard







FRANCE LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999 / 9

L'équipage du porte-avions « Charles-de-Gaulle » sera partiellement féminisé

Des femmes pourront piloter des avions

LA MARINE nationale a décidé de féminiser en partie l'équipage du porte-avions nucléaire Charlesde-Gaulle qui sera admis au service actif fin 2000. Elle devrait l'annoncer au début de l'année prochaine. Outre la mixité de l'équipage, qui participe de la politique gouvernementale en faveur de la parité, il a été décidé d'ouvrir aux femmes les emplois de pilote embarqué de l'aéronavale, avec l'admission à Navale, l'école qui forme les officiers de marine à Brest, d'une candidate qui a l'ambition avouée de piloter des avions de combat déployés sur le Charles-de-Gaulle.

Depuis 1998, un décret abolit tout quota restrictif de recrutement des femmes dans les armées. A ceci près que, dans la marine, les emplois dans les sous-marins ou dans le corps des fusiliers commandos en sont exclus. Mais, désormais, tout le personnel est susceptible d'être embarqué, sauf certaines mères de famille pour qui demeure le principe du volonta-

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

On recense aujourd'hui 3 617 femmes – officiers, officiers mariniers, équipages de la flotte et marins des ports – dans la marine, soit 7,6 % des effectifs globaux. A Navale, les femmes représentent environ 10 % des promotions. En revanche, les femmes officiers mariniers supérieurs (ce qui équivaut aux sous-officiers supérieurs dans les autres armées) ne représentent que 3,7 % des effectifs du corps, et ce faible taux est, en partie, responsable du retard dans la féminisation des unités embarquées.

A ce jour, huit navires ont un équipage mixte : à Toulon, les frégates Montcalm, Jean-de-Vienne et Georges-Leygues, le transport de chalands de débarquement *Foudre* et le bâtiment d'expérimentations Bougainville, qui est en cours d'aménagement pour remplacer le Berry comme bateau espion; à Brest, les frégates Latouche-Tré-

ville, Tourville et Primauguet. Reste le cas particulier du porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc qui, parce qu'il sert de navire-école, embarque des officiers-élèves, hommes et femmes. A bord de ces bateaux, il a fallu prévoir des installations qui respectent l'intimité, les différences de grades dans le regroupement du personnel féminin et, malgré tout, l'égalité de traitement entre tous les membres de l'équipage. Ces contraintes induisent une pratique de la marine qui aboutit à féminiser, de façon homogène, un bateau à hauteur de 10 à 15 % de l'ensemble de l'équipage pour éviter une marginalisation des femmes.

Quelque 500 femmes servent aujourd'hui à bord de navires militaires. Il est prévu que le Charlesde-Gaulle puisse en accueillir jusqu'à 250 sur un équipage qui devrait compter 1 950 personnes, y compris le personnel de l'aviation embarquée. Il existe déjà des femmes pilotes et mécaniciens d'hélicoptère dans la marine. L'état-major vient d'entériner le projet de recruter des femmes pilotes d'avions embarqués, comme le Rafale (dont la première flottille, consacrée à la défense aérienne, sera constituée en 2001), l'Etendard VIP chargé de la reconnaissance, le Super-Etendard modernisé (SEM) pour les missions d'assaut, et l'avion-radar Hawkeye.

Le métier de pilote d'avion de combat, dans l'aéronavale, est l'un des plus dangereux qui soient, surtout lors des catapultages ou appontages de nuit, le porte-avions étant comparable à un aérodrome qui se caractérise par son instabilité permanente sous l'effet des fluctuations de la mer. L'armée de l'air a été la première à former des femmes au pilotage des avions de combat. Deux jeunes officiers féminins sont actuellement en stage de perfectionnement, dont l'une à bord d'un avion Mirage 2000-5.

Jacques Isnard

François Bayrou reste finalement député européen et quitte l'Assemblée nationale

Une élection législative partielle sera organisée dans les trois mois

nonçait à son mandat de député européen pour nouveau projet de loi sur le cumul des mandats. chemin possible pour l'avenir »

Le président de l'UDF, François Bayrou, avait pouvoir conserver la présidence du conseil gépourtant annoncé, jeudi 16 décembre, qu'il renéral des Pyrénées-Atlantiques après le vote du centriste estime qu'il n'y aurait pour lui « aucun

basque. « Ce qui est dit est fait », a traduit le président de l'UDF, François Bayrou, peu après avoir annoncé, samedi 18 décembre, sa décision de conserver son mandat de député européen. Cette décision est effectivement conforme aux engagements que la tête de liste centriste avait pris avant le scrutin du 13 juin, mais... contraire à ce qu'il avait déclaré deux jours aupa-

S'exprimant, lors d'une conférence de presse au siège de son parti, au dernier jour du délai qui lui était imparti pour choisir duquel de ses trois mandats – député européen, député, président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques - il choisissait de se démettre, M. Bayrou a précisé qu'il « n'abandonnera pas ses racines locales », et qu'il renonce donc à son mandat de député. Pour pourvoir à son remplacement, une élection législative partielle sera organisée dans un délai de trois mois. Elle ne sera pas sans risque pour l'opposition, puisque, en 1997, M. Bayrou n'avait été réélu au second tour primés. En cas d'adoption, en l'état, du projet de loi sur le cumul des mandats, M. Bayrou serait à nouveau amené à choisir, en 2001, entre son mandat de député européen et celui de conseiller général.

Au début du mois de novembre, le président de l'UDF avait commencé à préparer le terrain à son départ du Parlement européen (Le Monde du 10 décembre). Cette éventualité s'était peu à peu précisée, au point que M. Bayrou avait lui-même affirmé, dans un entretien à L'Eclair des Pyrénées du 16 décembre, qu'il serait « remplacé » au Parlement européen par Françoise de Veyrinas, premier adjoint au maire de Toulouse et ancienne secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté. M. Bayrou avait expliqué son choix en dénonçant le projet de loi en cours de discussion, qui vise à interdire le cumul entre le mandat de député européen et une fonction exécutive locale. La veille, le député des Deux-Sèvres et délégué général de l'UDF, Dominique Paillé, avait indiqué dans les couloirs du

« HITZA HAITZ », dit-on en qu'avec 50,92 % des suffrages ex- Palais-Bourbon que M. Bayrou était « contraint d'abandonner son mandat de député européen pour se consacrer aux Pyrénées-Atlantiques et à son mandat national ».

LE « CHOIX DE L'AVENIR »

Pour expliquer sa volte-face de dernière minute, le président de l'UDF s'est d'abord référé aux engagements qu'il avait pris pendant la campagne et qui l'ont finalement conduit, selon lui, à faire ce « choix de l'avenir », dont il se dit « très heureux ». « Une parole est une parole et la parole donnée ne se retire pas », a-t-il affirmé. Cela posé, M. Bayrou a concédé, *mezza voce*, qu'il avait tenu compte de l'ampleur des réactions qu'avait suscitées l'annonce de son départ du Parlement européen. « Ce ne sont pas les réactions » qui comptent, at-il déclaré samedi, « mais leur justesse. Je me suis trouvé en profond accord avec ceux aui disaient aue ce n'était pas la règle du jeu (...). Ceux qui protestaient ou s'apprêtaient à protester avaient raison ».

« J'ai eu un débat. Mais le respect de la parole donnée l'a emporté. Il n'y avait aucun chemin possible pour l'avenir si je démissionnais du Parlement européen », nous a confié, dimanche, le président de l'UDF, en précisant qu'il avait « lu quelques éditoriaux et reçu beaucoup de messages sur le Net, en provenance d'électeurs, de gens de base ». Soulignant que « la vulgate de l'Assemblée nationale est qu'un leader politique doit être au Palais-Bourbon », M. Bayrou nous a précisé que, pour lui, « ce n'est pas plus mal de prendre un peu de distance ». En outre, note-t-il, « Jospin n'était pas à l'Assemblée au moment de l'élection présidentielle. Et ca ne

En dépit de sa démission de son mandat de député, M. Bayrou entend, en outre, conserver la possibilité de participer « chaque semaine », au titre de président du parti, aux réunions du groupe UDF de l'Assemblée, présidé par son rival, Philippe Douste-Blazy – qui a indiqué, dimanche sur France 2, qu'il avait « conseillé » à M. Bayrou de « rester » député européen.

l'a pas empêché de se présenter ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Deux élections cantonales partielles

Canton de Steenvoorde (second tour).

I., 9 791; V., 5 560; A., 43,21 %; E., 5 327. Jean-Marc Gosset, div. d., 2 960 (55,57 %)... ÉLU

Jacques Defrancq, PS, m. de Godewaersvelde, 2 367 (44,43 %).

[M. Gosset (divers droite), officiellement investi par le groupe d'opposition de droite au conseil général du Nord, l'emporte face au PS Jacques Defrancq. Les électeurs étaient invités à remplacer M. Bataille, conseiller général (divers droite) pendant vingt-neuf ans, décédé en octobre. Dans ce canton ancré à droite, M. Gosset a bénéficié du report des voix de sa rivale du premier tour, Mme Beaucamp, soutenue par l'UDF.

10 décembre 1999 : L. 9 791 : V., 5 404 : A., 44 81 % : E., 5 203 : Jean-Marc Gosset, div. d., 1 988 (38,21 %); Jacques Defrancq, PS, m. de Godewaersvelde, 1853 (35,61 %); Régine Beaucamp, div. d., m. d'Oudezeele, 896 (17,22 %); Didier Lejeune, FN, 212 (4,07 %); Christian Maes, PCF, 97 (1,86 %); André Bocket, div. g., 97 (1,86 %); Nathalie Vandekerkoff, MNR, 60 (1,15 %).]

PAS-DE-CALAIS

Canton de Bertincourt (second tour). I., 5 073; V., 3 184; A., 37,24 %; E., 3 059.

Jean-Claude Hocquet, div. d., 1 555 (50,83 %)... ÉLU

Gabriel Trannin, div. d., 1036 (33,87%); Marie-Françoise Nawrocki, div. g., m. d'Hermies, 468 (15,30 %).

[Une triangulaire opposait les deux candidats divers droite arrivés en tête, à l'issue du premier tour, et M^{me} Nawrocki (divers gauche). M. Plessiet (RPR), qui avait l'investiture de l'UDF et de DL pour briguer la succession de M. Bachelet (RPR), décédé, s'est retiré. C'est M. Hocquet qui l'emporte sur M. Trannin, un agriculteur réputé proche de CPNT.

10 décembre 1999 : I, 5 077 ; V., 3 136 ; A., 38,23 % ; E., 3 070 ; Jean-Claude Hocquet, div. d., 979 (31,89 %); Gabriel Trannin, div. d., 717 (23,36 %); Jean-Marie Plessiet, RPR, 665 (21,66 %); Maire-Françoise Nawrocki, div. g., m. d'Hermies, 537 (17,49 %); Jean-Marc Maurice, FN, 98 (3,19 %); Laurianne Icet, PCF, 74 (2,41 %).

27 mars 1994 : I, 4 900 ; V., 3 950 ; A., 19,39 % ; E., 3 819 ; Jean Bachelet, RPR, 1 701 (44,54 %) ; Jean-Marie Plessiet, div. d., 1 071 (28,04 %); Maurice Bancourt, PS, 675 (17,67 %); Michel Legrand, div. d., 372 (9,74 %).]

DÉPÊCHES

■ VERTS: les sans-papiers qui occupaient depuis 111 jours le siège national des Verts, avenue Parmentier, dans le 11e arrondissement de Paris, ont quitté les lieux, lundi 20 décembre. Ce départ fait suite à un protocole d'accord signé, le 11 décembre, entre la direction des Verts et deux porte-parole des sans-papiers. Ce texte prévoit notamment une aide juridique du parti écologiste pour le suivi et la régularisation de plusieurs centaines de dossiers, auprès de Philippe Massoni, préfet

■ CONGRÈS : le Mouvement des jeunes socialistes (MJS), réuni en congrès, dimanche 19 décembre, à Tours, a élu, avec 85 % des suffrages exprimés, Gwenegan Bui à sa présidence. M. Bui succède à Hugues Nancy. Le texte de la majorité, constituée par Nouvelle Gauche et les jeunes fabiusiens, et intitulé « Pour un nouveau contrat social », a recueilli 65 % des suffrages, celui de la Gauche socialiste, « Ruptures », 25,5 % (contre 18 % en 1997). Le MJS revendique 6 200 adhérents.

■ MUNICIPALES: les dirigeants de l'opposition RPR, UDF et DL de Strasbourg ont annoncé, vendredi 17 décembre, qu'ils étaient tombés d'accord pour présenter une liste d'union « la plus large possible » aux élections municipales de 2001.

C'est bizarre comme tout paraît naturel après coup.

Il y a 2 ans, parler de

était

encore incongru. Aujourd'hui, c'est quand le monopole existe encore que cela paraît scandaleux!

Entre temps, nous sommes quelques-uns à avoir fait bouger les (50 % de baisse en moyenne sur tous choses:

les appels ouverts à la concurrence, fixes ou mobiles); des facilités supplémentaires :

Mais c'est surtout vous qui avez fait bouger le monde des télécoms! Vous êtes aujourd'hui plus de à avoir choisi

SFR, le "7", AOL, les grandes marques de Cegetel, à faire passer tous les jours 30 millions de minutes de communication sur nos réseaux, à faire appel tous les jours au savoir-faire des

qui constituent aujourd'hui Cegetel.

Notre seule ambition: que les prochains bouleversements dans les télécoms vous paraissent tout aussi naturels que ceux d'hier.



www.cegetel.fr





SOCIÉTÉ

CATASTROPHE Les nappes de fioul lâchées lors du naufrage du pétrolier Erika, dérivaient, lundi matin 20 décembre, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de l'île d'Yeu.

Les mauvaises conditions météorologiques ont empêché toute opération de pompage durant le week-end. ● SEPT NAVIRES se trouvaient sur la zone lundi matin. Leur tâche est

compliquée par la nature du fioul, lourd et très collant. ● LE COÛT de la première semaine d'opérations est estimé par la marine nationale à 4 millions de francs, auxquels doivent être

ajoutés 2 millions de francs pour l'appel aux navires étrangers. • REPOR-TAGE à l'île d'Yeu, où les habitants s'inquiètent des conséquences d'une éventuelle marée noire pour l'économie locale, essentiellement tournée vers le tourisme et la pêche. Les îliens suivent la progression des nappes et critiquent le manque de sécurité dans le transport des hydrocarbures.

L'île d'Yeu redoute les conséquences d'une éventuelle marée noire

Les nappes de fioul lâchées lors du naufrage du pétrolier « Erika » dérivaient, lundi matin, à une cinquantaine de kilomètres des côtes de l'île vendéenne, où les habitants suivent leur progression avec angoisse. Le pompage a été impossible durant le week-end à cause du mauvais temps

A une cinquantaine de kilomètres du littoral

VANNES

Ile de

d'Yeu

Le Croisic ST-NAZAIRE

NANTES

Ile de Ré

• LORIENT

Ile de Groix

Erika Belle-Ile

Iles de Glénan

LIEU DU NAUFRAGE

ARRIÈRE

PORT-JOINVILLE (Ile-d'Yeu)

de notre envoyée spéciale Fouettée par le vent, la mer rugit au fond de la crique, lourde et grise, bouillonnante, faisant jaillir l'écume du tesson des rochers. De longs panaches blancs s'ac-

REPORTAGE_

« La pêche aux coquillages risque d'en prendre un coup »

crochent à la lande, légers comme de la neige, tandis qu'un cormoran traverse le ciel. Ce samedi 18 décembre, la Côte sauvage, au sud de l'île d'Yeu (Vendée), semble n'avoir jamais si bien porté son nom. Claude Fradet, ancienne ouvrière de la sardine devenue chauffeur de taxi, aimerait qu'il en soit ainsi pour toujours. « Cette marée noire, on voudrait tellement qu'elle aille s'échouer ailleurs! Bien sûr, c'est égoïste, soupire-t-elle. Mais regardez autour de vous, regardez ces rochers, c'est comme de la dentelle: si iamais il v vient du mazout, comment voulez-vous nettover? Ce sera fichu. Et tout ca pour quoi? Pour une question de gros sous!»

Plus loin, vers l'est, dans l'anse des Vieilles, un groupe d'adolescents fait du surf. Comme si de rien n'était. Invisible, la menace se rapproche pourtant de jour en jour. Inédite. «Les nappes se sont tellement fragmentées, on dirait une

pêche de Port-Joinville, Sébastien Chauvet. Tous les matins, depuis de l'Erika, M. Chauvet affiche, à écologiste Robin des bois, dénoncant les « armateurs de complaisance » et encourageant les pêcheurs à porter plainte contre la compagnie TotalFina, affréteur de le Centre de documentation, de recherches et d'expérimentations sur (Cedre) est financé et piloté par... Total et l'ensemble du secteur pétroy a préjudice, il faudrait une action Gascogne », commente M. Chaud'une plainte collective contre la compagnie française.

« JE RISQUE DE TOUT PERDRE »

Mais on n'en est pas là. « Jusqu'à ce jour, pas un seul bateau de l'île n'a perdu une journée de pêche, assure le président du comité régional de pêche, Bruno Girard. On continue à travailler, comme d'habitude. » En cette veille de fêtes, le poisson se vend bien - et cher. On est en pleine saison de la lotte, de la sole, du bar et du merlu. « On pêche au-delà ou en deçà des zones souillées: personne n'a intérêt - ni pour le poisson ni pour le matériel -,

invasion de méduses », résume le secrétaire du comité local de le 12 décembre, date du naufrage l'entrée des locaux, le bulletin de prévisions météorologiques. Il y a ajouté un tract de l'association Les 10 000 tonnes de fioul, l'Erika. « Il importe de rappeler que fragmentées en plusieurs nappes, se déplacent depuis le 12 décembre les pollutions accidentelles des eaux à une vitesse de 2 km/h lier français ». lit-on dans ce tract. « Moi, ie suis d'accord. Si demain, il de tous les pêcheurs du golfe de vet, qui « n'exclut pas » l'idée

à se balader près des nappes de fioul », insiste M. Girard. Dans la soirée du vendredi 17 décembre, dans les cafés du port, chacun s'était pourtant passé le mot: ce jour-là, l'un des bateaux était revenu de mer, « avec le museau noir de mazout ». Exagération? Peut-être. « De toute facon, ca ne peut aue mal finir. Si ce n'est pas demain, ce sera après-demain. Mais on n'y coupera pas », maugrée un vieil îlien. Au comptoir, un client s'en prend aux bateaux qui profitent de la catastrophe de l'Erika pour « dégazer » (vidanger) dans les parages et

« ajouter leurs saloperies » à celles

du pétrolier maltais. « Moi, ce qui

m'inquiète, c'est les vingt mille

tonnes qui restent dans l'épave », jette un autre marin. « Ce truc-là, c'est une bombe à retardement », prédit-il. «La pêche aux coquillages risque d'en prendre un coup. Les berniques, les crevettes, tout ça, ce sera fichu », dit le président de la société de pêche amateur Sar-Bar-Canne, Christian Viaud, employé à la coopérative maritime. « Si les rochers sont mazoutés, *même un tout petit peu,* explique-til, ça va décourager les gens. Ils n'achèteront plus de matériel. Ceux qui ont un bateau auront peur de salir leur coque. Ce sera un manque à gagner considérable. » Bruno Mandin, seul mytiliculteur de l'île, ne cache pas ses craintes. « En cas de marée noire, je risque de tout

perdre. Entre les moules et le matériel, cela me fera un trou de plus d'un million de francs, affirme-t-il. On n'a pas les moyens financiers de supporter une catastrophe pa-

Cette angoisse, qu'expriment tous les îliens, est d'autant plus profonde que chacun se sent désarmé face au drame annoncé. «Existe-t-il un produit capable de nettoyer le fioul? Si les barrages flottants - seulement utilisables par mer calme - ne servent à rien, de quel autre moyen disposeronsnous? Mystère! Jusqu'à présent, tout ce qu'on a réussi à faire, c'est suivre les nappes à la trace », s'impatiente Stéphane Vrignaud, adjoint au maire de Port-Joinville. Comme vingt-cinq autres communes du département de la Vendée, celle de L'Ile-d'Yeu a suivi les conseils du président du conseil général, Philippe de Villiers (RPF), et fait appel à un huissier. Ce dernier devait se rendre, lundi 20 décembre, sur les principales plages de l'île, afin d'en constater la propreté. Cela pourrait s'avérer utile, en cas de procès à l'encontre des pollueurs.

Comme ses cousines de la côte atlantique, Belle-Ile et l'île de Ré, l'île d'Yeu vit de la mer. En l'occurrence, de ses pêcheurs et de ses « résidents secondaires ». Bien que les usines de transformation du poisson aient toutes fermé les unes après les autres, depuis le milieu des années 60, l'île compte encore quelque soixante-cinq bateaux de pêche - dont quarante

navires côtiers. « Le port est vivant, ce n'est pas un décor. Et c'est ce qui attire les gens, plaide Stéphane Vrignaud. La pêche et le tourisme marchent ensemble: un malheur touche l'un, il touche l'autre. » De cinq mille personnes en hiver, la population grimpe facilement à trente mille en été et le nombre des résidences secondaires dépasse désormais celui des résidences principales.

DES APPELS DE PARTOUT

« Ici, sur l'île, c'est comme une grande famille : en dix minutes, tout le monde se mobilise », assure le jeune élu. Sur l'île, et au-delà: « Ces derniers jours, on a reçu des appels d'un peu partout. Ceux qui ont une maison ici téléphonent pour avoir des nouvelles. Beaucoup sont prêts à venir donner un coup de main. » Pour les réveillons de fin d'année, avec ou sans fioul, la population de l'île devrait doubler. « Entre Noël et le Jour de l'an, on ne manquera pas de bras pour nettoyer les plages! », plaisante, avec un sourire amer, la responsablecomptable de la coopérative maritime. Nelly Turbé.

Parmi les objets vendus par la « coopé », les baromètres gardent la cote. Posés près de la caisse-enregistreuse, des prospectus vantant les mérites de Total et de ses lubrifiants pour la pêche jaunissent tranquillement: « Naviguez en toute sécurité », proclame

Catherine Simon

T'chétchénie: aujourd'hui, seules les hombes ont accès aux populations civiles de Grozny

Médecins du Monde exige l'arrêt des bombardements. A Grozny, 40 000 civils sont coupés de toute aide médicale. Dans l'ensemble de la Tchétchénie, les bombardements ont détruit tous les hôpitaux. Médecins du Monde



demande que l'aide d'urgence aux populations tchétchènes ne soit pas entravée. La communauté internationale doit faire pression pour que la Russie respecte le droit international humanitaire. www.medecinsdumonde.org

Nous luttons contre toutes les maladies. Même l'injustice.

Un fioul lourd et collant comme du chewing-gum

LA RÉCUPÉRATION du pétrole échappé de l'Erika s'avère difficile en raison de la viscosité et de la grande adhérence d'un produit semblable à du chewing-gum. Il s'agit d'un fioul lourd numéro 2, résidu du raffinage du pétrole brut après que les éléments plus légers tels que le kérosène, le gazole, l'essence et le gaz liquéfiés ont été extraits. Il sert essentiellement de carburant aux centrales thermiques, et c'est à cette fin qu'il devait être acheminé vers Livourne (Italie).

« C'est un fioul tellement lourd qu'il faut le faire chauffer à plus de 100 degrés pour le faire brûler dans une centrale », explique Christophe Rousseau, adjoint au directeur du Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (Cedre) de Brest. En mer, il est évidemment impossible de le brûler, mais aussi d'utiliser des dispersants chimiques, à cause de sa trop grande viscosité.

« Si on ne peut aider la nature à digérer ce produit, il ne reste que le traitement mécanique », ajoute M. Rousseau. L'opération consiste à circonscrire la nappe avec des barrières flottantes. Puis à utiliser des engins récupérateurs qui « écrèment » le pétrole à la surface avant de le pomper. C'est ce qui a été tenté, sans succès, les premiers jours, avec des pompes inadaptées à ce type de fioul. Il semble que les pompes à vis soient plus appropriées. C'est la technique utilisée par les na-

vires arrivés sur la zone. Les conditions météorologiques actuelles, le vent et la houle, ont pour effet de fractionner la nappe de fioul lourd en une constellation de plaques plus petites, ce qui complique les opérations. « Il faudra courir après toutes ces nappes, qui commencent à s'enfoncer sous l'eau, et sont de ce fait moins visibles. Il faudra accomplir un véritable travail de fourmi », précise encore M. Rousseau. Toutefois ce fractionnement de la nappe présente un avantage : « Son impact potentiel sur le littoral devrait être ponctuel. Plus limité en tout cas » que ne l'a été la marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier malgache Tanio, au large de l'île de Batz (Finistère), le 7 mars 1980. Il existe plusieurs similitudes entre les deux événements : il s'agissait du même fioul, et le bateau s'était également cassé en deux.

Outre la pollution de surface, se pose ausi le problème des 20 000 tonnes de pétrole encore contenues dans les soutes du navire. Les sondages sonar effectué par la marine nationale indiquent que les morceaux du bateau sont bien posés à plat, par 100 mètres de fond. Le froid devrait contribuer à solidifier le fioul. Les secours espèrent que les différents compartiments étanches qui contiennent encore du pétrole résisteront, et qu'il y aura peu d'émissions polluantes vers la

Christiane Galus

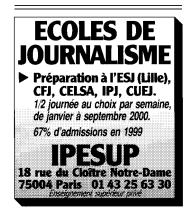
Les nappes ne devraient pas atteindre les côtes avant jeudi

UNE SEMAINE après le naufrage du pétrolier maltais Erika au large du Finistère sud, les nappes de fioul dérivaient toujours, lundi matin, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de l'île d'Yeu. Durant tout le week-end, une mer forte et des vents violents ont empêché les navires sur place de pomper ce fioul. Ils se tenaient prêts à commencer ces opérations, lundi 20 décembre. Mais la météo prévoyait la persistance de mauvaises conditions sur cette zone.

Dans l'après-midi de dimanche 19 décembre, la pollution s'étalait sur une zone de 30 kilomètres de long sur 10 kilomètres de large avec, à l'intérieur, des plaques de 10 à 15 mètres de diamètre. Elle se trouvait à 94.5 kilomètres au sud de Belle-Ile, à 50 kilomètres à l'ouest de l'île d'Yeu et à une centaine de kilomètres de l'île d'Oléron. Toutefois, les nappes ne devraient pas atteindre les côtes françaises avant jeudi, selon le préfet coordonnateur pour la mise en œuvre du plan

« Polmar-terre », Christian Leyrit. Les remorqueurs français *Ailette*, Alcyon et Rari se trouvaient dimanche sur la zone, de même que l'Arka, un bâtiment hollandais, le Neuwerk, un navire allemand, et deux bâtiments espagnols. La compagnie pétrolière TotalFina, affréteur du pétrolier Erika, a affirmé avoir mis à la disposition des préfets du matériel de nettoyage d'une valeur de 1 milliard de francs. Par ailleurs, dimanche après-midi, le préfet maritime de l'Atlantique, Yves Naquet-Radiguet, a décidé d'activer le « Biscaye plan » destiné à mettre en commun les moyens d'intervention français et espagnol. La Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) affirmait dimanche avoir déjà recensé, sur 300 kilomètres de côte atlantique, plus de 150 oiseaux mazoutés, ce qui « confirme la pollution à grande échelle de l'écosystème marin ».

Dans un entretien accordé au Journal du dimanche, la ministre de l'environnement, Dominique Voynet, s'est prononcée pour un renforcement des règles du trafic maritime et un « cahier des charges permettant à un pays de refuser l'accès de certains bateaux à ses ports »: « On ne peut approuver un système qui use jusqu'à la corde de vieux rafiots, sous-paie les marins et minimise les contrôles. » Philippe Douste-Blazy, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a appelé, dimanche, sur France 2, « les compagnies pétrolières à décider que tous leurs bateaux seront à double coque », et « l'Etat, qui prend 90 % de taxes sur les carburants, à faire des contrôles de ces bateaux ».



SOCIÉTÉ 12 / LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

Le contre-espionnage français se modernise pour assurer de nouvelles missions

Les recrutements seront gérés dans la « transparence »

réforme de son fonctionnement qui entrera en ritoire (DST) a décidé de s'ouvrir sur l'extérieur vigueur en 2000. Traditionnellement repliée sur

Le contre-espionnage français se lance dans une elle-même, la direction de la surveillance du teren rendant publique la quasi-totalité des postes

disponibles en son sein. Le recrutement d'experts et la modernisation technique constituent les deux autres axes de la réforme.

du territoire (DST) entame une réforme de son fonctionnement, à la recherche d'une plus grande efficacité. Confrontée à une diminution de 8.5 % de ses effectifs entre 1995 et 1998, et au renouvellement des personnels et des missions, le contreespionnage s'était lancé, en 1998, dans une analyse approfondie de ses ressources et de ses besoins. Prenant en compte les résultats d'un groupe de travail interne mis en place à cette date, la DST a d'abord décidé de s'ouvrir vers l'extérieur, au nom d'un effort « contre l'enfermement dans la culture maison », explique le préfet Jean-Jacques Pascal, directeur de la DST.

Ainsi, la quasi-totalité des postes disponibles dans le service sera désormais rendue publique pour facili-

LA DIRECTION de la surveillance ter l'arrivée de fonctionnaires venus d'autres horizons policiers. Jusqu'à présent, la DST privilégiait les recrutements et avancements en son sein propre. Cette ouverture vaut aussi bien pour les commissaires que pour les officiers et les gardiens de la paix et gradés dont le nombre s'est sensiblement accru depuis 1995. Ces derniers rassemblent aujourd'hui le quart des effectifs.

La diversification des embauches s'accompagne d'une nouvelle définition de la filière hiérarchique. Constatant un risque de démotivation des fonctionnaires devant des perspectives de carrière limitées, la direction s'est engagée à créer des postes « à responsabilité d'expertise ». Trois catégories sont visées. Il s'agit des spécialistes de langues rares ou des fonctionnaires ayant un niveau d'interprète dans des langues plus courantes, des techniciens de haut niveau dans des domaines comme les télécommunications, ou des analystes très pointus sur leur

INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

En choisissant de privilégier les experts, la DST accompagne un objectif présenté comme « prioritaire »: la modernisation technique. La direction du contre-espionnage s'engage à libérer de toute contrainte la sous-direction des services techniques. Son utilisation devra être ajustée aux principales mis-

Celles-ci sont également appelées à évoluer. La surveillance du territoire conserve ses trois grands pôles d'activité traditionnels : la protection

du patrimoine, le contre-espionnage et le contre-terrorisme. Ce dernier secteur est celui qui, depuis les attentats de 1995, avait pris le plus d'importance au sein de la DST. La direction actuelle souhaiterait procéder à un rééquilibrage en faveur de la protection du patrimoine. La recherche scientifique de haut niveau, les technologies les plus sensibles font l'objet de cette attention. En matière d'intelligence économique, la DST est désormais bien connue des grands industriels, qu'elle sensibilise aux risques d'espionnage. Selon les spécialistes du renseignement, cette approche reste cependant insuffisante au regard des movens déployés par les autres grandes puissances industrielles.

Pascal Ceaux

Voyage dans les coulisses de la DST

DE TOUS les services de police, la Direction de la surveillance du territoire (DST) est sans doute le plus mystérieux et le plus refermé sur luimême. Ses fonctionnaires cultivent volontiers le secret et l'anonymat. Leurs rares apparitions pu-

bliques ne sont que contraintes et forcées, à moins qu'elles ne visent à de complexes opérations de manipulation menées au nom de la raison d'Etat ou des intérêts supérieurs du service. Dans cet environnement dif-BIBLIOGRAPHIE ficile, le pari de Roger Faligot

et Pascal Krop n'était pas mince. Leur livre, intitulé DST Police secrète, le relève plutôt bien.

Au fil des portraits entamés dès la préhistoire de la DST - que dire de l'ineffable commissaire Charles Faux-Pas-Bidet, grand nom du contre-espionnage des années 20? – et des anecdotes, parfois inédites, les spécificités du contre-espionnage

à la française s'éclairent. A chaque période, ses priorités; pendant la guerre d'Algérie, la DST combat tour à tour les indépendantistes du FLN et les activistes de l'OAS, déjouant une tentative d'assassinat contre le général De Gaulle. Sous la houlette de Raymond Nart, qui achèvera sa carrière au poste de sous-directeur, le contre-espionnage s'oriente ensuite vers la lutte contre les services soviétiques. Les tribulations d'une illustre source de la DST, recrutée au sein même du KGB et désignée sous le nom de « Farewell », sont une nouvelle fois racontées. La chute du mur de Berlin, puis l'écroulement de l'empire soviétique, provoquent une réorientation brutale vers la lutte antiterroriste, ou, plus récemment, l'intelligence économique.

Faligot et Krop ne négligent rien des faux-pas ou des dérapages qui ont entaché le parcours du service. L'histoire des micros posés dans les locaux du Canard enchaîné en décembre 1973 est narrée en détail. Les auteurs rappellent que l'an-

"What car ?" et Volant d'or 1999 par les magazines "Bild am Sonntag"

POUR INFORMATIONS ET ESSAI : 0825 00 00 75 (0,99F/mn)

née suivante, Jacques Chirac, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, songea un moment à supprimer la DST au profit des renseignements généraux et des services de l'armée.

Plus récemment, c'est la sulfureuse affaire Hernu qui retient l'attention des auteurs. Ils prennent clairement parti. Pour eux, il s'agit d'une « sombre machination », dans laquelle le service de contreespionnage n'a pas pris «les précautions nécessaires ». Selon eux, les accusations portées contre ce proche du président Mitterrand ne sont pas crédibles. La DST n'en a pourtant jamais démordu. Aujourd'hui encore, selon elle, Charles Hernu a entretenu plusieurs contacts avec les Bulgares, les Roumains et les Soviétiques, leur fournissant des informations contre rétribution.

Pascal Ceaux

★ DST Police secrète, Ed. Flammarion, 670 pages, 149 francs.

Diffusion d'une photo de l'homme soupçonné de trois meurtres

UNE PHOTO récente de Sid Ahmed Rezala, soupçonné d'être l'auteur de trois meurtres de jeunes femmes à Amiens (Somme) et dans les trains Limoges-Paris et Calais-Vintimille (Le Monde daté 19-20 décembre), devait être apposée, à partir de lundi 20 décembre, dans les gares de Marseille et des environs. Un avis de recherche avait été diffusé dès le début de la semaine dernière auprès des services de police et de gendarmerie.

Ce jeune Français de vingt ans a été localisé pour la dernière fois au domicile de ses parents, à Marseille, où il a passé la nuit du mardi 14 au mercredi 15 décembre. Des lenteurs de procédure lui ont permis d'échapper aux policiers, alors qu'il était déjà l'objet de recherches de la part des enquêteurs marseillais et de leurs collègues de Dijon, saisis de l'affaire du meurtre de Corinne Caillaux dans le train Calais-Vintimille, dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 décembre. Une nouvelle opération de police, lancée samedi 18 décembre à Marseille, s'est soldée par un échec. Quatre personnes interpellées ont été relâchées et les enquêteurs sont désormais convaincus que les membres de la famille du suspect ne savent pas où il se trouve.

Sang contaminé : « L'Express » condamné pour diffamation

LA 17º CHAMBRE correctionnelle du tribunal de Paris a condamné pour diffamation, lundi 13 décembre, le directeur de l'hebdomadaire L'Express, Denis Jeambar, pour un article sur l'affaire du sang contaminé mettant en cause l'épidémiologiste Jean-Baptiste Brunet (Le Monde du 24 novembre). Publié sous le titre « Lettre ouverte aux esprits faux », l'article d'Anne-Marie Casteret, paru le 12 février en plein procès devant la Cour de justice de la République, accusait M. Brunet, ancien collaborateur de la direction générale de la santé, d'avoir « menti » sur la réalité de la contamination du sida par les transfusions de sang et de vouloir bénéficier « de royalties » sur le test de dépistage français.

Le tribunal a estimé que ces allégations étaient diffamatoires en ce qu'elles portaient « atteinte à l'honneur et à la considération » de Jean-Baptiste Brunet, Il a ainsi estimé qu'Anne-Marie Casteret n'avait « pas satisfait aux exigences de rigueur et de prudence qui s'imposaient à elle ». M. Jeambar devra payer 25 000 francs d'amende et 30 000 francs de dommages-intérêts à M. Brunet mais l'auteur de l'article a été relaxée pour une raison de procédure.

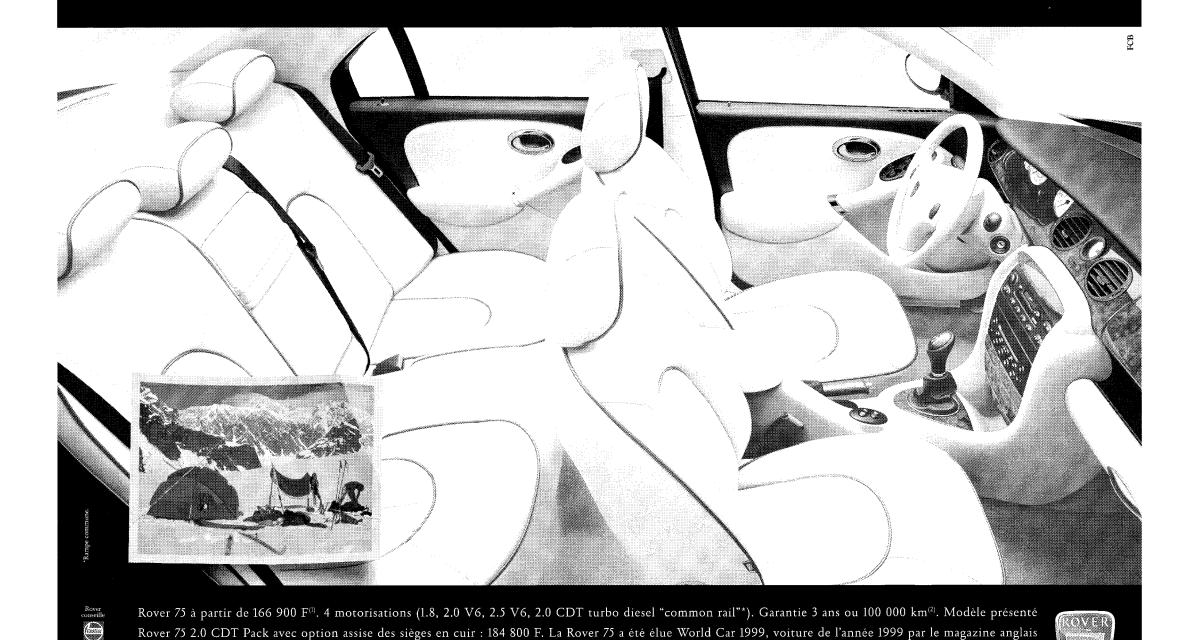
° (1)Prix de la Rover 75 1.8. Tarifs au 18/4/99. AM 00. (2)Au 1er des termes échu.

ROVER 75. LE RÊVE CONTINUE.

■ JUSTICE : deux hommes qui avaient pillé des maisons sinistrées après les inondations du 12 novembre dans l'Aude, ont été condamnés à dix-huit mois de prison, dont huit ferme, par le tribunal correctionnel de Carcassonne. Agés d'une vingtaine d'années, ils avaient dérobé téléviseurs, matériel hi-fi, bijoux, chéquiers et portefeuilles, dans une douzaine de maisons inondées.

■ ÉDUCATION : le procureur de la République de Rouen a requis la relaxe, vendredi 17 décembre, pour François Giffard, un instituteur poursuivi par la mère d'un élève auquel il avait donné, en octobre 1998, trois coups de pied aux fesses, afin de mettre fin à une bagarre. Le procureur a estimé que l'instituteur n'avait pas outrepassé le cadre du « droit normal de correction » reconnu par une jurisprudence constante. Le jugement a été mis en délibéré au 7 février.

VOUS AVEZ TOUJOURS RÊVÉ D'UN LIEU CHALEUREUX POUR ACCUEILLIR VOS AMIS.



RÉGIONS

Finances: les collectivités locales françaises jouent l'international

En lançant un emprunt conjoint avec Montréal sur les marchés internationaux de capitaux, Lyon franchit un nouveau pas. Régions, départements et villes s'enhardissent hors des frontières, surtout depuis la création de l'euro, et demandent à être notés par les agences spécialisées

de notre envoyé spécial Lyon innove dans le domaine de... l'ingénierie financière : sous l'impulsion de son maire, Ravmond Barre (app. UDF), la villecentre de la deuxième agglomération de France s'apprête à lancer, jeudi 23 décembre, un emprunt obligataire privé sur le marché international de 200 millions de francs (30,49 millions d'euros), conjointement avec Montréal, avec laquelle la capitale des Gaules est jumelée. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'emprunt de la ville. Elle a été votée par les élus lyonnais, le 13 décembre, lorsqu'ils ont adopté le budget 2000 de la capitale de Rhône-Alpes (3,584 milliards de francs). Selon les analystes, cette opération de financement en tandem,

près des particuliers lyonnais pour financer des investissements destinés à mettre Lyon « au niveau du siècle prochain », l'ancien premier ministre récidive donc, cette fois-ci sur le marché international. M. Barre est en effet persuadé que la solvabilité de sa ville, désormais reconnue au plan national, l'autorisait à franchir le

« Traditionnellement, nous nous tournions vers les banques, dit Christian Philip (UDF), premier adjoint au maire de Lyon. Nous ouvrir à l'extérieur nous permet de mettre en concurrence plusieurs établissements financiers et [de] profiter de la baisse des taux. » De surcroît, explique-t-on à la mairie, « la rareté de l'opération doit permettre à Lyon et à Montréal de faire la différence sur les marchés des capitaux, donc d'optimiser les

nagements urbains... », met en avant l'hôtel de ville.A un an et demi des élections municipales, qui verront le terme de son mandat, on sait que l'obsession de M. Barre est de financer les dépenses d'investissement par l'emprunt, sans avoir recours à la fiscalité. Pour ce faire, quoi de mieux qu'une solide signature financière internationale auprès des grands investisseurs institutionnels du marché nord-américain? Histoire d'accroître la crédibilité financière de la capitale de Rhône-Alpes, dans le rôle de « place financière et bancaire » dont elle se prévaut. Le tout dans une année «hautement symbolique », comme dit Bernard Ruiz,

« INDISPENSABLE NOTATION »

des finances.

secrétaire général adjoint chargé

Hormis la présence de Montréal, cet appel de fonds sur le marché des capitaux, d'un montant somme toute modeste, n'est plus exceptionnel. Villes, départements, régions s'enhardissent. En 1997, l'observatoire Ficos - agence spécialisée dans le conseil en communication financière des collectivités locales - relevait que «la perspective de la mise en place de l'euro [accroissait] la compétition du fait de la disparition du risque de change à l'intérieur de la future zone ». Au début des années 90, la région PACA a été précurseur. A petits pas donc, mais fortes d'une conjoncture favorable, les collectivités locales découvrent les marchés, à l'instar des Etats-Unis, où il s'agit d'une pratique courante.

Si, pour pratiquer cet exercice, elles désirent être notées, les collectivités peuvent faire appel à l'une des trois grandes agences internationales de notation financière que sont Standard and Poor's, Moody's, Fitch-IBCA. Ce choix revient à donner une information régulière sur leur solvabilité. D'où le passage par une agence spécialisée, dont les analystes calculent le risque de nonremboursement, en temps et en heure, d'un emprunt émis sur le marché. Aujourd'hui, vingt-trois collectivités en France et une centaine en Europe sont notées.

A en croire Standard and Poor's, première agence française, « la notation est de plus en plus indispensable pour émettre sur les marchés français et internationaux », compte tenu de la montée des risques et de la création de la monnaie unique, qui augmente la compétition entre les emprunteurs éventuels. Par ailleurs, les investisseurs, pour qui l'évaluation du risque de crédit tient une place de plus en plus importante, accordent une confiance croissante à la notation des grandes agences, bases de référence considérées comme objectives.

Pour une collectivité, «l'intérêt de la notation est donc de faire connaître la qualité du risque de crédit à l'emprunteur, diversifier ses sources de financement, valoriser sa communication financière par une opinion indépendante, intéresser un nombre élargi de prêteurs », fait valoir Standard and Poor's. Autre intérêt : la transparence financière. « Jusqu'il y a peu, accepter un regard extérieur n'était pas dans la culture des élus locaux, commente un analyste de l'agence. Les choses changent puisque nous notons, dans une totale confidentialité, une petite ville comme une grande région. La taille n'est pas un obstacle en soi. Mais en aucun cas nous ne sommes des commissaires aux comptes ni des préconisateurs. Nous observons si telle collectivité peut supporter tel endettement ou non.»

Lorsqu'elles souhaitent être notées - ce qui n'est pas forcément lié à une démarche d'emprunt sur

ceptent la venue d'analystes. Une appréciation globale de solvabilité, par exemple, sera menée à partir d'une étude approfondie de la situation économique et financière. Un « scénario de stress » peut être élaboré. Par exemple en 1998, quand le département de l'Essonne vit sa taxe professionnelle s'effondrer lorsque Air France privilégia Roissy par rapport à Orly...

Après avoir été notée, une collectivité reste libre de rendre publique sa note ou pas. En aucun cas une agence ne publiera de note sans son agrément. En revanche, en cas d'accord, la note est rendue publique, y compris via les grandes agences de presse internationales.

Jean Menanteau

Pour Montréal aussi, une première

Le conseil municipal de Montréal a donné son feu vert, le 15 décembre, à la proposition de ses services financiers d'émettre un emprunt obligataire international de 45 millions de dollars canadiens (près de 30 millions d'euros) en tandem avec Lyon. A l'instar de son homologue lyonnais, Jean Rheault, directeur financier de la ville, reconnaît qu'il s'agit pour Montréal d'une « première », la métropole canadienne n'ayant jamais émis d'obligations conjointement avec une ville européenne. M. Rheault précise toutefois que « les emprunts des deux villes sont juridiquement distincts ». A la recherche d'un partenaire financier de dimension européenne, c'est Montréal qui a sollicité la collaboration avec sa ville jumelle via l'opérateur financier français Dexia. - (Corresp.)

aux caractéristiques communes bien que juridiquement séparées, d'un même montant, d'une durée de vingt ans pour les deux villes, conduite par un opérateur commun (Dexia, ex-Crédit local de France), constitue une première sur les marchés: jamais une ville française n'a émis un emprunt avec une ville étrangère. La formule doit être attractive: au début de la semaine dernière, M. Barre a annoncé qu'il avait été saisi d'une demande similaire émanant de Francfort.

Un an après avoir levé avec

coûts de financement respectifs ». Pourquoi Montréal? « Nous sommes jumelés avec cette grande ville francophone depuis deux décennies. Nous voulons prouver que nos liens peuvent dépasser les simples relations d'amitié et de culture », fait valoir M. Philip. Audelà, « ce financement jumelé est d'autant plus pertinent que les deux villes connaissent des problématiques urbaines similaires: deux grandes agglomérations, deux communautés urbaines, ayant à mener à bien des projets comparables en termes de services à la population, de transports, d'amé-

Aubagne la communiste jongle avec les dollars

de notre correspondant Immuablement communiste depuis 1965, la commune d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a pris l'habitude, depuis quelques années, de faire appel aux marchés financiers internationaux. La première fois, en 1996, la municipalité avait souscrit un emprunt de 60 millions de dollars auprès d'une banque d'investissement anglo-américaine, Merryll Lynch, alors que les prêteurs habituels des collectivités locales faisaient montre de frilosité pour s'engager sur un tel montant.

Un an plus tard, en collaboration avec CDC Marchés, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, cette ville de 44 000 habitants, qui cultive son caractère provençal tout en jouant à fond la carte de l'accueil d'entreprises, opérait un emprunt obligataire international de 110 millions de francs. « C'était pour nous un galop d'essai », indique Alain Vacher, secrétaire général adjoint chargé des finances. Et le 28 janvier, la municipalité souscrivait trois emprunts obligataires pour un montant total de 60 millions d'euros (393,5 millions de francs) auprès d'assurances, caisses de retraite, mutuelles ou banques, françaises et européennes. La bénédiction de la Commission des opérations boursières et la présence de CDC Marchés assurent à la municipalité « une grande transparence et une totale sécurité » sur la provenance des capitaux, les fonds des paradis

L'emprunt obligataire de janvier a permis de rembourser Merryll Lynch (296 millions de francs) ainsi qu'un prêt de la Caisse d'épargne (41 millions); 56 millions étaient consacrés à l'investissement et au programme d'équipement. Cette démarche, au surplus, a « fait connaître Aubagne sur les marchés », se félicite-t-on à l'hôtel de ville. Ce réaménagement de la dette se traduit par une économie annuelle de 6 millions de francs sur le montant des intérêts affectés à l'investissement. « On ne boursicote pas, assure M. Vacher, mais en allant sur les marchés de capitaux, la collectivité adopte une démarche saine, celle de rechercher une ressource au coût le plus bas. »

Cette présence sur les marchés financiers a imposé à Aubagne de recourir à la notation par l'agence Fitch-IBCA et à publier sa note (A- en 1998). Le 1er janvier, la dette par habitant s'établissait à 16 363 francs (à titre de comparaison, elle est de 8 944 francs à Lyon): « C'est assez important, convient-on à la mairie, mais c'est à la hauteur des ressources de la commune », principalement composées des taxes professionnelles des entreprises qui s'implantent sur les zones industrielles. Selon un observateur, Aubagne joue la carte des emprunts internationaux, car « elle veut montrer qu'elle peut se financer sans être dépendante du système bancaire et c'est en plus un bon outil de communication finan-

Luc Leroux

Les surprises de la pollution sur les Champs-Elysées

qu'une grande partie des décorations ne soit retirée des arbres des Champs-Elysées pour cause d'inesthétisme notoire (Le Monde du 17 décembre), le Laboratoire interuniversitaire des systèmes atmosphériques (LISA) de l'université de Créteil a pu se procurer un morceau des filets noircis par la pollution. Les examens pratiqués au microscope, vendredi 17 décembre, sur cet échantillon ne cessent d'intriguer les chercheurs du LISA

Ils ont en effet découvert sur les fines mailles de matière plastique, qui avaient été exposées moins de trois semaines à l'atmosphère des

QUELQUES HEURES avant Champs-Elysées, des dépôts comparables à ceux qui avaient été obtenus en laboratoire après... un an d'exposition à l'air que respiraient les habitants de Milan au milieu des années 70, c'est-à-dire la ville d'Europe occidentale qui connaissait la plus forte pollution de l'ère moderne. « L'humidité qui a régné sur la capitale ces dernières semaines a été le catalyseur d'une vaste réaction chimique entre plusieurs composants, explique Roger-Alexandre Lefèvre, responsable de recherches au LISA. On a ainsi retrouvé un précipité noirâtre, comparable à celui qui s'accumule au fil des ans sur les pierres des bâtiments, composé de soufre et de cal-

cium mêlés aux poussières de tenir la pollution, aussi bien que la combustion des carburants, spécialement des moteurs Diesel. »

Ces résultats contredisent un certain nombre d'études antérieures sur la pollution dans la capitale. La teneur en dioxyde de soufre observée sur les Champs-Elysées reste ainsi très forte, alors que l'abandon du chauffage au charbon et le durcissement de la réglementation en matière de reiets industriels et automobiles ont officiellement divisé par dix la teneur en soufre de l'atmosphère de Paris depuis vingt ans. Par ailleurs, les spécialistes de la restauration des monuments découvriront que les matières plastiques peuvent repierre de calcaire, qui constitue l'essentiel des matériaux de

construction dans la capitale. Enfin, et ce n'est pas une bonne nouvelle pour les Parisiens, les particules prélevées sur les décorations des Champs-Elysées sont d'une dimension inférieure au micron. Ainsi, contrairement au diagnostic d'Airparif, l'organisme chargé de la surveillance de la qualité de l'air dans Paris, ces microparticules peuvent envahir l'ensemble de l'appareil respiratoire des piétons et des automobilistes qui fréquentent la célèbre avenue.

Christophe de Chenay

Le conflit des transports de Grenoble s'envenime

LE CONFLIT dans les transports, qui paralyse depuis une semaine l'agglomération grenobloise – en occasionnant pour les commerçants une perte de chiffres d'affaires que certains estiment à plus de 30 % -, a connu un regain de tension, dimanche 19 décembre : une altercation a éclaté entre personnel gréviste et non gréviste, au cours de laquelle un conducteur non gréviste a menacé l'un de ses collègues d'un couteau, « Il a craqué », a expliqué le directeur général de la Se mitag, André Magnon Pujot, en dénonçant le climat particulier de violence qui entoure le conflit « avec des agents cagoulés qui bloquent les dépôts, des injures au personnel non gréviste et des dégradations de matériel ». Lundi, afin d'éviter tout nouvel incident, les dépôts ont été fermés. De leur côté, les syndicats, qui ont accepté les dernières propositions de la direction sur les conditions de travail, continuent de juger les propositions sur l'évolution salariale insuffisantes. Les négociations devaient reprendre dans la journée de lundi en présence du médiateur nommé par la justice. – (Corresp.)

An 2000 à moins de 2000? Rome À partir de Vos vols réguliers à prix réduits. 1374F Consultez nos offres sur www.ebookers.com Réservations en ligne 24h/24, 7j/7. **Prague** À partir de 1784F **New York** À partir de 1890F **Le C**aire Kers.com À partir de 1984F avec La Compagnie des Voyages Prix A/R TTC au départ de Paris en Janvier. Sous réserve de disponibilités.

HORIZONS

REPORTAGE =

TROIS JOURS EN TCHÉTCHÉNIE

Survivre sous l'occupation

Maisons éventrées, fenêtres pulvérisées, infrastructures dévastées sous le déluge des bombes russes. Les villageois tchétchènes, privés d'eau courante, souvent de gaz et d'électricité, subissent le désastre de la guerre.

Atchkhroï Martan. Les Russes sont là depuis deux semaines. Leurs blindés ont pris position dans le village. Le 19 novembre, le général russe Chamanov, sanglé dans son treillis, est venu s'adresser aux habitants: «Le village ne sera plus bombardé, a-t-il lancé du haut d'une tribune, vous pouvez dormir tranquillement! » Quelques jours auparavant, alors qu'obus et tirs d'artillerie s'abattaient sur le village, les anciens s'étaient réunis, comme le veut la tradition. Il fallait prendre une décision. L'armée russe avançait en Tchétchénie, précédée d'un déluge de bombes. Des villages, aux alentours, venaient de « tomber ». A Atchkhroï Martan, allait-on se battre? Allait-on prendre de front la puissance de feu des Russes, leurs bombardiers, leurs missiles? Ou bien fallait-il ruser? C'est-à-dire chercher un accord avec les « occupants » permettant à la fois une entrée pacifique des troupes dans le village et le retrait sans pertes des combattants tchétchènes, qui iraient poursuivre leur guerre de partisans à Grozny ou dans les montagnes. Composer avec les Russes, cela voulait dire épargner la population, sauver le village, attendre des jours meilleurs.

Un accord a été trouvé. Mais il s'en était fallu de peu. Car à peine le général Chamanov était-il reparti, ayant fait son offre de paix, que d'autres troupes s'étaient mises à canarder le village de plus belle! Les Russes, penauds, selon les habitants, tentèrent de s'en expliquer : il s'agissait d'une bavure. Ils avaient confondu le village d'Atchkhroï Martan avec le hameau de Stary Atchkhroï, à quelques kilomètres de là. Ils s'étaient trompés en lisant leurs cartes. Le commandant alla jusqu'à présenter ses excuses aux anciens.

C'est un gros bourg d'environ vingt mille habitants, à l'habitat dispersé, au sud-ouest de la Tchétchénie, sur la plaine parsemée de champs qui précède les monts du Caucase. Plus de mille deux cents soldats et policiers russes sont déployés dans la localité, en occupants malaisés. Ils vivent terrés dans des bâtisses transformées en bunkers. Ils ne circulent jamais seuls. Après avoir semé la terreur lors des bombardements, tuant soixante-deux personnes dans le village et détruisant cent vingt maisons, ils vivent maintenant dans la neur, au milieu de ces mêmes Tchétchènes qu'ils visaient, il y a encore quelques jours, avec leurs canons. Moscou parle de situation « normalisée », d'ordre « rétabli » dans les zones où son armée est présente, mais les nerfs sont à vif. A tout moment, un incident peut se produire. La zone décrite par les Russes comme « libérée des terroristes » est loin d'être pacifiée.

Ce jeudi, un « meeting » a été convoqué sur la place du village. Ouelques centaines d'habitants sont assemblés. Sur la plate-forme, un homme en tenue de camouflage débite un long monologue. C'est Chamil Bouraev, le « préfet » récemment arrivé de Moscou, où il faisait « des affaires », originaire du village. Il tente de haranguer la petite foule: « l'ai entendu les rumeurs aui circulent ici! On raconte aue les wahhahites vont attaquer le village. Ou'en pensez-vous? On dit que Vakha Arsanov et ses hommes vont lancer un assaut. Il paraît qu'il a l'intention de déclarer la "guerre sainte" contre l'empire russe. Qu'allez-vous faire? Il faut que, tous ensemble, vous défendiez le village! Il faut que chacun surveille. Il faut empêcher cette attaque, car, s'ils prennent le village, l'armée fédérale va de nouveau ouvrir le feu. Des maisons seront détruites, des gens vont mourir. Il faut sauver le village!» L'air sombre, les hommes gardent le silence, flairant le piège. Autour du « préfet », les anciens se tiennent figés, très dignes dans leurs longs manteaux, coiffés de la toque traditionnelle, la papakha. Leurs visages barrés de barbes blanches sont impassibles. Un homme accroupi sur



une muraille filme la scène, une caméra à l'épaule.

organisent

leur survie

décombres

et du fracas

de la guerre

toute proche

au milieu des

A la fin de la réunion, on apprend au'un kommandanski tchas, un couvre-feu, est instauré, sur décision militaire. Interdiction de sortir de 20 heures à 6 heures. Les Russes voulaient un couvre-feu dès 19 heures, mais les anciens ont négocié: pendant le mois de ramadan, les hommes doivent pouvoir se rendre à la prière collective du soir, ont-ils insisté. La nuit, les rares voitures roulant encore dans le village risquent d'être braquées par des projecteurs et criblées de balles. Les soldats peuvent ouvrir le feu. A toute heure, les militaires font des descentes dans les maisons. Ils ont des listes de noms. Pour chaque maison, ils savent qui est enregistré là, combien il y a d'hommes dans la famille, et où ils sont censés se trouver. Les absents seront priés de rendre des comptes. Les quartiers

sont passés au peigne fin. Les habitations sont fouillées. Dans la zone que l'armée de Moscou décrit comme «libérée», la vie est rythmée par ces contrôles militaires: d'abord, la registratsia, l'enregistrement des habitants, puis les zatchistki, les « nettoyages », des fouilles accompagnées d'arrestations, puis les proverki, les « vérifications » à l'improviste.

Dans une maison tchétchène, à la nuit tombée, on prépare le repas du ramadan. Les femmes en jupe longue portent le foulard souple, laissant apparaître des mèches de cheveux. Les plus jeunes sont maquillées. A la lueur d'une lampe à kérosène, elles préparent des galettes parfumées à la courge, des tomates confites et des pâtes que l'on trempe dans un bou accompagnées d'un peu de viande et de thé. Les provisions sont maigres. Dans la cave, il reste quelques bocaux de légumes et de confiture. L'eau courante est coupée depuis le début de la guerre, il y a trois mois. On remplit des bonbonnes en plastique à une pompe. Depuis l'arrivée des Russes, il y a de l'électricité deux ou trois heures par jour. Il a fallu pour cela qu'une équipe de techniciens tchétchènes obtienne auprès de la « kommandantur » l'autorisation de réparer des câbles bombardés. L'armée a accepté: elle aussi a besoin d'élec-

A pièce où cuisinent les femmes est chauffée par un coupé, on brûle du bois. Dans le village, de nombreux arbres ont été abattus. Les vitres sont couvertes de bandes adhésives, pour protéger des éclats de verre en cas de déflagration. D'autres fenêtres, pulvérisées par le souffle des bombardements, sont recouvertes de bâches. Dans le jardin, les obus ont creusé des cratères. Ici, une famille de quatre personnes est morte quand l'obus a touché l'entrée de leur cave. Là, un homme seul a succombé lorsque sa maison s'est effondrée sous l'impact d'un tir. Dans la rue, des enfants ont ramassé des éclats d'obus, des morceaux de métal tordus aux bords coupants. On trouve par terre une myriade de petites aiguilles métalliques noires, comme des flèches, qui ont jailli de bombes explosant à quelques

Toute la famille vit serrée dans deux pièces, les seules qui puissent être chauffées. Le fils, Saïd Emin, s'est rasé la tête pour marquer le mois de jeûne. Il porte une casquette de base-ball, une veste de ski, et lit une brochure en russe intitulée Le Coran et la science contemporaine, étude comparative, publiée par les «œuvres caritatives du royaume d'Arabie saoudite ». Le père, Ramzan, raconte qu'il a appris tout seul, avec un manuel, à lire le Coran en arabe. Depuis la chute de l'URSS et, surtout, depuis la dernière guerre de Tchétchénie (1994-1996), qui a fait des dizaines de milliers de morts, l'islam est devenu dans la république un repère encore plus important. « Quand on se cache dans un sous-sol pendant des jours parce que des tanks vous tirent dessus, la prière aide », dit Zarema, une des sœurs. C'est une quête bien éloignée d'un quelconque « extrémisme islamique criminel » que Moscou prétend vouloir déraciner sous les bombes.

« Tout le monde déteste les Russes, insiste la jeune Madina, mais pour

ler ses structures, de balayer toute trace du pouvoir élu démocratiquement, en 1997, en Tchétchénie. Un journal gratuit est distribué à la population, privée d'autres informations. Imprimé à Mozdok (Ossétie du Nord), au quartier général des forces russes dans le nord Caucase, cet organe s'intitule Tchétchénie libre. Un encart, sous forme d'offre d'emploi, encourage les hommes d'Atchkhroï Martan a rejoindre la milice. « Durée du contrat : un mois et demi à deux mois, en fonction de la situation. Nombre de places : 200 à 210 hommes. Budget prévu: environ 2 millions de roubles. » Une solde est promise à chaque volontaire. La milice a pour mission de lutter contre les « incursions de wahhabites » et d'aider les forces russes dans leurs ratissages de la population. Quelques hommes désœuvrés l'ont rejointe. Ils obtiennent un uniforme, une arme, et doivent passer une visite médicale à Mozdok. Les jeunes, eux, ont tendance à se tenir à l'écart. «Je n'y toucherai pas. D'abord, on te parle de combattre des criminels wahha-

« En Russie, il leur fallait des héros, des généraux. Ils les ont maintenant, leurs héros et leurs généraux. Mais ils ont renvoyé le peuple cinquante ans en arrière »

protéger notre village il a bien fallu trouver un accord avec eux.» Le père ajoute, au sujet du « meeting » auguel il a assisté sur la place centrale : « Les Russes sont de retour chez nous, pour nous traiter en citoyens de troisième zone. Ils espèrent qu'une guerre civile apparaîtra ici, une guerre à l'afghane entre Tchétchènes. Ils espèrent que le peuple s'entretuera lui-même. Mais cela ne se produira jamais. Nos traditions *l'empêchent.* » Une voisine ajoute : « Les Russes ont attendu cette guerre civile pendant les trois années passées, quand il v a avait tant d'enlèvements en Tchétchénie. Mais elle n'est pas venue, alors ils ont commencé à bombarder. »

Le « préfet » a commencé à mettre en place une milice prorusse. Elle s'appelle « ROVD », abréviation en russe de « département des affaires intérieures du district ». Moscou tente ainsi d'instalbites, et, avant que tu ne t'en rendes compte, on te demande de tirer sur les habitants paisibles d'un aoul [village] », ironise l'un.

Le nouveau « préfet », qui parcourt les chemins boueux dans un cortège de voitures, est, dit-on, très riche. Il a beaucoup promis : que les retraites pour le mois de novembre seraient versées d'un coup, alors que le gouvernement russe n'a rien payé pendant trois ans. Que les arriérés de retraite pour les six mois précédents seraient rattrapés. Que le gaz, l'eau, l'électricité seraient rétablis, Que les écoles ouvriraient en décembre. Les habitants n'ont pour l'instant rien vu venir. Ils at-

Ramzan, le père, a un sourire peiné: « Les Russes procèdent avec nous par chantage. Ils promettent de l'argent. Le peuple est fatigué, beaucoup n'en peuvent plus. Parfois, je pense que nous sommes comme un cobra qui danse au son de la musique du fakir. Le cobra se laisse manipuler, il ne pense à rien, il a la tête vide. »

De cette guerre, du rouleau compresseur des bombardements russes, il dit: «Ce n'est pas du combat, c'est de l'assassinat. Dans une vraie guerre, deux forces de tailles comparables s'affrontent. Mais que peuvent faire des armes qui tirent peut-être à quatre cents mètres contre des missiles et des bombes qui partent à des kilomètres? Les Russes ont créé une image: l'ennemi du peuple. Et c'est qui? C'est le Tchétchène! Il y avait cinq mille combattants tchétchènes pendant la première guerre [1994-1996]. On dit que trois mille sont morts. Ils ont été tués en se battant l'arme à la main. Pas laminés nar un ennemi invisible dans les airs. Oui, il y avait des bandits en Tchétchénie, comme partout. Dans ce village, cinq ou six types étaient des criminels, des preneurs d'otages. Fallait-il des tanks, des bombardiers, pour en venir à bout? N'était-ce pas plutôt une tâche pour les forces spéciales, qui auraient pu mener une opération précise? Pourquoi toute une guerre était-elle nécessaire? En Russie, il leur fallait des héros, des généraux. Ils les ont, maintenant. leurs héros et leurs généraux. Mais ils ont renvoyé le peuple cinquante ans en arrière », conclut-il, en désignant les scènes de destruction.

A 21 heures, la canonnade reprend. Des coups sourds, rythmés comme une grosse caisse, retentissent à l'orée du village. L'artillerie lourde russe s'est mise en action. Le vacarme des canons des tanks emplit l'atmosphère. La cadence des détonations s'accélère. Les vitres tremblent. Le tuyau métallique du poêle, dans l'âtre, vibre bruyamment. Dans la maison, chacun vaque comme si de rien n'était à ses occupations. Les habitants d'Atchkhroï Martan ont entendu bien pire, en octobre et en novembre, quand les bombardements visaient directement leur village et que tous se terraient dans la cave. Maintenant, les tirs sont dirigés plus loin, vers Grozny, vers les montagnes. La guerre poursuit ailleurs ses ravages.

Natalie Nougayrède

PROCHAIN ARTICLE: Les soldats russes ont peur

2000 DÉBATS POUR LE SIÈCLE À VENIR

Benjamin Stora, historien

« Nous nous dirigeons vers un Maghreb des régions »

Pour ce spécialiste de l'histoire des nationalismes maghrébins, l'émergence d'élites émancipées de la pesante mémoire des luttes anticoloniales et la moralisation de la vie publique sont les fondements d'une future démocratisation, impérative pour accrocher le train de la mondialisation

«Le Maghreb a le potentiel pour "être un dragon" du prochain siècle, écrivez-vous dans l'ouvrage que vous publiez avec Akram Ellyas, Les 100 Portes du Maghreb. Pourtant, ajoutezvous, il "risque fort d'être l'une de ces régions en trop", exclue des grands mouvements de la mondialisation. Les handicaps du Maghreb sont-ils donc si immenses? Quels éléments permettraient d'envisager un développement positif?

– A l'aube du XXIe siècle, le sentiment d'isolement s'accroît au sein des populations maghrébines, coincées entre la barrière saharienne, derrière laquelle le continent africain ne peut s'arracher au sous-développement, et les miradors édifiés par l'Europe de Schengen. Les visas pour le Nord, la misère au Sud. Dans ce cadre, la politique des gouvernants maghrébins depuis la décolonisation - mauvaise gestion économique, corruption, absence de démocratie – est aggravée par les transformations nées de la mondialisation. Pourtant, le Maghreb possède des atouts importants: une population jeune, une alphabétisation qui progresse, un "gisement" exceptionnel en matière grise, des ressources naturelles considérables, même si ce dernier point doit être nuancé quand on voit la "malédiction" qu'a constituée pour l'Algérie le choix de s'adosser à la rente des hydrocarbures sans développer son agriculture ou un tissu industriel co-

» On pourrait imaginer un décollage économique du Maghreb à l'aide de réels partenariats avec l'Europe, par branches d'activité. Mais fondamentalement, le décollage ne s'opérera que par la démocratisation. Je ne crois pas au développement économique par l'émergence de régimes "despotiques éclairés", qui restent loin des préoccupations d'élites maghrébines pénétrées, vu la proximité de l'Europe, par les idées démocratiques.

- Une corruption protéiforme touche ces élites. Ce problème vous paraît-il le plus handicapant pour évoluer vers la mo-

- Absence de démocratie, bureaucratie et corruption sont étroitement liées au Maghreb, où la lutte contre la corruption, qui freine considérablement le développement, est devenue un enjeu essentiel. Seule la démocratisation des mœurs sociopolitiques peut susciter un changement en profondeur. En Algérie, en Tunisie et au Maroc, l'accès à la "modernité", le passage à l'Etat de droit ne sont plus de simples mots d'ordre mais les revendications actives, qui tra-

versent l'ensemble des sociétés. » Dans ces pays, l'histoire coloniale, au nom de principes républicains, a durablement dévalué le principe universaliste de la démocratie. Cela a favorisé les replis identitaires forts et le différencia-



lisme culturel dès la naissance des mouvements anticolonialistes. Plus tard, les islamistes ont poussé cette logique encore plus loin. Mais l'alphabétisation, l'urbanisation, la connaissance plus grande du monde extérieur par l'accès aux images satellitaires relativisent l'idée d'un "modèle occidental" de la démocratie et placent le Maghreb dans un mouvement d'ensemble, où démocratie et droits de l'homme deviennent des fondements essentiels de légitimité. quels que soient le passé, le patrimoine culturel ou l'environnement religieux.

- Vous jugez "l'expérience de transition" engagée par Mohammed VI "fragile et très contrôlée". Assiste-t-on au Maroc à une véritable évolution sociopolitique ou à un replâtrage, le nouveau monarque plaçant ses hommes aux postes-clés pour que "tout change afin que rien ne change"? - Le point important, au Maroc,

est l'extraordinaire mouvement imprimé par le jeune souverain à la classe politique et à la société. Mohammed VI tente de se situer sur les thématiques exprimées par la mouvance islamiste: la misère, l'analphabétisme, la corruption, l'exclusion des femmes. Cependant, moderniser le système ancien du Makhzen est extrêmement ardu. Enraciné dans l'histoire, le Makhzen, cette administration toute-puissante inféodée au Palais, produit des conservatismes d'autant plus sensibles que la pression de la société augmente. Comment un jeune diplômé peut-il aujourd'hui accepter l'autorité de vieilles générations qui fonctionnent sur le dogme de l'inamovibilité? Or le temps presse. Le Maroc a accumulé un énorme retard dans la scolarisation, le logement, le développement industriel. Le mouvement de modernité impulsé par le haut risque, en effet, de n'aboutir qu'à de simples "changements de têtes" s'il n'est pas relayé par l'émergence d'une société citoyenne. Les associations de femmes ou de défense des droits de l'homme sont les premiers signes de cette émergence.

- Après avoir suscité beaucoup d'espoirs, le président Bouteflika paraît à son tour englué dans l'impasse algérienne. Comment voyez-vous l'évolution de l'Algérie, dans l'immédiat et à plus long terme ?

- Après un départ tonitruant, Abdelaziz Bouteflika, isolé au sein de l'appareil politique, marque le pas. Sa "concorde nationale" apparaît comme un artifice de plus dans la tragédie algérienne. Au fond, près de quarante ans après son indépendance, l'Algérie reste confrontée au même problème : la séparation entre le politique et le militaire. C'est l'armée des frontières de Houari Boumediène qui s'impose aux politiques au sein du FLN en décembre 1957. Elle s'installe définitivement au pouvoir par le coup d'Etat du 19 juin 1965. Sa gestion militaro-bureaucratique

sera remise en cause par l'effondrement du système de parti unique, en octobre 1988. Mais, après une phase d'effervescence démocratique, le processus est interrompu par la terrible guerre qui éclate en Algérie, qui prend la société civile en otage, et où l'obscurantisme religieux n'est bien sûr pas étranger. A court terme, un gouvernement regroupant un maximum de sensibilités politiques serait un moyen de sortir du statu quo. A plus long terme, l'Etat étant perçu en Algérie comme très éloigné des aspirations de la société, la reconquête de la légitimité politique passe par des formes nouvelles de représentations, intégrant les générations culturellement émancipées de l'encombrante mémoire de la guerre d'indépendance.

- Les atteintes aux droits des personnes sont aujourd'hui criantes en Tunisie. En Algérie et au Maroc, certains demandent des enquêtes sur les disparitions. Quelles évolutions des droits de l'homme et de la

-Sur ce plan, la Tunisie, qui n'est toujours pas sortie du système du parti unique, paraît à l'écart. Mais votre question renvoie au rapport difficile entre une mémoire trop pleine et un impossible oubli. Nous assistons au Maghreb à l'épuisement des nationalismes créés pour les indépendances. Ces mouvements, à forte coloration populiste, ont su mobiiser des foules considérables pour la réappropriation de l'identité bafouée ou perdue. Cette dimension ne provoque plus aujourd'hui que des replis identitaires. Or les jeunes générations, à l'écoute de la "culture monde", veulent sortir d'une histoire exclusivement nationaliste. Désormais, les trois pays sont confrontés à des mouvements démocratiques qui, eux aussi, interpellent l'histoire récente. La multiplication d'associations de "familles de disparus", de "victimes du terrorisme", de "vérité sur les personnes enlevées" apparaît comme le symptôme d'une future judiciarisation de la vie politique au Maghreb.

- L'islam politique est-il entré dans une phase de déclin au Maghreb?

- L'islamisme a connu son apogée dans les années 80. Au Maghreb, les fondamentalistes insistent alors sur les phénomènes d'acculturation. L'islam leur apparaît comme une contre-culture. Mais ils se sont ensuite heurtés à la sécularisation qui affecte les sociétés maghrébines. L'islam peut se présenter comme le fondement d'une redéfinition de l'identité nationale, mais avec la mondialisation, que peut-il dire face à la primauté de l'individu consommateur? Désormais, la fuite personnelle, la crise des cellules familiales et communautaires frappent en profondeur le Maghreb. Celui qui émigre ne part plus vers le Nord, pour une collectivité villageoise, familiale ou tribale; il part pour lui-même, se

peut-on attendre sur le terrain détache de sa communauté d'origine. Par ailleurs, l'Etat étant jugé lointain et hautain, la foi devient une affaire personnelle. L'islamisme radical n'a pas su rester en prise avec l'individualisation du sacré et l'affranchissement communautaire. Et la sauvagerie du drame algérien a eu comme un effet repoussoir. Mais l'activisme islamiste ne disparaîtra pas du Maghreb. Son enracinement au Maroc autour de la figure de Cheikh Yassine exprime cette poursuite d'une révolution culturelle et identitaire ; d'autant que le chômage endémique et l'envahissante domination culturelle de l'Occident sont toujours là.

- Au Maroc, en Algérie et en Tunisie, l'arrivée à des postesclés de technocrates très différents des personnels issus des indépendances semble s'accompagner d'une désaffection de la politique parmi les jeunes élites. Ce phénomène vous inquiète-t-il?

- L'arrivée de générations qui n'ont pas connu les luttes d'indépendance sera un des défis majeurs du début du XXIe siècle. L'effacement des solidarités mémorielles nées des combats nationalistes produit des élites essentiellement technocratiques. Cela peut être inquiétant. En même temps, l'idée d'un gouvernement omnipotent apparaît de plus en plus inadaptée. L'émergence d'une classe d'entrepreneurs et d'intellectuels s'orientant vers une autonomie de pensée, l'existence des mouvements syndicaux, la complexité des économies font douter de la centralisation autoritaire de l'Etat.

 Vous écrivez qu'au Maghreb "les trois pays ont la tête tournée vers l'Europe tout en s'ignorant, lorsqu'ils ne s'affrontent pas". Le Maghreb aura-t-il jamais un sens géopolitique?

- L'Union du Maghreb arabe, fondée en 1989, est effectivement en panne. Pourtant, le Maghreb est bien plus qu'une simple donnée géographique: les peuples y partagent la même langue, la même culture, la même foi. L'histoire a forgé des liens puissants dans les combats anticoloniaux. Aussi, le Maghreb politique ne peut que se construire, en dépit des résistances. Mais, à mon sens, ce ne sera pas une union par addition des Etats. Les unités régionales, comme le Rif au Maroc, la Kabylie en Algérie ou encore le Sahara occidental, seront les nouvelles réalités géopolitiques et économiques, chevauchant les frontières entre Etats. Ce sera la fin de l'idée que la puissance des Etats peut, seule, contrôler l'ensemble des ressources économiques, culturelles et poli le "Maghreb des peuples", devenu un slogan incantatoire, c'est vers le "Maghreb des régions" que nous nous dirigerons au XXIe siècle. »

Propos recueillis par

Un regard critique, savant et chaleureux

PROFONDÉMENT laïque et manifestant une grande empathie, mais sans concessions, pour son sujet de prédilection - les nationalismes maghrébins -, Benjamin Stora poursuit ses recherches sur le terrain : il est actuellement détaché au Centre de recherches de sciences humaines et sociales de Rabat.

Dès le déclenchement de la « deuxième guerre d'Algérie », à l'hiver 1991, il a adopté une position critique tant envers les islamistes, dont il expliquait la montée en puissance, au sein d'une jeunesse en proje au chô

mage, essentiellement par les errements du régime « militaro-bureaucratique » en place, qu'à l'égard du régime lui-même. Il s'est ainsi longtemps attiré les foudres à la fois des intégristes et du courant « éradicateur ».

Né en Algérie, à Constantine, en 1950, professeur des universités, Benjamin Stora enseigne l'histoire



BENJAMIN STORA

l'Institut Maghreb-Europe de l'université Paris-VIII. Auteur fécond, il a publié plusieurs thèses, dont l'une, Messali Hadj (1978, Le Sycomore, 1982), sur le fondateur du nationalisme algérien, et une thèse d'Etat sur l'immigration algérienne en France (1991, Ils venaient d'Algérie, Fayard, 1992). Son ouvrage le plus célèbre est sans doute La Gangrène et l'Oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie (La Découverte, 1991). En collaboration avec Akram El-

vas il vient de nublier Les 100 Portes

du Maghreb et de la colonisation fran-

caise (Indochine-Afrique) et codirige

du Maghreb (L'Atelier), où, d'Abane Ramdane à Abderahmane Youssoufi, il propose cent entrées par mots-clés (noms, organisations, dates, idéologies, lieux...) pour comprendre l'histoire et l'actualité des trois pays du Maghreb.

S. C.

Didier Sicard, président du Comité consultatif national d'éthique, au « Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI » « Le danger, c'est de faire du principe de précaution une sorte d'imprécation »

« Les experts français ont-ils eu raison de recommander le maintien de l'embargo sur le bœuf britannique, en parlant de risque "plausible"?

– Il y a eu, dans les années 90, une coïncidence dans le temps entre l'apparition de plusieurs dizaines de milliers de cas d'atteinte de prion chez les bovins et une nouvelle forme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, dont on dénombre, annuellement, à peu près un cas par million d'habitants. La nouvelle forme de cette maladie atteint les gens plus jeunes. A partir du moment où il y a eu dix ou quinze cas par an d'une nouvelle maladie, il est légitime que l'on se pose la question du rapport entre la "vache folle" et cette nouvelle variante humaine; mais il n'y a pas de preuves que c'est en mangeant de la viande bovine que ces malades ont été contaminés.

» On est dans une situation de totale incertitude. Etre expert, dans l'incertitude, c'est proposer des éléments d'appréciation. Il est normal que le politique prenne ses respon-

sabilités, c'est l'honneur du politique. Le premier ministre a pris une décision difficile. Dans la vie, ce qui est difficile est toujours honorable. Le problème est de savoir quelle était sa liberté de proposition. Il était dans un environnement d'affaires étrangères très difficile, peu populaire: on peut imaginer que les Anglais, les Italiens, les Portugais reprochent à la France d'avoir pris cette attitude. Il y a une espèce de consensus en France, l'opinion publique considère qu'il fallait prendre cette décision, et, en même temps, c'est une décision difficile sur le plan européen.

» Les experts le sont, en l'occurrence, dans un domaine très précis, qui est le prion; ils ne sont pas forcément experts dans la facon dont les Anglais abattent le cheptel ou "tracent" les troupeaux. On pourrait imaginer des expertises contradictoires, des expertises économiques, des expertises sociologiques...

- Les experts réunis au niveau de l'Union européenne n'ont pas

abouti aux mêmes conclusions que les experts français...

 C'est tout à fait normal, puis qu'on est dans l'expertise de l'incertitude. On demande à la science de répondre "oui" ou "non", on ne supporte pas l'entre-deux. Les Francais, avec des gens extrêmement compétents, ont estimé qu'il y avait un risque; d'autres experts, européens, ont estimé qu'il n'y avait pas de risque ; c'est un débat.

» Le principe de précaution, dont on se revêt, donne l'impression d'un consensus total. Or, ce qui est important, c'est la prévention, la prudence. Pour la sécurité alimentaire, il faut arriver progressivement à diminuer la zone d'incertitude, non pas au nom de principes, mais avec des paramètres qui, progressivement, vont diminuer l'incertitude.

- On a un peu le sentiment que le gouvernement s'est tourné vers les experts pour savoir ce qu'il fallait faire, et que les experts, de peur de se retrouver un jour devant un tribunal - comme d'ailleurs les membres du gouvernement -, préfèrent dire : "Il y a un risque"..

- Oui, c'est le principe de précaution pour ne pas se retrouver devant les juges. Actuellement, on pense plus aux juges qu'au consommateur. Le politique et les experts se disent : "On nous reprochera un jour de ne pas avoir pris les mesures nécessaires." Or on pourrait imaginer aussi qu'un jour, a contrario, les juges puissent reprocher aux uns et aux autres des mesures de précaution qui, économiquement, sont extrêmement coûteuses. On est, d'un côté, dans l'incertitude et, de l'autre, devant les juges; entre l'incertitude et les juges, l'angoisse fait que les

juges l'emportent sur l'incertitude. » La France est tétanisée par l'histoire du sang contaminé. Nombre de médecins m'ont dit : "En matière de prion, nous ne voulons pas d'une nouvelle affaire du sang contaminé!" Comme si le passé emprisonnait la réflexion.

- Existe-t-il une définition scientifique du principe de précaution?

– Il existe des définitions adaptées à l'environnement, à la déforestation, aux rivières, au ciel, à la mer, etc. Elles consistent à dire que le doute, au sujet d'un risque, ne dispense pas d'agir pour le prévenir. C'est passé à la santé publique à travers les organismes génétiquement modifiés, puis la "vache folle". On est dans une situation où on applique un principe qui a une définition, donc, mais dont le contenu est extraordinairement instable.

» Je préférerais qu'on parle de mesures de précaution destinées à la prévention. On ne peut pas séparer précaution, prudence, prévention. Le danger, c'est de faire du principe de précaution une sorte d'imprécation. On a besoin d'informer et de former le public sur les enjeux. Le danger me paraît être de partir d'un principe comme s'il résolvait les situations. A mon sens, il ne les résout pas et peut créer, au nom de la transparence, une opacité supérieure.

- Du point de vue de la formation de l'opinion, la décision prise

pour le bœuf britannique, fondée sur l'idée qu'on doit - et qu'on peut - éliminer le risque, plutôt que de vivre avec, vous paraît-elle relever d'une bonne pédagogie ?

Sylvain Cypel

- L'opinion est passée tout de suite du bœuf à la maladie de Creutzfeldt-Jakob, comme si cette maladie se mesurait en chiffres apocalvotiques: "cinquante mille" "cent mille" cas! Tous les Français, tous les Européens, allaient être atteints par cette maladie! En fait, depuis trois ans, il y a eu quarante-six ou quarante-huit cas en Angleterre, alors que la maladie de la "vache folle" existe depuis une douzaine ou une quinzaine d'années. On est donc dans une situation relativement calme. Je suis moins angoissé que d'autres par cette nouvelle maladie. Mais peut-être ai-je tort, puisque nous sommes dans l'incerti-

> Propos recueillis par Anita Hausser, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

Des jours fériés pour la laïcité et toutes les religions

par Jean Baubérot

'AN 2000 constitue un événement paradoxal. Empiriquement, rien ne distingue, a priori, l'an 2000 de 1997 ou de 2003, et les événements de l'an 2000 seront ceux qui se produiront dans les 366 jours qui séparent le 1er janvier du 31 décembre. Et pourtant, l'an 2000 est un événement en soi qui provoque de nombreux commentaires, des réflexions multiformes et des manifestations de tout ordre. En fait, l'an 2000 constitue un événement d'ordre symbolique, ce qui doit nous inciter à prendre conscience de l'importance du symbolique dans la vie sociale et individuelle. Spontanément, nous naturalisons le symbolique, obscurantisme qui nous permet de le rejeter dans l'impensé et de croire que seul comptent l'économique et, dans une moindre mesure, le politique.

L'an 2000 nous rappelle que l'ordre du temps est façonné par un calendrier chrétien. Dans un récent colloque à la Sorbonne, l'historien Hans Maier a indiqué que la chronologie chrétienne, telle que nous la connaissons – c'est-à-dire avec le découpage entre un avant et un après Jésus-Christ – n'existe que depuis le XVIIIe siècle, c'est-à-dire depuis l'époque des Lumières.

La Révolution française a tenté d'introduire un décompte plus rationnel du temps en y introduisant le système décimal. Mais tout désenchantement est aussi un ré-enchantement, et ce découpage du temps, qui se voulait «libre d'erreurs, de superstition et d'imprécisions », était lui-même lié à une religiosité de substitution. Il avait. cependant, quelques avantages « l'Opinion », il était permis à chacun, comme dans la Rome antique, de donner son avis sur les fonction-

L'échec du calendrier révolutionnaire a remis en selle le calendrier chrétien. Nouveau paradoxe, celuici s'est progressivement universalisé aux XIXe et XXe siècles, c'est-à-dire au moment même où s'est opéré un mouvement de sécularisation. L'exemple le plus typique est peutêtre la Turquie des années 20 : elle abolit le califat, devient laïque et, par voie de conséquence... adopte le dimanche comme jour férié. Pour le transport, le commerce et même l'historiographie, le calendrier chrétien est devenu maintenant la référence commune de la planète.

Ne pas recommencer l'aventure révolutionnaire n'interdit pas de réfléchir à la signification de cet ordonnancement du temps ni d'envisager ce qu'il est possible de modifier, compte tenu de la situation de la société et de ses évolutions. Nous pouvons noter, par exemple, que les vacances « de printemps » n'incluent plus forcément la semaine sainte et le jour de

Cette mesure, à portée laïcisante, n'a suscité, à juste titre, aucun remous. Le catholicisme a compris qu'il n'avait plus à imposer ses normes : il s'est globalement acclimaté à une laïcité qui prouve, de façon récurrente, qu'elle n'a rien d'une antireligion.

Aujourd'hui encore en France, les fêtes catholiques - dont certaines sont partagées par les protestants ou les orthodoxes - constituent la majorité des jours fériés et chômés - huit sur treize exactement. Sans puisque, normalement, le jour de être a priori gênant, cela le devient

dès que l'on veut affirmer, non sans raison, que l'adoption de la laïcité fait partie des conditions d'intégration pour les nouvelles populations françaises ou vivant en France. Certes, l'éducation nationale fait preuve de souplesse : elle publie, chaque année, une liste de fêtes religieuses qui peut permettre des autorisations d'absence « à titre exceptionnel ». Mais, constate Bérengère Massignon dans un récent travail de recherche effectué leurs convictions religieuses... ou, peut-être, leur envie de faire l'école buissonnière. En effet, si l'idée montre que le problème est réel, la solution imaginée ne me semble pas la meilleure. Elle déplace l'arbitraire au profit des élèves et continue de les séparer en deux groupes : ceux dont les fêtes bénéficient d'une reconnaissance collective et les autres. D'ailleurs, le problème est plus global: il se pose au niveau de la société tout entière et pas seu-

Le caractère férié et chômé des lundis de Pâques et de Pentecôte date de 1886. Supprimer ces deux jours ne léserait aucune conscience

à l'Ecole pratique des hautes études, la «réponse empirique au cas par cas introduit un certain arbitraire ». Elle introduit aussi un sentiment d'injustice : pour les uns, les jours fériés s'imposent à tout ; les autres en sont réduits à une situation de non-droit livrée aux aléas d'une tolérance condescendante.

Pour remédier à cela, la Commission nationale consultative des droits de l'homme a proposé qu'un « crédit annuel de jours fériés » soit réservé à chacun. Les élèves y puiseraient à leur convenance, selon lement à celui de l'école. Chacun peut comprendre qu'un pays est façonné par son histoire. Néanmoins, il ne doit pas en être prisonnier et il n'est pas exact de dire que le calendrier des fêtes est fixé « une fois pour toutes ». La preuve : le caractère férié et chômé des lundis de Pâques et de Pentecôte date de 1886. Supprimer ces deux jours ne lèserait aucune conscience puisqu'il s'agit simplement de lendemains de fêtes religieuses.

Que faire des deux jours ainsi rendus disponibles? Je propose que le premier soit « utilisé » pour rendre férié et chômé le 9 décembre - jour anniversaire de la séparation des Eglises et de l'Etat. Une fête de la laïcité permettrait d'expliciter sa double signification – liberté de conscience et liberté de penser - de façon positive et conviviale. Quant au second jour, il servirait à célébrer alternativement une année une fête bouddhiste, l'année suivante une fête juive, et la troisième année une fête musulmane.

Cette avancée serait empiriquement modeste. Chaque religion aurait un jour de fête officiel tous les trois ans. Mais, si modeste soit-elle, la mesure aurait une portée symbolique considérable. D'anciens ou « nouveaux » Français se sentiraient, enfin, vraiment chez eux en France. Ils n'auraient plus l'impression d'être considérés comme des gens à part, des citoyens de seconde

Et rendre concrètement visible que, religieusement, la France n'est plus seulement chrétienne - elle n'est même plus seulement monothéiste – ferait, à mon sens, un bien immense à l'ensemble des Français, quelles que soient leurs croyances et incroyances.

Certains trouveront peut-être que ce changement ne va pas assez loin. Mais il faut être réaliste et ne pas aller au-delà de ce qui est actuellement acceptable par la société française. Je répondrai donc à ces détracteurs éventuels en citant. avec humour, le titre d'une chanson d'Alain Souchon C'est déjà ça. Des partisans de l'extrême laïcisation crieront sans doute au « communautarisme », eux qui ne pipent mot aux huit jours fériés actuels, accordés aux seuls chrétiens! Je répondrai: Quelle erreur, le communautarisme consiste à mettre chaque communauté en vase clos. Là, il s'agit du contraire puisque tous seraient associés à la célébration d'un événement spirituel qui fait partie du patrimoine de l'huma-

Honnêtement, je serais étonné de rencontrer des désaccords profonds du côté des Eglises catholique et protestantes. Elles continueront de célébrer Pâques et Pentecôte avec, en prime, moins de tués sur les routes (rappelons que le week-end de Pentecôte est le plus meurtrier de l'année).

Ma proposition sauverait, en effet, la vie d'au moins dix à vingt personnes par an... Ce qui risque, je le concède, ne pas faire plaisir à certains automobilistes. Cela révèlerait alors que le culte de la déesse Auto est, aujourd'hui, le véritable cléricalisme, l'adversaire le plus sérieux de

Jean Baubérot est directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

La mort de l'hôpital de l'Institut Pasteur

par Elie Wollman

mais avec gratitude, que j'ai pris connaissance de la lettre d'un lecteur, publiée dans Le Monde du mercredi 8 décembre. Depuis que se précisaient les menaces à l'encontre de l'hôpital de l'Institut Pasteur, i'avais anxieusement attendu des réactions de la part de la communauté pastorienne, des milieux scientifiques ou médicaux, d'anciens malades enfin qui y ont bénéficié d'une qualité de soins et d'un confort exceptionnels. Mais rien, hélas, n'est venu. Le verdict est tombé : l'hôpital doit fermer ses portes le 31 décembre, un siècle trois semaines avant l'échéance fatale, un lecteur du *Monde* a exprimé sa peine et son indignation en des termes plus justes que je ne taires? saurais le faire exprimer moimême. C'est ce qui m'incite à surmonter la réserve que je m'étais imposée jusqu'à aujourd'hui en raison de mes fonctions passées.

Rappelons que, répondant à un vœu de Pasteur, l'hôpital a été réalisé grâce à une fondation de M^{me} Lebaudy. La conception en fut entièrement originale, car elle imposait l'isolement des malades contagieux et une stricte discipline d'hygiène, assurée et maintenue pendant un siècle grâce au dévouement et à l'humanité des sœurs de Saint-Joseph de Cluny. Pendant ces cent années, il a été à la pointe du traitement et de la prévention des maladies transmissibles, tant nationales qu'exotiques. Alors qu'auiourd'hui encore les infections hospitalières (dites nosocomiales) représentent un danger considérable, en particulier dans ces « grands ensembles » que sont les hôpitaux contemporains, l'hôpital Pasteur a été pratiquement indemne de toute contagion hospitalière. Enfin, il était un exemple unique en France d'une structure clinique implantée au sein d'une prestigieuse institution scientifique, respectée dans le monde entier.

Loin de rester isolé, l'Institut Pasteur avait noué des relations contractuelles avec les universités parisiennes et, en particulier, avec les centres hospitalo-universitaires voisins, auxquels il apportait un utile complément, puisque son hô-

'EST avec surprise, thologie infectieuse situé sur la rive gauche de la Seine. Dans une allocution récente, le président de la République affirmait que la lutte contre les maladies transmissibles constituait une priorité en ce début des années 2000. Il considérait également que de petites unités hospitalières spécialisées pouvaient correspondre à une nécessité. C'est précisément à ce moment que, répondant aveuglément à des directives ministérielles leur enjoignant de supprimer des lits, des bureaucrates préoccupés du quantitatif plus que du qualitatif décident la fermeture de l'hôpital Pasteur. Ne leur est-il pas plus facile, en effet, exactement après sa fondation. Or, de grignoter une petite structure sans but lucratif que de toucher à des établissements rentables ou à des citadelles hospitalo-universi-

> C'est pourquoi je me permets d'attirer l'attention du ministre des affaires sociales et du secrétaire d'Etat à la santé sur la portée du véritable crime qui est en train d'être commis. C'est en leur nom et en celui du gouvernement tout entier que ce forfait aura été accompli. Il convient à ce moment d'avoir une pensée pour tous ceux qui, pendant un siècle, ont animé et fait vivre un hôpital exemplaire. Les personnels actuels sont profondément meurtris de voir cette œuvre

> Bien entendu, cette liquidation est travestie sous des déguisements qui ne peuvent faire illusion. Comme il est d'usage d'ailleurs, certains, croyant pouvoir soulager leur conscience, ne manqueront vraisemblablement pas de suggérer que c'est la victime elle-même qui est coupable. Il n'est pourtant pas trop tard pour agir et pour revenir sur une décision inique. En réalité, la question posée est simple: « L'hôpital de l'Institut Pasteur doit-il survivre ou doit-il mourir?» Il appartient aux pouvoirs publics de formuler clairement leur réponse sans recourir à d'ambigus subterfuges dont l'existence sera nécessairement éphémère. La réponse qui sera donnée est d'ores et déjà soumise au jugement de l'his-

Elie Wollman est sous-direcpital était l'unique service de pa- teur honoraire de l'Institut Pasteur.

par François Heisbourg

Europe de la défense : la dimension industrielle

ES progrès spectaculaires ont été accomplis à Helsinki en matière de défense européenne. La fixation d'objectifs militaires précis jointe aux décisions de mise en place d'une partie des institutions nécessaires, tout cela aura été réalisé en moins d'un an, rythme sans précédent pour l'organisation lourde et diverse qu'est l'Union européenne. Même si des lacunes et des doutes subsistent, la dynamique paraît suffisamment forte pour résoudre les problèmes

Au plan industriel, les avancées n'ont pas été moins impressionnantes, comme en témoigne l'annonce de la fusion de DASA en Allemagne avec Aerospatiale Matra en France, formant ainsi l'entité provisoirement baptisée « EADS ». puis l'entrée de l'industriel espagnol CASA dans EADS. Même le choix de Londres de bâtir une société aérospatiale anglo-centrée, avec la fusion de British Aerospace et de GEC Marconi, ne gâte pas le paysage : de par son existence, la nouvelle société BAe Systems évite la constitution d'un monopole européen qui ne serait pas dans l'intérêt général.

A la veille de l'an 2000, l'Europe a donc mis en place certains des éléments de base lui permettant de se prendre en charge au plan de sa défense, sans pour autant affaiblir son alliance stratégique avec les EtatsUnis. Cependant, en ce qui concerne les moyens industriels qui forment le soubassement d'une telle entreprise, trois conditions sont maintenant nécessaires pour transformer l'essai.

Tout d'abord, les gouvernements, tout comme les industriels, doivent tout faire pour que les fusions en cours réussissent alors que l'expérience montre qu'il y a plus d'échecs que de réussites en la matière.

Les gouvernements doivent tout faire pour que les fusions en cours réussissent

Dans le domaine sensible que constitue la défense, ce risque est accru par les difficultés spécifiques du secteur : divergence des politiques nationales d'exportation ou incompatibilité des règles nationales en matière de protection du secret et d'habilitation du personnel. Le processus, dit de la « lettre d'intention », lancé l'an dernier par les ministres de la défense de six pays européens, est absolument essentiel. Le moment venu, ce processus devrait converger avec les nouvelles institutions de l'UE.

Ensuite, les quinze Etats de

sion de leurs besoins militaires de façon beaucoup plus unie, face à un tout petit nombre de maîtres d'œuvre industriels. De ce point de vue, le traité de l'Occar (l'Organisation commune de coopération d'armement) entre l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, devrait être ratifié sans délai. Le potentiel de ce traité est considérable. puisqu'il prévoit la gestion intégrée, plurinationale, de grands programmes d'armement. Naturellement, cela concerne au premier chef les programmes de coopération, mais rien n'empêche les gouvernements de déléguer à l'Occar la conduite d'autres programmes ouverts à la concurrence des fournisseurs européens. Là encore, il conviendrait de rapprocher l'Occar de l'Union. C'est bien sur une agence européenne d'armement ayant la capacité de passer et de gérer des commandes qu'il faudra déboucher.

Ce constat milite aussi en faveur d'une harmonisation des processus et des calendriers de programmation militaire. Si des restructurations industrielles sont absolument nécessaires, les Etats doivent se mettre en situation de négocier sur un pied d'égalité avec les nouveaux groupes. Il faudra ainsi dessiner un partage des responsabilités entre les nouvelles instances européennes et les actuelles agences nationales

l'Union devront organiser l'expression de leurs besoins militaires de façon beaucoup plus unie, face à un tout petit nombre de maîtres d'œuvre industriels. De ce point de vue, le traité de l'Occar (l'Organisa-

Enfin - c'est ici que l'industrie et la politique se rejoignent le plus clairement -, tout cela ne réussira face à l'effort américain que si est accrue, à l'échelle de l'Europe, la part des budgets de défense consacrée à la recherche et à la production en matière d'équipements militaires. Il conviendrait que ces dépenses soient portées dans les budgets militaires à un pourcentage conforme au poids que représente l'ensemble des dépenses militaires européennes par rapport à l'effort américain (soit de l'ordre de 60 %). Cela porterait les dépenses d'équipement militaire (recherche et développement plus production) à 48 milliards d'euros, contre 34 milliards aujourd'hui.

Une augmentation de l'ensemble des dépenses militaires européennes n'est pas nécessaire. C'est leur rationalisation qui est la clé ici, notamment dans les pays de l'UE qui continuent de consacrer l'essentiel de leur effort aux dépenses de personnel et de casernement.

François Heisbourg est professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

L'Afrique entre identité et mondialisation

par Pierre Messmer

N grand défi du siècle prochain est de concilier mondialisation et identité, développement des échanges et préservation des spécificités. Ce défi mondial concerne l'Europe et la France. Il suffit de voir ici dans la culture, l'agriculture, la consommation en général, les soubresauts de traditions et de particularismes qui ne veulent pas mourir. Mieux encore, l'idée même de la souveraineté de la nation, qui n'est en rien le repli sur soi-même, resurgit avec force.

Ces enjeux nouveaux concernent évidemment l'Afrique. Depuis les indépendances, les dirigeants africains le savent. Les frontières héritées de la colonisation ont fragmenté le continent faisant fi des réalités culturelles et historiques mais créant des solidarités nouvelles. L'unité et la stabilité des pays dépendent de la capacité de leurs leaders à faire vivre en paix, dans le même espace géographique, des peuples qui ont souvent des identités fort différentes. L'ouverture à la démocratie, la redistribution des alliances traditionnelles et le développement économique ont donné aux minorités des possibilités nouvelles de s'exprimer. L'Afrique n'est plus immobile, son cadre politique s'adapte pour permettre la libre expression aux hommes et aux femmes de toutes origines.

Ces jeunes nations encore en construction peuvent s'appuyer sur des traditions ancestrales de démocratie directe et participative, encore vivaces aujourd'hui dans les villages mais aussi dans les quartiers des villes. On dit que l'Afrique doit trouver son propre modèle de démocratie. Mais à force de le répéter, comme pour s'en convaincre, on oublie qu'elle le façonne continuellement. Les sociétés africaines se transforment rapidement. Si l'on regarde le chemin parcouru depuis l'indépendance, on constate leur formidable capacité d'adaptation. le métissage en cours entre les modèles occidentaux et les structures traditionnelles. Dans ce nécessaire compromis entre identité et mondialisation, l'Afrique, malgré ses dérapages, peut servir de référence par sa capacité à réunir dans une volonté commune une complexe mosaïque de peuples, fiers d'être eux-mêmes, attachés à leur identité mais acceptant de s'ouvrir largement sur le monde.

Il en résulte inévitablement aux yeux des Européens et des Américains quelques ambiguïtés. Je pense en particulier au cas de la Côted'Ivoire que je connais depuis longtemps. Voilà un pays qui, sous l'impulsion du président Henri Konan Bédié, s'adapte à notre époque, connaît la croissance, modernise son économie, où des investisseurs rangers s'engagent en signant des contrats de concession sur trente ans. Voilà aussi un pays avec plus de soixante ethnies, des langues différentes et des cultures distinctes et, surtout, fait quasi unique au monde, de 35 à 40 % de sa population d'origine étrangère, qui préserve les équilibres traditionnels et vit en paix depuis quarante ans. Pourtant, à lire quelques articles de ces dernières semaines, on pourrait avoir l'impression de la montée d'un nationalisme agressif et de la volonté de museler le débat politique, en empêchant un déroulement normal de la prochaine élection présidentielle.

Qu'en est-il au juste ? Les dirigeants ivoiriens veulent ce qu'ils appellent l'ivoirité. C'est, à leurs yeux, l'expression, l'affirmation d'une identité, un système de valeurs, le respect de coutumes, qui doivent justement équilibrer les tendances à l'uniformisation et à la globalisation. Et l'ivoirité s'adresse à tous ceux qui vivent sur le territoire national, Ivoiriens et étrangers, décidés à se respecter, à se comprendre, à vivre ensemble, dans le respect des valeurs communes.

Il y a, il est vrai, les règles constitutionnelles qui fixent les conditions de nationalité ou d'éligibilité, notamment à la magistrature suprême. Comme un peu partout dans le monde, les étrangers n'ont pas le droit de vote. C'est d'ailleurs l'opposition qui, en 1993, a demandé cette disposition, craignant que les étrangers soient ce que certains appelaient scandaleusement du « bétail électoral » au service du pouvoir. Comme dans de nombreux pays, à commencer par les Etats-Unis, dont la Constitution stipule notamment que le candidat à l'élection présidentielle doit non seulement être citoyen américain, mais en outre avoir résidé depuis au moins quatorze ans sur le territoire national, le chef de l'Etat ivoirien doit être né sur son sol de mère et de père ivoiriens. L'idée du législateur était que, dans un pays ouvert à tous, accueillant sur son sol un tiers de population étrangère, celui chargé de l'essentiel, selon la définition du général de Gaulle, devait être irréfutablement ivoirien. C'était à ses yeux, la seule façon d'éviter des réflexes de xénophobie qui avaient commencé à agiter la société.

Les dirigeants ivoiriens veulent ce qu'ils appellent l'ivoirité. C'est, à leurs yeux, l'expression, l'affirmation d'une identité, un système de valeurs

Il est difficile pour un Européen de comprendre qu'un ministre, a fortiori un premier ministre, ne puisse pas être candidat à la magistrature suprême si ses origines nationales ne sont pas prouvées. Mais pourquoi jugeons-nous toujours l'Afrique à partir de nos propres modèles? Pourquoi incitons-nous l'Afrique à constamment améliorer l'Etat de droit si nous contestons en même temps ceux qui le font appliquer? La Côte-d'Ivoire a des lois, bonnes ou mauvaises selon les uns et les autres, mais qu'elle entend faire respecter. Comme dans toutes les démocraties du monde, il y a deux manières de changer une loi : soit avec l'accord de la majorité, ce qui vient de se produire à la suite d'un dialogue entre le pouvoir et le principal parti d'opposition, le FPI; soit en gagnant les élections législatives pour changer de majorité. Le reste tient de l'agitation ou du procès d'intention.

J'aime trop l'Afrique pour ne pas espérer que la Côte-d'Ivoire, pays phare du développement du continent, trouvera en elle-même, et avec notre appui, la synthèse entre son identité et l'ouverture sur le monde nécessaire à son progrès.

Pierre Messmer, ancien premier ministre, est chancelier de l'Institut de France.

AU COURRIER DU « MONDE »

Défense européenne

Vous publiez fréquemment des articles intéressants sur l'élaboration d'une sécurité et d'une défense européennes, non sans évoquer le lancinant problème de savoir si celles-ci doivent et peuvent se construire indépendamment de l'OTAN. (...) Pourquoi omettre cependant de faire allusion ou référence au titre V, article J.4 alinéa 4 du traité de Maastricht : « La politique de l'Union... respecte les obligations découlant pour certains Etats membres du traité de l'Atlantique nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre. »?

Vous pouvez relire ce texte dans tous les sens, il contient l'autoengagement de l'Europe des Quinze de lier sa politique de défense et de sécurité au pacte Atlantique, donc à son bras militaire OTAN, donc aux Etats-Unis. Bien plus, il donne à n'importe lequel des Etats membres le droit de s'opposer à toute velléité de s'émanciper sur ce terrain.

Autre rappel utile: l'Eurocorps, voulu à l'origine par François Miterand et Helmut Kohl, est prévu comme devant passer automatiquement sous tutelle OTAN en cas de crise grave. Nos amis Américains peuvent dormir tranquilles.

Rémy Lahaye Cuirieux (Aisne)

se Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'ère Poutine

derrière lui Boris Eltsine, qui, à la surprise générale, avait placé en août à la tête du gouvernement cet agent du KGB et de ses avatars. En quelques mois, celui-ci a transformé le paysage politique russe, imposé un « parti du président » sans autre programme que la guerre en Tchétchénie, ridiculisé l'alliance formée par l'ancien premier ministre Evgueni Primakov et le puissant maire de Moscou, Iouri Loujkov, qui se voyaient déjà partageant les dépouilles du régime eltsinien.

Il a réussi là où ses prédécesseurs ont échoué : créer une formation sur laquelle le Kremlin puisse s'appuyer à la Douma. Non que le Parlement ait une grande importance dans un système constitutionnel taillé sur mesure pour Boris Eltsine. Mais, avec un quart des sièges dans une Douma très éclatée, les communistes étaient une source permanente d'ennuis. En faisant jeu égal avec eux, lors du scrutin législatif du dimanche 19 décembre, le parti Unité pourra d'autant plus facilement devenir le point de ralliement d'une nouvelle coalition que l'attrait du pouvoir, avec ses avantages sonnants et trébuchants, dequelques vrait faciliter débauchages.

Près de dix ans après la chute du communisme en Russie, le génie politique de Boris Eltsine consiste à respecter les aspects formels de la démocratie, dont se sont satisfaits pendant longtemps ses parrains occidentaux, tout en s'arrangeant pour ne pas perdre les élections. La première guerre en

LADIMIR Poutine a avait pas apporté le soutien popugagné son pari. Et laire escompté? Il utilisa le général Lebed pour tirer les marrons du feu et se présenta en président de la paix! Quatre ans plus tard, il a recours, avec son premier ministre, aux méthodes les plus barbares pour soumettre ces mêmes Tchétchènes, qualifiés sans distinction de « bandits » et de « ter-Toutefois, la deuxième guerre

de Tchétchénie est beaucoup plus qu'un sinistre exercice électoral. Elle marque une césure dans l'histoire de la Russie postcommuniste avec la fin d'une période où, malgré toutes les vicissitudes, la priorité était donnée aux relations, économiques et politiques, avec l'Occident. Elle est le dernier acte de la présidence Eltsine et le premier d'une nouvelle ère. Cette ère sera-t-elle celle de Vladimir Poutine? Il reste encore six mois avant le scrutin présidentiel, mais le premier ministre a déjà laissé son empreinte. En lançant la reconquête d'un morceau de l'empire, Vladimir Poutine a exploité la fierté nationale de ses concitoyens. Il leur a signifié que la Russie ne va plus se laisser dicter sa conduite par l'étranger, ni par le Fonds monétaire international, ni par les capitales occidentales.

Tout ce que beaucoup d'entre eux ont vécu au cours des dix dernières années comme des revers, des reculades, des humiliations appartient au passé. La Russie doit compter sur ses propres forces, organiser son économie sans référence obligée au libéralisme, faire régner l'ordre chez elle et imposer le respect à l'extérieur. A Grozny, Vladimir Poutine vient de prouver qu'il n'est pas regardant sur les Tchétchénie (1994-1996) ne lui moyens pour parvenir à ses fins.

> Le Monde est édité par la SA LE MONDE Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau Directeur artistique : Dominique Roynette Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;

Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux); Michel Kajman (Débats); Eric Fottorino (Enquêtes); nal); Patrick Jarreau (France); Franck Nouchi (Société); Claire Blandin (Entreprises); Jacques Buob (Aujourd'hui); Josyane Savigneau (Culture); Christian Massol (Secrétariat de rédaction

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internati partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde Entreprises,

Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La Bulgarie après les élections

écoulées entre les élections législatives d'octobre 1946 et celles qui viennent d'apporter au Front de la patrie une victoire plus éclatante que jamais ont été pour la Bulgarie lourdement chargées d'histoire. En 1946, les partis d'opposition existaient encore. Ils recueillirent même aux élections, en dépit de tous les procédés dont les partis totalitaires ont le monopole, 101 sièges à l'Assemblée contre 346 au Front de la patrie, dominé par les communistes.

Huit mois plus tard, Nicolas Petkov était arrêté, et le calvaire de l'opposition entrait dans sa phase finale. Les partis agrarien, socialiste, « Zveno » et radical fusionnèrent l'un après l'autre avec le Front de la patrie, ceux de leurs membres qui s'y opposaient étant exclus du Parlement ou mis

LES TROIS années qui se sont hors d'état de nuire. Depuis dimanche soir, MM. Kolarov, Tchervenkov et Poptomov, qui dirigent actuellement les destinées de ce pays, ont à leur dévotion une Assemblée « nette » : 97,66 % des électeurs ont docilement voté pour le Front de la patrie. Ce merveilleux résultat n'aura certainement surpris personne.

On pourra s'étonner en revanche que le nombre infime des bulletins nuls qui se sont égarés dans les urnes (110 000, assure-ton), et qui seuls peuvent être considérés représenter l'opposition, n'ait point réussi à calmer les appréhensions du gouvernement de Sofia à l'égard des « menées contre-révolutionnaires » et de la « trahison » dont le procès de Traitcho Kostov vient de donner une idée sans pourtant en épuiser la source.

(21 décembre 1949.)

Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Télématique: 3615 code LEMONDE Documentation sur Minitel: 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM: 01-44-88-46-60 Index du Monde: 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms: 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province: 08-36-68-03-78

Les laissés-pour-compte de l'épargne salariale

restent sur la table de travail du gouvernement. Le départ de Dominique Strauss-Kahn, qui avait été chargé par Lionel Jospin de débroussailler le dossier, n'a pas fait disparaître la nécessité de l'association des salariés au capital de leur entreprise. Une fois les polémiques de l'automne passées, il est même possible que la réflexion puisse se faire plus calmement. Cela serait heureux car il y a, au sein même de la majorité, des divergences d'approche. D'un côté, il y a la volonté du premier ministre de réconcilier historiquement les intérêts des exclus et ceux des classes moyennes. De l'autre, il y avait le souhait de M. Strauss-Kahn, du temps où il était ministre, de favoriser le développement de l'actionnariat chez les salariés et, par suite, de l'épargne salariale, avec la mise à plat des stock-options, des fonds de pension et autres formules d'intéressement ou de participa-

Si l'une et l'autre des options ne manquent pas de justesse, elles ne se signalent pas non plus par leur parfaite compatibilité. A l'évidence, l'offensive de charme des socialistes en direction des classes movennes a pris corps avec le choix d'une France composée sollicitation – par ailleurs justifiée par des considérations à la fois politiques et économiques – fait peu de cas de la réalité du sort de ceux qui, trop nombreux, ne sont pas dans l'entreprise ou n'y sont pas durablement : les chômeurs et la masse des précaires qui se comptent pourtant par millions. Sans parler de cette composante du « peuple de gauche » qui n'est pas davantage concernée directement, les fonctionnaires et les salariés des entreprises publiques, par définition écartés du bénéfice de ces largesses du secteur privé - limitées, au demeurant, aux plus grosses et plus performantes sociétés.

UNANIMISME DE FACADE

Un tel projet de société, conçu pour offrir un unanimisme de façade et compenser les craintes du tourbillon de la mondialisation, risque, au contraire, d'accentuer le clivage et de creuser les inégalités. Dans une France qui ne parvient pas à éradiquer les stigmates de l'exclusion et laisse des quartiers de banlieue s'enfoncer dans le non-développement séparé, dans une France qui fait encore, pour l'essentiel, assurer l'activité économique par une génération âgée de vingt-cinq à cinquante-

STOCK-OPTIONS et épargne salariale de salariés actionnaires. En revanche, cette cinquante-cinq ans, cela pourrait ajouter aux menaces de déséquilibre.

Il faut aussi relativiser la réalité de la situation qui inspire cet objectif. Pour être spectaculaire, et de nature à entretenir la fantasmagorie, la bonne fortune des bénéficiaires de stock-options ne concerne que quelques milliers de personnes, de salariés, pour autant qu'on puisse le savoir. Et l'épargne salariale dont on parle tant, alimentée par la participation et les primes d'intéressement, est moins répandue qu'on ne veut le croire.

Quelques chiffres sont de ce point de vue éclairants. En 1997, au total, 5,5 millions de salariés – on serait tenté de dire seulement – étaient couverts par l'un des deux systèmes de partage des bénéfices que sont la participation et l'intéressement, selon une étude du service de la statistique du ministère de l'emploi publiée en août. Mais au titre d'une année qui avait été plutôt bonne pour les affaires, ils n'étaient que 4,4 millions, en 1998, à se voir verser 35 milliards de francs par 27 000 entreprises (sur 1,2 million). Et ce sont finalement près des deux tiers des 20,6 milliards de francs réellement épargnés par les salariés qui ont été placés sur un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE), intégré généralement au plan d'épargne d'entreprise (PEE), lorsque celui-ci existe.

Aussi, de décantation en évaporation, l'épargne populaire et salariale finit par prendre des dimensions modestes et se singularise par de fortes disparités entre catégories de salariés, ouvriers, employés et cadres, par exemple. Il n'y a que 8 700 entreprises qui, étant dotées d'un accord d'intéressement ou de participation, ont mis en place un plan d'épargne d'entreprise. Pour 19,3 milliards de francs collectés par ces derniers, on compte 1,3 million de salariés épargnants qui, en moyenne, auront placé 14 200 francs. Et il n'y en a eu que 920 000 pour profiter d'un abondement de la part de leur entreprise... En outre, alors que les petites entreprises créent plus d'emplois que les grandes, elles ne favorisent pratiquement pas l'épargne salariale. 2,7 % des salariés d'entreprises de moins de 50 salariés bénéficient de l'intéressement, 1,4 % de la participation.

AGIR AVEC PRÉCAUTION

L'idée de la généralisation d'un dispositif global d'épargne salariale mettra donc du temps à s'inscrire dans les faits, à supposer que tous les écueils soient surmontés. Mais faire ce constat ne revient pas à dire qu'il ne faut pas ouvrir ce chantier. L'ambiguïté actuelle, principalement sur les stock-options, n'est pas tenable, y compris pour des raisons de mobilité internationale et d'avantages comparatifs pour tel ou tel pays industrialisé. Dans les entreprises, trop de personnes sont intéressées par la définition de règles claires, ne serait-ce que parce qu'elles sont préoccupées par la retraite. De plus, ne pas trouver une solution pérenne pour les entreprises à forte croissance (les fameuses start-up) menace d'entraver le développement des nouvelles technologies, riches en emploi. Laisser, enfin, le champ libre aux seuls fonds de pension anglo-saxons, qui en arrivent à détenir iusqu'à 40 % de la valeur boursière des entreprises françaises, devient délicat. Il est évidemment nécessaire d'imaginer des solutions qui soient adaptées aux besoins de la mondialisation, même si celles-ci doivent respecter les spécificités nationales.

Mais si toutes ces raisons sont justes, elles n'interdisent pas d'agir avec précaution. Quand l'absence d'inflation réduit à néant, ou presque, la marge de manœuvre des politiques salariales, la solution est bien d'élaborer des politiques de rémunération associant les salariés aux résultats du capital. A condition de ne pas oublier qu'il y aura des laisséspour-compte.

Alain Lebaube

Objectif 2000 par Jean-Paul Lubliner



Dimanche 19 décembre, J – 13. Snow-board acrobatique, sans neige mais avec altitude.

La femme est l'avenir du sport

Suite de la première page

Les handballeuses, par exemple, vivotaient depuis quelques décennies dans l'ombre des garçons. La fédération n'a pas attendu pour donner aux joueuses les movens financiers et sportifs nécessaires pour atteindre le haut niveau. « Nous avions déjà les garçons, mais nous voulions marcher sur deux jambes », explique joliment André Amiel, le président de la Fédération française de handball. Des négociations sont toujours en cours avec des partenaires pour poursuivre la préparation de l'équipe, devenue désormais olympique. Nul doute, aujourd'hui, qu'elles aboutiront.

Pour les athlètes féminines, l'histoire s'est accélérée aux Etats-Unis au début des années 70. En 1972, le président Richard Nixon signe une loi fédérale permettant aux femmes d'obtenir, comme les hommes, des bourses d'études dans les universités et d'y décrocher des diplômes tout en envisageant des carrières

sportives prestigieuses. Cette forme de parité va lancer le sport féminin aux Etats-Unis... et permettre aux télévisions de proposer des variantes aux retransmissions sportives de football américain et de base-ball. En 1992, l'initiative porte ses fruits. Les spécialistes américains chargés de décrypter l'audience télévisée lors des Jeux olympiques de Barcelone font un constat suprenant. Si, en temps normal, les femmes ne représentent que 33 % des téléspectateurs assidus aux retransmissions sportives, elles ont été majoritaires (51 %) lors

DES PLACES À PRENDRE

La chaîne NBC, qui détient les droits de retransmission (plus de 2,5 milliards de francs à l'époque), comprend qu'il faut aussi « cibler » le public féminin, d'autant que les Jeux ont lieu à Atlanta en 1996. Alors apparaissent footballeuses, épéistes, équipes de softball (équivalent féminin du base-ball) ou spécialistes de VTT. Trois ans plus tard, en juillet 1999, l'équipe américaine de football de la capitaine-vedette Mia Hamm, déjà championne olympique, fait se pâmer l'Amérique tout entière en devenant championne du monde, à Pasadena, devant plus de 90 000 spectateurs..., plus que la finale de la

Coupe du monde 1998 entre la France et le Brésil au Stade de En tennis, le circuit féminin, don-

né moribond il y a cinq ans, est dans une forme éblouissante : les sœurs Williams, Lindsay Davenport, Anna Kournikova ou Martina Hingis sont passées par là. La France n'a pas été en reste avec l'avènement d'Amélie Mauresmo, finaliste des Internationaux d'Australie en 1999 et dont la présence annoncée à l'Open de Paris, quelques semaines plus tard, avait contribué à pulvériser les records de fréquentation et d'audience télé-

Grâce aux basketteuses et aux handballeuses, la France sera pour la première fois représentée par les équipes féminines et masculines dans ces deux disciplines. Mieux, ce carré d'as comptera parmi les favori (te)s aux podiums.

Au-delà de la compétition, de nouvelles places sont à prendre dans l'encadrement des équipes nationales, où les hommes sont encore en majorité. C'est la prochaine étape de la conquête du sport par les femmes. Ainsi l'explique Philippe Bana, directeur technique national du handball: « Nous sommes sociologiquement dans une situation de féminisation du sport (...). Parmi les vice-championnes d'aujourd'hui,

il y a une partie de l'encadrement de demain. » Des femmes-arbitres sont apparues sur les parquets du handball et le long des lignes de touche du football ou du rugby; quelques-unes arrivent dans les comités directeurs des fédérations. L'une d'elles est même devenue entraîneur d'un club de rugby de garçons, à Bressuire (Deux-Sèvres). Aux curieux, celle-ci, Sandrine Cheiffaud, réplique en toute simplicité qu'elle ne voit là rien de bien exceptionnel. Un retour aux sources en somme : toutes les sportives du monde, ou presque, ont commencé à jouer dans les cours d'école où elles se mesuraient aux garcons. Et vice versa.

Bénédicte Mathieu

PRÉCISION

LA VIOLENCE à **S**trasbourg

multipliée par 10 ».

Jean-Claude Herrgott, directeur de cabinet du maire de Strasbourg, nous indique que le chiffre « d'environ cinq cents voitures » incendiées en décembre 1997, avancé dans le compte rendu du forum Le Monde-Le Mans consacré à la violence (Le Monde du 3 novembre), « représente une réalité

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

FUSIONS Né au forceps du rapprochement du français Rhône-Poulenc et de l'allemand Hoechst, Aventis a été coté en Bourse pour la première

réservé au nouveau géant de sciences comme dans l'agrochimie ne plaît l'Allemagne, où d'importantes resde la vie a été mitigé, le titre baissant de 2,1 % à l'ouverture, à 60,7 euros. ● LE CHOIX du nouveau groupe de fois lundi 20 décembre.

L'ACCUEIL rester présent dans la pharmacie

guère au moment où les grands concurrents préfèrent se spécialiser. SUR LE PLAN SOCIAL, la fusion suscite l'inquiétude en France tandis que tructurations ont été conduites depuis 1994, semble plus sereine. ● LES **REGROUPEMENTS** dans le secteur se poursuivent avec l'annonce, dans la

nuit de dimanche à lundi, du mariage entre Monsanto et Pharmacia & Upjohn. Les deux groupes passeront à la onzième place mondiale de la pharmacie et vendront leur agrochimie.

La Bourse accueille froidement la naissance d'Aventis

Le groupe issu de la fusion de Rhône-Poulenc et de Hoechst n'a pas suscité d'engouement lors de sa première cotation lundi 20 décembre. Cet ambitieux projet franco-allemand crée le numéro un mondial des sciences de la vie (santé humaine, animale et végétale)

mand Hoechst et du français Rhône-Poulenc, Aventis a fait son entrée en Bourse lundi 20 décembre à Paris, Francfort et New York. A l'ouverture à Paris, l'action du nouveau groupe perdait 2,1 %, à 60,7 euros. Preuve que Jürgen Dormann, président du directoire de Hoechst, et Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, n'ont toujours pas convaincu, malgré les gages donnés aux actionnaires. Les deux dirigeants avaient accéléré de deux ans le calendrier prévu de la fusion pour satisfaire le pétrolier Kuwait Petroleum Corporation (KPC), qui détenait 24,5 % du groupe allemand. Avant l'été, le moral des deux parties était si bas qu'il aurait suffi, selon des sources proches du dossier, d'un incident mineur pour que le projet soit abandonné. Mercredi 15 décembre, à l'issue de l'ultime assemblée générale de Rhône-Poulenc, M. Fourtou confiait à un petit comité: « Je suis heureux comme quelqu'un qui a bien travaillé et qui peut dire ouf!»

Pour quelques semaines ou pour quelques mois, Aventis devient un leader mondial en pharmacie et en agrochimie. En pharmacie, il sera devancé par celui des deux laboratoires américains, American Home

NÉ DE LA FUSION de l'alle- Products (AHP) ou Pfizer, qui remportera la bataille sur la proie qu'ils convoitent tous deux : leur compatriote Warner-Lambert. En agrochimie, Aventis sera distancé par Syngenta, qui doit regrouper les activités agriculture du suisse Novartis avec celles de l'anglo-suédois AstraZeneca. Mais l'important, aux yeux de M. Fourtou, désormais numéro deux d'Aventis - avec le titre de vice-président derrière le président Jürgen Dormann, est ailleurs. « Nous passons d'une forme de conglomérat national à une société mondiale la plus forte possible et centrée sur des métiers bien définis. » Avant de souligner qu'en pharmacie, avec des parts du marché mondial de l'ordre de 5 % à 6 %, « on est loin de la restructuration finale de cette in-Devenue société de droit fran-

çais, Aventis s'installe à la campagne, à quelques encâblures du Parlement européen de Strasbourg. Son siège social a été bâti en un temps record à Schiltigheim, dans la banlieue nord de la ville. L'état-major strasbourgeois (150 à 250 cadres) définira les stratégies. mais devra composer avec les deux grandes directions opérationnelles: à Lyon pour les activités liées à l'agriculture (siège d'Aventis Agriculture) sous la direction du Aujourd'hui 500 millions de dollars méro un mondial des sciences de la Français Alain Godard, et à Francfort, en Allemagne, pour la pharmacie (Aventis Pharma), sous la houlette d'un Américain, Richard

FORCE COMMERCIALE

La pharmacie d'Aventis est de loin le fer de lance du groupe avec 13,1 milliards d'euros de ventes. Aventis dépensera 2,3 milliards d'euros en recherche et développement pour ce secteur, sur un budget total de 2,8 milliards d'euros. « Il y a dix ans, 50 millions de dollars suffisaient pour enregistrer une nouvelle substance médicamenteuse.

sont nécessaires », a expliqué M. Fourtou. Le groupe a également cherché à disposer d'une force commerciale qui couvre le monde et soit compétitive, avec 18 500 visiteurs médicaux, dont 3 900 aux Etats-Unis, le premier marché de la planète.

En agriculture, le savoir-faire d'Aventis s'étend de l'agrochimie à la santé et nutrition animales jusqu'aux plantes OGM (organismes génétiquement modifiés), grâce à l'intégration d'Agrevo, une filiale commune des allemands Hoechst

Ce faisant, Aventis devient le nu-

Leader mondial en pharmacie et en agrochimie

- Chiffres clés: 17,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans les sciences de la vie, dont 73 % en pharmacie et 27 % dans l'agriculture; 718 millions de résultat net ; 12,6 milliards de dettes.
- Salariés : environ 90 000 salariés dans le monde, dont 12 000 Allemands, 24 000 Français et 18 000 Américains.
- Recherche et développement : 2,8 milliards d'euros par an.
- Classement : numéro un

mondial dans les vaccins, la pharmacie, la protection des végétaux (agrochimie) et la santé animale. Deuxième dans la

nutrition animale. • Produits vedette: en pharmacie, Allegra (antihistaminique), Lovenox (antithrombotique), Taxotère (anticancéreux), Amarvl (traitement du diabète) et Arava (traitement de l'arthrite). En agriculture, Regent (insecticide) et Balance (herbicide).

vie (santé humaine, animale et végétale), avec un chiffre d'affaires total de 17,8 milliards d'euros (21,1 milliards, en comptant les actifs chimiques destinés à être cédés). Mais il pourrait bien rester le seul et unique exemple de sa catégorie. Un cas d'école, en quelque sorte, tant le concept des sciences de la vie, qui se fonde sur des synergies présumées entre les différentes disciplines, a vu en moins d'un an la plupart de ses partisans jeter l'éponge Les uns ont décidé de se spéciali-

ser en pharmacie (Novartis, Astra-Zeneca), les autres de se renforcer en agrochimie (Basf et Bayer). Ils ont souvent cédé à la pression des marchés qui pénalisent les conglomérats au profit des purs « spécialistes ». « Dans une science comme la biologie et le génie génétique, dont les connaissances doublent tous les trois ans, il est un peu prématuré de dire qu'il n'y a pas de synergies entre la pharmacie et l'agriculture, a précisé M. Fourtou pour répondre aux inquiétudes des investisseurs. En outre, cette révolution scientifique arrive à un moment où les enieux en matière de santé, de nutrition et de développement durable sont devenus cruciaux. »

La plupart des industriels ont

également pris leurs distances avec les OGM, dont le développement est bloqué en Europe par un moratoire. Qu'en fera Aventis, qui, avec Agrevo, détient une position de premier plan sur ce marché (au 5e rang mondial)? «La question n'est pas à l'ordre du jour, estime Alain Godard, interrogé par Le Monde, Nous travaillons à dix ans et les biotechnologies doivent rester une priorité. Il faut aujourd'hui établir une passerelle entre la situation actuelle et une situation à cinq ans où les OGM se montreront porteurs de progrès. C'est pourquoi chez Aventis Crop Science, nous avons deux jambes : les biotechnologies végétales et la protection des plantes par voie chimique classique. »

Reste que le nouveau groupe doit encore faire la preuve de sa viabilité. Ses dirigeants annoncent de futurs profits du niveau de ceux des laboratoires américains Merck et Pfizer ou du suisse Roche et des économies liées à la fusion de l'ordre de 1,2 milliard d'euros. Mais, pour qu'Aventis réussisse son pari, «il ne suffit pas d'additionner des chiffres et de soustraire du personnel », a lancé un actionnaire, lors de l'assemblée qui donnait naissance à ce nouveau géant.

V. L.

Une grande inquiétude sociale en France, des salariés plus sereins en Allemagne

quand il s'agit de parler de conseil de surveillance, de cogestion... il faut être précis. Alors, avec nos homologues allemands, nous travaillons avec un interprète. Du coup, je ne peux pas les appeler tous les jours comme je le souhaiterais... », raconte Jean-Marie Villoing, coordinateur Rhône-Poulenc pour la CFDT. « Une grande confusion » règne chez les représentants syndicaux d'Aventis. Alors qu'en agrochimie, le groupe annonçait, fin juillet, 1 400 suppressions de postes sur 15 000 personnes en Europe, le doute persiste sur les conséquences sociales en pharmacie. «La fourchette de 10 000 à 11 000 suppressions d'emplois dans le monde n'a jamais été démentie ni confirmée », rappelle un syndicaliste allemand. « Il n'y aura pas de licenciements secs », se contente de répéter Jean-René Fourtou, vice-président

En région parisienne, cinq sièges vont être fermés. Et sur deux centres de recherche en banlieue, Vitry/Alfortville gagne une dimension européenne, mais le groupe erche un repreneur pour celui de HMR : Romainville. « Sur les 150 personnes de Rhône-Poulenc SA à Courbevoie, nous savons

« MOI, je ne maîtrise pas l'anglais et que 70 vont déménager à Strasbourg, le nouveau siège. C'est tout. A Romainville, 1060 nersonnes seront attachées à la recherche que Rhône-Poulenc veut céder et environ 400 resteront à Aventis. Mais quid des 300 personnes restantes? », relève M. Villoing. Chez HMR France comme chez Agrevo, la branche agrochimie de Hoechst, on estime « payer un lourd tribut à la fusion » et vivre un « démantèlement » des entreprises. « Le moral du personnel n'est ni au plus haut, ni au plus bas », relativise outre-Rhin le responsable syndical Arno Weber.

« ON NE SAIT PAS QUI PART »

Avant même la fusion, le site historique de Hoechst (20 000 personnes) a perdu 8 000 salariés depuis 1994. Néanmoins, l'ambiance est moins tendue qu'en France : c'est le siège de Francfort qui va piloter les activités pharmaceutiques d'Aventis, fait valoir Jürgen Dormann, le président du groupe. Et l'ensemble des sites a signé des accords de maintien de l'emploi jusqu'en 2002. Rares sont les salariés qui ont dû déménager, seules auelau

Mal aimées par la Bourse

sait pas qui part, on sent la pression des économies annoncées », s'inquiète cependant un ieune cadre commercial.

Du côté de la direction, on avance que la rationalisation de la pharmacie (17 000 personnes, 23 sites), ne peut se faire qu'au cas par cas. «La situation est beaucoup plus complexe qu'en agrochimie. En France, par exemple, nous compterons plus de 2 000 personnes de plus de 56 ans dans les deux ans qui viennent. Mais opter pour des mesures d'âge systématiques reviendrait tout bonnement à fermer certains de nos sites », explique Gilles Brisson, futur directeur d'Aventis Pharma en France.

Les syndicats français négocient toujours avec la direction une charte sur l'emploi. Certains dénoncent des « licenciements arrangés » (200 personnes sur 14 000 selon la CFCE). La CFDT souhaite intégrer la réduction du temps de travail, mais aussi des « mesures d'âge » « même là où il n'y a pas de problèmes de doublons ».

Le deuxième « chantier » concerne les instances représentatives. En Allemagne, le surveillance était constitué pour d'Agrevo devant rejoindre Lyon, futur moitié de salariés et pour moitié de reprétier et pays par pays, pour confronter les siège de la branche agriculture: «On ne sentants des actionnaires, qui contrôlent le méthodes de Hoechst et de Rhône-Pou-

directoire. Chez Rhône-Poulenc, le conseil d'administration comptait trois salariés. L'objectif de la CFDT est de négocier un système européen de représentation des salariés au conseil de surveillance : « Ce sera très novateur. Un exemple à suivre de très près. » FO ne l'entend pas de cette oreille : « Dans une société de droit français, il n'est pas question d'installer un dispositif à l'allemande. Nous, on se prend pas pour des cogestionnaires. » « Nous négocions sur les modalités permettant aux salariés de participer au conseil de surveillance avec les mêmes droits et pouvoirs qu'un membre désigné par le capital. Et pourtant cela n'était pas demandé par les actionnaires », a fait valoir M. Fourtou qui a promis, lors d'une journée organisée par la FCE-CFDT, le 13 décembre, « un espoir de solution » en avril-

Selon la direction, aucun retard n'a été pris. « Près de 2 000 responsables à travers le monde ont été pressentis », affirme Jürgen Dormann. Depuis le printemps, des groupes de travail (mobilisant 3 000 pera) ont été mis sur pied métier par me

lenc. « Aventis ne copiera ni l'un ni l'autre, mais prendra le meilleur des deux », explique Gilles Brisson, car « le changement de taille est tel qu'il faut trouver un mode de fonctionnement nouveau ».

Ainsi, les pays ont été réorganisés par compétence : la France s'est vu confier la recherche sur le cancer, l'Allemagne sur le diabète, les Etats-Unis sur l'immunologie dans le domaine respiratoire, la neuropsychiatrie et l'arthrite. « Nous avons dit aux chercheurs: ne vous contentez pas de sortir des molécules. Il faut aller iusau'à la phase deux, montrez que vos produits sont efficaces et bien supportés par les patients. » Mais l'ambitieux projet européen de Jean-René Fourtou et Jürgen Dormann ne fait pas l'unanimité. « C'est un état d'esprit de fin de règne et de fin du monde », affirme la Confédération des cadres, pour qui l'objectif des dirigeants est de «fonder une société américaine sur le dos des Européens », avec, demain, d'autres modifications du périmètre: « Nous le savons bien, avec Dormann, on va de fusion en fusion. »

> Véronique Lorelle et Philippe Ricard (à Francfort)

Monsanto et Pharmacia & Upjohn se marient pour séduire les marchés

LE GÉANT AMÉRICAIN des biotechnologies végétales, Monsanto, vient de trouver en son compatriote Pharmacia & Upiohn l'allié désespérement recherché pour regagner les faveurs de la Bourse, L'entreprise de Saint-Louis (Missouri) et celle de Peapack (New Jersey) ont publié leurs bans, dans la nuit de dimanche 19 à lundi 20 décembre. Elles vont fusionner « entre égaux », d'ici au deuxième trimestre 2000, les actionnaires de Pharmacia recevant 1,19 part de Monsanto pour chacun de leur titre. Grâce à Searle, la division pharmaceutique de Monsanto (actuellement au vingt et unième rang mondial), Pharmacia & Upjohn peut espérer passer de la dix-neuvième place à la onzième, au même niveau que l'américain Eli Lilly. Le nouvel ensemble réalisera plus de 9 milliards de dollars de ventes annuelles en pharmacie (sur un total pro-forma de 17 milliards) et sera doté d'un budget recherche et développement de 2 milliards de dollars.

En agriculture, les activités santé animale de Pharmacia (7 % du chiffre d'affaires du groupe) vont conforter les activités végétales de Monsanto, un des leaders mondiaux dans la production de plantes génétiquement modifiées. Mais ni l'un ni l'autre, après les réticences des consommateurs vis-àvis des organismes génétiquement modifiés (OGM) et le contexte peu favorable à l'agriculture, n'ont l'intention de s'investir dans ce secteur. Pharmacia & Upiohn et Monsanto ont annoncé que la division agriculture serait mise en vente, par une introduction en Bourse, après la fusion.

FMAMJJASOND

COURS DE MONSANTO

en dollars à New York

PRESSION DES ACTIONNAIRES

Les deux parties ont choisi de procéder à la fusion par la méthode du « pooling of interests ». Cette méthode fiscale permet de

ne pas amortir les sur-valeurs liées à la fusion, mais elle interdit toute cession de la division agriculture pendant deux ans.

J F M A M J J A S O N D

COURS DE PHARMACIA & UPIOHN

en dollars à New York

Ce faisant, Bob Shapiro, l'actuel président de Monsanto, met un frein à son grand rêve de « nourrir la planète », à coup de grandes révolutions vertes et de plantes hightech. L'artisan du virage du groupe Monsanto, de la chimie vers les sciences de la vie, avait construit sa division agricole en quelques années seulement, grâce à 8 milliards d'acquisitions. Sa division pharmacie, Searle, ne pesait que la moitié

des activités agricoles mais réalisait deux fois plus de bénéfices. Depuis plusieurs mois, Bob

Shapiro subissait la pression des actionnaires pour scinder ses activités pharmaceutiques et agrochimiques. En 1998, il renonçait à un projet de fusion avec American Home Products, qui aurait donné naissance, à l'époque, à un leader mondial en agrochimie et au numéro quatre de la pharmacie. « Nous avions besoin d'une fusion en pharmacie à cause de notre extraordinaire pipeline de médicaments notentiellement vedettes et le fait aue nous n'avions pas l'infrastructure suffisante pour amener tous ces produits ensemble sur le marché », a reconnu Bob Shapiro, dans le communiqué commun du 20 décembre.

Les deux entreprises annoncent posséder ensemble la troisième force de vente aux Etats-Unis. Elles

pourront se vouer au produit phare de Monsanto, le Celebrex, un médicament contre les rhumatismes articulaires qui a déià réalisé plus de 1 milliard de dollars de ventes sur le marché en moins dix mois. Pharmacia & Upjohn, parmi les leaders mondiaux pour la production du Genotonorm, une hormone de croissance obtenue par génie génétique, possède également des médicaments promis à un bel avenir: le Xalatan, dans le traitement du glaucome et en lancement en l'an 2000, le Zvvoxa. premier d'une nouvelle classe d'antibiotiques, les oxazolidi-Le nouvel ensemble dont le

siège est celui de Pharmacia Upjohn, dans le New Jersey, sera dirigé par Fred Hassan, l'actuel directeur général du groupe. Quand à Bob Shapiro, il occupera la fonction de président, avant de

prendre sa retraite dans dix-huit mois. Les deux hommes promettent des économies de 600 millions de dollars d'ici trois ans. « Cela va nous donner beaucoup de puissance et nous serons l'entreprise au meilleur rythme de croissance du marché », a indiqué M. Hassan. Ce patron sans états d'âme (Le Monde du 21 octobre) est familier des fu-

Une fois les deux maisons-mères unies, la division agricole sera installée à Saint-Louis (Missouri) où elle aura son propre management et conseil d'administration. Jusqu'à 20 % de l'agriculture de Monsanto seraient alors vendus en Bourse. Les investisseurs ont plutôt bien accueilli la rumeur d'un tel rapprochement, les actions de Monsanto et Pharmacia & Upjohn ayant clôturé en hausse vendredi.

V. L.

New York, London, Paris, Cholet ... 🤊 Où est la capitale des industries de la mode www.anjou.org tisse sa toile

Bruxelles confirme l'exclusivité des chaînes généralistes sur TPS

LA COMMISSION EUROPÉENNE a signifié lundi 20 décembre, par écrit, le renouvellement pour deux ans de l'exclusivité de la diffusion numérique des chaînes généralistes, privées et publiques, sur le bouquet Télévision par satellite (TPS). Confirmée verbalement à trois reprises aux dirigeants de TPS, cette autorisation de diffusion est renouvelée pour « une période minimale de deux ans », jusqu'au 16 décembre 2001.

Pour fonder sa décision, la Commission a estimé que « l'existence de TPS est proconcurrentielle et favorable aux consommateurs et à tous les acteurs de l'audiovisuel ». Pour Bruxelles, « l'exclusivité des chaînes généralistes est absolument nécessaire, et même consubstantielle à l'existence de TPS ». Selon les statuts fondateurs de TPS, les actionnaires du bouquet avait signé une exclusivité de dix ans. Les chaînes généralistes sont la troisième motivation d'abonnement pour les plus de 800 000 souscripteurs du bouquet. Le projet de loi audiovisuel, qui devrait être discuté le 18 janvier au Sénat, prévoit l'arrêt de

Jeff Bezos, homme de l'année du magazine « Time »

JEFF BEZOS, fondateur et PDG de la librairie sur Internet Amazon-.com, a été élu « homme de l'année » par l'hebdomadaire américain Time. « Cette fois-ci, cela a été plus facile que d'habitude car M. Bezos incarnait les deux grands thèmes de l'année, le commerce en ligne et la mode du ". com " [sites Internet] », a indiqué le chef de la rédaction de Time, Walter Isaacson.

A 35 ans, M. Bezos est un des pionniers du commerce électronique. Il avait investi 300 000 dollars en juillet 1995 pour créer sa « start-up » dans un garage transformé en entrepôt-atelier, avec trois écrans et 300 clients pour son site naissant. Quatre ans plus tard, Amazon.com dispose de 13 millions d'abonnés et domine le commerce en ligne des livres, avec environ huit milliards de chiffre d'affaires en 1999. Le site offre également des CD, des jouets, de l'électronique grand public et réalise des ventes aux enchères, en association avec Sotheby's. Sa valorisation en Bourse est de 32 milliards de dollars, soit vingt fois plus que celle de la première librairie américaine traditionnelle Barnes

Valenciennes: Toyota passe aux 35 heures dans une usine encore virtuelle

Le constructeur automobile japonais choisit le port de Dunkerque pour ses approvisionnements

déjà signé un accord sur la réduction du temps de travail. Le constructeur japonais, en pleine

Toyota, qui construit une usine à Valenciennes, a phase de recrutement, s'est engagé dans un gi-vait annoncer, lundi 20 décembre, que le groupe gantesque chantier social. Le président de Toyo- avait choisi le port de Dunkerque pour faire ta Manufacturing France, Hiroaki Watanabe, de-

transiter une partie de ses approvisionnements.

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial Tovota est sans doute la première entreprise japonaise à passer aux 35 heures. Le constructeur automobile, qui est en train d'implanter une usine à Valenciennes (Nord) vient de conclure un accord sur la réduction du temps de travail et devait également signer, lundi 20 décembre, à Lille, un accord avec les pouvoirs publics sur la formation professionnelle.

Derrière le projet industriel, se cache un gigantesque chantier social, qui met en ébullition la région. Perdu dans la périphérie de Valenciennes, les locaux provisoires de Toyota ont pris des allures « d'AN-PE bis ». Dès le hall d'entrée, un présentoir détaille avec des fiches techniques les postes actuellement à pourvoir. Un peu plus loin, une poignée de candidats grillent une cigarette en attendant leur tour pour subir les tests de recrutement. Sept cents salariés doivent être recrutés d'ici la fin 2000 et près du double l'année suivante.

La difficulté pour Toyota est de donner un cadre social à une en-

treprise en devenir. L'accord sur la réduction du temps de travail vient d'être signé, alors que seulement 5 % des effectifs ont été recrutés. Sur les 115 salariés actuellement présents dans l'entreprise, la plupart sont cadres ou ingénieurs. Les ouvriers n'arriveront qu'à partir du premier trimestre. Dans ce contexte, pas facile d'élaborer un texte et de trouver des interlocuteurs pour le signer: l'entreprise ne compte que deux délégués l'un CFDT, l'autre CGC. Aussi, Tovota a pris ses précautions. La direction a soumis son projet d'accord sur les 35 heures aux confédérations CFDT, CGT, CFTC, FO et CGC, avant de le finaliser avec les deux délégués d'entreprise. « 80 % de l'accord avait été déjà discuté, explique Emmanuel Duwat, le délégué CFDT, c'est un peu frustrant, mais en même temps c'était normal dans la mesure où la CFDT ne savait

C'est donc avec le regard bienveillant des cinq grandes confédérations que Toyota s'est lancé dans les 35 heures. « La pratique du syn-

pas à qui elle avait à faire pour né-

gocier l'accord. »

dicalisme chez Toyota au Japon ou aux Etats-Unis est très différente. Vu le peu de pratique de la négociation qu'ils avaient, cela aurait pu se passer beaucoup plus mal », souligne M. Duwat. « Nous nous conformons à la législation en vigueur, c'était logique de le faire », explique Hiroaki Watanabe (lire ci-dessous), président de Toyota Motor manufacturing France.

LA SITUATION RISQUE D'ÉVOLUER

Mais pour cela Toyota n'avait pas les mêmes contraintes que des entreprises déjà installées qui doivent revoir entièrement leur organisation. L'usine fonctionnera en deux équipes qui travailleront en moyenne 35 heures par semaine sur la base de 7 heures sur cinq jours, soit 1 600 heures par an. Pour les cadres, la direction a repris purement et simplement la loi Aubry en distinguant trois catégories. Les cadres dirigeants, une douzaine de personnes dans l'entreprise sont concernées, qui n'auront pas de référence horaire. Les cadres qui suivent le régime de l'équipe de production travailleront au rythme de l'horaire collectif. Enfin, les autres cadres et ingénieurs devront travailler au maximum 217 jours dans l'année.

Comme chez ses concurrents français, Renault et PSA, Toyota a sorti les pauses du temps de travail effectif. De même, une partie de la formation sera prise sur le temps libre des salariés à hauteur de 10 %. Un effort non négligeable pour les salariés : la formation est le cheval de bataille de Toyota. Les ouvriers doivent suivre entre 400 et 1 000 heures de formation initiale avant de prendre leur poste. Près de 250 millions de francs y seront consacrés, dont 70 millions pris en charge par les pouvoirs publics. En échange de cette participation, Toyota s'était engagé à recruter les trois quarts de son personnel dans la région de Valenciennes. L'accord prévoit par ailleurs la création d'une couverture santé et prévoyance « de niveau cadre » financée par l'entreprise pour l'ensemble des salariés. Concernant les salaires, le direction réfléchit encore au niveau définitif du taux horaire. « Notre objectif est d'être compétitif, je pense que nous le serons », se contente de préciser Claude Boulle, vice-président de

« Cet accord est un point de départ, explique-t-il, il fallait qu'on explique aux gens sur quelle base juridique on allait les embaucher. Le plus simple, c'était de faire une opération vérité en s'annuvant sur le dernier texte législatif. Nous ajusterons ensuite les règles du jeu. » Pour

cela une commission de suivi de l'accord va être mise en place. Car la situation risque d'évoluer dans les prochains mois. D'abord. les premières élections professionnelles doivent être organisées d'ici à juin 2000. En attendant, les signataires de l'accord sur les 35 heures sont considérés comme nonreprésentatifs. Ce qui oblige l'entreprise à organiser un référendum sur le texte pour pouvoir bé-

Une pub controversée pour la Yaris Verso

Comment le film publicitaire consacré à la Toyota Yaris Verso, diffusé par les télévisions européennes, s'est-il trouvé truffé de textes et de symboles ésotériques, voire sataniques? Selon Le Parisien du 18 décembre, un visionnage au ralenti du spot aurait révélé des messages furtifs évoquant « le pouvoir de la lune » ou « the beauty of darkness » (la beauté des ténèbres), accompagnés de symboles comme une croix sanglante. Cette publicité montre un homme s'entraînant à faire le trajet entre son domicile et la maternité dans la perspective de l'accouchement de sa femme: son titre, « Le réveil », est jugé ambigu par certains spécialistes des sectes qui l'assimilent aux thèmes suicidaires de groupes pentecôtistes.

Alertée vendredi 17 décembre, la direction de Toyota France a déclenché une enquête. L'agence Saatchi & Saatchi, qui a produit la publicité, avait déjà été prévenue et avait modifié le spot. Elle a affirmé, dimanche, que « les textes incriminés, qui étaient effectivement sur le film, font simplement partie du décor ». Elle a convié des experts de la lutte contre les sectes à une réunion de travail « dans les quarante-huit heures » à Paris.

néficier des aides sur les bas salaires prévues par la loi Aubry. « Nous souhaitons que la consultation ait lieu le plus tard possible pour au'un maximum de salariés puissent y participer », explique M. Duwat. Par ailleurs, la CFDT souhaite que certains aspects du texte soient rediscutés. « On sait que Toyota sera très exigeant avec nous. Le thème de la semaine de quatre jours, que nous avions proposé dans un premier temps pourrait revenir sur le tapis », prévient M. Duwat.

S. L.

ENTREPRISES-ADMINISTRATIONS, ÉDUCATION, SANTÉ, SÉNIORS, BASES-VIE, PRESTIGE. CARTES & CHÈQUES DE SERVICES • TOURISME FLUVIAL & PORTUAIRE

Une croissance supérieure aux prévisions

Le Conseil d'Administration s'est réuni sous la présidence de Pierre BELLON pour arrêter les comptes de l'exercice 1998/1999, clos le 31 août 1999

Chiffre d'affaires 9 milliards d'euros		oģ.	44,2	25
dont : croissance interne hors :	Sodexho Marriott Services		5,4	%
croissance externe et va	riation Sodexho Marriott Services		37,5	%
Impact des taux de cha	inge		1,3	%
Résultat d'exploitation	458 millions d'euros	nĝ.	53	- KG
Résultat consolidé net part du groupe récurrent	120 millions d'euros	÷	23	di K
Résultat net par action récurrent	3,57 euros	de	23	S- 20
Résultat consolidé net				
part du groupe	132 millions d'euros	nộn	57	%

Ces chiffres prennent en compte la consolidation de Sodexho Marriott Services (Etats-Unis Canada) sur 12 mois et de Partena (Scandinavie) sur 8 mois.

Répartition du chiffre d'affaires par activité



- 1 Restauration et Services : 94 % 2 - Gestion de Bases-Vie : 3 %
- 3 Chèques et Cartes de Services : 2 % 4 - Tourisme Fluvial et Portuaire : 1 %
- II) Le chiffre d'affaires est de 160 millions d'ouros Le volume d'émission est de 3,4 milliards d'euros

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



- 1 France : 12 % 2 - Grande Bretagne et Irlande : 17 %
 - 3 Autres pays d'Europe : 17 % 🚿
 - 4 Amérique du Nord : 48 % 5 - Amérique Latine : 3 %
 - 6 Afrique, Asie, Océanie : 3 %

Chiffre d'affaires consolidé 9,75 milliards d'euros	+ 8 %
Résultat d'exploitation	+15%
Marge d'exploitation en progression de	5.1 % 8 5.4 %
Résultat net récurrent part du Groupe	+ 20 %

Au cours de l'exercice, Sodexho Marriott Services a poursuivi l'intégration de Marriott Management Services et de Sodexho North America. La nomination de Michel Landel comme Chief Executive Officer et Administrateur de Sodexho Marriott Services, a permis la mise en œuvre d'une stratégie destinée à conforter la position de leader de la Société.

- L'identification des segments de marché les plus porteurs.
- La mise en place d'une organisation plus proche du terrain.
- Une optimisation des coûts grâce aux synergies.
- La rationalisation des systèmes d'information en vue de leur renouvellement

Parmi les nogregar clients qui nons out fait configues

Restauration et Services

- Mars 10 sites 5 000 personnes en Grande-Bretagne • France Télécom - 85 restaurants - 35 000 salariés potentiels
- Axa Contrat de gestion de l'ensemble du parc immobilier en France (2,4 millions de m²) et de restauration à Melbourne - 1 200 personnes • Philips - 7 sites dans différentes villes du Brésil - 8 700 personnes
 - Bogota 400 personnes
- Suzhou (Chine) Multiservice • Pfizer - New-York, NY - 2 400 personnes
- Auburn University Auburn, AL 22 000 étudiants

Chèques et Cartes de Services

• Price Watherhouse Coopers - 2 000 utilisateurs et **Philips -** 4 000 utilisateurs à São Paulo

Nos perspectives sont bonnes car notre potentiel de développement

reste très important dans toutes nos activités. Sodexho poursuivra sa stratégie de consolidation et la mise en œuvre de ses 4 axes majeurs de progrès.

- Développer les synergies dans tous les domaines d'activités
- · Accélérer la croissance interne • Améliorer le cash-flow
- Encourager la communication

Le dividende net par action, qui sera proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 février 2000, est de 1,78 euro, en progression de 33 %. Le dividende global, y compris l'avoir fiscal de 0,89 euro, s'élève à 2,67 euros.



BP 100 - 78883 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX - TÉL. : 01 30 85 75 00 Internet: http://www.sodexho.com

TROIS QUESTIONS À HIROAKI WATANABE

Hiroaki Watanabe, vous êtes président de Toyota Motor Manufacturing France, l'une de vos missions sera de faire cohabiter la culture Tovota avec une pratique industrielle et sociale française qui reste très différente de celle du Japon. Comment allezvous réussir à mêler les deux ?

Le système de production de Toyota n'est pas plus adapté à telle ou telle culture. Il y a beaucoup de mauvaise compréhension des méthodes japonaises, comme quoi, par exemple, nous aurions des méthodes militaires. C'est une fausse image.

Le système Toyota, c'est le contraire de décisions qui viennent d'en haut et qui sont répercutées vers le bas. Notre philosophie est très simple. Elle consiste à partager les informations entre tous, dans la globalité de l'entreprise. Tout le monde peut trouver les informations dont il a besoin. grâce à un système de contrôle visuel. Cela crée une confiance mutuelle. Si on ne partage pas ces valeurs, on ne peut pas atteindre les objectifs. C'est peut-être quelque chose de nouveau en France, mais pour le moment personne ne s'y est opposé. Je ne pense pas qu'il y ait d'endroit au monde où ce système ne puisse pas s'appliquer.

Quelle sera la spécificité de Toyo-La Valenciennes ?

Nous voulons en faire l'usine du troisième millénaire. Nous avons pris ce qu'il v avait de meilleur dans les usines Toyota dans le monde pour en faire la synthèse à Valenciennes. Le résultat sera une usine très compacte, ce qui nous permettra par exemple de réduire de 30 % la consommation d'énergie par rapport à d'autres sites du groupe dans le monde. Plus globalement, en termes de compétitivité, cette usine sera supérieure à tout ce que l'on a vu auparavant.

3 Les parts de marché des construc-teurs japonais en France restent faibles, comparativement à ce qui existe dans d'autres pays européens. Comment expliquez-vous ce retard?

Le marché européen est très concurrentiel, or je crois que, jusqu'à maintenant, les voitures japonaises n'étaient pas spécifiquement adaptées au marché local. Par exemple, les pratiques de conduite sont différentes, cela implique que les fonctions des voitures doivent être différentes. C'est pourquoi la Yaris doit être fabriquée en Europe, car il est plus facile de vendre une voiture quand on la produit sur place. Nous en avons fait l'expérience en Grande-Bretagne et dans nos quarante sites à travers le monde. Je pense que dans un an les Français reconnaîtront la Yaris comme une voiture made in France.

Propos recueillis par Stéphane Lauer

COMMUNICATION

Les télévisions généralistes veulent être des portails d'accès à Internet

TF 1, M 6 et Canal+ multiplient les initiatives pour s'installer sur le Web, où elles comptent profiter de leurs audiences pour devenir, à la satisfaction des marchés financiers, des « aspirateurs à internautes ». Elles se préparent à une rude bataille sur les droits de retransmission

La singulière stratégie de France Télévision

Quand les chaînes privées se positionnent pour toucher leur part

des futurs revenus générés par Internet, France Télévision songe

d'abord à mieux remplir ses missions de service public grâce au Web.

« Notre but n'est pas de faire de l'argent mais de créer du trafic vers nos

sites pour mieux remplir nos missions de service public », rappelle Pa-

Selon lui, « les applications et les contenus développés par France Té-

lévision ne s'adressent pas seulement aux catégories les plus rentables de

la population mais à tous les publics ». Ce credo pourrait n'être pas to-

talement volontaire: TF1 en France, BSkyB en Grande-Bretagne et

le groupe Berlusconi en Italie sont intervenus auprès de la Commis-

sion de Bruxelles pour interdire aux chaînes publiques d'utiliser

l'argent de la redevance pour leur faire concurrence. En cas de suc-

cès de cette démarche, France Télévision devrait renoncer à une

grande partie des recettes venues d'Internet.

trick Ballarin, directeur du projet numérique de France Télévision.

LA RÉSURRECTION! Considérées, il y a peu, comme des espèces en voie de disparition, les chaînes hertziennes ont, depuis quelques mois, retrouvé la faveur des analystes financiers et des investisseurs. Le responsable de ce regain d'intérêt tient en un seul mot: Internet. En cette fin d'année, les marchés se sont soudainement rendu compte que les chaînes généralistes pouvaient constituer les meilleurs vecteurs pour drainer les consommateurs vers le Web.

En un mois, les valorisations boursières des opérateurs de télévision ont bondi sur les marchés financiers (Le Monde du 11 décembre). L'action TF1 en est le meilleur exemple. A la fin août, le titre cotait 250 euros, pour s'établir, jeudi 16 décembre, à 472 euros. Presque un doublement. M 6 a connu le même phénomène: l'action de la chaîne privée, dirigée par Nicolas de Tavernost, est passée, pendant cette même période, d'un peu moins de 200 euros à près de 400.

UN NOUVEAU CONCURRENT

Les télévisions généralistes vont se muer en « aspirateurs à internautes », explique un investisseur. Leur objectif sera d'orienter le plus grand nombre possible de leurs téléspectateurs vers Internet. L'expérience du Minitel vient à l'appui de ce raisonnement. A l'occasion de la soirée d'élection de Miss France 2000, retransmise samedi 11 décembre sur TF 1 – 10,675 millions de téléspectateurs, soit 51,4 % de parts de marché –, le public pouvait voter en composant le 3615 code TF 1. Le enregistré 66 000 connexions par Minitel et 235 000 appels par

TF1 a pris très tôt le virage Internet. « Internet représente le troisième grand métier du groupe après la télévision généraliste et le nûmérique », déclare Colas Overkott, directeur d'E-TF 1, filiale Internet de la Une. Selon lui, TF 1 « détient un certain nombre d'atouts pour réussir sur ce nouveau support : une marque forte et une capacité à comprendre les besoins du public et à y répondre au travers des conte-

Avec 9 à 10 millions de pages lues chaque mois, le site de TF1 est le cinquième à l'indice de notoriété et atteint la douzième place des sites les plus consultés selon Médiamétrie. La Une table sur une montée en puissance. E-TF 1, filialisée à compter du 1er janvier 2000, bénéficie déjà d'une dotation budgétaire de 90 millions de francs. Elle emploie quarante-cinq salariés, dont quinze rédacteurs affectés au service news. Pour atteindre l'équilibre, d'ici « trois à quatre ans », selon M. Overkott, E-TF 1 parie sur les recettes publicitaires qui « ont quadruplé en France en 1999 par rapport à l'année précédente ». Elle compte aussi toucher sa part du commerce électronique, dont le chiffre d'affaires en 1999 est estimé à 2 milliards de francs, contre 400 millions l'an passé. Un montant et une progression non négligeables alors que le nombre d'internautes en France n'est encore que de 6 millions.

Canal+ est aussi sur les rangs pour prendre toute sa place sur Internet. Alex Berger, président de Canal Numedia, a défini « quatre axes pour gagner de l'argent » au traservice télématique de la Une a vers du Web: « Internet était au dé-

part une prolongation de la chaîne, puis de plus en plus de contenus se sont ajoutés, jusqu'à l'émancipation ». Comme son concurrent E-TF 1, Canal Numedia sera filialisé au début 2000 avant « d'être introduit en Bourse au cours du dernier trimestre de l'an prochain », précise M. Berger. Selon lui, « le site de Canal+ est déjà à l'équilibre » et il devrait être « rentable dans cinq ans ». Comme TF 1, Canal+ veut faire de son site un portail, « un point d'entrée ouvert » sur le Web.

La chaîne cryptée mise sur ses abonnés pour y parvenir. Sur l'écran de leur ordinateur, ils auront droit, là aussi, « à des produits exclusifs ». Pour faire la différence, Canal+ « négocie aujourd'hui tous les droits, même sur des produits nouveaux, pour une exploitation sur le Web». M 6 suit la même stratégie. Elle aussi a regroupé toutes ses activités multimédia dans une entité baptisée M 6 Web. Selon Robin Leproux, directeur général adjoint de la chaîne, « pour réussir dans Internet,

M 6 possède trois avantages: une marque, des contenus et de la puissance de feu pour promouvoir son

Après la télévision à péage, la guerre des droits de retransmission pourrait faire rage sur Internet. Pour un spécialiste des droits sportifs, « l'équation d'Internet est d'avoir du contenu qui génère de l'audience qui, elle, amène de la publicité ». Pour l'heure, « les droits sportifs pour Internet sont gelés », ajoute-t-il, car les détenteurs de droits ne veulent pas mettre en péril leurs recettes auprès des chaînes. De même, les chaînes ne veulent pas d'un concurrent.

RECETTES PUBLICITAIRES

Les grandes épreuves aujourd'hui diffusées par le petit écran ne devraient toutefois pas être convoitées par celui de l'ordinateur. Les professionnels estiment qu'« Internet sera un médium de complément de la télévision ». En revanche, les sports mineurs, aujourd'hui proposés principalement par les chaînes thématiques, pourraient trouver leur place sur Internet, un support mondial qui peut assurer aux diffuseurs des recettes publicitaires non

négligeables. Dans cette optique, les droits pourraient être vendus par zones linguistiques et non plus pays par pays.

Internet et les chaînes thématiques pourraient aussi se faire concurrence pour attirer les annonceurs. « Le chiffre d'affaires publicitaire d'Internet est en train d'exploser », indique Marc Schorestene, directeur télévision d'IP France. Cette année, il atteint 400 millions de francs, soit l'équivalent du chiffre d'affaires de la publicité dans les salles de cinéma. L'an prochain, « il devrait atteindre 1 milliard de francs », prévoit M. Schorestene.

Pour réaliser cette hausse, Internet devra mordre sur les platesbandes d'autres supports. Les premiers visés sont les chaînes thématiques et les télévisions généralistes. Avec seulement 500 millions de francs de chiffre d'affaires publicitaire en 1999, les chaînes de complément n'ont pas grand-chose à perdre. En revanche, les annonceurs pourraient réduire leurs investissements sur les généralistes au profit du Web pour toucher directement leurs cibles.

Guy Dutheil

Négociations sur les quotas de chansons françaises à la radio

projet de loi sur l'audiovisuel, qui doit débuter le 18 janvier au Sénat, les consultations se multiplient entre les pouvoirs publics, les responsables des radios, les représentants des auteurs-compositeurs, les producteurs de disques et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour trouver un consensus concernant la modification du texte sur les quotas de chansons fran-

Tout le monde s'accorde à trouver que la loi qui fait obligation aux radios d'inclure dans leurs programmes 40 % de chansons nationales dont la moitié de nouveaux talents et de nouvelles productions est utile à la francophonie mais inadaptée au nouveau paysage radiophonique et particulièrement aux stations spécialisées dans la diffusion de grands succès. Mais l'exercice difficile est de s'entendre sur les modifications à apporter.

Le système de modulation, imaginé il y a un an par Philippe Labarde, conseiller au CSA, s'était heurté à l'opposition virulente des industriels du disque et des auteurs-compositeurs (Le Monde du 11 décembre 1998). En revanche, 350 opérateurs s'étaient regroupés dans un Bureau de liaison des radios pour soutenir les propositions du CSA. De tables rondes interrompues en réunions avortées, la question n'avait guère avancé dans les mois suivants. Mais le CSA avait tout de même prononcé des mises en demeure à l'encontre de plusieurs radios pour non-respect de la législation.

Il semble que, ces dernières semaines, des réunions de travail et quelques conversations privées ont permis d'avancer. L'idée serait, comme l'avait proposé le CSA, d'offrir aux radios le choix entre trois conventions, dont le principe reposerait sur le fait que toute diminution du nombre de chansons francophones devra être compensée par une augmentation de la diffusion de nouveaux talents.

Outre le système actuel, les stations pourraient opter pour 50 % de chansons francophones dont 10 % de nouveaux talents ou 35 % de chansons francophones dont 25 % de nouveaux talents. Du côté

A L'APPROCHE du débat sur le du ministère de la culture, on est opposé à ce que le pourcentage de chansons françaises soit inférieur à 35 %. Une plus grande latitude pourrait aussi être accordée au CSA dans l'application de la loi.

Cela pourrait sûrement satisfaire les ambitions régulatrices des « sages » de l'audiovisuel mais leur poserait de nombreux problèmes. Comme c'est déjà le cas avec l'interprétation des formules « nouveaux talents » et « nouvelles productions », mal définies dans la loi. Celle-ci, en effet, se contente de définir les « talents confirmés » : ceux qui ont reçu deux disques d'or au cours de leur carrière. Or cette distinction n'existe que depuis 1974, ce qui, par exemple, rend inclassable Edith Piaf!

REPORT DES SANCTIONS

Du coup, IPSOS musique s'est efforcé de reclasser les quelque 10 000 titres des 500 artistes français en fonction de trois critères: les artistes dont le répertoire est antérieur à 1974, ceux qui ont travaillé entre 1974 et 1988 et les artistes actifs depuis 1974 mais sans disque d'or. Ces listes, dans lesquelles le CSA pourra faire ses choix, seront mises sur son site Internet et permettront aux radios d'avoir une référence pour faire leur programmation.

En attendant, le CSA joue la mansuétude. Il a reporté à janvier les auditions et donc l'application des sanctions aux opérateurs mis en demeure ces derniers mois pour non-respect des quotas.

Françoise Chirot

DÉPÊCHE

■ PRESSE: un accord a été conclu sur les 32 heures à Télérama. La direction et les syndicats CFDT et SNI de l'hebdomadaire ont abouti à la création de 20 emplois financés par « un effort collectif des salariés » (baisse de 2,55 % des salaires en moyenne et de la prime d'ancienneté notamment), qui s'ajoute aux exonérations de charges prévues dans la loi Aubry. Cet accord a été approuvé par 77,5 % du personnel, consulté par un vote.



L'Internet Mobile, vous connaissez?

Comme des millions de personnes dans le monde, vous n'associez pas l'Internet uniquement à des communications de données.

Après tout, il s'agit aussi d'images, de sons ou plus généralement d'explorer, d'apprendre et de partager.

Internet deviendra rapidement aussi indispensable que la télévision ou la restauration rapide.

Alors, forcément, vous voudrez

emmener Internet partout avec vous, pour envoyer des e-mails, consulter des sites web, envoyer et recevoir des informations multimédia de n'importe où vers n'importe où.

Nous avons une sérieuse longueur d'avance dans ce nouveau monde des Télécoms où la voix et les données convergent sur un nouveau type de réseau sans fil utilisant le protocole IP.

Grâce à notre expertise dans les réseaux

mobiles et les terminaux ainsi qu'à nos récentes acquisitions de sociétés spécialisées dans le domaine des routeurs et des plate-formes ATM et d'accès à Internet, nous disposons de tous les éléments pour faire de ce futur une réalité.

Avec notre support, les opérateurs du monde entier se préparent à offrir aux personnes mobiles le plaisir du multimédia sans fil ou plus simplement de l'Internet Mobile.



FINANCES ET MARCHÉS

EUROPE

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 21 DÉCEMBRE

- **CHINE:** sommet Union européenne-Chine à Pékin.
- ÉTATS-UNIS : réunion du Comité monétaire de la Réserve fédé-

MERCREDI 22 DÉCEMBRE

- BELGIQUE: Bruxelles, éventuelle saisie de la Cour de justice de l'Union européenne contre Paris, refusant de lever l'embargo sur le
- **FRANCE:** production industrielle (octobre)
- **ÉTATS-UNIS** : PIB au troisième trimestre.

JEUDI 23 DÉCEMBRE

- **FRANCE:** consommation des ménages en produits manufacturés (novembre).
- ALLEMAGNE : prix à la consommation (décembre).
- **JAPON**: les marchés sont fermés (anniversaire de l'empereur). ■ ÉTATS-UNIS : commandes de

biens durables (novembre).

VENDREDI 24 DÉCEMBRE

■ GRANDE-BRETAGNE : marchés fermés à 12 h 30 jusqu'au 29 dé-

■ ÉTATS-UNIS : marchés fermés.

INDUSTRIE

- PHARMACIE : les groupes pharmaceutiques américains
- Pharmacia & Upjohn et Monsanto fusionnent (lire p. 21). ● COCA-COLA : l'autorité garante
- **de la concurrence** en Italie a infligé, vendredi 17 décembre, une amende de 15,8 millions d'euros pour abus de position dominante aux sociétés italiennes contrôlées par l'américain Coca-Cola.
- ABSOLUT: Vin & Sprit, le fabricant suédois de la vodka Absolut, va prendre le contrôle à 51 % du groupe agroalimentaire danois Danisco Distillers, gros producteur d'aquavit, pour 268 millions d'euros.
- INTEL : le numéro un mondial des microprocesseurs a annoncé, lundi 20 décembre, le lancement de deux nouvelles versions de sa puce Pentium III, d'une puissance de 750 et 800 MHz, lui permettant de reprendre l'avantage sur son concurrent AMD qui avait lancé l'Athlon 750 MHz fin novembre
- CISCO : l'équipementier de télécommunications devait

annoncer, lundi, le rachat des activités de fibre optique de Pirelli pour plus de 2 milliards de dollars.

- BVRP SOFTWARE: l'éditeur français de logiciels de communication a annoncé, dimanche, la signature d'un accord mondial avec Lucent Technologies. L'association de leurs technologies permettra de transmettre sur un même modem des données haute vitesse ADSL et analogiques.
- FORD : la Ford T a été élue « voiture du siècle » par un jury international de journalistes, dimanche à Las Vegas. Cette voiture, lancée en 1908, fut la première à franchir le cap du million d'exemplaires produits. Quinze millions de Model T furent mis en circulation.

SERVICES

- MILLER FREEMAN: le premier organisateur mondial de salons professionnels oursuit son développement sur Internet en achetant Batiweb, premier site dédié aux spécialistes du BTP en France.
- TRANSPORT FERROVIAIRE: les compagnies ferroviaires américaine Burlington Northern Santa Fe Corp et canadienne Canadian National Railway Co ont conclu un accord de fusion. dans une transaction évaluée à 6 milliards de dollars, affirme lundi l'édition européenne du Wall Street Journal.

FINANCE

- PARIBAS : départ de cadres de la banque rachetée par la **BNP.** Véronique Guillot-Pelpel responsable des ressources humaines, a annoncé son départ ainsi qu'une cinquantaine d'analystes en actions européennes, selon l'agence Bloomberg. Robert de Metz, membre du directoire, quitterait aussi la banque.
- PRUDENTIAL : le numéro un britannique de l'assurance-vie a annoncé lundi un accord avec la China International Trust and Investment Corporation (CITIC) pour former une société commune à Canton qui distribuera des produits d'assurance-vie
- CARTES BLEUES: les transactions bancaires sont perturbées par la grève d'une partie des téléopérateurs d'Atos Téléservices.

5516,54 6726,70 4 N. 20 D. 4 N. 4 N. 20 D 20 D Europe 9 h 50 Var. % 31/12 **EURO STOXX 50** EUROPE 4555,69 36,30 **EUROPE** STOXX 50 4465,25 34,49 EURO STOXX 324 **EUROPE** 386,81 0,32 29,64 **EUROPE STOXX 653** 355,92 - 0,44 27,48 PARIS CAC 40 5516,54 0,26 39,92 **PARIS** MIDCAC **PARIS** SBF 120 3760,05 0,19 41,55

638,35

3186,84

6356,52

6726,70

11563,20

7392,20

0,57

0,29

0,04

0,03

- 0,43

0,56

18,57

- 9.32

26,96

14,35

17,55

3,23

SBF 250

AEX

SPI

BEL 20

DAX 30

FTSE 100

MIBTEL 30

SECOND MARCHÉ

STOCK EXCHANGE

LONDRES

FRANCFORT DAX 30

PARIS

PARIS

AMSTERDAM

BRUXELLES

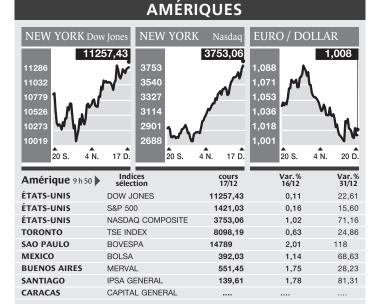
FRANCFORT

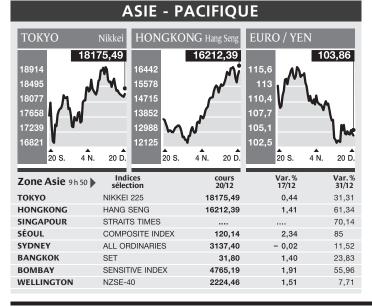
LONDRES

MADRID

MILAN

ZURICH





ÉCONOMIE

Nouveau recul de l'excédent commercial japonais

L'EXCÉDENT commercial du Japon a de nouveau diminué en novembre, se contractant de 25,7 % par rapport au même mois de 1998, à 661,6 millions de yens (6,4 milliards d'euros), a annoncé lundi 20 décembre le ministère des finances. Le solde des échanges entre le Japon et les autres pays s'est contracté pour le huitième mois consécutif, les importations se relevant fortement.

L'excédent avec les Etats-Unis a augmenté de 13,5 %, en raison d'une croissance de 6,6 % des exportations supérieure à la hausse de 1,3 % des importations. L'excédent avec l'Union européenne a chuté de 12,2 %. Les exportations ont reculé de 2.2 % mais les importations ont remonté de 4.1 %. L'excédent japonais a également décru avec le reste de l'Asie, avec une contraction de 2.3 %.

- « Le Japon mène une politique de taux zéro et va la maintenir tant que l'économie ne sera pas complètement rétablie », a indiqué le directeur général de l'Agence de planification économique, Taichi Sakaiya lors d'une rencontre avec la presse étrangère. « Lorsaue le Iapon aura renoué avec une reprise tirée par la demande du secteur privé, il se peut que nous devions réexaminer cette politique », a souligné le chef de l'EPA.
- Le gouvernement japonais s'est fixé comme objectif une croissance de 1% pour l'exercice 2000-2001 débutant en avril 2000, a-t-on appris de source gouvernementale dimanche. Le nouvel obiectif fait suite à une croissance estimée à 0,6 % pour l'exercice en cours, a précisé une porte-parole de l'Agence de planification économique.
- **■** FMI: les mesures imposées par le Fonds monétaire international (FMI) aux pays pauvres en échange de son aide sont la cause directe de coupes dans les dépenses de santé et de la mort d'un nombre croissant d'enfants, accuse l'ONG Christian Aid dans un rapport publié lundi. Christian Aid estime que les dépenses de santé ont été réduites de 15 % dans 53 pays qui se sont pliés aux conditions du FMI, comme par exemple en Ou-
- ALLEMAGNE : le pays comptera 200 000 chômeurs de moins en 2000, ce qui portera leur nombre à 3,9 millions en moyenne annuelle, a affirmé samedi le président de l'Office fédéral du travail, Bern-

hard Jagoda. Cette baisse s'expliquera pour moitié par la diminution du nombre des actifs, et pour moitié par une « meilleure situation conjoncturelle », a-t-il ajouté dans un entretien à la presse allemande. M. Jagoda a notamment mis en exergue des conditions pour les exportations meilleures « que ce que l'on connaissait depuis longtemps ».

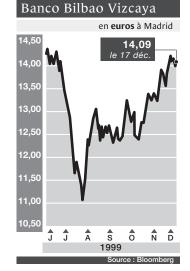
- ITALIE: la balance des paiements courants de l'Italie a été excédentaire de 1,85 milliard d'euros en octobre, contre un excédent de 1,638 milliard d'euros en octobre 1998, a annoncé vendredi l'office des changes italien. Pour les dix premiers mois de l'année, les comptes courants affichent un surplus de 10,540 milliards d'euros contre 17,458 milliards d'euros pendant la même période de 1998.
- **■** FRANCE: le revenu agricole moven par actif devrait diminuer de 4 % en termes réels en 1999, tous les secteurs étant touchés par cette baisse à l'exception de la viticulture « courante », a confirmé vendredi le ministère de l'agriculture. Il s'agit du premier recul significatif du revenu agricole en France depuis 1994, selon ces comptes prévisionnels élaborés par l'Insee et les services statistiques du ministère de l'agri-
- AUTRICHE: les finances publiques nécessitent un « assainissement de 3,6 milliards d'euros sur les deux ou trois prochaines années », a estimé le gouverneur de la banque nationale, Klaus Liebscher cité par la presse autrichienne. « Si rien n'est fait, nous serons clairement la lanterne rouge de l'Union européenne en 2000, le plus mauvais des quinze pays membres », a-t-il déclaré au magazine *Format* paru lundi.
- FINLANDE : le parlement a définitivement adopté samedi un budget 2000 en excédent d'environ 6 milliards de markkas (1,01 milliard d'euros). Il s'agit du premier budget réellement excédentaire depuis 1990.
- ÉTATS-UNIS : les mises en chantier de logements ont baissé de 2.3 % en novembre aux Etats-Unis par rapport à octobre, à 1,6 million d'unités, en glissement annuel, a annoncé vendredi le Département américain du commerce. Par rapport à novembre 1998, les mises en chantier ont été en recul de 3,3 % le mois dernier. Sur les onze premiers mois de l'année, les mises en chantier ont porté sur 1.55 million, en augmentation de 3,5 % par rapport à la même période de 1998.

VALEUR DU JOUR

BBV s'allie officiellement à Argentaria

LA CONSOLIDATION bancaire européenne en Espagne avance vite. Deux mois après l'annonce de leur mariage, les deux banques Banco Bilbao Vizcaya (BBV) et Argentaria ont finalisé leur fusion au cours de leurs assemblées générales qui se sont tenues samedi 18 décembre. La nouvelle banque, appelée Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), naîtra officiellement le 1er janvier. Emilio Ybarra, président du BBV, qui coprésidera BBVA jusqu'en 2002 avec Francisco Gonzalez, son homologue d'Argentaria, n'a pas perdu de temps. Il a confirmé, samedi, une prochaine alliance stratégique avec la banque italienne Unicredito, en janvier, basée sur un « échange significatif de participations », qui pourrait déboucher sur une «fusion transnationale» d'ici à 2002. Unicredito Italiano, numéro trois du secteur en Italie, est d'ores et déjà le premier actionnaire de BBVA, avec 1,86 % du capital. Il devrait augmenter sa participation à 10 % dans BBVA, ce dernier prenant 13 % d'Unicredito. BBVA est aussi actionnaire de

3,75 % du Crédit lyonnais, sur lequel il mise beaucoup. Il observe avec la plus grande attention l'arrivée inattendue de la Société générale, la semaine dernière, à hauteur de 3,8 % dans le capital du Lyonnais. La Générale est en effet en discussions avancées avec le Banco Santander Central Hispano (BSCH), né de la fusion entre le Banco Santander et



le Banco Central Hispano il y a un an, pour sceller des partenariats. BBVA deviendra núméro deux du secteur en Espagne, derrière le BSCH. Le BBVA talonnera le BSCH avec une capitalisation boursière de près de 40 milliards d'euros, ce qui le situe aux tout premiers rangs européens. Il arrivera au deuxième rang en termes d'actifs avec 223,66 milliards d'euros, juste derrière le BSCH.

La fusion, en fait une absorption d'Argentaria par le BBV, se fera sur la base d'un échange de cinq actions du BBV, contre trois d'Argentaria. L'action BBVA a terminé la séance de vendredi 17 décembre en hausse de 0,79 % à 14,09 euros. Les nouvelles actions commenceront à être cotées en Bourse le 31 janvier 2000.

Pascale Santi

SUR LES MARCHÉS

NEW YORK

LL STREET a clôturé en hausse la séance du vendredi 17 décembre. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a gagné 0,11 % pour finir à 11 257,43 points. En cours de séance, il est monté jusqu'à 11 383,74 points, son niveau le plus élevé. Principal témoin de l'engouement des investisseurs pour les valeurs technologiques, l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a affiché son 54e record de l'année. Il a fini la journée à 3 753,13 points, en hausse de 1,02 %. L'indice Standard and Poor's 500 a fini, de son côté, en légère hausse de 0,16 % à 1 421,06 points.

TAUX

APRÈS avoir légèrement baissé au cours de la séance du vendredi 17 décembre, les marchés obligataires européens démarraient la semaine, lundi 20 décembre, sur la même tonalité. Evoluant à l'inverse des prix, le rendement des emprunts à 10 ans se tendaient de 0,05 %. En France, le taux de l'obligation d'Etat atteignait 5,41 %, tandis qu'en Allemagne, il se hissait à 5,29 %.

MONNAIES

L'EURO restait stable face au dollar en début de séance, lundi. La devise européenne se négociait à 1,0108 dollar. De son côté, le billet vert prenait le chemin de la baisse contre le yen dans les premières transactions. Il s'échangeait à 102,82 yens.

Taux de change fixe zone Euro Taux contre franc ▶ Furo contre 6.55957 EURO...

ESCUDO PORT. (100).... 2.00482 ESCUDO PORT. (100).... 3.27190 DOLLAR AUSTRALIEN. SCHILLING AUTR. (10)... 1,37603

PUNT IRLANDAISE....... 0,78756

PUNT IRLANDAISE....... 0,78756

PUNT IRLANDAISE....... 1,4963

PUNT IRLANDAISE....... 1,4963

PUNT IRLANDAISE....... 1,4963

PUNT IRLANDAISE....... 1,4963 FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371 FLORIN NÉERLANDAIS 2,97660 FRANC BELGE (10)...... 4,03399 FRANC BELGE (10)...... 1,62607 MARKKA FINLAND...... 5,94573 MARKKA FINLAND...... 1,10324

Cours YEN(100)

0,60385

1,54185

Hors zone Euro Euro contre > 0.15245 COURONNE DANOISE 1.5723 DRACHME GRECQUE..330,3000 FLORINT HONGROIS .. 254,5100 ZLOTY POLONAIS...

Cours LIVRE

1,60750

1,59370

10,45720

2.55300

165.61000

Cours FR. S.

0,62964

64.85500

0,62425

4.09595

0,39165

0,97069 103.02000 0,96283 0,99142 FRANC. 6.50335 6,31580

20/12 9 h 50

FRANC SUISSE

PAYS-BAS.....

Cours de change croisés

Cours DOLLAR

0,62208

1,58820

Taux d'intérêt (%)					
Γaux 17/12	Taux j. j.	Taux	Taux 10 ans	Taux 30 ans	C
RANCE	3,04	3.02	5.38	5.94	N
ALLEMAGNE	3,02	3,46	5,25	5,90	M
GDE-BRETAG.	4,87	5,64	5,32	4,45	Е
TALIE	3,02	3,43	5,48	6,07	JΑ
APON	0,08	0,20	1,76	2,55	
TATS-UNIS	5,41	5,44	6,31	6,40	
SUISSE	0,80	1,89	3,50	4,24	

3,43 5,38

Matières premières				
En dollars 🕨	Cours 17/12	Var. % 16/12		
MÉTAUX (LONDRES)		\$/TONNE		
CUIVRE 3 MOIS	1835	- 0,43		
ALUMINIUM 3 MOIS	1606	- 0,43		
PLOMB 3 MOIS	497	- 0,40		
ETAIN 3 MOIS	5753	- 0,12		
ZINC 3 MOIS	1216,50	- 0,12		
NICKEL 3 MOIS	8210	- 0,36		
MÉTAUX (NEW YORK)		\$/ONCE		
ARGENT A TERME	5,23	- 0,19		
PLATINE A TERME	100619,54	- 0,37		
GRAINES DENRÉES	\$/E	BOISSEAU		
BLÉ (CHICAGO)	233,50			
MAÜS (CHICAGO)	191	- 0,39		
SOJA TOURTEAU (CHG.).	146,70	+ 1,73		
SOFTS		\$/TONNE		
CACAO (NEW YORK)	840	- 2,21		
CAFÉ (LONDRES)	1540	- 0,65		
SUCRE BLANC (PARIS)				

2,98

Matif ours 9 h 50 Volume

Cours EURO

1,00865

103,86000

6.55957

0,62735

1,60140

Cours FRANC

0,15377

15.82000

0,15245

0,09565

0,24415

MARS 99	1408	85,96	86,10
Euribor 3 mois JANVIER 99	NC	NC	NC
Pétrole			
En dollars 🕨		Cours 17/12	Var. % 16/12
BRENT (LONDRES		25,52	
WTI (NEW YORK) . LIGHT SWEET CRI		25,65 26,76	+ 0,04
Or			
En euros 🕨		Cours 17/12	Var % 16/12
OR FIN KILO BAR		8850	
OR FIN LINGOT		8880	
ONCE D'OR (LO) S PIÈCE FRANCE 20		307 50,40	
PIÈCE FRANCE 20 PIÈCE SUISSE 20 F		49,90	

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

PIÈCE 10 DOLLARS US ..

PIÈCE 20 DOLLARS US ...

PIÈCE 50 PESOS MEX.....

VALEURS EUROPÉENNES

- L'action de **Nokia**, qui a conclu un contrat de 250 millions de dollars dans la téléphonie mobile avec Taiwan Telecom, a progressé, vendredi 17 décembre, de 4,95 euros à 163,70 euros.
- Les valeurs des télécommunications et les titres liés à Internet étaient également en vedette à la Bourse de Milan, vendredi. La banque **Bibop-Carire**, active dans le courtage sur Internet, a vu son titre s'apprécier de 12,09 %, à 74 euros. L'établissement financier se renforce dans le secteur : il a annoncé la prise de contrôle à
- 67,72 % de Datanord Multimedia. • L'action du britannique **United** Biscuits a gagné, vendredi, 9,5 pence, à 265,50 pence, après la

DE*

20/12 10 h 05

AUTOLIV SDR

FIAT PRIV

PEUGEOT

PIRELLI

RENAULT

VALEO /RM VOLKSWAGEN

BANQUES

ABBEY NATIONAL

ALLIED IRISH BA

ALPHA CREDIT BA ARGENTARIA R

B PINTO MAYOR R

BANK AUSTRIA AG BANK OF IRELAND

BANK OF PIRAEUS BK OF SCOTLAND

BAYR.HYPO-U.VER

MONTE PASCHI SI BCA ROMA BBV R ESPIRITO SANTO

BCO POPULAR ESP

BIPOP CARIRE BNP/RM BSCH R

CCF /RM CHRISTIANIA BK

COMM.BANK OF GR

DEXIA
DRESDNER BANK N DE *
EFG EUROBANK GR
EPGO BANK GR

COMMERZBANK CREDIT LYONNAIS DEN DANSKE BK DEN NORSKE BANK DEUTSCHE BANK N

ERSTE BANK FOERENINGSSB A

NAT BANK GREECE

NATL WESTM BK GB NORDBANKEN HOLD SE

ROLO BANCA 1473 IT *
ROYAL BK SCOTL GB
SAN PAOLO IMI IT *

UNIDANMARK -A- DK

PRODUITS DE BASE

ACERINOX R ES *
ALUSUISSE LON G CH

BILLITON GB
BOEHLER-UDDEHOL AT *
BUHRMANN NV NL *

ELKEM ASA, OSLO NO ELVAL GR
JOHNSON MATTHEY GB
MAYR-MELNHOF KA AT *
METSAE-SERLA -B FI *

NORSKE SKOGIND- NO

RAUTARUUKKI K FI *
RIO TINTO GB
SIDENOR GR

SILVER & BARYTE GR SMURFIT JEFFERS GB

STORA ENSO -A- FI *

STORA ENSO -R- F1*

SVENSKA CELLULO SE

THYSSEN KRUPP DE *

TRELLEBORG B SE

UNION MINIERE BE *

UPM-KYMMENE COR F1 *

VIOHALCO GR

▶ DJ E STOXX BASI P 250,59 - 0,71

AIR LIQUIDE/RM FR * 155,10 + 0,71
AKZO NOBEL NV NL * 50,80 + 0,24
BASF AG DE * 52 - 0,48

OUTOKUMPU OY -A PECHINEY-A- FR *
PORTUCEL INDUST PT *

SOPORCEL

STORA ENSO -R-

CHIMIE

ALUMINIUM GREEC ARJO WIGGINS AP GB

ASSIDOMAEN AB AVESTA

BUNZL PLC CART.BURGO

CORUS GROUP

► DJ E STOXX BANK P 301,48 + 0,06

GB

NATEXIS BO POP.

S-E-BANKEN -A-

SV HANDBK -A-

UNICREDITO ITAL

UBS REG

STANDARD CHARTE STE GENERAL-A-/

HALIFAX GROUP IONIAN BK REG.S KBC BANCASSURAN LLOYDS TSB

MERITA

COMIT

BCA FIDEURAM

BCA INTESA

BANKINTER R

▶ DJ E STOXX AUTO P

ABBEY NATIONAL

ABN AMRO HOLDIN

ALL & LEICS

GB

VOLVO -A-

MICHELIN /RM

AUTOMOBILE

CONTINENTAL AG DAIMLERCHRYSLER Code Cours % Var. pays en euros 17/12

29,08 **52** - 0,48 **29,70** - 0,50

31,15 - 1,42 **14,45** - 0,89 **39,50** + 1,02

221,60 - 1,73 **2,65** + 3,52 **47,55** - 0,94

78,90 - 0,13 **54,60** + 1,39

24,72

253,71 - 0,20

15,59 - 1,41

24,13 - 0,66 **12,18** - 1,03

23,14

60,90 - 0,98

3,47 - 1,98 **1,22** - 2,40

17,97

41.10

4,20

14,09 26,75

63,50 5,38 72,50 - 2,03

122,10 + 0,16 4,72

5,02 - 1,76

34,85 - 0,43

45,50 - 0,22

43,10 + 0,23 **15,12** - 2,49

5,79 - 0,17

17,15 - 0,65 **12,80** - 3,10

GR ES*

ES*

IT * R GR DE*

FI∗

GR FR*

FR * 225

40,99

5,92 - 1,59

43,80 + 0,11 **14,55** + 1,04

2,56 - 0,62

39,78 4,72 12,80

45,40 - 0,55

- surenchère de Finalrealm, le groupe d'investisseurs lié à Danone, acceptée par le conseil d'administration. Les opérateurs restaient indécis sur la possibilité d'une contre-attaque de Nabisco.
- Le spécialiste britannique du câble Telewest a perdu, vendredi, 5,5 pence, à 334,5 pence, après avoir révélé qu'un accord pour la fusion avec Flextech n'interviendrait pas avant janvier.
- Adidas figurait parmi les plus belles progressions du marché allemand, vendredi, avec un bond de 9,66 %, à 75,01 euros. Les bons résultats présentés la veille par son concurrent américain Nike laissent penser que la reprise s'installe dans toute la branche d'activité.

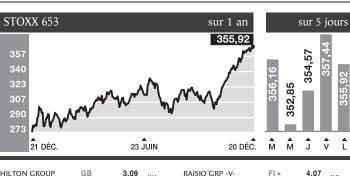
BOC GROUP PLC	GB	20,71	- 0,69
CELANESE N	DE*	17,90	- 1,38
CIBA SPEC CHEM	CH	72,69	
CLARIANT N	CH	458,57	
DEGUSSA-HUELS	DE *	38,40	- 3,03
DSM	NL *	40	- 1,82
DYNO	NO	24,66	
EMS-CHEM HOLD A	CH	4595,08	+ 0,4
ICI	GB	10,75	- 0,73
KEMIRA	FI∗	5,90	
LAPORTE	GB	8,67	
LONZA GRP N	CH	595,83	+ 0,32
RHODIA	FR*	22,21	- 1,29
SNIA	IT *	0,95	- 3,06
SOLVAY	BE*	79,10	
TESSENDERLO CHE	BE*	46,65	
▶ DJ E STOXX CHEM	Р	394,91	- 0,02
CONGLOMÉF	RATS		
CGIP /RM	FR*	57,50	- 0,17
CHRISTIAN DIOR	FR *	195,10	- 2,2
CIR	IT *	2,66	+ 2,3
D'IETEREN SA	BE*	390	
GAZ ET EAUX /RM	FR*	52	
GBL	BE*	183	
GEVAERT	BE*	45,45	
HAGEMEYER NV	NL*	20,55	- 1,86
INCHCAPE	GB	4,68	+ 1,73
INVESTOR -A-	SE	13.55	

CGIP /RM	FR*	57,50	- 0,17
CHRISTIAN DIOR	FR*	195,10	- 2,2
CIR	IT *	2,66	+ 2,31
D'IETEREN SA	BE*	390	
GAZ ET EAUX/RM	FR *	52	
GBL	BE*	183	
GEVAERT	BE*	45,45	
HAGEMEYER NV	NL*	20,55	- 1,86
INCHCAPE	GB	4,68	+ 1,73
INVESTOR -A-	SE	13,55	
INVESTOR -B-	SE	13,67	
KVAERNER -A-	NO	20,02	
LVMH / RM	FR *	372,30	- 0,7
MYTILINEOS HOLD	GR	15,97	
NORSK HYDRO	NO	39,99	
OERLIKON-BUEHRL	CH	192,79	+ 0,98
ORKLA -A-	NO	15,33	
ORKLA -B-	NO	14,71	
SONAE SGPS	PT *	44,09	
TOMKINS	GB	3,24	+ 3,03
VEBA AG	DE*	45	- 0,22
▶ DJ E STOXX CONG	P	293,62	- 0,62
		,	

EIRCOM	IE	4,10	
BRITISH TELECOM	GB	22,14	+ 2,
CABLE & WIRELES	GB	15,49	+ 0,
DEUTSCHE TELEKO	DE*	58,10	+ 0,
ENERGIS	GB	39,81	- 16,
EQUANT NV	DE*	98	
EUROPOLITAN HLD	SE	14,77	
FRANCE TELECOM	FR *	110,80	+ 1,
HELLENIC TELE (GR	20,83	
KONINKLIJKE KPN	NL*	83,20	+ 3,
NETCOM ASA	NO	49,56	
PANAFON HELLENI	GR	11,44	
PORTUGAL TELECO	PT*	10,53	
SONERA	FI*	53	+ 4,
SWISSCOM N	CH	404,29	+ 0,
TELE DANMARK -B	DK	71,23	
TELECEL	PT*	16,50	
TELECOM ITALIA	IT*	12,76	- 1,
TELECOM ITALIA	IT *	5,64	+ 0,
TELEFONICA	ES*	23,79	
TIM	IT *	9,83	- 2,
VODAFONE AIRTOU	GB	4,90	- 1,
▶ DJ E STOXX TCOM	P	1022,08	+ 0,

CONCEDUCE			
CONSTRUCTION	ON		
ACCIONA	ES*	51,45	
AKTOR SA	GR	21,60	
ASKO -A-	FI∗	16,80	
AUMAR R	ES*	17,31	
ACESA R	ES*	10,04	
BLUE CIRCLE IND	GB	6,09	
BOUYGUES /RM	FR *	482,90	- 3,42
BPB	GB	5,69	
BUZZI UNICEM	IT *	11,02	- 2,48
CARADON	GB	2,40	- 0,66
CIMPOR R	PT*	15,50	
COLAS /RM	FR*	200	
CRH PLC	GB	31,81	
GRUPO DRAGADOS	ES*	9,01	
FCC	ES*	19,74	
GROUPE GTM	FR *	96,65	- 1,18
HANSON PLC	GB	7,95	+ 0,60
HEIDELBERGER ZE	DE*	73,50	+ 0,55
HELL.TECHNODO.R	GR	34,53	
HERACLES GENL R	GR	33	
HOCHTIEF ESSEN	DE*	33	
HOLDERBANK FINA	CH	1330,17	+ 0,14
IMERYS /RM	FR*	145	+ 0,5
ITALCEMENTI	IT*	11,90	+ 0,88
LAFARGE /RM	FR*	103	+ 0,98
MICHANIKI REG.	GR	16,67	
TARMAC	GB	8,61	
PILKINGTON PLC	GB	1,35	- 1,16
RMC GROUP PLC	GB	13	
RUGBY GRP	GB	2,16	
SAINT GOBAIN /R	FR*	177,80	- 0,6
SKANSKA -B-	SE	36,53	
SUPERFOS	DK	21,50	
TAYLOR WOODROW	GB	2,16	- 1,45
TECHNIP /RM	FR*	103	- 0,48
TITAN CEMENT RE	GR	111,81	
WIENERB BAUSTOF	AT *	20,20	+ 0,0
WILLIAMS	GB	4,76	+ 4,55
DJ E STOXX CNST F		227,28	- 0,30
,		,	
CONSOMMA	TION	CYCLI	QUE
	FR*	235,10	

	ľ	221,20	- 0,3
			_
CONSOMMA	TION	CYCLI	QUE
ACCOR /RM	FR*	235,10	- 0,3
ADIDAS-SALOMON	DE*	77	+ 2,6
AIR FCE	FR *	17,02	- 1,3
AIRTOURS PLC	GB	5,69	
ALITALIA	IT *	2,17	- 5,2
AUSTRIAN AIRLIN	AT *	17,90	+ 0,9
BANG & OLUFSEN	DK	32,92	
BARRATT DEV PLC	GB	4,56	+ 0,3
BEAZER GROUP	GB	2,20	
BENETTON GROUP	IT*	2,08	+ 1,4
BERKELEY GROUP	GB	11,36	
BRITISH AIRWAYS	GB	6,66	- 0,7
CLUB MED. /RM	FR *	111	- 0,4
COMPASS GRP	GB	13,36	+ 2,9
DT.LUFTHANSA N	DE*	24,30	- 2,2
ELECTROLUX -B-	SE	24,66	
EMI GROUP	GB	9,37	
EURO DISNEY/RM	FR *	0,88	
G WIMPEY PLC	GB	1,83	+ 2,6
GRANADA GROUP	GB	9,89	
HERMES INTL	FR *	142	- 2,0
HPI	IT *	0,80	+ 2,5
HUNTER DOUGLAS	NL*	23,60	+ 0,2
KLM	NL*	26,90	- 0,5



ALSTOM ASSA ABLOY-B-

ASSOC BR PORTS

ATLAS COPCO -A-

ATTICA ENTR SA

BBA GROUP PLC

DAMPSKIBS -A-DAMPSKIBS -B-

DAMSKIBS SVEND

EUROTUNNEL/RM

FLUGHAFEN WIEN

GLYNWED INTL PL HALKOR

HUHTAMAEKI VAN

ISS INTL SERV-B

KON.NEDLLOYD

KONE B LEGRAND /RM

LEIF HOEGH

MAN AG

HAYS GB HEIDELBERGER DR DE*

MANNESMANN N DE *
METALLGESELLSCH DE *

FINNLINES

FLS IND.B

GKN

IFIL IMI PLC

DET SONDENFJ NO NO ELECTROCOMPONEN GB

BONHEUR CMG COOKSON GROUP P

FINANCES ET MARCHÉS

HILTON GROUP	GB	3,09		RAISIO GRP -V-	FI:
MOULINEX /RM	FR *	9,32	- 0,32	RIEBER & SON -B	NO
NCL HLDG	NO	4,33		SCOTT & NEWCAST	GB
PERSIMMON PLC	GB	3,74		SOUTH AFRICAN B	GB
PREUSSAG AG	DE *	51,70		TATE & LYLE	GB
RANK GROUP	GB	2,91	- 7,11	UNIGATE PLC	GB
SAIRGROUP N	CH	195,91	+ 0,32	UNILEVER	NL:
SAS DANMARK A/S	DK	10,62		UNILEVER	GB
SEB /RM	FR *	67	+ 2,45	WHITBREAD	GB
SODEXHO ALLIANC	FR *	178,60	+ 0,62	▶ DJ E STOXX F & B¹	V P
THE SWATCH GRP	CH	977,04	- 0,51		
THE SWATCH GRP	CH	198,71	- 0,31		
WW/WW UK UNITS	IE	0,97		DIENC DIÉCI	HDE
WILSON BOWDEN	GB	10,82		BIENS D'ÉQU	JIPE
WOLFORD AG	AT *	38,50		ABB N	CH
▶ DJ E STOXX CYC G	0 P	175,92	- 0,62	ADECCO N	CH

▶ DJ E STOXX CYC G	0 P	175,92	- 0,62
PHARMACIE			
ASTRAZENECA	GB	41,29	- 0,04
AVENTIS /RM	FR*	61,50	- 0,81
ELAN CORP	GB	25,77	
GLAXO WELLCOME	GB	26,90	+ 0,42
NOVARTIS N	CH	1433,12	- 0,13
NOVO NORDISK B	DK	130,36	+ 0,52
ORION B	FI∗	22	
ROCHE HOLDING	CH	16814,32	+ 0,19
ROCHE HOLDING G	CH	11561,02	+ 0,73
SANOFI SYNTHELA	FR *	38,96	+ 3,89
SCHERING AG	DE*	116,50	+ 0,87
SMITHKLINE BEEC	GB	12,61	+ 2,45
UCB	BE*	40,85	
▶ DJ E STOXX PHAR	P	380,10	+ 0,65

▶ DJ E STOXX PHAR	Р	380,10	+ 0,65	FINI
				FKI
				FLS
ÉNERGIE				FLU
ENERGIE				GKN
AKER MARITIME	NO	7,29		GLY
BG	GB	5,33		HAL
BP AMOCO	GB	10,18	+ 0,16	HAY
BURMAH CASTROL	GB	18,45		HEID
CEPSA	ES*	9,95		HUH
DORDTSCHE PETRO	NL*	51,25	- 0,97	IFIL
ENI	IT *	5,25	- 1,87	IMI
ENTERPRISE OIL	GB	6,97		ISS I
F.OLSEN ENERGY	NO	6,92		KOE
LASMO	GB	2,04	+ 7,56	KON
OMV AG	AT *	93,50	+ 0,81	KON
PETROLEUM GEO-S	NO	16,81		LEG
REPSOL	ES*	23,77		LEIF
ROYAL DUTCH CO	NL*	61,17	- 0,71	LINE
SAIPEM	IT *	3,64	+ 1,96	MAN
SHELL TRANSP	8,180,77			MAN
SMEDVIG -A-	NO	11,25		MET
			— (Pui	blicité) -
			(~ ***	,

Dérivés sur indices sectoriels: banque, énergie et télécom Retrouvez tous les hits DJ STOXXSM SUI: WWW.MONEP.FR PARISBOURSE SA
TOTAL FINA /RM FR * 134,30 - 0,96 METRA A FI * 18,10

TOTAL FINA /RM	FR*	134 30	- 0,96	METRA A	FI∗	18,10	
▶ DJ E STOXX ENGY I			- 0,50	METSO	FI*	12,80	- 2,29
D) L STOAK LINGT		310,50	- 0,50	MORGAN CRUCIBLE	GB	3,96	- 2,23
				NFC	GB	4,01	
SERVICES FIN	IANC	IERS		NKT HOLDING	DK	56,44	
SERVICES I II	AITC			OCEAN GROUP	GB	17,99	
31	GB	16,11		PARTEK	FI*	11,30	
ALMANIJ	BE*	49,60		PENINS.ORIENT.S	GB	15,43	+ 0,62
ALPHA FINANCE	GR	80,84		PREMIER FARNELL	GB	7,22	
AMVESCAP	GB	10,82		RAILTRACK	GB	16.84	- 2,49
BENI STABILI	IT *	0,36	+ 2,86	RANDSTAD HOLDIN	NL*	48,25	- 1,83
BPI R	PT *	4,21		RATIN -A-	DK .	107,51	
BRITISH LAND CO	GB	6,36		RATIN -A-	DK	107,51	
CANARY WHARF GR	GB	5,87		RENTOKIL INITIA	GB	3,59	- 0.88
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,49		REXAM	GB	4,15	
COBEPA	BE*	59,95			FR*		
CONSORS DISC-BR	DE *	85	+ 0,53	REXEL/RM	AT*	82,90 27,20	+ 1.87
CORP FIN ALBA	ES*	30,56		RHI AG	CH		
CS GROUP N	CH	187,17	+ 0,17	RIETER HLDG N	SE	564,64	+ 0,33
EURAFRANCE /RM	FR *	580		SANDVIK -A-	SE	31,53	
FORTIS (B)	BE*	34,49		SANDVIK -B-		32,17	
FORTIS (NL)	NL*	34,40	- 0,09	SAURER ARBON N	CH FR*	474,17	
GECINA/RM	FR*	111,10	- 0,18	SCHNEIDER ELECT		72,80	- 1,62
HAMMERSON	GB	6,81		SEAT-PAGINE GIA	IT*	2,34	
ING GROEP	NL*	56,75	+ 0,25	SECURICOR	GB	2,70	+ 1,80
KAPITAL HOLDING	DK	47,44	+ 2,32	SECURITAS -B-	SE	18,03	
LAND SECURITIES	GB	10,74	+ 3,37	SHANKS GROUP	GB	3,67	
LIBERTY INTL	GB	7,32	+ 0,88	SIDEL /RM	FR*	109,90	+ 2,7
MEDIOBANCA	IT *	9,41	- 2,99	INVENSYS	GB	5,25	+ 1,23
MEPC PLC	GB	6,98		SKF -A-	SE	23,50	
METROVACESA	ES*	17,50		SKF -B-	SE	24,90	
PROVIDENT FIN	GB	11,28		SOPHUS BEREND -	DK	24,73	
RODAMCO UK	NL*	36,10		SULZER FRAT.SA1	CH	625,78	+ 0,10
RODAMCO CONT. E	NL*	39,25		SVEDALA	SE	17,62	
RODAMCO NORTH A	NL*	34,35		T.I.GROUP PLC	GB		+ 29,44
SCHRODERS PLC	GB	20,04	+ 4,83	TOMRA SYSTEMS	NO	16,32	
SIMCO N /RM	FR*	80	+ 0,25	VA TECHNOLOGIE	AT*		+ 0,82
SLOUGH ESTATES	GB	5,58		▶ DJ E STOXX IND C	יויטו	505,33	- 0,37
UNIBAIL /RM	FR*	129					
VALLEHERMOSO	ES*	7,50					
WCM BETEILIGUNG	DE*	41	- 0,49	ASSURANCE	S		
WOOLWICH PLC	GB	5,34	+ 0,30			00.05	1.0.4
DJ E STOXX FINS P			+ 0,13	AEGON NV	NL*	93,85	
				AGF /RM	FR *	53,45	- 0,83

ALIMENTATIO

ALLIED DOMECQ ASSOCIAT BRIT F

BBAG OE BRAU-BE BRAU-UNION CADBURY SCHWEPP

CARLSBERG AS -A

GREENCORE GROUP

HEINEKEN HOLD.N

HELLENIC BOTTLI HELLENIC SUGAR KERRY GRP-A-

MONTEDISON

PARMALAT

NESTLE N C KONINKLIJKE NUM

CARLSBERG -B-

DELTA DAIRY DIAGEO ELAIS OLEAGINOU ERID.BEGH.SAY/

DANISCO DANONE /RM

	F 0.4	. 0 00				
àΒ	257,13	+ 0,30	AEGON NV	NL*	93,85	+ 0,43
	257,13	T 0,13	AGF /RM	FR *	53,45	- 0,83
			ALLEANZA ASS	IT *	9,75	- 2,50
NI ET	BOIS	SON.	ALLIANZ AG	DE*	290	+ 0,35
117	DOIS.	JON	ALLIED ZURICH	GB	11,58	
àΒ	4,68		AXA /RM	FR *	133,90	+ 0,30
àΒ	4,85	- 5,57	BALOISE HLDG N	CH	789,24	+ 0,32
àΒ	12,37	- 0,38	CGU	GB	15,32	
ΔΤ *	39		CNP ASSURANCES	FR *	32,41	- 3,25
ΔΤ *	42,50	- 1,62	CORP MAPFRE R	ES*	16,72	
àΒ			ERGO VERSICHERU	DE*	114,50	- 0,78
ΣK	37,63	- 1,41	ETHNIKI GEN INS	GR	38,42	
ΣK	36,55		FORSIKRING CODA	DK	75,26	
ΣK	39,24	+ 2,46	FORTIS (B)	BE*	34,49	
R*	221	+ 0,45	GENERALI ASS	IT *	29,01	- 1,83
àR	34,94		GENERALI HLD VI	AT *	155	
àΒ	8,33	+ 1,95	INA	IT ★	2,70	
àR	38,68		INTERAM HELLEN	GR	31,05	
R*	102,60	+ 0,59	IRISH LIFE & PE	GB	9,54	
àΒ	2,97	- 3,61	LEGAL & GENERAL	GB	2,62	+ 0,61
√L*	33	+ 1,54	MEDIOLANUM	IT *	10,65	- 2,65
àR	21,87		MUENCH RUECKVER	DE*	207	+ 0,98
àR	23,93		NORWICH UNION	GB	7,28	- 3,58
àΒ	12,02		POHJOLA YHTYMAE	FI∗	60	
IT ∗	1,53	- 1,29	PRUDENTIAL	GB	18,55	+ 5,23
H	1783,75	- 0,03	RAS	IT *	9,19	+ 2,80
√L *	36,10	+ 0,98	ROYAL SUN ALLIA	GB	6,47	- 1,21
IT ∗	1,20	+ 1,69	SAMPO -A-	FI∗	34,46	+ 0,17
R*	55,10	+ 0,36	SWISS RE N	CH	2010,23	+ 0,12



26,06

5,81		SKANDIA INSURAN	SE	26,06	
7,13		STOREBRAND	NO	7,29	
9,96		SUN LF & PROV H	GB	7,48	- 2,08
6,36		SWISS LIFE REG	CH	570,88	- 0,22
4,79		TOPDANMARK	DK	21,77	
54,40	+ 0,74	ZURICH ALLIED N	CH	555,28	
6,93	+ 1,16	▶ DJ E STOXX INSU P	,	352,62	+ 0,44
9,83	+ 1,31				
202,10	+ 0,90	MEDIAS			
		B SKY B GROUP	GB	13,92	
ENT		CANAL PLUS /RM	FR *	110,20	+ 1,94
-11		CARLTON COMMUNI	GB	9,32	- 3,93
115,58	+ 0,14	ELSEVIER	NL*	10,94	- 0,09
731,22	- 0,17	EM.TV & MERCHAN	DE*	67,80	+ 2,71
32,35	- 3,26	EMAP PLC	GB	20,98	- 1,35
14,08		HAVAS ADVERTISI	FR*	363	+ 1,40
4,55		INDP NEWS AND M	IR*	5,80	
29,72		LAGARDERE SCA N	FR *	48,25	- 0,52
15,65		MEDIASET	IT *	13,02	- 2,11
6,87		PEARSON	GB	26,93	
8,38		REED INTERNATIO	GB	6,97	- 0,68
16,32		REUTERS GROUP	GB	13,46	+ 3,17
20,64		SCHIBSTED	NO	18,66	
67,23	- 0,31	TELEWEST COMM.	GB	5,23	- 1,20
4,04		TF1	FR*	474	+ 1,50
0697,20		UNITED NEWS & M	GB	12,15	
1960,44		UNITED PAN-EURO	NL*	107,50	- 1,83
7067,14		WOLTERS KLUWER	NL*	31,17	- 1,58
6,12		WPP GROUP	GB	14,98	
11,61		▶ DJ E STOXX MEDIA	ΔP	429,61	+ 0,26
1,17	- 0,85	·			
27,50		DIENC DE CO	NGO		ON
3,56		BIENS DE CO	MZO	IVIVIATI	ON
26,21		AHOLD	NL*	25,74	+ 0,51
34,61	- 0,83	ALTADIS -A-	ES*	16,15	
45.35				. 0, 10	

SEGUROS MUNDIAL PT *

SKANDIA INSURAN

5,81

NO GB

14,08		HAVAS ADVERTISI	FR *	363	+ 1,40
4,55		INDP NEWS AND M	IR*	5,80	
29,72		LAGARDERE SCA N	FR *	48,25	- 0,52
15,65		MEDIASET	IT *	13,02	- 2,11
6,87		PEARSON	GB	26,93	
8,38		REED INTERNATIO	GB	6,97	- 0,68
16,32		REUTERS GROUP	GB	13,46	+ 3,17
20,64		SCHIBSTED	NO	18,66	
67,23	- 0,31	TELEWEST COMM.	GB	5,23	- 1,20
4,04		TF1	FR*	474	+ 1,50
10697,20		UNITED NEWS & M	GB	12,15	
11960,44		UNITED PAN-EURO	NL*	107,50	1 00
17067,14					- 1,83
		WOLTERS KLUWER	NL*	31,17	- 1,58
6,12		WPP GROUP	GB	14,98	
11,61		▶ DJ E STOXX MEDI	Αľ	429,61	+ 0,26
1,17	- 0,85				
27,50		BIENS DE CO	NISO	МИЛАТ	ION
3,56		BIENS DE CO	JINSOI	VIIVIAII	ON
26,21		AHOLD	NL*	25,74	+ 0,51
34,61	- 0,83	ALTADIS -A-	ES*	16,15	
15,75		ATHENS MEDICAL	GR	46,90	
3,61		AUSTRIA TABAK A	AT *	47,20	+ 1,48
17,91		BEIERSDORF AG	DE*	67,50	
14,94		BIC /RM	FR*	41,50	+ 0,10
52,50	- 2,78	BRIT AMER TOBAC	GB	5,60	- 0,85
32,90		CASINO GP /RM	FR*	112	- 0,18
9,38	+ 2,96	CFR UNITS -A-	CH	2325,93	+ 0,76
4,68	+ 8,09	CIR OINITS A			
57,79		DELHAIZE	BE*	69,90	
82,65		ESSILOR INTL /R	FR*	286	+ 2,14
28	- 0,18	COLRUYT	BE*	53,70	
42		FRESENIUS MED C	DE*	82,80	
225	+ 1,81	FYFFES	GB	2	
10,01		GALLAHER GRP	GB	4,22	
55.10		GIB	BE*	41,50	
	+ 0,55	IMPERIAL TOBACC	GB	8,19	- 0,96
36	- 0,14	JERONIMO MARTIN	PT*	24,13	
234		KESKO -B-	FI∗	11,98	+ 0,25
19,60	+ 0,77	L'OREAL /RM	FR *	726,50	+ 0,83
		MODELO CONTINEN	PT *	18,40	
		MORRISON SUPERM	GB	1,94	
Marine Commencer		HENKEL KGAA VZ	DE*	64	
The same of the sa		RECKITT BENCKIS	GB	8,40	+ 3,33
		SAFEWAY	GB	3,39	+ 0,95
		SAINSBURY J. PL	GB	5,22	- 1,50
$H \ni X$		SMITH & NEPHEW	GB	3,21	
		STAGECOACH HLDG	GB	2,74	+ 5,52
, 1	1	TESCO PLC	GB	2,85	- 1,10
1 1	1	TNT POST GROEP	NL*	27,02	- 0,84
	No.	DJ E STOXX N CY		522,16	+ 0,40
	-	D) L STOAK N CT	-	322,10	. 0,40
		COMMERCE	DIST	RIBUTIO	NC

▶ DJ E STOXX N CY	G P	522,16	+ 0,40
	_		
COMMERCE	DISTE	RIBUTIO	NC
BOOTS CO PLC	GB	10,67	+ 13,3
CARREFOUR /RM	FR *	169	+ 1,08
CASTO.DUBOIS /R	FR *	290	- 3,33
CENTROS COMER P	ES*	16	
CONTINENTE	ES*	19,12	
DIXONS GROUP PL	GB	19,47	- 2,39
GEHE AG	DE*	34,50	+ 1,4
GREAT UNIV STOR	GB	5,39	
GUCCI GROUP	NL*	109,85	- 0,23
HENNES & MAURIT	SE	30,83	
KARSTADT QUELLE	DE*	36,20	+ 1,26
KINGFISHER	GB	9,89	+ 1,30
MARKS & SPENCER	GB	4,41	- 2,12
METRO	DE*	50	
NEXT PLC	GB	9,48	+ 13,96
PINAULT PRINT./	FR *	225,30	- 1,49
RINASCENTE	IT*	6,60	+ 0,92
VALORA HLDG N	CH	251,43	- 0,74
W.H SMITH GRP	GB	6,57	- 2,82
WOLSELEY PLC	GB	7,01	
▶ DJ E STOXX RETL	P	421,48	+ 0,0
HAUTE TECH	NOLO	GIE	
AEROSPATIALE MA	FR*	20,87	+ 1,07
ALCATEL /RM	FR *	202,10	+ 1,0

HAUTE TECH		OGIE	
AEROSPATIALE MA	FR *	20,87	+ 1,07
ALCATEL /RM	FR *	202,10	+ 1,05
ALTEC SA REG.	GR	22,42	
ASM LITHOGRAPHY	NL*	97,60	+ 0,51
BAAN COMPANY	NL*	14,22	+ 1,21
BARCO	BE*	118,70	
CAP GEMINI /RM	FR *	221	+ 1,61
COLOPLAST B	DK	96,09	
COLT TELECOM NE	GB	46,86	+ 4,25
DASSAULT SYST./	FR *	55,60	- 0,71
ERICSSON -B-	SE	57,76	
FINMECCANICA	IT *	1,18	+ 2,61
GAMBRO -A-	SE	9,13	
GETRONICS	NL*	74,35	+ 0,27
GN GREAT NORDIC	DK	43,94	
INTRACOM R	GR	40,63	
LOGICA	GB	23,86	+ 2,60
MERKANTILDATA	NO	10,88	
MISYS	GB	12,53	- 2,72
NERA ASA	NO	3,78	
NOKIA	FI∗	166,20	+ 1,53
NYCOMED AMERSHA	GB	6,04	+ 2,70
OCE	NL*	16,14	+ 2,15
OLIVETTI	IT *	2,51	- 2,33
KON. PHILIPS	NL*	129,70	- 0,6
ROLLS ROYCE	GB	3,40	+ 0,94
SAGE GRP	GB	9,70	- 89,77
SAGEM	FR *	1223,50	
SAP AG	DE*	488	
SAP VZ	DE*	615	+ 1,49
SEMA GROUP	GB	17,97	+ 2,73
SIEMENS AG N	DE*	119,30	- 0,58
SMITHS IND PLC	GB	14,67	
STMICROELEC SIC	FR *	142,10	+ 1,79
THOMSON CSF /RM	FR*	29,26	+ 1,77
TIETOENATOR	FI∗	49,62	+ 0,85
WILLIAM DEMANT	DK	96,76	
▶ DJ E STOXX TECH I	,	763,18	+ 0,27
CEDVICES CO	LLEC	TIES	

- 0,83	I HOWSON CSF / KIVI	rn ×	29,20	⊤ 1,77
- 2,50	TIETOENATOR	FI∗	49,62	+ 0,85
+ 0,35	WILLIAM DEMANT	DK	96,76	
	▶ DJ E STOXX TECH	P	763,18	+ 0,27
+ 0,30				
+ 0,32	SERVICES CO	NI EC	TIEC	
	SERVICES CO	JLLEC	Шгэ	
- 3,25	AEM	IT *	3,13	- 0,95
	ANGLIAN WATER	GB	8,49	
- 0,78	BRITISH ENERGY	GB	5,66	+ 0,85
	CENTRICA	GB	2,85	
	EDISON	IT *	7,50	- 1,19
	ELECTRABEL	BE*	314	
- 1,83	ELECTRIC PORTUG	PT *	16,22	
	ENDESA	ES*	19,77	
	EVN	AT *	124,80	
	FORTUM	FI∗	4,40	
	GAS NATURAL SDG	ES*	23,90	
+ 0,61	IBERDROLA	ES*	13,64	
- 2,65	ITALGAS	IT*	3,71	+ 1,64
+ 0,98	NATIONAL GRID G	GB	7,56	
- 3,58	NATIONAL POWER	GB	6,24	+ 0,77
	OESTERR ELEKTR	AT*	138,55	- 0,68
+ 5,23	POWERGEN	GB	7,57	+ 0,21
+ 2,80	SCOTTISH POWER	GB	7,83	- 0,40
- 1,21	SEVERN TRENT	GB	9,46	- 1,98
+ 0,17	SUEZ LYON EAUX/	FR*	154,60	+ 0,32
1 0 10	CVDVDAET A	CE	22 00	

▶ DJ E STOXX PO SU	JP P	305,96	- 0,07
VIVENDI/RM	FR *	83,30	- 0,54
VIAG	DE*	17,05	+ 0,59
UNITED UTILITIE	GB	10	- 0,63
FENOSA	ES*	16,29	
THAMES WATER	GB	11,83	- 1,33
SYDKRAFT -C-	SE	18,03	

EURO NOUVEĂU MARCHÉ

20/12 10 h 05	Cours en euros	% Var. 17/12
AMSTERDAM		
AIRSPRAY NV	20,85	+ 5,04
ANTONOV	0,94	+ 6,82
C/TAC	9,45	+ 1,07
CARDIO CONTROL	5	
CSS	23,35	+ 0,21
HITT NV	6,25	+ 3,31
INNOCONCEPTS NV	22,35	+ 3
NEDGRAPHICS HOLD	23,05	+ 1,10
SOPHEON	5,15	+ 4,04
PROLION HOLDING	94	
RING ROSA	5,15	
RING ROSA WT	0,35	
UCC HOLDING NV	22,70	+ 1,79

BRUXELLES		
NVIPCO HLD CT	1,46	
ARDEM BELGIUM B	20,40	- 2,86
NTERNOC HLD	2,20	
NTL BRACHYTHER B	13,30	
INK SOFTWARE B	7,50	
PAYTON PLANAR	1,24	
ACCENTIS	7,11	

ENVIPCO HLD CT	1,46	
FARDEM BELGIUM B	20,40	- 2,86
INTERNOC HLD	2,20	
INTL BRACHYTHER B	13,30	
LINK SOFTWARE B	7,50	
PAYTON PLANAR	1,24	
ACCENTIS	7,11	
ED ANGEODT		
FRANCFORT		
1 & 1 AG & CO.KGAA	136	- 2,41
AIXTRON	144	
AUGUSTA TECHNOLOGIE	70	+ 0,01
BB BIOTECH ZT-D	57,65	+ 1,05
BB MEDTECH ZT-D	12,90	+ 0,78
BERTRANDT AG	80	+ 2,56
BETA SYSTEMS SOFTWA	9,20	- 2,13
CE COMPUTER EQUIPME	73	+ 0,76
CE CONSUMER ELECTRO	127,90	- 1,77
CENIT SYSTEMHAUS	36	+ 1,29
DRILLISCH	7,50	- 0,66
EDEL MUSIC	37,20	+ 13,24
ELSA	61,40	+ 0,66
EM.TV & MERCHANDI	67,95	+ 2,94
EUROMICRON	18,10	- 1,63
GRAPHISOFT NV	11,20	- 0,88
HOEFT & WESSEL	11,40	- 2,15
HUNZINGER INFORMAT	10,75	
INFOMATEC	36,01	+ 3,72
INTERSHOP COMMUNICA	236	- 4,11
KINOWELT MEDIEN	64	+ 4,07
LHS GROUP	25,50	
LINTEC COMPUTER	91	- 2,15
LOESCH UMWELTSCHUTZ	6,60	
MENSCH UND MASCHINE	24,10	- 1,63
MOBILCOM	76,50	- 3,47
MUEHL PRODUCT & SERV	13,80	+ 1,47
		- 2
MUEHLBAUER HOLDING	73,50	
PFEIFFER VACU TECH	27,20	+ 3,42
PLENUM	21,20	+ 2,91
PSI	34,40	+ 3,06
QIAGEN NV	73,50	- 3,03
REFUGIUM HOLDING AG	7,85	+ 0,64
SACHSENRING AUTO	12,20	+ 1,58
SALTUS TECHNOLOGY	12,80	+ 0,39
SCM MICROSYSTEMS	61,50	- 3,91
SER SYSTEME	42	+ 7,69
SERO ENTSORGUNG	5,80	
SINGULUS TECHNOLOGI	59	- 0,59
SOFTM SOFTWARE BERA	42,49	+ 4,86
TDS	18,48	- 5,28
TECHNOTRANS	39,30	+ 4,38
TELDAFAX	12	- 0,83
TELES AG	25,90	- 4,04
TIPTEL	4,95	+ 1,02
TRANSTEC	37	- 2,63
W.E.T. AUTOMOTIVE S	37,10	+ 0,27
		,

★ CODES PAYS ZONE EURO FR: France - DE: Allemagne - ES: Espagne IT: Italie - PT: Portugal - IR: Irlande LU: Luxembourg - NL: Pays-Bas - AT: Autriche FI: Finlande - BE: Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

BAZAR HOT. VILLE

CIMENTS FRANÇAIS....

COMPTOIR ENTREP......

CRED.FON.FRANCE

CS SIGNAUX(CSEE)...

DE DIETRICH.. DEVEAUX(LY)#

DEXIA FRANCE.

ELF AOUITAINE ..

ESSILOR INTL.

EIFFAGE ..

DASSAULT SYSTEMES....

DEV.R.N-P.CAL LI.....

DMC (DOLLFUS MI)......
DYNACTION

ERIDANIA BEGHIN......

BOLLORE

BONGRAIN

BOUYGUES

119,40

41,46

185,50

312,70

121.90

45,80

167.20

121.90

188,60 7,58 57,60

94,30

110,40 111,50

33,50

73,60

2 39,10 17,41 32,69

42.65

220 190 56

65,80 14,33

153 6,19 28,50 64,50

156.40

280

310,60

74,10 580 0,88 1,18 62,65

55 114,90

84,20 129,60 109,50

+ 5,40

- 2.58

+ 9,68

+ 0,22

+ 3.33

0,29

- 1,33

- 1,97

SECOND

MARCHE

Une sélection. Cours relevés à 9 h 50 BRICE.

² + 1,51 LUNDI 20 DÉCEMBRE

41,74 89 89,50 185,50

320

492,50 36,80 7,70

122,30

110,30 219,20 45,81

169,10 112 75

288,50

122 189 7,47 57,35

57,35 53,80 197,60 94,35 66,35 108 111,50

32,52 73 199,50

38,91 17,25 32 39,29 43,50 76 222,90

190 55 54 65,10 14,02

153,50

6,05 28,40 64,75 155 55 104,90

286,90 325 74,10 580 0,89

1,17 62,65 55 114,90 81 129 111,40

1216,80

3230,59

802,24

723,52 1437,86

300,49

1109.22

734,67 491,97

1892,44

800.27

1239,76 49 376,19

618,90

435,23 708,43 731,39

213,32

1308,63 12,99

255,23

113,15 209,91

285,34

498.53

1246,32

91,97

1006.89

39,69 186,29

424,73

1016.73

360,78 688,10 1881,94

2131.86

486,06 3804,55

753,69

531,33 846,18

4588,42

FINANCES ET MARCHÉS

+ 6,64

+ 13,41 ISIS

- 0,18 + 26,23 LABINAL....... - 1,96 + 37,06 LAFARGE....... - 3,83 + 48,42 LAGARDERE..... + 0,08 + 54,19 LAPEYRE

+ 0,21 + 21,66 LEBON (CIE)...... - 1,45 + 10,66 LEGRAND - 0,43 + 22,15 LEGRAND ADP.

- 1,85 + 12,52 LEGRIS INDUST... + 0,19 - 22,94 LOCINDUS........ - 0,95 + 109,74 L'OREAL.....

- 0,95 + 109,74 + 0,05 + 32,81 LVMH MOET HEIN... - 1,63 + 39,50 MARINE WENDEL... - 2.17 + 106,50 METALEUROP.....

- 2,93 + 25,65 MONTUPET SA.....

- 30,40 OLIPAR......

- 1,79 + 37,36 PERNOD-RICARD......

+ 0.33 + 16.95 PROMODES.....

+ 0,39 - 4,14 RENAULT...... - 0,90 + 57,39 REXEL.....

- 0,85 + 11,42 SALVEPAR (NY)

+ 15,76 SCOR... - 3,62 S.E.B. ... + 64,59 SEITA...

- 5,05

+ 1.14 + 57.75 KLEPIERRE COMP.FI

- 11,66 GROUPE GTM

+ 12,27 GROUPE PARTOUCHE...

- 16,03 HACHETTE FILI.MED

+ 183,53 HAVAS ADVERTISING..... + 87,27 IMERYS(EX.IMETAL)...... + 20,68 IMMEUBLES DE FCE.....

.... INFOGRAMES ENTER. ... + 89,77 INGENICO + 60,30 INTERTECHNIQUE.......

GUILBERT. GUYENNE GASCOGNE...

+ 0,68

+ 2,33

+ 0.33

+ 0,02

- 0,82 - 0,25

- 1 - 0,49

+ 1.99

- 0,78 + 1,32

- 2 - 1,06 - 2,16

+ 0,39

+ 4,64

+ 1,14

- 3,80

+ 0.21

- 0,90 + 57,39 - 0,99 + 114,92 + 2,84 - 28,83

- 0,45 - 1,06 - 0,92 + 48,96 - 2,11 - 11,60 - 1,75

GR.ZANNIER (LY) #.....

INFOGRAMES ENTER. ...

LVMH MOET HEN......

+ 26,36 MOULINEX + 11,27 NATEXIS BQ POP...... + 20 NEOPOST...... - 1,06 NORBERT DENTRES.# ...

NORD-EST.

+ 4,08 PARIBAS..... - 8,61 PECHINEY ACT ORD

+ 9,32 PENAUILLE POLY.CB......

+ 20,08 PEUGEOT...... - 44,02 PINAULT-PRINT.RED....

+ 35,32 PLASTIC OMN.(LY)......

- 39,01 PUBLICIS #..... + 16,58 REMY COINTREAU.....

+ 9,32 RUE IMPERIALE (LY......

+ 13,16 SCHNEIDER ELECTRI.....

+ 2,17 SELECTIBANQUE...... + 68,92 SGE...... - 4,02 SIDEL.....

SANOFI SYNTHELABO ... SAUPIQUET (NS)

RHODIA

- 28,83 ROCHETTE (LA) ...

+ 2,54 SADE (NY)...... + 2,82 SAGEM S.A.

- 11.88 SAINT-GOBAIN...

- 14,45 ROYAL CANIN..

96,90

96,90 71,40 133 448 58

362,10 145,50 17,90

140 28,90 420

55,50 92,60

48,16 60,55 49,60 226,50 132 38 111,20 727,50 375 183,90 7,67 39,60 31

31 9,28 69,50 40,75 20,80 27,81 65

8,95

110,30 65,50

395 55,10

221,30 226 121,70 977

346,90 23,36 47,93

82,35 22,25 6,66 71,50

1831,50

37,20 504 177,80

74,50 38,99 95 73,15 43 67,60 44,48 13,11 44,55 110,90

635,62

468,35 872,42

2938,69

380,46

2375,22 954,42 117,42

918.34

189,57 2755,02

364,06

607.42

315,91

397.18

325,35 1485,74

865,86

249.26

729,42 4772,09

2459,84

1206,30

50,31 259,76

203,35

60,87 455,89

267,30

136,44

182,42 426,37 3404,42

58,71

723,52 429,65

2591,03

1451.63

798,30

6408.70

2275,51 153,23

314,40

540.18

145,95 43,69

469,01

12013.85

244,02 3306,02

1166,29

488.69

255,76 623,16

479,83

282,06 443,43

86

361.43

-0.92

- 2,19

+ 0,52 - 1,60

- 1.33

- 0.50

- 0,45 + 0,97

- 1.92

1,28

-0.48

+ 2,37

- 2,51

- 0.66

+ 0,27 + 6,55 + 4,98

+ 3,97 - 1,15 + 41,54

- 4,45 + 19,50

- 23,65 - 4,62

+ 0,47 + 3,36 + 1,78

- 0.05 + 144.65

+ 0,24 - 31,08

97,80

93.85

112,90 102 48,50

60.55

51,35 221 133,70

111,70 720,50

375,20

187,50 7,88 39,10 31,15

9,35 70 39,50

20,75 27,81 65,05

9.18

110,30 66,70

398 54,90

54,90 225,50 228,70 117 970

344 23,25

48 82,90

22,50 6,50 70,80

1831,50 37,10 480,10 179

74,50 37,50 95 74

42,80 65,40 43,70 13,72

507

+ 78,48 SOPHIA EX.SFI ...

+ 0,43 + 17,26 SUB2 LTVN.DES EAU + 1,75 + 44,13 TE1 + 1,15 + 154,05 TECHNIP + 0,90 + 70,43 THOMSON-CSF - 0,56 - 5,98 THOMSON MULTIMEDI + 0,72 + 148,22 TOTAL FINA SA

- 0.44 VIA BANQUE ...

- 3,41 + 32,86 VIVENDI...... + 2,49 + 0,32 WORMS (EX.SOMEAL).... - 1,27 - 2,70 ZODIAC.....

+ 26,63 International

+ 21,65 AMERICAN EXPRESS..... - 11,16 A.T.T. #...... + 240,46 BARRICK GOLD #.....

+ 20,29 CROWN CORK ORD. #....

- 1,80 + 135,44 DU PONT NEMOURS #... - 0,75 + 66,09 ERICSSON #....

+ 1,72 MERK AND CO .. + 71.81 MITSUBISHI CO

+ 0,99 + 34,02 NIPP. MEATPACKER#.....

+ 4,98 SEGA EIVIENT RISES...... - 0,67 + 47,82 SCHLUMBERGER#...... + 4,64 SONY CORP.#RGA....... + 3,97 SUMITOMO BANK#.....

+ 90.09 PHILIP MORRIS#.

MITSUBISHI CORP.#

SEGA ENTERPRISES

ABRÉVIATIONS

SYMBOLES

+ 0,72 + 57,69 I.B.M..... + 0,84 + 127,56 ITO YOKADO #..... + 0,47 + 38,71 MATSUSHITA...... - 0,15 + 25,27 MC DONALD'S

+ 16,95 + 53,99

- 0,71 + 23,28 USINOR..... + 1,47 + 27,85 VALEO.....

- 0,70 + 33,03 VALLOUREC...

- 8.98

+ 9.66

+ 16,23

- 11,58

+ 8,42 SPIR COMMUNIC. # + 16,32 SR TELEPERFORMANC...

17,26 SUEZ LYON.DES EAU

- 8,74 UNILOG + 6,57 UNION ASSUR.FDAL

+ 9,59 SOPRA # ..

172,52

491.97

1012,80

3148,59

672,36 191,87

741.23

273,73

548,38 110,20

1384,07

Cours en francs

141,03

983.94

84,82

268,94

80,03

147.66

190,23

360,78

1313.23

1000,33 + 1,06 351,59 117,42

322.67 + 1.01

704.50 - 1.92

623,16 - 0,37 165,30 - 2,08

437,85 - 2,41

-0,67

201,25 + 3,47 + 175.89

382,42 + 0,43 + 185,22

+ 1,02

- 0.84

76,60

75 176,30 154,40

102,50 29,25 47

134.80

88,50

41,73 27,50

83,60 16,80 211

Cours en euros

53,60 17,90

49,19

150 69,90 12,93

107,40

66,75

12,20

180,10 154,10

103.50

28,75 47,60

135.60

119,90 129 88

19,50

42,69

28.02

83,75 16,50

209

Précédent

en euros

21.50

29,65 64,95 58,05

48.70

153,90 70 12,80

109.50

95,35 25,20

41,87

68.40

12,79

22,70

29,30

56,10

193,30 14,11

DERNIÈRE COLONNE RM (1):

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation ; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; ◆ cours précédent.

+ 65,19 Lundi daté mardi: % variation 31/12; Mardi daté mercredi: montant du - 5,54 coupon en euros; Mercredi daté jeudi: paiement dernier coupon; + 8,79 Jeudi daté vendredi: compensation; Vendredi daté samedi: nominal.

113

502,46 + 4,93

884.23 - 0.59

180.39 - 1.86

+ 26,90

- 20,03

+ 56,23

- 6.14

+ 15,53

+ 21,92 + 7,57

- 4.39

153,52

+ 38,99

19/12

1317,03

1220,54 1187,81 157,56 137,23

319.71

54615,31

674,78 19/12

15928,01 19/12 14896,85 19/12 43379,55 19/12 256468,76 19/12

5113 12 19/12

2336,19 19/12

544.25 19/12

186,07 181,08 24,02 20,92 102,87 48,74

+ 2.78 + 216.45

- 0,09 - 1,64 + 102,96 + 0,25 + 17,98 - 2,25 + 25,57

- 0,97 + 1,74 - 1,26

780,59 - 0,75 + 157,24 846,18 + 3,83

580,52 + 0,57 + 139,90

+ 0,96

VALEURS FRANCAISES

- Pour son premier jour de cotation, **Aventis**, le nouveau numéro un pharmaceutique formé par la fusion entre le français Rhône-Poulenc et l'allemand Hoechst, reculait de BUSINESS OBJECTS..... 2,1 % à 60,7 euros, lundi 20 décembre, lors des premiers CANALéchanges (lire page 21).
- CARBONE LORRAINE..... • Altadis, le spécialiste du tabac issu de la réunion des CARREFOUR...... groupes français Seita et espagnol Tabacalera, prenait lundi a place de la Seita dans les indices SRE 120 et lundi la place de la Seita dans les indices SBF 120 et CASTORAMA DUB.(LI..... SBF 250. L'action **Seita** progressait de 0,69 % à 43,8 euros. C.C.F..
- L'action **Bouygues** affichait un gain de 1 %, à 5,05 euros, CEGID (LY). lundi à l'ouverture du marché. Les Pays-Bas ont commandé au groupe de BTP un tunnel pour un montant de CHARGEURS. ligne à grande vitesse entre Amsterdam, Rotterdam et cic-actions a.. Anvers.
- Le titre **Bic** cédait 0,14 %, à 41,4 euros, lundi lors des CLARINS.....CLUB MEDITERRANEE... premières transactions. La société a annoncé un acompte CNP ASSURANCES sur dividende de 0,24 euro, représentant plus de la moitié COFLEXIP...... du dividende 1999 proposé.
- L'action **Technip** gagnait 1,45 %, à 105 euros, lundi matin. Technip a décidé d'annuler 238 277 actions, représentant 1,49 % de son capital social, a annoncé la société lundi. Cette annulation intervient dans le cadre du programme de rachat d'actions de 10 % du capital social.

 DAMART.
 DANONE. Au total, 1 216 153 actions, soit 7,28 % du capital social du DASSAULT-AVIATION..... groupe, auront été annulées.

REGLEMENT MENSUEL

LUNDI 20 DÉCEMBRE	Cours relevés à 9 h 50
Liquidation : 24 décembre	

						ESSIEOITITTE
France >	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)	ESSILOR INTLADP ESSO EURAFRANCE EURO DISNEY
B.N.P. (T.P)	143	144,50	947,86	+ 1,05	- 5,20	EUROTUNNEL
CR.LYONNAIS(TP) L	140	140	918,34		+ 0,36	FACOM SA
RENAULT (T.P.)	334	337	2210,58	+ 0,90	- 19,20	FAURECIA
SAINT GOBAIN(T.P	165	167	1095,45	+ 1,21	- 9,09	FIMALAC SA
THOMSON S.A (T.P)	148,10	148,10	971,47		+ 3,34	FIVES-LILLE
ACCOR	236	234,50	1538,22	- 0,64	+ 27,12	FONC.LYON.#
AEROSPATIALE MATR	20,65	20,80	136,44	+ 0,73		FRANCE TELECOM
AGF	53,90	53,30	349,63	- 1,11	+ 4,75	FROMAGERIES BEL
AIR FRANCE GPE NO	17,26	17	111,51	- 1,51		GALERIES LAFAYETT
AIR LIQUIDE	154	155,10	1017,39	+ 0,71	- 0,74	GAUMONT #
ALCATEL	200	201,50	1321,75	+ 0,75	+ 93,24	GAZ ET EAUX
ALSTOM	33,44	32,45	212,86	- 2,96	+ 62,49	GECINA
ALTRAN TECHNO. #	517	523,50	3433,93	+ 1,26	+ 154,74	GEOPHYSIQUE
ATOS CA	147,20	151,30	992,46	+ 2,79	+ 48,58	GFI INFORMATIQUE
AVENTIS	62	60,70	398,17	- 2,10	+ 38,45	GRANDVISION
AXA	133,50	133,60	876,36	+ 0,07	+ 8,19	GROUPE ANDRE S.A
BAIL INVESTIS	129	129	846,18		+ 3,95	GASCOGNE

NOUVEAU

MARCHE

VENDREDI 17 DÉCEMBRE

Valeurs >

ALGORIEL#....

ALTI #...

A NOVO.

ALPHAMEDIA..

ADI PARTNER

ACCESS COMME ..

ALTAMIR & CI.....

AVENIR TELEC.....

BRIME TECHNO...

BVRP EX DT S.....

COHERIS ATIX.....

CMT MEDICAL

CONSODATA #

CROSS SYSTEM

CRYO INTERAC ...

CYBER PRES.P.....

DESK # DEVOTEAM #......

DURAND ALLIZ....

DURAN DUBOI.....

EUROFINS SCI.....

EURO.CARGO S EUROPSTAT #...... FABMASTER #.....

FCP

Émetteurs

BNP

SICAV

AGIPI AMBITION (AXA)...... AGIPI ACTIONS (AXA)...

BNP ACTIONS EURO..

BNP ACTIONS FRANCE....

BNP ACT. MIDCAP EURO....

BNP ACTIONS MONDE...... BNP ACTIONS PEA EURO.....

BNP ÉPARGNE RETRAITE ...

BNP MONÉ COURT TERME .
BNP MONÉTAIRE C......BNP MONÉTAIRE D......

BNP MONÉ PLACEMENT C..

BNP MONÉ PLACEMENT D.. 11667,40

BNP ÉP. PATRIMOINE.

BNP MONÉ SÉCURITÉ

BNP MONE TRÉSORIE BNP OBLIG. CT BNP OBLIG. LT. BNP OBLIG. MONDE.. BNP OBLIG. MT C........... BNP OBLIG. MT D........... BNP OBLIG. REVENUS ...

BNP OBLIG. SPREADS....... BNP OBLIG. TRÉSOR......

BNP SECT. IMMOBILIER

EUROPSTAT #...

EFFIK #....

EGIDE #..

ESKER

BIODOME #.

CAST

Une sélection. Cours relevés à 17 h 35 H

76 24,50

137,90 60 131

149,90

39,64 55

10,50

179,80

33 24,55 10,10 64

9.55

22

35,50 97,90 8,39 270

16,50

Une sélection. Cours de clôture le 17 décembre

I SYSTEM #	242,90	1593,32	- 0,25
ENERIX #	67,10	440,15	- 4,76
ENESYS #	30,55	200,39	+ 1,83
ENSET	39,05	256,15	+ 0,64
L TRADE #	22,80	149,56	- 0,87
ROUPE D #	40	262,38	+ 0,50
UILLEMOT #	82,90	543,79	- 1,01
IF COMPANY	78	511,65	- 4,88
IIGH CO	51,80	339,79	+ 3,60
IOLOGRAM IND	58,30	382,42	+ 3,09
GE + XAO	13,55	88,88	+ 0,37
_OG #	22,70	148,90	- 2,37
MECOM GROUP	5,18	33,98	- 4,25
NFOSOURCES	56,80	372,58	+ 11,37

		IGE + XAO	13,55	88,88
C	0/ 1/	ILOG #	22,70	148,9
Cours en francs	% Var. veille	IMECOM GROUP	5,18	33,9
		INFOSOURCES	56,80	372,58
85,93	- 7,09	INFOTEL #	53,50	350,94
498,53		INTEGRA NET	92,40	606,10
160,71	+ 6,06	INTERCALL #	35,31	231,62
89,21	- 2,16	IPSOS #	68	446,0
904,56		IT LINK	12,50	81,99
393,57	+ 4,53	KALISTO ENTE	57	373,90
859,30	+ 9,17	LEXIBOOK #	17	111,5
14,04	- 2,73	JOLIEZ-REGOL	7,20	47,23
36,08		LACIE GROUP	8,05	52,80
118,40	- 0,28	MEDIDEP #	23,05	151,20
983,28	- 1,06	METROLOGIC G	128	839,62
98,39	+ 3,09	NICOX	27,90	183,01
167,92	+ 2,40	OLITEC	63,80	418,50
260,02	- 0,15	PERFECT TECH	17,20	112,8
360,78	+ 0,18	PHONE SYS.NE	7,60	49,8
140,37		PICOGIGA	25,90	169,89
104,95	+ 2,56	PROSODIE #	192	1259,44
977,38	+ 2,05	PROLOGUE SOF	64,70	424,40
68,88	- 7,08	R2I SANTE	40,50	265,66
308,30	+ 4,68	RADOUX INTL	47	308,30
262,38	+ 1,78	RECIF #	24,10	158,09
1179,41	+ 0,45	REPONSE #	28	183,67
216,47	+ 1,54	RIGIFLEX INT	26	170,5
161,04	+ 1,03	SAVEURS DE F	15,70	102,99
66,25	- 4,72	SILICOMP #	33,50	219,7
419,81	+ 1,67	SOI TEC SILI	101	662,52
62,64	- 1,55	STACI #	39	255,82
30,57	- 2,92	SYNELEC #	14,20	93,1
636,93	- 4,52	SYSTAR NOM	81,50	534,60
144,31	+ 13,70	TEL.RES.SERV	22,80	149,56
459,17		THERMATECH I	31,70	207,94
232,86	+ 2,60	TITUS INTERA	40,50	265,60
642,18	- 2,59	TRANSGENE #	25,95	170,2
55,03		VALTECH	80,10	525,4
1771,08	- 2,14	V CON TELEC	10,84	71,1
100 22	0.04	VICIODENT #	20.00	000 6

108,23 - 2,94 VISIODENT #

Valeurs unitaires ★ Date cours

196,85 17/12

935,53 17/12

927,59 17/12 927,59 17/12 324,37 17/12 1374,56 17/12 1511,06 17/12 214,69 17/12

240.08 17/12

15195,24 17/12 5749,20 17/12 5214,20 17/12

76533.13 17/12 11524,71 17/12 948176,99 17/12 1090,79 17/12 225,58 17/12 1189,12 17/12

927,33 17/12 882,92 17/12 1065,08 17/12 1107,06 17/12

11972,33 17/12

www.cdc-assetmanagement.com

915.26 17/12

INDOCAM UNIJAPON.

MONÉ.J C

83729,11

30,01

3615 BNP

230,36

2316,50

1756,93 144548,65 166,29 34,39 181,28

1825,17

139.53

LEC NT #	10,84 30,90	71,11 202,69	- 5,74	ALGECO # APRIL S.A.#(
ÉCUR. CAF ÉCUR. DYN ÉCUR. ÉNE ÉCUR. EXP ÉCUR. EXP ÉCUR. INV ÉC. MONÉ ÉC. MONÉ ÉCUR. OBI ÉCUR. TRI ÉCUR. TRI ÉCARCOUI GÉOPTIM	FIONS EURC PITALISATION NAMIQUE+ ERGIE D PE. ANSION C. PANSIONPLI ESTIS. D PE T.C/10 30/11 LIG. INTERN MESTRIEL I RT-SICAV D C	DN C D PEA A JS C (98 /98 JAT	20,15 40,52 53,33 49,94 13659,50 39,23 61,09 209,99 184,64 161,95 274,51 28,42 2101,18	132,18 265,79 349,82 327,58 89600,45 257,33 400,72 1377,44 1211,16 1062,32 1800,67 186,42	19/1 19/1 19/1 19/1 19/1 19/1 19/1 19/1
PRÉVOYAN	NCE ÉCUR. I	D	563,41 15,09	3695,73 98,98	19/1 19/1

REVOYANCE ECUR. D	15,09	98,98	19
onds communs de pla	cements		
CUREUIL ÉQUILIBRE C	37,31	244,74	19
CUREUIL PRUDENCE C	32,47	212,99	19
CUREUIL VITALITÉ C	45,37	297,61	19
CX.			
		CRÉDIT AGE	RIC
INDOCAM	0:	836 68 56 55 (2,2	
Asset Management			
TOUT AMÉRIQUE	51,06	334,93	17
TOUT ASIE	27,83	182,55	17
TOUT CROISSANCE	453	2971,49	17
TOUT FONCIER	324,51	2128,65	17
TOUT FRANCE EUROPE	229,56	1505,81	17
TOUT FRANCE MONDE	55,77	365,83	17
TOUT FUTUR C	237,41	1557,31	17
TOUT FUTUR D	220,16	1444,15	17
TOUT SÉLECTION	118,29	775,93	17
OEXIS	318,10	2086,60	17
DIÈZE	470,62	3087,06	17
URODYN	640,39	4200,68	17
NDICIA EUROLAND	137,28	900,50	16
NDICIA FRANCE	487,21	3195,89	16
NDOCAM CONVERT. C	266,07	1745,30	17
NDOCAM CONVERT. D	235,22	1542,94	1
NDOCAM EUR. NOUV	2200,65	14435,32	16
NDOCAM HOR. EUR. C	186,12	1220,87	17
NDOCAM HOR. EUR. D	164,27	1077,54	17
NDOCAM MULTI OBLIG	149,44	980,26	17
NDOCAM ORIENT C	43,09	282,65	16
NDOCAM ORIENT D	38,43	252,08	16
NDOCAM UNIJAPON	233,68	1532,84	1
NDOCAM STR. 5-7 C	314,50	2062,98	17
NDOCAM STR. 5-7 D	215,27	1412,08	1
//ONÉDYN	1582,05	10377,57	16
AONÉ I C	1025 70	12622 20	20

1925.78

1782,42 91,35 81,25

172,44

19.03

12632.29

11691,91 599,22 532,97

	90,50 593,64 - 1,6 120,40 789,77 + 0,6	63 CERG-FIN	NANCE
19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12 19/12	UNIVERS ACTIONS	185,38 200,40 183,44 37,64 37,64 348,92 52,54 28,54 21,15 20,16 19,18 20,15 20,06 17,50 17,50	2288 344 187 145 141 131 125 132 131
19/12 19/12 19/12	OPTALIS SÉRÉNITÉ D PACTE SOL. LOGEM PACTE VERT T. MONDE	74,79	107 490 521
ICOLE	CIC	IC BANQUES	
3 F/mn) 17/12	FRANCICFRANCIC PIERRE		267 208

19/12	PACTE VERT T. MONDE	79,48
COLE F/mn) 17/12 17/12	FRANCIC	
17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 17/12 16/12 17/12 17/12 17/12	ASSOCIC. AVIECTA AVECIC. CAPITAL AVENIR. CICAMONDE. CONVERTICIC. EPARCIC EUROCIC LEADERS. MENSUELCIC. OBLICIC KÉGIONS. RENTACIC. SECURICIC. SECURICIC. SECURICIC.	168,51 88,60 322,74 36,59 84,10 798,90 507,03 1450,40 670,40 176,55 24,18 366,71 331,41
17/12 17/12 16/12 16/12 17/12 17/12 17/12	CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT EURCO SOLIDARITÉ LION 20000 0/3 11/06/99 SICAV 5000	218,70 920,79 821,53 199,57

344,73

39,44 200,22 743,55

258,71 17/12 1313,36 17/12 4877,37 17/12

SLIVAFRANCE

 582,97
 17/12
 Fonds communs de placements

 1432,09
 17/12
 Fonds communs de placements

 131,13
 17/12
 ACTILION DYNAMIQUE C *.
 219,17

 124,83
 16/12
 ACTILION DYNAMIQUE D *.
 215,68

 20246,24
 17/12
 ACTILION ÉQUILIBRE C *...
 193,78

131,58 114,79 107,25 490,59 521,35	16/12 16/12 16/12 14/12 14/12	CM OBLIG. LONG TERME CM OPTION DYNAM CM OPTION ÉQUIL CM OBLIG. COURT TERME CM OBLIG. MOYEN TERME CM OBLIG. QUATRE	98,9 34,3 52,3 151,2 308,5 160,9
		Fonds communs de pla CM OPTION MODÉRATION.	18,1
267,37 208	17/12 17/12	LCF E. DE ROTHSCHILD BA	NQUE
406,89	17/12	ASIE 2000 SAINT-HONORÉ CAPITAL ST-HONORÉ MAR. ÉMER ST-HONORÉ PACIFIQUE	104,43 3267,23 80,83 150,94
1105,35	19/12	ST-HONORÉ VIE SANTÉ	315,1
581,18 2117,04 240,01	17/12 17/12 17/12	LEGAL & GENERAL	RAL BANI
551,66 5240,44 3325,90	17/12 19/12 17/12	SÉCURITAUX STRATÉGIE IND. EUROPE STRATÉGIE RENDEMENT	295,09 242,8 328,29
9514 4397,54 1158,09	17/12 17/12 17/12	LA POSTE	
158,61 2405,46 2173,91	17/12 19/12 19/12	AMPLITUDE AMÉRIQUE C AMPLITUDE AMÉRIQUE D AMPLITUDE EUROPE C AMPLITUDE EUROPE D AMPLITUDE MONDE C	28,39 28,14 42,5 41,55 293,0
1434,58 6039,99 5388,88 1309,09 2261,28	17/12 17/12 17/12 17/12 17/12	AMPLITUDE MONDE D AMPLITUDE PACIFIQUE C AMPLITUDE PACIFIQUE D ÉLANCIEL FRANCE D PEA ÉLANCIEL EURO D PEA ÉMERGENCE E.POST.D PEA.	268,44 26,9 26,5 52,7 129,7

GÉOBILYS C

INTENSYS D. 1437,66 17/12 KALEÏS DYNAMISME C..

1414,77 17/12 KALEIS DYNAMISME D 1271,11 17/12 KALEIS ÉQUILIBRE C

CLAYEUX (LY)♦	5	32,80		IMS(INT.META	8,60	56,41	
CNIM CA#	45	295,18		INFO REALITE	25,85	169,56 + 0	,98
COFITEM-COFI♦	51,80	339,79		INT. COMPUTE♦	2,68	17,58	
CIE FIN.ST-H♦	73,50	482,13		JET MULTIMED	353	2315,53 - 1	,04
C.A. PARIS I	151	990,50	-0,26	LATECOERE #	102,20	670,39 + 0	,39
C.A.ILLE & V	50,20	329,29	+ 0,20	L.D.C	91,80	602,17	
C.A.LOIRE AT ♦	54,50	357,50		LECTRA SYST	6,10	40,01	
C.A.MORBIHAN	45,86	300,82	- 7,35	LEON BRUXELL	25,56	167,66 - 0	,08
C.A.DU NORD#	89,30	585,77	+ 0,34	LOUIS DREYFU	15,75	103,31	
C.A. OISE CC ♦	67	439,49		LVL MEDICAL	34	223,03 + 3	,63
C.A.PAS CAL	114,50	751,07	+ 1,33	M6-METROPOLE	400	2623,83 + 1	,01
C.A.TOULOUSE♦	78,10	512,30		MEDASYS DIGI	2,14	14,04 + 4	,39
CRCAM TOUR.P♦	69,20	453,92		MANITOU #	51	334,54	
CROMETAL	46	301,74		MANUTAN INTE♦	69	452,61	
DAPTA-MALLIN ♦	2,21	14,50		MARC ORIAN♦	80,50	528,05	
GROUPE J.C.D	70,05	459,50	- 2,03	MARIONNAUD P	72	472,29 - 0	
DECAN GROUPE♦	43	282,06		MECATHERM #	36	236,14 - 2	
OU PAREIL AU	67	439,49	- 2,90	MGI COUTIER	33,70	221,06	
ENTRELEC CB	53,50	350,94	+ 0,94	MICHEL THIER	140	918,34 + 0	
ENTREPRISE I	100	655,96		NAF-NAF #	13	85,27	,
ETAM DEVELOP	25,80	169,24	- 0,39	ALES GPE EX	19,70	129,22 + 0	.10
UROPEENNE C	123,50	810,11	- 0,64	POCHET	67,70	444,08	
UROP.EXTINC	38	249,26	+ 2,70	RADIALL #	86	564,12 + 4	
EXEL INDUSTR	56,85	372,91	- 0,09	RALLYE(CATHI	65,10	427,03 + 0	
XPAND S.A	41	268,94	- 2,15	REYNOLDS	53,35	349,95	
ACTOREM♦	150	983,94	-,	RUBIS #	24,51	160,78 + 10	
AIVELEY #	11,95	78,39		SABATE SA #	119,10	781,24 + 0	
INACOR	4,30	28,21	- 0,92	SEGUIN MOREA	86	564,12 - 0	
FINATIS(EX.L♦	120	787,15		SIDERGIE	144,50	947,86 + 0	
ININFO	252	1653,01		SIPAREX (LY)	30,35	199,08 - 0	
LO (GROUPE)	38,20	250,58	- 2.05	SOCAMEL-RESC♦	29,99	196,72	
OCAL (GROUP	81	531,33	- 0,12	SPORT ELEC S♦	5,10	33,45	
FRAIKIN 2#	80,50	528,05		STALLERGENES♦	12,60	82,65	
SAUTIER FRAN	50,90	333,88	+ 0,10	STEF-TFE #♦	48,50	318,14	
GEL 2000◆	0,85	5,58		SUPERVOX (B)♦	1,50	9,84	
GENERALE LOC ♦	51,50	337,82		SYLEA	46,90	307,64 + 1	
GEODIS	61,50	403,41		TOUPARGEL (L♦	16,95	111,18	
G.E.P PASQUI♦	0,58	3,80		TRIGANO	85,50	560,84 - 0	
GFI INDUSTRI	23,50	154,15	- 1,67	UBI SOFT ENT	205,60	1348,65 + 2	
GO SPORT◆	67	439,49		VILMOR.CLAUS	80,15	525,75 + 2	
GPRI FINANCI ♦	25	163,99		VIRBAC	60	393,57	
GRAND MARNIE♦	5400	35421,68		WALTER #	94	616,60 - 0	
GROUPE BOURB ♦	58,50	383,73		AFIBEL♦	44	288,62	
GUERBET S.A	21	137,75	- 1,41	ALAIN MANOUK	39,95	262,05	
GUY DEGRENNE	28	183,67	- 3,45	BQUE TARNEAU♦	84,50	554,28	
GUYOMARC H N	56	367,34		C.A.GIRONDE♦	101	662,52	
HERMES INTL	143	938,02	- 1,38	C.A.LOIRE/H♦	47	308,30	
HYPARLO #(LY	118,50	777,31	+ 3,49		60	393,57	
.C.C.#	35	229,58		C.A. SOMME C	56,70	371,93 - 0	
MMOB.BATIBA	48,09	315,45	- 0,02	CR.AG.SUD RH♦	59	387,01	
	.5,50	2.2,10	0,01				

698 154 55,55 52 111,30 48 115,50 29,02 174,50 81,90	51,60 111,10 48,02 117 29,05 175	4588,42 1013,45 364,71 338,47 728,77 314,99 767,47 190,56 1147,92 537,88	+ 0,10 + 0,29	+ 68,92 - 4,02 + 19,66 + 9,59 + 8,10 + 153,30 + 36,12 + 66,38	SELECTIBANO SGESIDELSIDELSILIC CASIMCOSKIS ROSSIGI SOCIETE GEN SODEXHO AL SOGEPARC (F SOMMER-ALI	NOL IERALE LIANCE	13,72 44,55 107 159,90 79,80 15,70 222 177,50 82,50 27,48	13,11 44,55 110,90 159,90 79,80 15,70 227,90 180 82,90 27,50	86 292,23 727,46 1048,88 523,45 102,99 1494,93 1180,72 543,79 180,39		+ 19,4 + 11,4 + 53,4 + 0,4 + 3,7 + 65,7 - 5,4 + 8,7	54 47 95 24 22 19 54 79
					ENAINT.				CNIM COFIT CIE FI C.A. P C.A.IL C.A.L C.A.L C.A.M C.A.C C.A.P C.A.T CRCA CROM DECA DECA DECA DECA DECA DECA DECA DECA	EUX (LY) CA# CA# CAM CAM LE & V DIRE AT ORBIHAN U NORD# BISE CC AS CAL DULOUSE M TOUR. A-MALLIN PET J.C.D. N GROUF AREIL AU ELEC CB EPRISE I DEVELO PEENNE P.EXTINC INDUSTAN DIREM LET AL DREM LET AL DEVELO PEENNE DEVELO PEENNE DEVELO PEENNE LE DREM LEY # COR COR	P	2 5 7 7 15 5 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6

	*****	1000		CK
				CR
				DA
				GR
				DE
				DU
				EN
				EN
				ET/
				EU
				EU
				EXI
				EXI
			•	FA
ะเ นโ แยงธ				FAI
				FIN
				FIN
				FIN
				FLO
				FO
ARKOPHARMA #	71	465,73	+ 1.43	FR
ASSUR.BQ.POP	92,75	608,40	- 2,32	GA
ASSYSTEM #	42,10	276,16		GE
BENETEAU CA#	293	1921,95	- 3,30	GE
52.12.2.15 C/1#			5,00	JL

71	465,73	+
92,75	608,40	-
42,10	276,16	-
293	1921,95	-
5,50	36,08	
59,55	390,62	-
30,48	199,94	
88,90	583,15	-
16,95	111,18	+
5,80	38,05	
53	347,66	-
69.90	458.51	+

125,81 16/12 CM MONDE ACTIONS...

BISC. GARDEI.......♦

BOIZEL CHANO...

BOURGEOIS (L

BONDUELLE...

BRICORAMA # ..

BRIOCHE PASQ

% Var. veille

44,21 290 - 5,94 CDA-CIE DES 85 557,56 + 1,80 CEGEDIM #...

36,08		GEODIS
390,62	- 0,42	G.E.P PASQUI
199,94		GFI INDUSTRI
583,15	- 0,06	GO SPORT
111,18	+ 0,89	GPRI FINANCI
38,05		GRAND MARNIE
347,66	- 3,28	GROUPE BOURB
458,51	+ 0,58	GUERBET S.A
577,24		GUY DEGRENNE
482,46	+ 0,07	GUYOMARC H N
224,99	+ 1,39	HERMES INTL
452,61		HYPARLO #(LY
849,46	-0,38	I.C.C.#
587,08	+ 0,56	IMMOB.BATIBA

NCE	129,50 89,50			35 48,09	229,5 315,4	
449.99	17/12	ACTILION ÉQUILIBRE D *	190,06	1246.71	17/12	KALEIS ÉQUILIBRE D
		ACTILION PEA ÉOUILIBRE	190,55			KALEÏS SÉRÉNITÉ C
1314,54	20/12	ACTILION PRUDENCE C *	173,35	1137,10	17/12	KALEIS SÉRÉNITÉ D
1203,29	20/12	ACTILION PRUDENCE D *	169,92	1114,60	17/12	LATITUDE C
246,90	17/12	INTERLION	210,61	1381,51	17/12	LATITUDE D
		LION ACTION EURO	111,33	730,28	17/12	OBLITYS D
2288,77	16/12	LION PEA EURO	111,18	729,29	17/12	PLÉNITUDE D PEA
344.64	15/12	Crédit - Mutuel				POSTE GESTION C
187.21	15/12	FINANCE FINANCE				POSTE GESTION D
145.03		September 1				POSTE PREMIÈRE SI
145,03		CM EURO PEA	26,03	170,75	17/12	POSTE PREMIÈRE 1 AN.

111,00	700,20	17716	ODEITIS D	102,01
111,18	729,29	17/12	PLÉNITUDE D PEA	48,74
			POSTE GESTION C	2428,21
			POSTE GESTION D	2271,01
			POSTE PREMIÈRE SI	6613,17
26,03	170,75	17/12	POSTE PREMIÈRE 1 AN	39098,41
42,08	276,03	17/12	POSTE PREMIÈRE 2-3	8326,05
32,56	213,58	17/12	REVENUS TRIMESTR. D	779,49
397,89	2609,99	17/12	THÉSORA C	168,95
98,99	649,33	17/12	THÉSORA D	145,59
34,37	225,45	17/12	TRÉSORYS C	43823,86
52,32	343,20	17/12	SOLSTICE D	356,15
151,24	992,07	17/12	Fonds communs de pla	cements
308,53	2023.82	17/12		
160,97	1055.89	17/12	POSTE EUROPE C	
100,37	1000,00	17/12	POSTE EUROPE D	80,30

	98,99	649,33	17/12	THÉSORA D
	34,37	225,45	17/12	TRÉSORYS C
	52,32	343,20	17/12	SOLSTICE D
	151,24	992,07	17/12	Fonds commun
	308,53	2023,82	17/12	POSTE EUROPE C.
	160,97	1055,89	17/12	POSTE EUROPE D
la	cements			POSTE PREMIÈRE
	18,19	119,32	17/12	POSTE PREMIÈRE
Α	NQUE			SC
	104,43	685,02	17/12	50
	3267,23	21431,62	17/12	ASSET MANAGEMENT
	80,87	530,47	17/12	CADENCE 1 D
	150,94	990,10	17/12	CADENCE 2 D
	215 10	2066.02	17/10	CADENCE 2 D

104,43	685,02	17/12	_				
3267,23	21431,62	17/12	1500				
80,87	530,47	17/12	CAI				
150,94	990,10	17/12	CAI				
315,10	2066,92	17/12	CAI				
			IN				
AL BANK			INT				
			SÉI				
295,09	1935,66	19/12	SÉL				
242,84	1592,93	16/12	SÉL				
328,20	2152,85	16/12	SÉL				
,			SG				
	Sicay Info	Poste :	SG				
002((05010 (2.22 5/)							

			3G FRANCE OFFORT. C	301,07	3232,03	17/12
	Sicav Info	Poste :	SG FRANCE OPPORT. D	471,80	3094,81	17/12
09	36 68 50 10 (2,2		SOGENFRANCE C	554,99	3640,50	17/12
		. ,	SOGENFRANCE D	501,81	3291,66	17/12
28,39	186,23	19/12	SOGEOBLIG C	102,52	672,49	17/12
28,14	184,59	19/12	SOGÉPARGNE D	44,48	291.77	17/12
42,51	278,85	19/12	SOGEPEA EUROPE	272,45	1787,15	17/12
41,52	272,35	19/12	SOGINTER C	91,83	602.37	17/12
293,01	1922,02	19/12				
268,40	1760,59	19/12	Fonds communs de pla			
26,90	176.45	19/12	DÉCLIC ACTIONS EURO	19,59	128,50	16/12
26,51	173,89	19/12	DÉCLIC ACTIONS FRANC	57,40	376,52	16/12
52,75	346.02	19/12	DÉCLIC ACTIONS INTER	50,56	331,65	16/12
129,71	850.84	19/12	DÉCLIC BOURSE PEA	58,71	385,11	16/12
39,71	260,48	19/12	DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	17,62	115,58	16/12
106,79	700,50	19/12	DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,57	115,25	16/12
99.35	651.69	19/12	DÉCLIC PEA EUROPE	22,20	145,62	16/12
19,20	125,94	19/12	DÉCLIC SOGENER. TEMPO	72.82	477.67	16/12
17,13	112.37	19/12				
249,17	1634,45	19/12	LÉGENDE			
244.16	1601.58	19/12	★ Hors frais. ★★ A titre indica	atif * Dart	div par 10 au	5/5/00
205,82	1350,09	19/12	A HOIS Hais. AA HUIE IIIUIC	atii Pait (aiv. pai 10 au	2/2/77.
200,02	1000,00	10/12				

/12	POSTE EUROPE C	82,97	544,25	19/12
	POSTE PREMIÈRE 8 ANS C	177,47	1164.13	19/12
/12	POSTE PREMIÈRE 8 ANS D	166,40	1091,51	19/12
/12	TOSTE I KEIWIEKE O ANS D	100,40	1031,31	10/12
	5.0	SG AS	SET MANAGE	MENT
/12	30		Serveur	
/12	KESET MANAGEMENT	0	836683662 (2,2	23 F/mn)
/12	CADENCE 1 D	157,57	1033,59	17/12
/12	CADENCE 2 D	155,97	1023,10	17/12
/12	CADENCE 3 D	154,17	1011,29	17/12
	INTEROBLIG C	52,12	341,88	17/12
	INTERSÉLECTION FR. D	87,59	574,55	17/12
	SÉLECT DÉFENSIF C	188,23	1234,71	17/12
/12	SÉLECT DYNAMIQUE C	269,38	1767,02	17/12
/12	SÉLECT ÉQUILIBRE 2	177,13	1161,90	17/12
/12	SÉLECT PEA 3	177,96	1167,34	17/12
// 12	SG FRANCE OPPORT. C	501,87	3292,05	17/12
te:	SG FRANCE OPPORT. D	471,80	3094,81	17/12
mn)	SOGENFRANCE C	554,99	3640,50	17/12
,	SOGENFRANCE D	501,81	3291,66	17/12
/12	SOGEOBLIG C	102,52	672,49	17/12
/12	SOGÉPARGNE D	44,48	291,77	17/12
/12	SOGEPEA EUROPE	272,45	1787,15	17/12
/12	SOGINTER C	91,83	602,37	17/12
/12	Fonds commune do nie	comonte		

7/12	/ 12	CADENCE I D	107,07	1033,39	17/12
INTEROBLIG C	7/12	CADENCE 2 D	155,97	1023,10	17/12
INTERSÉLECTION FR. D	7/12	CADENCE 3 D	154,17	1011,29	17/12
SÉLECT DÉFENSIF C		INTEROBLIG C	52,12	341,88	17/12
20/12 SÉLECT DYNAMIQUE C		INTERSÉLECTION FR. D	87,59	574,55	17/12
SÉLECT ÉQUILIBRE 2		SÉLECT DÉFENSIF C	188,23	1234,71	17/12
SELECT EQUILIBRE 2	2/12	SÉLECT DYNAMIQUE C	269,38	1767,02	17/12
SELECT PEA 3		SÉLECT ÉQUILIBRE 2	177,13	1161,90	17/12
SG FRANCE OPPORT. C		SÉLECT PEA 3	177,96	1167,34	17/12
SOCENFRANCE C	J/ 12	SG FRANCE OPPORT. C	501,87	3292,05	17/12
Min SOGENFRANCE C	te ·	SG FRANCE OPPORT. D	471,80	3094,81	17/12
SOGENFRANCE D		SOGENFRANCE C	554,99	3640,50	17/12
	,	SOGENFRANCE D	501,81	3291,66	17/12
		SOGEOBLIG C	102,52	672,49	17/12
30/12 SOCINTER C		SOGÉPARGNE D	44,48	291,77	17/12
		SOGEPEA EUROPE	272,45	1787,15	17/12
9/12 Fonds communs de placements 1/12 DÉCLIC ACTIONS EURO		SOGINTER C	91,83	602,37	17/12
3/12 DÉCLIC ACTIONS EURO		Fonds communs de pla	cements	:	
9/12 DÉCLIC ACTIONS FRANC 57,40 376,52 16/12 9/12 DÉCLIC ACTIONS INTER 50,56 331,65 16/12 9/12 DÉCLIC BOURSE PEA 58,71 385,11 16/12 9/12 DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE 17,62 115,58 16/12 9/12 DÉCLIC OBLIG. EUROPE 17,57 115,25 16/12 9/12 DÉCLIC PEA EUROPE 22,20 145,62 16/12 9/12 DÉCLIC SOGENER. TEMPO 72.82 477.67 16/12		DÉCLIC ACTIONS EURO	19,59	128,50	16/12
9/12 DÉCLIC ACTIONS INTER 50,56 331,65 16/12 1/12 DÉCLIC BOURSE PEA 58,71 385,11 16/12 1/12 DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE 17,62 115,58 16/12 1/12 DÉCLIC OBLIG. EUROPE 17,57 115,25 16/12 1/12 DÉCLIC PEA EUROPE 22,20 145,62 16/12 1/12 DÉCLIC SOGENFR. TEMPO 72.82 477.67 16/12		DÉCLIC ACTIONS FRANC	57,40	376,52	16/12
0/12 DÉCLIC BOURSE PEA		DÉCLIC ACTIONS INTER	50,56	331,65	16/12
9/12 DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE 17,62 115,58 16/12 1/12 DÉCLIC OBLIG. EUROPE 17,57 115,25 16/12 1/12 DÉCLIC PEA EUROPE 22,20 145,62 16/12 1/12 DÉCLIC SOGENFR. TEMPO 72.82 477.67 16/12		DÉCLIC BOURSE PEA	58,71	385,11	16/12
0/12 DÉCLIC OBLIG. EUROPE		DÉCLIC BOURSE ÉQUILIBRE	17,62	115,58	16/12
0/12 DÉCLIC PEA EUROPE		DÉCLIC OBLIG. EUROPE	17,57	115,25	16/12
0/12 DÉCLIC SOGENER. TEMPO 72.82 477.67 16/12		DÉCLIC PEA EUROPE	22,20	145,62	16/12
		DÉCLIC SOGENER. TEMPO	72.82	477.67	16/12
	9/12				

CDC Asset Management LIVRET B. INV.D PEA...... 217,63 1427,56 12/12 INDOCAM STR. 5-7 D... MULTI-PROMOTEURS NORD SUD DÉVELOP. C...... 451,36 NORD SUD DÉVELOP. D 384,04

CAISSE D'EPARG		Sicav en 68 09 00 (2,2	OBLIFUTUR D ORACTION REVENU-VERT
ÉCUR. 1,2,3 FUTUR ÉCUR. ACT. FUT.D PEA	58,59 79,08		INDICIA MEDIAN

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

SPORTS La situation sportive de l'Olympique de Marseille s'est encore aggravée après la défaite à domicile subie, samedi 18 décembre, devant le RC Lens (1-2). ● L'OM menait pourtant au score grâce à un but de Daniel Montenegro et évoluait, après 37 minutes, en supériorité numérique à la suite de l'exclusion de Cyril Rool. ● LES SUPPORTEURS ont manifesté leur colère et réclament l'intervention du maire, Jean-Claude Gaudin. La présence des CRS a évité des incidents graves. • YVES MAR-CHAND, le président du club, a an-

noncé l'arrivée de quatre à six nouveaux joueurs et la constitution d'une équipe de « guerriers » pour assurer le maintien de l'OM, qui n'a plus que 3 points d'avance sur le premier relégable.

CHRISTOPHE DU-GARRY, Robert Pires et Stéphane Porato devraient quitter l'OM pour permettre au club de se procurer l'argent nécessaire.

L'Olympique de Marseille s'inquiète désormais pour son maintien en division 1

Battu au Stade-Vélodrome (1-2) par le RC Lens, l'OM s'enfonce dans la crise et compte maintenant sur le marché hivernal des transferts pour bâtir une équipe de « guerriers ». Mais il faudra surtout calmer la vindicte des supporteurs, qui ne pardonnent plus rien à leur équipe

« J'ESPÈRE qu'on a touché le fond. » Yves Marchand n'est plus sûr de rien depuis la nouvelle défaite subie par l'Olympique de Marseille, face à Lens (1-2), samedi 18 décembre. Installé par l'actionnaire principal Robert Louis-Dreyfus à la tête de l'OM pour définir et appliquer un projet de trois ans destiné à placer l'équipe dans le sillage des grands d'Europe, le voilà en première ligne d'une crise qui perdure depuis deux mois et qui met en danger les fondements du

Au bord de l'élimination en Ligue des champions après sa défaite (0-3) à Rotterdam, distancé en championnat, Marseille n'a plus d'horizon sur le plan sportif et les plus pessimistes évoquent même une malédiction avec une relégation en division 2. Cernés par la vindicte populaire, gagnés par la peur les joueurs scrutent le marché hivernal des transferts.

Robert Pires a dîné, dimanche le champion d'Europe en titre. quelques grognards de la division 1, hurlement de joie d'autant plus sin-19 décembre, avec Robert Louis-Dreyfus pour évoquer les conditions de son transfert malgré un contrat qui le lie encore à l'OM pour cinq ans et demi. Tout un symbole, le milieu de terrain, désigné capitaine en début de saison, n'a pas supporté le poids de la responsabilité. Miné par les rumeurs entretenues sur sa vie privée, son ieu s'est délité au fil des semaines.

CHOQUÉ ET ACCABLÉ

Christophe Dugarry, qui a échappé de peu à une agression lors de la réunion mouvementée entre supporteurs et joueurs, le 13 décembre, s'apprête, lui aussi, à rejoindre un environnement plus calme en retournant chez lui, à Bordeaux, qui ne demande qu'à l'accueillir. Stéphane Porato, choqué et accablé, serait en contact avec Manchester United et tout prêt à sacrifier le climat méditerranéen pour rejoindre L'exode ne fait que commencer. « Tout le monde est transférable », a décrété Yves Marchand. Une dizaine de joueurs devraient quitter l'OM d'ici au 31 janvier. « Quatre à six nouveaux éléments viendront nous renforcer », a indiqué le président. Le profil des recrues, « des guerriers plus que des footballeurs de talent ». témoigne du désarroi des dirigeants. Il n'est plus question de bâtir une équipe pour l'avenir mais de sauver l'essentiel, le maintien parmi l'élite avec un budget de 350 millions de francs...

Pour mener à bien ce peu glorieux objectif, l'OM a contacté l'ancien libero de l'AS Monaco, Franck Dumas, trente et un ans, qui est actuellement remplacant à Newcastle (Angleterre). Il serait associé en défense centrale à Jean-Pierre Cyprien, que Lecce (Italie), 11e du championnat d'Italie, ne retiendra pas. Figurent encore sur la liste tels le milieu de terrain messin, Frédéric Meyrieu (31 ans), l'arrière latéral monégasque Christophe Pignol (30 ans) et le stoppeur montpelliérain Franck Silvestre (32 ans).

Avec cette troupe de baroudeurs, la direction espère circonscrire le sinistre. Ce ne sera, pourtant, pas facile d'amadouer des supporteurs révoltés. Samedi soir, les tribunes du Stade-Vélodrome ont exprimé l'ampleur de la révolte populaire.

« MÉPRIS ET SILENCE »

« Nous venons pour Marseille, pas pour des mercenaires pleins de francs », proclamait une banderole brandie dans le virage nord. En face, le mot d'ordre des Winners était éloquent : « Vous ne méritez que notre mépris et notre silence!» Huées et quolibets ont accueilli l'entrée des joueurs. Le but de Daniel Montenegro (22e minute), d'une frappe très pure, a soulevé un cère que l'Argentin, n'ayant pratiquement pas joué de la saison, est vaguement exempt des reproches faits à ses partenaires. Courte éclaircie. La bourde de William Gallas, qui a marqué contre son camp (49e), illustre le désarroi si peu olympien. Et le final s'inscrit comme une évidence. C'est d'abord Robert Pires qui n'obtient pas un penalty flagrant avant qu'un jeune joueur inconnu, Franck Queudrue, n'assomme l'OM, d'une frappe croisée, à l'ultime minute. Et dire que les Lensois évoluaient à dix depuis la demi-heure de jeu après l'exclusion de Cyril Rool.

Une véritable explosion de rage a secoué, alors, virages et tribunes. On maudit du poing, du doigt dressé, on hurle des insultes, on saute sur place, on répète des bras d'honneur saccadés. Au pied des virages sud, une grille a cédé sous la pression, mais les CRS ont refoulé immédiatement les Ultras. Après l'avoir suspendu un instant, l'arbitre a sifflé la fin du chemin de

Quelques énergumènes se sont rués sur les rideaux de fer de la boutique OM. D'autres se sont approchés du parking des joueurs. Des salves rapides de grenades lacrymogènes les ont dispersés. «Le public a eu raison de gronder, a déclaré le défenseur Patrick Blondeau. Je condamne tous les excès, les voitures cassées, mais je connais trop la ville. J'en ai marre de parler, dans le tunnel, dans les vestiaires: je commence à me détester de trop parler. Cette équipe est morte. »

Yves Marchand le sait trop bien: « On ne va pas engager des jeunes premiers aui sortent de la high school. » Car désormais « chaque match, ce sera la guerre ».

> Elie Barth et Michel Samson

« Si ça continue, il faudra que le maire s'en mêle »

MARSEILLE

de notre correspondant régional Si les supporteurs occupent à Marseille une place qu'ils ne tiennent dans aucune autre ville de France, c'est d'abord qu'ils sont fidèles et... nombreux. Avec 40 000 abonnés, l'OM se situe très loin devant les autres clubs de l'Hexagone. Ce capital de sympathie et de soutien est aussi un capital tout court: les ressources au'il génère en francs trébuchants et en image explique que cette équipe ait toujours attiré financiers ou aventuriers capables de recruter des joueurs de qualité

Depuis deux décennies, les supporteurs se sont organisés en clubs, essentiellement juvéniles, et ont ob-

Marché des transferts et miroir aux alouettes

En misant sur le marché des transferts, qui a débuté dimanche 19 décembre et dont la clôture a été fixée au 31 janvier 2000, l'Olympique de Marseille s'engage sur un terrain délicat. Le Paris-Saint-Germain, qui avait emprunté cette voie en décembre 1998, n'avait pas réussi à redresser sa situation sportive d'une manière significative, même si le maintien avait été assuré. Le PSG avait, lui aussi, annoncé la constitution d'une équipe de « guerriers » en recrutant Xavier Gravelaine, Bruno Rodriguez et Mickaël Madar. Le premier n'a que très peu joué et a été poussé vers la sortie durant l'été. Le deuxième a quitté le club peu de temps après. Seul Madar fait encore partie de l'effectif parisien. L'OM, qui s'est donné jusqu'au 27 décembre pour remodèler son groupe, sera dans l'obligation de brader ses vedettes (Robert Pires, Christophe Dugarry) et risque fort de payer cher des trentenaires qui n'auront plus de « valeur marchande » dans un an.

tenu une reconnaissance de la part de l'OM. Ce sont eux qui placent, avec un bénéfice qui leur permet d'augmenter de faibles revenus, les abonnements dans l'espace des virages qui leur sont alloués. Ils servent aussi de relais entre le club et ses spectateurs, dont ils sont finalement reconnus comme représentants plus ou moins légitimes. Mais les relations entre dirigeants, joueurs et supporteurs restent conflictuelles. Ces derniers estiment qu'ils sont la seule vraie légitimité de l'OM, qui représente à leurs yeux bien plus qu'une équipe de foot mais un vecteur d'identité.

De la même façon, ils pensent

que le Stade-Vélodrome, propriété de la ville, est à eux puisqu'ils lui donnent vie, comme ils viennent de le démontrer par l'absurde en le tuant par leur silence. Ils estiment aussi que les joueurs ont des devoirs vis-à-vis d'eux. Ils ne doivent pas seulement « mouiller le mail*lot* », ce qui est un minimum, mais ils sont investis de l'image de la ville tout entière, dont ils doivent justifier les réputations, bonnes ou mauvaises. Quand ils perdent, ce ne sont donc pas seulement les Pires, Porato ou Dugarry qui sont vaincus, mais tous les Marseillais. D'ailleurs un animateur des South Winner's estimait, après la lourde défaite (1-5) de Saint-Etienne, que «si ça continue comme ça, il faudra que le maire s'en mêle » : l'image de la ville ne peut être ainsi dévalorisée sans que cela porte préjudice à

« UN PEU NAÏF »

Les nouveaux dirigeants de l'OM ont compris l'enjeu que cela représentait de trouver un modus vivendi avec ces remuants spectateurs. Parce qu'ils savent que la fidélité du public fait partie des ressources non aléatoires d'une saison dont il veulent augmenter la part dans leur budget. Parce que l'image de ce qu'ils appellent « la marque OM » dépend d'un engouement populaire stable. Et parce qu'il est vital que les relations soient pacifiées s'ils veulent réussir leur pari de pérenniser un club centenaire et bardé de titres, mais qui ne disposait à leur arrivée d'aucune structure financière, d'aucun centre d'entraînement et d'aucune politique de recrutement régional.

Ils sont en train d'apprendre que la chaleur des enthousiasmes, quand tout va bien, porte en elle une violence des déceptions, quand tout va mal: dans ces moments de crise, le discours sur le futur radieux est peu convaincant. C'est cette difficulté à se comprendre qui explique les dérapages spectaculaires de la dernière semaine: on ne convoque pas des groupes de supporteurs au lendemain d'une humiliation comme celle subie à Saint-Etienne en pensant que la discussion sera feutrée. On ne laisse pas des joueurs, eux-mêmes vexés de leur incapacité, face à des groupes de gens blessés dans leur amour-propre.

Yves Marchand le reconnaissait samedi soir en disant que le club avait « probablement été un peu naïf » dans sa gestion récente des relations avec les supporteurs, qui comprennent parfaitement le symbole qu'ils représentent, qui ont toujours su jouer des divisions internes au club et qui maîtrisent bien les rapports avec les journaux.



L'AS Monaco s'impose comme le grand favori pour le titre de champion de France de football

A la trêve, Le club de la principauté compte cinq points d'avance sur Lyon

de conforter sa première place au classement. comptent désormais 5 points d'avance sur Lyon

Le championnat de France de football de D1

Nancy-Saint-Etienne 1-0 4 Auxerre 34 20 10 4 6 +3 = GPNNG

CLASSEMENT

10 Rennes

13 Metz

14 Nancy

0 45

5 45

11 Troyes

12 Nantes

LES ATTAQUES 1 Monaco 41 buts • 2 Bordeaux 31 buts • 3 Paris-SG

LES DÉFENSES 1 Monaco 17 buts • 2 Lyon 18 buts • 3 Metz 21 buts

LES BUTEURS 1 Anderson (Lyon) 14 buts • 2 Simone (Monaco) 13 buts

Montpellier-Nantes; Troyes-Monaco; Le Havre-Auxerre; Rennes-Strasbourg.

et Saint-Etienne 30 buts

21e JOURNÉE: Mardi 11 ianvier: Metz-Bordeaux: Paris-SG-Lvon.

La 20° et dernière journée de championnat Les joueurs de la principauté ont gagné (1-0), sa- et 6 sur le Paris-SG. L'ASM, qui dispose de la avant la trêve hivernale a permis à l'AS Monaco medi 18 décembre, face à Montpellier et meilleure attaque et de la meilleure défense, est bien partie pour gagner son 7° titre.

À L'INSTANT même où les CRS jusqu'au mois de mai 2000. Si l'hypodéboulaient dans l'enceinte du Stade-Vélodrome pour empêcher les plus excités des supporteurs marseillais d'exprimer leur révolte en envahissant la pelouse, trois modestes drapeaux, timidement agités dans les tribunes du stade Louis-II, saluaient la victoire (1-0) de l'AS Monaco face à Montpellier. Claude Puel, qui a fait toute sa carrière en principauté avant de succéder en début d'année à Jean Tigana comme entraîneur, connaît trop bien le contexte pour s'offusquer de tant de retenue. Au contraire. En football aussi il est recommandé de voiler ses ambitions pour vivre heureux. Cet ancien joueur de devoir en est même persuadé, lui qui inflige à ses interlocuteurs un modèle de langue de bois depuis le début de la saison. « Rien n'est acquis et il va falloir se remettre au travail très vite si nous voulons concrétiser nos objectifs », a-til commenté avant d'envoyer ses ioueurs en vacances pour une se-

Jusqu'au 11 janvier 2000, date de la reprise avec les deux premiers matches de la 21e journée de championnat, la trêve hivernale va geler espoirs et angoisses. A Monaco, elle sera paisible. « Nous assisterons en spectateurs au "mercato" », a prévenu le président Jean-Louis Campora, qui ne voit pas quel joueur disponible sur le marché des transferts pourrait renforcer son club. C'est dire si les Monégasques ont foi en leur destin, forts de leurs références : meilleure attaque (41 buts), meilleure défense (17 buts), meilleur passeur (Marco Simone), deuxième et troisième buteurs avec Marco Simone (13 buts) et David Trezeguet (12 buts).

JEUNES MAIS SOLIDES Après une saison 1998-1999 miti-

gée, sanctionnée par une 4º place au classement final, l'ASM a su rajeunir son groupe sans le désarticuler, l'étoffer sans l'empâter. Les quatre défenseurs titulaires (Willy Sagnol, Rafael Marquez, Philippe Christanval et Pablo Contreras) affichent une moyenne d'âge de vingt ans. Mis à part quelques erreurs en Coupe de l'UEFA à mettre au compte de leur inexpérience, ils n'ont cessé de monter en puissance, « Franchement, ie suis surpris par la qualité de notre équipe », s'extasie le gardien de but international, Fabien Barthez. Si le succès obtenu par à Montpellier n'a pas enthousiasmé les puristes, il cadre parfaitement avec le profil d'un champion en puissance, réputé redoutable dans l'art d'emporter les rencontres qu'il ne maîtrise pas.

proche poursuivant. Monaco tente une échappée en solitaire dont on ne doute plus guère du caractère irréversible. La qualité mais aussi la quantité de son effectif lui permettent d'envisager une domination sans partage

thèse se vérifiait, resurgirait le débat autour du niveau du championnat de France. Annoncé en baisse dès lors qu'une équipe survole l'épreuve, le jugement mériterait pourtant d'être relativisé. A regarder de près les affluences (22 691 spectateurs en moyenne par match au terme de la phase aller, soit 3 000 de plus que pour la saison précédente) et le nombre de buts (2,63, contre 2,41), on serait tenté d'affirmer que le spectacle

présenté n'est pas si indigeste. Le par-

Auxerre-Paris-SG 1-0 2 Lyon

Bordeaux-Rennes 1-0

Marseille-Lens 1-2

Monaco-Montpellier 1-0

Lyon-Metz 2-0

Strasbourg-Troyes remis

Sedan-Le Havre remis

16 Paris-SG 4 46

2 Bastia

3 Sedan

17 Nancy

18 Le Havre

Nantes-Bastia 1-1

cours étonnant des trois promus (Sain-Etienne, Sedan et Troyes) n'y est sans doute pas pour rien.

En fait, l'hégémonie monégasque s'explique par les bouleversements conjoncturels qui ont affaibli ses principaux concurrents. L'Olympique de Marseille, qui ne peut plus compter uniquement sur les largesses de son actionnaire principal, Robert Louis-Dreyfus, doit réapprendre à vivre sans respiration artificielle. La situation sportive de Bordeaux, qui a renoué avec le succès devant Rennes

) 0 4 6 0ig. Chap

28 19 8 4 7 −1 **V** GPNG**N**

26 20 6 8 6 +2 = PNGPP

26 20 7 5 8 0 V NGPPP

26 19 8 2 9 −6 **▼** GNNG**G**

24 20 7 3 10 -2 1 GNPGN

23 20 4 11 5 +1 **V** NNNP**P**

23 20 6 5 9 -2 1 PNPGG

37 20 11 4 5 +7 1 GPPGG

1 Monaco 42 20 13 3 4 + 24 = GGGP**G**

3 Paris-SG 36 20 11 3 6 +8 **V** GGGGP

5 Bordeaux 30 20 8 6 6 +2 2 PNGPG

6 St-Etienne 29 20 8 5 7 +2 **▼** GPGG**P**

9 Bastia 26 20 6 8 6 +2 2 PGPGN

1 40 15 Strasbourg 23 19 6 5 8 −8 ▼ PPGGN

8 38 18 Montpellier 14 20 3 5 12 -12 = NPPNP

16 Lens 23 20 6 5 9 -8 **=** PNPP**G**

17 Le Havre 19 19 5 4 10 – 12 **=** GGPP**P**

grâce à un but de Sylvain Wiltord, est moins alarmante avec une 5^e place au classement. Mais la reprise du champion de France par M 6 ne s'est pas accompagnée d'une stratégie limpide. Faute de moyens suffisants, les Girondins risquent de perdre leurs meilleurs joueurs en juin 2000.

L'Olympique lyonnais, qui a alterné crises (élimination contre les Slovènes de Maribor en tour préliminaire de la Ligue des champions puis élimination ubuesque face aux Allemands de Brême en Coupe de l'UEFA) et cycles euphoriques, est finalement dans les temps en pointant au deuxième rang. L'arrivée de Pathé à hauteur de 34 % du capital a contribué à un recrutement luxueux (116 millions de francs pour l'engagement du Brésilien Sonny Anderson), mais la pression qui s'est installée à Lyon et l'impatience des supporteurs pèsent dans les esprits. Heureusement pour l'OL, Anderson, qui a inscrit face à Metz le deuxième but d'une victoire (2-0) laborieuse, n'a pas perdu son efficacité.

Le Paris-Saint-Germain, sorti d'une saison difficile, présente un bilan positif avec sa 3e place, mais sa défaite (0-1) à Auxerre cerne ses limites. En annonçant par un communiqué glacial le divorce avec son gardien de but, Bernard Lama, la direction a joué la transparence en prenant le risque d'en terminer avec la fragile paix sociale au sein de l'effectif. Ce n'est pas à Auxerre, surprenant 4e, que l'entraîneur, Guy Roux, commettrait pareil impair. La preuve, c'est Gérald Baticle, son ancien capitaine, répudié depuis des mois, qui a marqué le but de la victoire aux dépens du PSG avant d'afficher un sourire béat devant toutes les caméras.

Elie Barth

Ski: l'exploit de Joël Chenal

LE FRANÇAIS Joël Chenal, âgé de vingt-six ans, a « réalisé un rêve » en enlevant, dimanche 19 décembre, sa première course en Coupe du monde. Le skieur de la Rosière - qui ne s'était jamais mieux classé que cinquième - s'est imposé dans le slalom géant d'Alta Badia (Italie), le plus coté du circuit avec celui d'Adelboden (Suisse). « C'est un super-cadeau de Noël que je me suis fait! », s'est réjoui le skieur, qui, pour 8/100 a infligé sa première défaite de la saison à l'Autrichien Hermann Maier. Joël Chenal, 8e du slalom olympique de Nagano, a reconnu qu'il avait bénéficié d'une éclaircie, qui s'est refermée pour les derniers partants au cours de la seconde manche. Un peu plus tôt dans l'après-midi, la Française Régine Cavagnoud avait pris la troisième place du super-G de Saint-Moritz (Suisse), derrière les Italiennes Alessandra Merlin (2e) et Karen Putzer (1re).

■ ATHLÉTISME : Abdellah Behar, vainqueur le mois dernier du Jogging des notaires, a gagné dimanche 19 décembre la 23e édition de la Corrida de Noël d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Le Marseillais s'est imposé en 27 min 57 s. Chez les dames, la Française Rakiya Maraoui l'a emporté en 20 min 19 s.

■ BASKET-BALL : Villeurbanne, vainqueur de Montpellier (76-63), a rejoint en tête du classement Pau-Orthez, champion d'automne malgré sa surprenante défaite à Gravelines (76-75), la lanterne rouge, samedi 18 décembre lors de la 15e et dernière journée des matches aller du championnat de France. Limoges, 3°, à deux points, a peiné pour venir à bout de Strasbourg (90-86 a.p.).

■ ESCRIME: Jean-Philippe Daurelle s'est adjugé, samedi 18 décembre à Paris, son quatrième titre de champion de France au sabre. Lionel Plumenail (fleuret), Jean-François Di Martino (épée), Sangita Tripathi (épée) et Adeline Wuilleme (fleuret) ont décroché leur deuxième couronne nationale et Cécile Argiolas (sabre), sa pre-

■ FOOTBALL: Leeds a conservé la tête du championnat d'Angleterre en allant s'imposer à Chelsea (0-2), dimanche 19 décembre, lors de la 18e journée. Leeds possède toujours deux point d'avance sur Manchester United, vainqueur à Londres face à West Ham (2-4).

■ Le Deportivo La Corogne possède désormais huit points d'avance en tête du championnat d'Espagne après sa victoire (1-0) contre son voisin galicien et premier poursuivant, le Celta Vigo, samedi 18 décembre lors de la 16e journée.

■ La Lazio Rome, victorieuse de Piacenza (2-0), s'est installée seule en tête du championnat d'Italie, à la faveur du match nul de la Juventus sur le terrain de la Fiorentina (1-1), lors de la 14e journée di-

manche 19 **décembre.** ■ NATATION : le Néerlandais Pieter van den Hoogenband a battu le record d'Europe du 200 m nage libre, en 1 min 46 s 58, dimanche 19 décembre lors de la dernière journée des championnats des Pays-Bas, à Eindhoven.

■ LOTO : résultats des tirages nº 101 effectués samedi 18 décembre. Premier tirage: 2, 9, 19, 31, 37, 45; numéro complémentaire: 44. Rapports pour 6 numéros : 3 380 150 F (515 300 €); 5 numéros et le complémentaire : 171 405 F (26 130 €); 5 numéros : 5 315 F (810 €); 4 numéros et le complémentaire : 260 F (39,63 €) ; 4 numéros : 130 F, (19,81 €); 3 numéros et le complémentaire : 28 F, (4,26 €); pour 3 numéros : 14 F (2,13 €). **Second tirage :** 10, 19, 30, 37, 38, 39 ; numéro complémentaire: 23. Rapports pour 6 numéros: 7 263 060 F (1 107 246 €); 5 numéros et le complémentaire : 100 195 F (15 274 €); 5 numéros : 8 600 F (1 311 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 360 F (54,88 €); 4 numéros: 180 F (27,44 €); 3 numéros et le complémentaire: 36 F (5,48 €); 3 numéros: 18 F (2,74 €).

Guingamp (D2) éliminé en Coupe de France

• 3 Trezeguet (Monaco) et Alex (Saint-Etienne) 12 buts.

Mercredi 12 janvier : Bastia-Marseille ; Saint-Etienne-Sedan ; Lens-Nancy

« UNE BELLE REVANCHE sportive. » Michel Jarnigon, l'entraîneur de la GSI Pontivy, se délecte de l'exploit de ses joueurs, qui, six mois après avoir vu leur accession en National refusée par la Fédération française de football, ont créé la grosse surprise du 8e tour de Coupe de France en éliminant Guingamp (1-0), 4e de la D2. « Cette victoire montre que nous ne sommes pas morts, que l'on peut compter sur nous », indique le buteur de la rencontre, François

Cette qualification vient mettre du baume au cœur d'une équipe Avec cinq points d'avance sur blessée dans son orgueil après l'Olympique lyonnais, son plus avoir été privée de montée en National à cause d'un passif de 180 000 francs. Le gardien de Pontivy, Jacques Layec, à trente-trois ans, a « du mal à y croire ». L'équipe du Morbihan lorgne maintenant vers le tirage au sort

des 32es de finale, le 5 janvier, avec l'entrée en lice des club de D1 et la possibilité de créer un nouvel exploit. Mais, pour Michel Jarnigon, « la seule chose que l'on souhaite, c'est de jouer à domicile », car « l'exploit, on l'a déjà réalisé ».

L'autre surprise de ce 8e tour est venue de Vesoul (CFA 2), qui s'est imposé (2-0) sur son terrain face au Stade de Reims, heureux bénéficiaire, la saison passée, des déboires de Pontivy pour accéder en National. Trois clubs de division d'honneur se partagent le titre symbolique de « petit poucet » : Lyon-la-Duchère, tombeur de l'OGC Nice (4-0, après prolongation) au tour précédent, a battu Ovonnax (3-0), ainsi que Compiègne, qui a dominé Plateau (2-0), et Montceau, vainqueur à Gambsheim (3-2).

Damien Dumont

VENTES

URGENT - PEREIRE/WAGRAM

Local professionnel 100 m², équipé confort HSP 3 m, rez-de-jardin Immeuble récent standing encore garanti cave, parking 3 300 000 F 01-42-67-44-44 (propriétaire)

LOCAL COMMERCIAL

22 m², boutique tte act. poss. ds galerie, emplac, 1er ordre av. Gén.-Leclerc, Paris 14e Reprise: 150 000 F Tél.: 06-82-97-69-84

DE COMMERCE

AU CŒUR DU PERCHE, SUPERBE HOTEL **BUREAU 42 CHBRES**

Vds murs fonds pr 12 MF Ecrire pour dossier CFA Poste restante 28400 Nogent-le-Rotrou

APPARTEMENTS

PARIS 5^e

Près Mosquée, réc. PdT rue et jard., 3 P cuis., bns, wc, 64 m², balc., calme park. Tél.: 01-43-35-18-36

PARIS 6e

ST-SULPICE Grand 7 P. 200 m² + balc. 4º ét., imm. PdT. Bon état, 3 chbres de serv. FLEURUS - 01-45-44-22-36

PARIS 14^e

Alésia, réc. PdT ét. élevé, séj. dble, 3 chbres, cuis. équipée 2 bns, 100 m², box. Tél. : 01-43-35-18-36

2 pas Montparnasse, réc. stand. 2 P cuis. équip., 49 m², rue et jard. sans vis-à-vis. Park. Tél.: 01-43-35-18-36

PARIS 15^e

PARC G.-BRASSENS. Collab. journal vend 2 P. 47 m², 2^e ét., calme cuis., sdb, placards imm. 1914, chem. marbre, parquet, moulures, cave 930 000 F. Tél.: 01-42-50-03-50

PARIS 17^e

PROCHE WAGRAM **IDEAL INVESTISSEURS** ET EXPATRIES 4 P et 5 P. RENTABILITÉ ÉLEVÉE

Imm. stand., cave & park. UFG - 01-44-56-10-60 http://www.ufg.net e-mail:sceimmo@ufg.net

VAL-D'OISE 95 SARCELLES VILLAGE

Part. vend appart. F3 dans petite résid. avec parc, prox. tous commerces, gare, 3 e et dernier étage. Etat neuf, parquet, cuis. aménagée à l'américaine.

Tél.: 06-81-97-59-26

MAISONS

Rég. parisienne Montsouris MAISON

225 m² + 20 m² jard., charme fou. LITTRÉ - 01-45-44-44-45

Province Rare 100 m de la

Vd ensemble de 3 maisons Tél.: 02-51-69-33-68

PROPRIÉTÉS

Tél. h. bur. : 05-59-37-13-58

PAYS BASQUE St-Jean-Pied-de-Port, villa de style + annexe 245 m2 hab., vue panoramique. Prix: 1,05 MF

MONTLUCON (Allier) vd année propriété 1823 tbe m. de maître. 450 m² hab. jard.

étang, 2 ha + ferme 34 ha. 3 000 000 F. 04-70-06-37-56 ou 06-12-46-58-44

TERRAIN Except. terr. à bâtir

1 315 m² viabilisé, magnifique vue mer, 200 m plage, prox. ts commerces, quartier résid. St-Laurent-sur-Mer 5 min St-Brieuc 900 000 F - 02-99-44-59-66 (soir)

ACHATS

APPARTEMENTS

INTER PROJETS recherche s/Paris et Est parisien volumes atypiques, à vendre ou à louer Tél.: 01-42-83-46-46

LOCATIONS

DEMANDES VIDES

Journaliste au « Monde » cherche chambre Paris 5e, 13e, 12e ou 11e 1500 F cc. maxi Tél.: 01-42-17-28-15

Etude immob. ESH rech. pour cadres et clientèle sélectionnée appts et pav. 01-42-83-57-02 & 01-48-85-89-66

URGENT

Rech. F2 non meublé, moins de 5 000 F, ouest de Paris pour le 01/01/00. 06-61-88-02-83

OFFRES

MAISONS-ALFORT 94 Duplex 100 m², refait neuf séj. dble, 3 gdes ch., 2 sdb, gde cuis., chauff. ind. gaz, 8 200 F cc. ESH 01-48-85-89-66

REPRODUCTION INTERDITE

VACANCES

CAP-FERRET PIRAILLAN (33) Loue direct port, triplex neuf 6 p., 2 chbres, séj., terr. 15 jours Noël, 11 000 F ou tte période de l'année 06-80-10-71-45

VENISE 100 m Saint-Marc loue appt 4-6 p. rénové cft calme, vue charme 80 m2, 2 sdb 5 950 F cc/sem.

04-93-84-84-72

Sydney Bondi Beach Lux. 4 p. mblé, 3 sdb, 4/6 pers Vue impr., plage à 10 min. Sydney centre. Loc. janv. à mars + JO. 12 000 F/sem. Info: liztay@ozemail.com.au



OFFRES MAGAZINE DE PRESSE PRO

leader sur son secteur (industries et collect. locales) RÉDACTEUR EN CHEF

expérience réd. chef ou réd. chef adi. souhaitée Env. CV et lettre manuscr. sous

réf.: 9964 au journal « Le Monde Publicité » 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

DEMANDES

H. 51 ans cadre sup. ancien dir. comm., rech. ds tte la France poste équiv. avec respons. M. Bardin -06-88-28-29-54

Agent commercial, polyglotte grande expérience en marketing et distribution cherche firme française qui voudrait s'introduire en Allemagne, pour développer ou organiser son activité actuelle. Prendre contact par fax en Allemagne sous le N° ++49-241-79320.

Jean-Louis Andreani

Que faire de la Corse ?

Comprendre la Corse Préface de Jean-Marie Colombani

LE MONDE

INÉDIT

Les clubs de rugby anglais réclament un championnat britannique

En Angleterre, les clubs professionnels, confrontés à de graves problèmes financiers, veulent imposer à leur Fédération la mise en place d'une British League, à laquelle participeraient également des équipes galloises et écossaises. Ce projet pourrait concurrencer la Coupe d'Europe

Les équipes professionnelles de rugby anglaises sont toutes réunies derrière le proet de British League présenté par Tom Walkinshaw, président de l'English First Division Rugby. Pour sortir le rugby anglais

faires écossais, président du club de Gloucester, envisage la création d'un championnat britannique très lucratif, regroupant dix clubs anglais, quatre gallois et deux

sident de la Ligue nationale de rugby, les Français s'inquiètent de ce projet qui pourrait porter ombrage à la Coupe d'Europe de rugby. Dans cette compétition, Olivier

de son marasme financier, cet homme d'af-écossais. A l'image de Serge Blanco, pré-Magne s'est illustré, samedi 18 décembre, en inscrivant un magnifique essai pour son nouveau club, l'AS Montferrandaise, tout proche de la qualification pour les quarts de finale après sa nette victoire (32-9) sur

les Harlequins de Londres. Toulouse devrait également se qualifier, mais Bourgoin-Jallieu et Colomiers sont presque déjà éliminés, tandis que le Stade français et Grenoble conservent de bonnes chances.

L'ORGANISATION des compétitions de rugby prête souvent à sourire – ou à désespérer – de ce côté-ci de la Manche, tant la recherche de la « bonne formule » pour le championnat de France et la « guéguerre » que se livrent avec une belle constance les dirigeants de club et les instances nationales paraissent interminables. De l'autre côté du Channel, en Grande-Bretagne, c'est pire : la bataille est encore plus féroce, les débats structurels encore plus nombreux, à rendre jaloux une

escouade d'intellectuels français. Le dernier en date, aussi brûlant et passionné que les précédents, oppose Tom Walkinshaw, président de Gloucester, l'équipe entraînée par l'ancien capitaine du XV de France, Philippe Saint-André, et Rob Andrew, le plus capé des anciens demis d'ouverture du XV de la Rose. Le premier veut créer une British League, une compétition britannique regroupant dix équipes anglaises, quatre galloises et deux écossaises; le deuxième veut privilégier continuité et stabilité, c'est-à-dire un championnat anglo-anglais.

Ouelques semaines seulement après la déception de la Coupe du monde – les Anglais, classés parmi les favoris, n'avaient pu franchir le cap des quarts de finale -, les deux protagonistes, bons patriotes, assurent agir pour le bien de l'équipe nationale, en vue de la prochaine édition de la compétition mondiale, en 2003. Tenus à l'écart du projet, tout comme les Irlandais. les Français, eux, comptent les coups, en réglant leurs propres affaires et en priant pour que l'idée de British League chère à Tom Walkinshaw ne sorte jamais des cartons: la Coupe d'Europe, toujours balbutiante après quatre éditions, pourrait s'en trouver sévèrement menacée. «Je suis complètement choqué par cette histoire », reconnaît Serge Blanco. Au printemps, le président de la Ligue nationale de rugby louait les talents d'« homme de dialogue » de son homologue, avec qui il venait

de signer les accords de Paris, prévoyant le retour des clubs anglais en coupes d'Europe pour une durée de huit ans.

AUCUN BÉNÉFICE

L'ancien arrière du XV de France assure qu'il ne se sent « pas trahi » par son partenaire - Walkinshaw qualifie toujours la Coupe d'Europe de « compétition fantastique » –, mais il ne cache pas son amertume. « Cette British League n'est rien d'autre qu'un prétexte pour engranger de l'argent. Pour les propriétaires des clubs anglais, une seule chose compte, l'argent. » « Après trois ans de professionnalisme, les présidents anglais se sont rendu compte qu'ils s'étaient moins bien débrouillés que les Français, analyse Philippe Saint-André, bon connaisseur du rugby anglais. Aujourd'hui, les recettes en droits télé et en sponsoring s'élèvent seulement à 3 ou 4 millions de francs par an. » A titre de comparaison, le Stade toulousain, champion de France en titre, a perçu 9,6 millions de francs de la Ligue nationale de rugby en

Pris entre deux feux (Tom Walkinshaw est son employeur à Gloucester), l'ancien international français se montre assez circonspect sur l'avenir de l'actuelle compétition européenne : « Cela va peut-être concurrencer la Coupe d'Europe, mais cela va peut-être aussi faire bouger les choses, notamment à la Fédération anglaise. » Car l'instance dirigeante du rugby anglais, après avoir appelé de ses vœux une ligue britannique, est aujourd'hui opposée au projet de Tom Walkinshaw, contrairement aux Fédérations écossaise et galloise, prêtes à soutenir les clubs qui souhaiteraient participer à

Depuis qu'ils ont décidé de se lancer, à corps perdu, dans le grand bain de l'ère moderne du rugby, en 1995, les dirigeants des clubs anglais, réunis au sein de l'English First Division Rugby (EFDR), ont hardiment fait rimer professionnalisme et ultralibéra-

lisme. Trois saisons plus tard, ils n'ont enregistré que des pertes, dont le cumul navique aujourd'hui entre 20 et 30 millions de livres (de 32 à 48 millions d'euros). Résultat, les salaires des joueurs ont été revus à la baisse à la fin de la saison dernière, et deux clubs (les London Scottish et Richmond) ont été contraints de tirer leur révérence, en fusionnant avec d'autres équipes. Bref, comme dirait Tom Walkinshaw, par ailleurs président de l'EFDR, « le rugby anglais est dans un sale état ». « L'échec en Coupe du monde a fait comprendre aux Anglais qu'il fallait évoluer », ajoute Philippe Saint-André.

MENACE DE SÉCESSION

L'argent vient à manquer dans le rugby anglais, dont la Fédération avait dépensé 8 millions de livres (12,8 millions d'euros) pour favoriser le parcours de son équipe en Coupe du monde? L'Ecossais de Gloucester, devenu président des présidents de clubs anglais en 1998, s'est démené pour apporter à

ses compères les sommes manquantes. Son projet de British League s'accompagnerait d'un chèque de 85 millions de livres (136 millions d'euros) « minimum » pour les cinq premières saisons.

« Un bol d'oxygène », souligne Philippe Saint-André. La promesse d'une telle manne a conquis le cœur des onze autres propriétaires de club anglais. Seule la Fédération anglaise bloque la situation, ce qui rend furieux l'homme fort des clubs: «Le concept de British League provient de la Fédération. Maintenant, nous leur demandons de l'aide pour la mettre en pratique », proteste-t-il. A mots couverts, l'homme d'affaires écossais menace même de faire sécession, si nécessaire. Et, pendant la bataille, l'idée d'un « Super 12 » européen, inspiré du modèle en vigueur dans l'hémisphère Sud, recule toujours. «Trop tôt », assurent tous les intéressés, Français ou Britanniques

Eric Collier

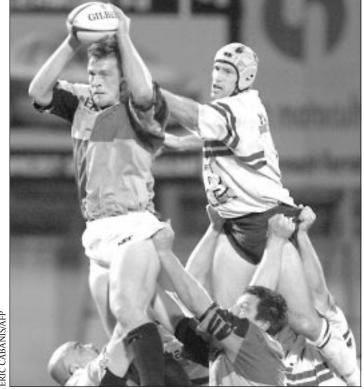
Olivier Magne se prépare à une saison interminable

Montferrand, qui a battu samedi les Harlequins de Londres en Coupe d'Europe, attend beaucoup du troisième-ligne de l'équipe de France

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial A l'instar de Charlemagne, Olivier Magne, dit « Charly » en référence à l'empereur à la barbe fleurie, aime courir en quête d'espace, bousculant si besoin les obstacles sur son passage. Daren O'Leary, l'arrière des Harlequins de Londres, l'a éprouvé à ses dépens, samedi 18 décembre.

Un « cadrage-déblaiement »: c'est l'appellation réservée à cet art singulier qui consiste à déquiller un adversaire, sans envisager la moindre tentative d'esquive ou d'évitement. Ainsi, samedi, Olivier Magne a renversé O'Leary avant d'inscrire le deuxième des quatre essais montferrandais, vainqueurs 32 à 9 de ce quatrième match de Coupe d'Europe de la saison. A la veille d'un repos de deux semaines bien mérité, le troisième-ligne casqué du XV de France, tout juste installé dans la capitale auvergnate, s'est une fois de plus illustré dans une rencontre qui a permis à son équipe de retrouver la tête du classement de la poule E, ₹ seule garantie inconditionnelle d'une place en quarts de finale de la Coupe d'Europe.



Olivier Magne, à droite, a marqué un des essais de l'ASM.

de l'Association sportive montferrandaise (ASM) chère à l'entreprise Michelin, Olivier Magne n'est encore qu'un novice. C'est en novembre, à peine la ferveur des festivités mondiales retombée, que l'ancien Briviste a posé son sac dans ce club, six fois finaliste du championnat de France, six fois vaincu, dont une dernière il y a six mois au Stade de France face à Toulouse. « Au retour de la Coupe du monde, j'étais dans les cartons. J'emménageais, mais je connaissais déjà bien la ville et le club », dit-il. Ici, cet Auvergnat natif d'Aurillac n'évolue pas en terre étrangère. Depuis déjà deux années, Victor Boffelli, l'entraîneur de l'ASM, enfant d'Aurillac lui aussi, n'avait eu de cesse de le convaincre de le re-

Rentré de Coupe du monde deux jours après la finale perdue à Cardiff, le 6 novembre, Olivier Magne s'est accordé huit jours sans rugby. « C'est le temps qu'il m'a fallu pour me remettre, souligne-t-il. Physiquement, ça allait très bien. Mais c'est surtout nerveusement que je devais récupérer. J'avais besoin de décompresser. »

Sous ces couleurs jaune et bleu Et, plus encore, Olivier avait surtout besoin de se remotiver : après les heures folles de Twickenham. l'ivresse de cette victoire en demifinales contre le redoutable épouvantail All Black, c'est le défi qu'il a fallu relever. « Gagner la finale une semaine seulement après cet exploit, c'était quasiment mission impossible pour nous, analyse-t-il après coup. Au niveau mental, on avait laissé tellement de jus dans ce match où on était donné battus à 90 % qu'il était très difficile de se concentrer pour jouer les Wallabies avec la même intensité. C'est dans la tête qu'on a perdu cette finale. Plus que sur le terrain. »

À LA LIMITE DE LA SURDOSE

Le temps. Pour Olivier Magne, c'est sûrement ce qui fait encore défaut à l'élite du rugby français. Le temps pour peaufiner la préparation, le temps pour former un groupe capable d'affronter les meilleurs adversaires. « Battre les

All Blacks comme on l'a fait, c'est bien. Mais encore faut-il être en mesure de réaliser un match de cette intensité toutes les semaines. »

Entre le championnat de France qui s'étire sur onze mois cette saison, la Coupe de France, la Coupe d'Europe et les rencontres internationales, les joueurs les plus sollicités frisent la surdose. « A la suite de la blessure dont j'ai été victime l'an passé, je ne suis revenu qu'en avril. Depuis, je n'ai pas arrêté. Même en juillet, durant les vacances, j'ai dû travailler afin de rattraper mon retard. S'il n'y avait pas la Coupe d'Europe et ses rencontres de haut niveau, je crois que je saturerais », avoue Olivier.

Il y a de quoi. Si tout se passe au mieux pour l'ASM, Olivier Magne devrait souffler le 15 juillet 2000, au soir de la finale du championnat de France. Après quinze mois de rugby non-stop.

Yves Bordenave

31 décembre 1999 Pour conserver ou offrir **1**er

janvier 2000

Ces éditions aux dates exceptionnelles

Les éditions du Monde datées 31 décembre 1999 et 1er janvier 2000 rassemblées dans un coffret souple Les 5.000 premiers coffrets sont numérotés

Offre valable uniquement pour une commande de cing coffrets et plus*

BON DE COMMANDE - Coffrets « Passage à l'an 2000 »

A retourner par fax au 01.42.17.21.70 ou par courrier à : Le Monde - Grands comptes - Réf. 2000 - 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 5 Prix de cinq coffrets (frais de port inclus) : 250 F. Prix du coffret supplémentaire : 50 F (chaque coffret contient un exemplaire du Monde daté 31 décembre 1999 et un exemplaire daté 1er janvier 2000) ☐ Je souhaite commander ☐ \square coffrets (minimum : 5). ☐ Ci-joint mon règlement par chèque bancaire d'un montant de F NOM : Prénom : Code postal : LIII Ville : Tél. : Tél. : Date de livraison : à partir du 1er janvier, dans un délai de dix jours. Pour toute information supplémentaire et envoi à l'étranger : 01.42.17.33.27 * Les commandes seront traitées par ordre d'arrivée, dans la limite des stocks disponibles

Colomiers et Bourgoin pratiquement déjà éliminés

A deux journées de la fin des

matches de poule de Coupe d'Europe, le Stade toulousain, facile vainqueur (51-0), samedi 18 décembre, des Italiens de Padoue, et l'AS Montferrandaise, qui a nettement dominé (32-9). le même jour, les Harlequins de Londres, occupent une position avantageuse en vue de la qualification pour les quarts de finale, qui auront lieu les 15 et 16 avril 2000. Rien n'est fait, en revanche, pour le Stade français, battu vendredi par les Irlandais de la province du Leinster (24-23), et pour le FC Grenoble, vainqueur samedi (21-10) des Gallois de Neath: les Parisiens ne conservent la tête de la poule A que grâce au point-average, et les Isérois sont désormais deuxièmes de la poule F. Du côté de Bourgoin-Jallieu et de Colomiers, les possibilités de disputer les quarts de finale de la Coupe d'Europe sont proches du néant. A Londres, les coéquipiers de Stéphane Glas ont subi dimanche une sévère défaite (37-23), qui les laisse accrochés à la troisième place de la poule C, synonyme d'élimination. Après avoir enregistré son troisième revers consécutif, samedi, face aux Irlandais du Munster (23-5), l'US Colomiers est virtuellement

VOUS ETES TRIPOUX **OU CROCODILE? CHEAP**

OU LUXE? SUSHI OU CONFIT ?

à boire et à manger, de **nova**, 200 pages, 1000 circuits, **le guide de Paris (with feeling).**

39 F DANS TOUS LES KIOSQUES

AUJOURD'HUI

Amorce d'un radoucissement

core une bonne partie de la France. Toutefois, une perturbation arrive par la facade océane et apporte de l'air plus doux et plus humide. Cet air doux va lentement s'étendre à tout le pays, ce qui augure d'un Noël plutôt au balcon, mais souvent arrosé, météorologiquement parlant.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Des pluies arrivent sur la Bretagne le matin, pouvant être précédées de phénomènes glissants (verglas ou neige) temporaires sur l'Ille-et-Vilaine. Ces petites pluies gagnent la Vendée et la Basse-Normandie l'après-midi avec là aussi risque de verglas ou neige. Il fera de 4 à 10 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée est froide. Des brouillards givrants peuvent se former des Flandres aux Ardennes. Le ciel s'ennuage rapidement sur la Haute-Normandie. Ils finissent par donner quelques

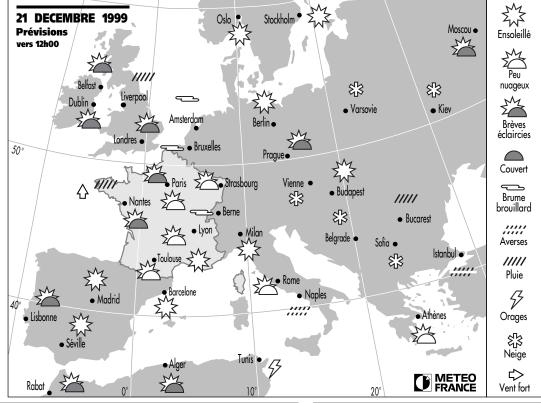
gouttes ou flocons en soirée. Il fait

de 0 à 5 degrés. Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La journée s'annonce très froide et le givre ou la neige gelée rendent les routes glissantes. Le mercure at-

teint péniblement 0 degré. Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Soleil et froidure, -1 à -3 degrés, au petit matin. Les températures profitent des éclaircies pour atteindre 6 à 8 degrés en général, 9 à 12 degrés en

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Froid vif au lever du jour, - 4 à - 8 degrés. Quelques formations de givre n'empêchent pas le soleil de se montrer. Il fait de 2 à 5 degrés au plus chaud de la journée.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. -Le soleil règne sans partage. Le vent faiblit et le froid devient de ce fait plus supportable. Les thermomètres, légèrement négatifs à l'aube, affichent 7 à 10 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. L'Espace du tourisme d'Ile-de-France, au Carrousel du Louvre (place de la Pyramide-Inversée, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris), présente, jusqu'au lundi 3 janvier 2000 (tous les jours sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures), ses « Escanades de Noël en Ile-de-France ». Une brochure en présente une centaine à savourer le temps d'une journée, d'un week-end ou de quelques jours. Disponible sur place ou par téléphone, de 10 heures à 19 heures, au nº Indigo 0-803-818-000.

■ CANADA. La compagnie Air Transat propose des vols à tarifs promotionnels pour célébrer le millénaire au Canada. Il en coûte de 1 480 F (225 €) à 1 980 F (301 €) le Paris-Montréal A/R, avec des départs entre le 21 et le 29 décembre, et des retours du 27 décembre au 5 janvier. Un Paris-Québec A/R est proposé à 1 780 F (271 €), avec départ le 22 décembre et retour le 4 janvier). Réservations au 0-825-325-825.

minosent pe	ii dolliii	er querques	rapres	mian.				•				
Ville par ville,	les minin . S : ensolo	E 21 DECEME na/maxima de to eillé; N : nuageu neige.	empératur		23/27 S	KIEV LISBONNE LIVERPOOL LONDRES LUXEMBOURG	-5/-3 * 11/14 N 3/8 P 1/5 N -3/-1 C		-2/5 S -4/-2 * 19/29 S 20/30 C	LE CAIRE NAIROBI PRETORIA RABAT TUNIS	16/24 S 16/24 S 21/29 S 10/16 N 5/11 P	
FRANCE mét	ropole	NANCY	-6/0 N	ATHENES	12/18 S	MADRID	1/9 S	CARACAS	24/25 S	ASIE-OCÉAN	IE	
AJACCIO	2/10 S	NANTES	1/6 P	BARCELONE	4/11 S	MILAN	-4/8 S	CHICAGO	-11/-8 C	BANGKOK	17/26 S	N D D D D D D D D D D D D D D D D D D D
BIARRITZ	0/12 N	NICE	2/10 S	BELFAST	6/8 N	MOSCOU	-6/-5 N	LIMA	18/19 P	BEYROUTH	19/22 S	
BORDEAUX			-3/2 N	BELGRADE		MUNICH	-6/0 *	LOS ANGELES	13/19 S	BOMBAY	19/32 S	
BOURGES	-4/3 S	PAU	-1/12 N	BERLIN	-4/-2 S	NAPLES	2/6 P	MEXICO	1/19 S	DJAKARTA	26/30 C	
BREST	4/10 P	PERPIGNAN	1/9 S	BERNE	-7/-3 C	OSLO	-12/-8 S	MONTREAL	-5/2 C	DUBAI	16/25 S	
CAEN	-1/4 C	RENNES	-1/6 P	BRUXELLES		PALMA DE M.	3/13 S	NEW YORK	4/13 S	HANOI	7/16 S	
CHERBOURG	-1/6 P	ST-ETIENNE	-6/3 S	BUCAREST	-3/7 P	PRAGUE	-6/-4 N	SAN FRANCIS.	8/15 S	HONGKONG	6/13 S	
CLERMONT-F.	-8/4 S	STRASBOURG	-6/0 N	BUDAPEST	-4/0 S	ROME	-3/7 S	SANTIAGO/CHI	12/28 S	JERUSALEM	15/24 S	1000
DIJON	-6/1 N	TOULOUSE	-3/6 S	COPENHAGUE	-5/-2 S	SEVILLE	7/15 S	TORONTO	-7/-2 C	NEW DEHLI	6/21 S	to Acous 1005
GRENOBLE	-4/5 S	TOURS	-3/3 N	DUBLIN	6/9 N	SOFIA	-1/4 *	WASHINGTON	5/11 S	PEKIN	-13/-5 S	
LILLE	-3/2 C	FRANCE out	re-mer	FRANCFORT	-2/2 N	ST-PETERSB.	-9/-6 *	AFRIQUE		SEOUL	-8/-1 *	And the state of t
LIMOGES	-4/7 N	CAYENNE	23/29 P	GENEVE	-3/1 S	STOCKHOLM	-10/-4 S	ALGER	2/15 N	SINGAPOUR	24/29 P	A OUR TEO
LYON	-4/2 S	FORT-DE-FR.	24/28 S	HELSINKI	-9/-5 N	TENERIFE	12/17 C	DAKAR	19/25 C	SYDNEY	16/21 C	
MARSEILLE	-3/6 S	NOUMEA	21/25 C	ISTANBUL	13/16 P	VARSOVIE	-6/-1 *	KINSHASA	23/28 P	TOKYO	3/9 S	Situation le 20 décembre à 0 heure TU Prévisions pour le 22 décembre à 0 heure TU

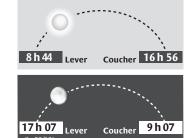
ASTRONOMIE

Habitants célestes : Céphée

LES SOIRÉES d'hiver présentent un ciel-péplum. Parmi les batailles mythologiques qui se livrent au firmament, parmi les scènes épiques qui se jouent en pointillés blancs sur l'écran des nuits, une occupe une place privilégiée, faisant appel à pas moins de six constellations. Il faut, pour comprendre ces figures célestes aui nous viennent des Grecs et de l'Antiquité, se laisser prendre au piège du conte, écouter l'histoire que nous ont transmise Hésiode. Pindare, Eschyle, Euripide...

Donc... il était une fois un roi et une reine d'Egypte, Céphée et Cassiopée. Celle-ci, très fière de son apparence, se prétendit un jour

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE · vendredi 24 décembre 1999 (à Paris) ·



plus belle que toutes les Néréides réunies. Se rassemblant en petit syndicat, ces cinquantes divinités marines, que l'on imaginait parfois mi-femmes mi-poissons, portèrent plainte devant Poséidon. Pour les venger de l'insulte, le dieu des océans envoya un monstre marin qui ravagea le royaume de Cassiopée. Comme il se faisait en pareilles circonstances, Céphée interrogea l'oracle qui prédit que l'Ethionie serait libérée de son fléau si la fille du couple royal, Andromède, était livrée à la bête. On attacha donc la jeune femme à un

Pendant ce temps, loin de là, Persée accomplissait l'exploit qui ferait de lui un héros. Avec l'aide d'Hermès et d'Athéna, il parvint à trancher la tête de Méduse, une des trois Gorgones, ces monstres dont le regard était si terrifiant qu'il pétrifiait ceux qui osaient le soutenir. Du cou sanglant de Méduse jaillit Pégase, le cheval ailé, qui s'envola vers l'Olympe et d'autres aventures. Emportant dans sa besace la tête de Méduse, Persée échappa aux deux autres Gorgones qui, elles, étaient immortelles, grâce à un casque le En rentrant chez lui, le héros, évidemment, passa par l'Ethiopie, vit Andromède offerte en sacrifice et en tomba amoureux sur-le-champ. Il promit à Céphée de le débarrasser du monstre marin si le roi consentait à lui donner sa fille comme épouse. Le marché fut aussitôt conclu et Persée n'eut aucun mal à se défaire du fléau mandé par Poséidon. Cependant, le mariage posait un problème, car Andromède était promise à un frère de Céphée, Phinée. Celui-ci monta un complot contre le héros du jour, mais Persée le découvrit à temps et, pour se défendre, montra la tête de Méduse à ses agresseurs qui se transformèrent en statues de pierre. Certains auteurs incluent Céphée et Cassiopée dans la liste des pétrifiés. Finalement, comme dans bien des contes, Persée et An-

LA FUTURE ÉTOILE POLAIRE

beaucoup d'enfants..

Si on lève les yeux sur la nuit de décembre, la scène se reconstitue, presque palpable. Poséidon, qui n'en avait pas fini avec Cassiopée, l'a mise dans le ciel et, éternellement punie de son arrogance, elle passe le plus clair de son temps la

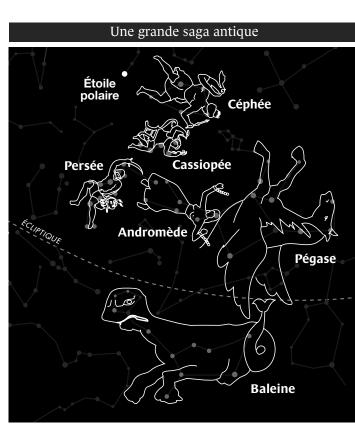
SOS Jeux de mots.

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

dromède se marièrent et ils eurent

tête en bas, clouée sur une chaise (Le Monde du 14 décembre), Sous sa tête sont réunis les deux amoureux du mythe, Andromède et Persée. La première, que l'on représente traditionnellement avec des morceaux de chaîne encore attachés à ses poignets, voisine Pégase. Le second, d'une main, brandit une sorte de sabre courbe - une serpe dans le mythe - et, de l'autre, montre la tête de la Gorgone, représentée par l'étoile variable Algol, dont l'éclat étrange et changeant rappelle le regard effrayant de Méduse. Tout en bas de la scène figure le monstre marin, avec le nom inapproprié de Baleine.

Quant à Céphée, non loin de l'étoile polaire, il se fait modeste avec ses cinq étoiles de second ordre qui rappellent vaguement une maison dotée d'un toit pointu. Malgré cette relative discrétion, cette constellation est promise à un grand avenir. En effet, en raison de la précession des équinoxes, ce changement d'orientation dans l'espace de l'axe de rotation de notre planète, la principale étoile de Céphée deviendra, aux alentours de l'an 7600, la future étoile polaire.



AFFAIRE DE LOGIQUE

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 99301

- 8. Dans les grandes largeurs. Aire de jeux macabres. - 9. Poète américain. Chaton. - 10. En rogne. Evitent la confusion des genres. -11. Afficher son refus. Pour opposer dans le texte. - 12. Faite en

Philippe Dupuis

SOLUTION DU Nº 99300

HORIZONTALEMENT

attendant.

I. Vulcanologue. – II. Anoures. Daim. - III. Livide. Men. -IV. Elève. Hissai. – V. Ti. Rupin. Est. - VI. Anaérobie. EO. - VII. Igné. Louve. - VIII. Lut. Plumitif. -IX. Lerche. Staël. – X. Esérine. Elle.

VERTICALEMENT

1. Valetaille. - 2. Unilingues. -3. Lové. Antre. - 4. Cuivrée. Cr. -5. Ardeur. Phi. - 6. Née. Pollen. -7. Os. Hibou. - 8. Miniums. -9. Odes. Evite. - 10. Ganse. Etal. -11. Ui. Ase. Iel (lié). - 12. Emmitouflé.

DANS les dix alvéoles ci-des-

sus sont placées quatre boules noires et quatre boules grises. deux alvéoles restant vides. Les seuls mouvements auxquels vous avez droit consistent à déplacer deux boules à la fois, à condition qu'elles se touchent, et seulement si vous les déposez dans les alvéoles vides sans changer leur disposition (par exemple, si une boule noire est à gauche, elle sera posée dans l'alvéole de gauche).

Comment, en un minimum de mouvements, alterner les deux couleurs en commençant (à gauche) par une boule

> Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1999

Solution dans Le Monde du 28 décembre.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

OD



PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 lvry cedex



Président-directeur général : Dominique Alduy Directeur général : Stéphane Corre Directeur général : Stéphane Corre 21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05 Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

$\circ \circ \circ \circ \bullet \bullet \bullet$

Solution du problème nº 150 paru dans Le Monde du 14 décembre.

• Chaque fois que l'élève efface deux nombres et en écrit un, l'effectif des nombres inscrits au tableau diminue de 1. Pour passer de 2 000 nombres à 1 nombre, il faut une diminution d'effectif de 1999, donc 1999 actions d'effacer deux nombres. L'élève a ainsi effacé 3 998 nombres.

Alternance souhaitée

• Lorsqu'on remplace deux nombres par leur différence, la parité de la somme de tous les nombres inscrits au tableau ne fait une erreur de calcul.

change pas. En effet, la différence de deux nombres est de même parité que leur somme. Ainsi, la parité de la somme des nombres inscrits au tableau à n'importe quel instant est celle du début, c'est-à-dire la parité de la somme des 2 000 premiers entiers. Cette somme vaut 1 999 000, puisque la somme des N premiers entiers vaut N (N + 1)/2.

L'unique nombre restant à la fin est donc un nombre pair. L'élève a



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 Ш IV V VI VII VIII IX

HORIZONTALEMENT

I. Affaires internationales. -II. Dame de compagnie. Mit bien en place. - III. Leurs lettres permettent de toucher ailleurs. Cours primaire. - IV. Monstre de notre enfance. Equilibré et bien développé. – V. Œuvre académique. Eugène Grindel. Lettres de confession. – VI. Pour assurer le service en ville et à table. Possessif. -VII. Femme ou poisson, elle est dans la farine. - VIII. Village de France. Bien descendu. Se suive de très près. - IX. Ridicule et sans inté-

rêt. Fils de Léa et de Jacob. -X. Rarement gratuites pour voir le spectacle. Pour suspendre.

VERTICALEMENT

1. Sortie de route non autorisée. 2. Boîte de conserve. Fait tache. 3. Dégager sans délicatesse. Personnel. Prises sur le côté. - 4. Surprennent par leur soudaineté. Une autre façon de voir le loup. -5. Moins fort que l'as. Revient pour nous tourmenter. - 6. Soutenu dans son développement. Cube. -7. A la cuisine ou dans les roseaux.

DISPARITIONS

■ ÉRIC DEGRÉMONT, préfet de la région Champagne-Ardenne, est mort, dimanche 19 décembre à l'hôpital Cochin de Paris, où il avait été admis samedi soir après un malaise cardiaque. Né le 10 mai 1942 au Cateau (Nord), diplômé d'études supérieures de droit public et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1967-1969), Eric Degrémont a été notamment chef de la subdivision administrative des Iles Loyauté (Nouvelle-Calédonie) de 1970 à 1973, chargé de mission au cabinet de Michel Poniatowski, au ministère de la santé publique et de la Sécurité sociale, de mai 1973 à mai 1974, puis de chef de cabinet de M. Poniatowski au ministère de l'intérieur, jusqu'en mars 1977. Sous-préfet de Senlis (1977-1980), puis de Saint-Germain-en-Laye (1980-1987), il fut ensuite préfet de l'Aveyron (1987-1989), de l'Allier (1989-1993), puis de la Dordogne (1993-1995), avant de diriger le cabinet de Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'outre-mer, de juin 1995 à octobre 1996. Depuis cette date, Eric Degrémont était préfet de la région Champagne-Ardenne, préfet de la

■ PIERRE PÉCHOUX, historien spécialiste de la Russie, est mort le 14 décembre à Clermont-Ferrand (Puy de Dôme). Né le 17 janvier 1915 à Bourg-en-Bresse (Ain), Pierre Péchoux fut élève au lycée Lalande de Bourg, puis au lycée du Parc à Lyon, avant d'intégrer la khâgne d'Henri-IV, puis la rue d'Ulm (1936). Sa connaissance du russe lui vaut d'être pressenti pour participer à la commission d'armistice prévue à Moscou en 1945 ; récusé par les autorités soviétiques, en raison justement de ses aptitudes linguistiques, il reste en Allemagne jusqu'en 1954, à Berlin jusqu'au blocus de 1948, puis à Mayence, aux services d'éducation et d'affaires culturelles du gouvernement militaire français du Grand Berlin, puis du Haut Commissariat de la République française en RFA. Diplômé de l'Ecole des langues orientales, maître-assistant honoraire d'histoire moderne et contemporaine à l'université Blaise-Pascal, il était tenu pour un des meilleurs connaisseurs de la diffusion de l'œuvre de Bakounine (sa thèse de doctorat d'Etat présentée devant l'université de Paris-I n'a pour l'heure toujours pas été éditée). Il

avait longtemps travaillé sur les mutations des sociétés rurales en Russie: effets de la mécanisation agricole à la suite de la nouvelle politique économique de Lénine (NEP), sous la direction du géographe Albert Demangeon, réforme agraire de 1861 et abolition du système du mir, sous la direction de l'historien Roger Portal. Proche de Jean-Louis Van Regemorter, spécialiste de l'URSS au XXe siècle, Pierre Péchoux laisse, outre des articles dispersés (Annales de géographie, Revue d'études slaves...), le souvenir d'un enseignant solide et d'un homme de gauche engagé dans le milieu syndical (Snesup) plus que dans l'arène politique (membre de France-URSS, il l'était aussi des Amis de Romain Rolland).

■ FRANÇOIS DYREK, acteur qui a partagé sa carrière entre théâtre, cinéma et télévision, est mort des suites d'une crise cardiaque, vendredi 17 décembre, à l'âge de soixante-six ans, au sortir d'un gala à Compiègne. Né à Pontoise en 1933, François Dyrek avait fait ses classes au Cours René Simon. avant de jouer pour le TNP de Georges Wilson, le TEP de Guy Rétoré, le Café de la Gare avec Romain Bouteillle et le Théâtre des Boucles de Marne avec Pierre Santini. Une de ses récentes apparitions sur les planches a été à Paris et en tournée dans Douze Hommes en colère, où il jouait au côté de Michel Leeb. Au cinéma, François Dyrek a tourné avec des réalisateurs comme Yves Boisset, Claude Faraldo, Bertrand Tavernier, et la télévision a beaucoup fait appel à lui pour des téléfilms, des séries, des feuilletons.

■ DESMOND LLEWELYN, acteur britannique qui a joué dans dixsept des dix-neuf films de la série des James Bond, est mort, dimanche 19 décembre, dans un accident de la circulation dans le sud de l'Angleterre. L'accident s'est produit alors que l'acteur, âgé de quatre-vingt-cinq ans, revenait d'une séance de présentation de son livre Q, The Biography of Desmond Llewelyn, sorti en librairie en même temps que le dernier James Bond sur les écrans. Le Monde ne suffit pas le voyait une fois de plus camper le rôle de « Q », l'excentrique pourvoyeur de gadgets meurtriers à 007, qui ne manquait jamais d'assortir ses livraisons d'instructions caustiques. Né le 12 septembre 1914 au pays de Galles, Desmond Llewelyn avait tourné son premier James Bond en 1963, Bons baisers de Russie, et en était demeuré une figure immuable alors que se succédaient Sean Connery, Roger Moore, Timothy Dalton ou Pierce Brosnan dans le rôle de l'agent se-

■ LE CARDINAL PAOLO DEZZA est mort vendredi 17 décembre à Rome. Né à Parme le 13 décembre 1901, ordonné prêtre en 1928 dans la Compagnie de Jésus, le Père Paolo Dezza avait été le confesseur du pape Paul VI (1963-1978). Le 6 octobre 1981, après l'attaque cérébrale dont avait été victime le Père Pedro Arrupe, supérieur général de la Compagnie de Jésus, Jean Paul II avait nommé le Père Paolo Dezza comme son délégué personnel à la tête de la Compagnie, ouvrant une crise avec les l'ordre qui ne prendra fin qu'avec l'élection, en 1983, du Père Peter-Hans Kolvenbach, toujours en fonctions comme « général ». La disparition du cardinal Paolo Dezza ramène la composition du Sacré Collège à 153 membres, dont 106 de moins de quatre-vingts ans, électeurs d'un nouveau pape en cas de conclave.

■ GROVER WASHINGTON Jr., saxophoniste américain, est mort, vendredi 17 décembre, dans un hôpital de New York où il avait été admis après avoir été victime d'un malaise cardiaque alors qu'il enregistrait une émission pour la chaîne de télévision CBS. Né le 12 décembre 1943 à Buffalo (Etat de New York), Grover Washington Ir., mobilisé en 1965, fait partie d'un orchestre militaire avec le batteur Billy Cobham, futur star du jazz-rock. De retour à la vie civile, il enchaîne des petits boulots et des travaux alimentaires comme musicien avant d'enregistrer, en 1971, sous son nom Inner City Blues qui comprend la reprise éponyme d'un titre du chanteur Marvin Gaye et deviendra le premier d'une série de succès commerciaux (Winelight, paru en 1980, a été vendu à ce jour à plus de deux millions d'exemplaires). Le saxophoniste est l'un des rares musiciens de jazz à figurer régulièrement dans les classements des meilleures ventes de disques aux Etats-Unis avec une musique passe-partout, mélange de rythm'n'blues et de pop instrumentale avec des éléments du jazz. Musicien caméléon, Grover Washington Jr. laissait entendre dans son jeu et sa sonorité ce qu'il devait à Dexter Gordon, Roland Kirk, Stanley Turrentine, Cannonball Adderley, Sonny Rollins ou Oliver Nelson.

NOMINATION

CARNET

Universités

Jean Bulabois, physicien, a été nommé directeur de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (UTBM).

[Né le 22 janvier 1937 à Champagnole (Jura), docteur d'Etat en optique, Jean Bulabois est président fondateur de la société française d'optique et expert scientifique auprès du ministère de l'éducation, de l'Anvar et de la commission de l'Union européenne. Doyen de la faculté des sciences et des techniques de l'université de Franche-Comté de 1980 à 1986, vice-président de l'université de Franche-Comté en 1987 et 1994, il est devenu directeur de l'Institut polytechnique de Sévenans en 1995. Administrateur provisoire de l'UTBM, résultat de la fusion en janvier 1999 de l'Institut polytechnique de Sévenans et de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Belfort, Jean Bulabois a ensuite été nommé directeur de cette université de technologie axée sur les transports terrestres.]

DÉCORATIONS

LÉGION D'HONNEUR

Nous publions la liste des élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au titre du ministère de la défense dans le Journal officiel du dimanche 19 décembre.

- Sont élevés à la dignité de grand-croix: Paul Oddo, général de corps d'armée; Valérie Santini, née André,

médecin général inspecteur. - Sont élevés à la dignité de grand officier:

Marcel Mercier, général de brigade dans la gendarmerie ; Francis Boissin, général de brigade; Gilbert Gazzeri, colonel; Auguste Pelte, général de brigade; Emile

Chaline, vice-amiral d'escadre.

Ordre National DU MÉRITE

Une liste de nominations et promotions dans l'ordre national du Mérite, au titre du ministère de la défense, est parue au Journal offi*ciel* du vendredi 10 décembre. Nous publions les promotions au grade de commandeur.

Sont promus *commandeur*: Jean Arnould; Germain Baumann; Christian Beaudeau; Gérard Bieuville; Jacques Corbion; Jean Dumas; François Dupont; Jean Fiévet; Roger Gauzan; Jean Gavinet; Marc Grison; Gérard Herniou; André Jambel; Yves Madelin; Marcellin Richard; Claude Roussel; Jean Fouron; Henri Guilmoto; Bernard Pichevin; Henri Guilhem de Lataillade; Charles Roche-Bruyn; Jean Tréard; Albert Walser; Jacques Dorland; Pierre

ont la douleur de faire part du décès de

M. Arnaud WALLON,

ancien chef de service

de l'inspection générale de l'agriculture, officier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite.

officier des Palmes académiques,

commandeur du Mérite agricole,

Les obsèques auront lieu dans la stricte

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficiant d'une réduction sur les

insertions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniquer leur numéro de référence.

es petits-enfants,

la famille Côte,

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche

12 décembre sont publiés : • Outre-mer: une loi portant ratification des ordonnances du 24 juin 1998 et du 2 septembre 1998 prises en application de la loi du 6 mars 1998 portant habilitation du gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adap-

tation du droit applicable outre-mer. • Sapeurs-pompiers: un décret relatif aux sapeurs-pompiers volontaires; un décret relatif aux vacations horaires des sapeurs-pompiers

Au Journal officiel daté lundi 13-

mardi 14 décembre sont publiés : • CMU: un décret pris pour l'application de la loi du 27 juillet 1999 relative à la création d'une couverture maladie universelle.

• Gardes médicales: un arrêté relatif à l'organisation et à l'indemnisation des services de garde dans les établissements publics de santé autres que les hôpitaux locaux; un arrêté relatif à l'indemnisation des gardes effectuées par les internes, les résidents en médecine et les étudiants désignés pour occuper provisoirement un poste d'interne dans les établissements de santé autres que les hôpitaux locaux; un arrêté relatif aux astreintes des internes; un arrêté relatif aux gardes des étudiants en médecine ; un arrêté fixant le montant des indemnités pour gardes supplémentaires attribuées aux étudiants de deuxième, troisième et quatrième année du deuxième cycle des études médi-

 Téléski : un arrêté relatif à la réglementation technique et de sécurité des remontées mécaniques.

• BRGM: un arrêté portant création d'un comité scientifique au Bureau de recherches géologiques et

Au Journal officiel du mercredi 15 décembre sont publiés :

 Allocations: deux décrets relatifs aux montants de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique, et portant revalorisation de l'allocation de revenu minimum d'insertion.

• Fraude fiscale: un décret pris pour l'application de l'article 107 de la loi de finances pour 1999 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques par la direction générale des impôts, la direction générale de la comptabilité publique et la direction générale des douanes et droits indirects (Le Monde du 28 octobre).

• Information : une circulaire du premier ministre aux membres du gouvernement relative à la procédure d'information des autorités communautaires avant l'édiction de règles applicables aux services de la

société de l'information. • Commerce électronique : un décret portant création d'une mission pour le commerce électro-

• Dioxine: un arrêté modifiant l'arrêté du 4 juin 1999 suspendant la mise sur le marché des animaux et produits animaux susceptibles d'être contaminés en dioxines et portant prohibition d'introduction sur le territoire national d'animaux et de produits d'origine animale en provenance de Belgique.

• Fonctionnaires: un arrêté relatif au règlement intérieur du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat.

Au Journal officiel du jeudi 16 décembre sont publiés:

• CMU: un décret portant diverses mesures d'application de la loi du 27 iuillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle.

• AOC: deux décrets relatifs aux appellations d'origine contrôlée « Huile d'olive de Haute-Provence » et « Huile d'olive d'Aix-en-

Au Journal officiel du vendredi 17 décembre sont publiés :

• Amsterdam : une circulaire du premier ministre aux membres du gouvernement relative à l'application de l'article 88-4 de la Constitution. Elle précise les modalités d'une meilleure information du Parlement sur la politique européenne du gouvernement, y compris en matière de politique étrangère et de sécurité commune, et de coopération policière et judiciaire pénale.

• Primes: un décret portant attribution d'une indemnité de fidélisation en secteur difficile aux fonctionnaires actifs de la police nationale; un arrêté fixant le montant de cette indemnité.

• Privatisation: un arrêté fixant les modalités de la cession à Alcatel d'une partie du capital de Thomson CSF (15 850 628 actions au prix de 36 euros par action, correspondant à la valeur de Thomson CSF de 6 038 millions d'euros); un avis favorable de la commission des participations et des transferts.

Au Journal officiel du samedi

18 décembre est publiée : • Enseignement supérieur : une liste des écoles habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé.

AU CARNET DU « MONDE »

<u>Naissances</u>

Isabelle ALFANDARY-WEITZENBLUM et Didier ALFANDARY, sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette,

à Paris, le 14 décembre 1999.

Anniversaires de naissance

Bon anniversaire

même si maintenant on ne les compte

A bientôt. Je t'aime Gérard.

<u>Décès</u>

- M. et Mme Jean-Claude Godineau, Leurs enfants et petits-enfants, Sœur Anne-Marie Cunin F.M.M., font part du décès de

M. Charles CUNIN.

survenu le 17 décembre 1999, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 21 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, à Paris-5°.

Ni fleurs ni couronnes.

34, boulevard de Picpus, 75012 Paris. 34, avenue Reille, 75014 Paris.

- Mme Pierre Dumait. son épouse, M. Pierre-Jean Dumait,

font part du décès de

M. Pierre DUMAIT,

survenu le 16 décembre 1999, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 décembre, à 14 h 15, en l'église Sainte-Pauline du Vésinet, 55, boulevard d'Angleterre (RER Le Vésinet - Le Pecq).

28, route de la Passerelle, 78110 Le Vésinet.

Claudine Ferry-Clément,

Mme Pierre Ferry.

décès de

Jean-Marc, Olivier et Luc, ses frères, ainsi que leurs familles, ont la grande tristesse de faire part du

Pierre-Yves FERRY,

survenu subitement le dimanche 12 décembre 1999, à l'âge de cinquante-

L'inhumation a eu lieu à Cancale, dans

65, rue de Provence.

75009 Paris.

- Jeanine Gambier, son épouse, Bernard, Dominique et

Brigitte Gambier, ses enfants. Ivan,

son petit-fils, Les familles Gambier, Maillard, Lazeyras et Delalande, ont la tristesse d'annoncer le décès de

ancien élève de l'Ecole polytechnique survenu le 16 décembre 1999, dans sa

M. Olivier GAMBIER,

Cet avis tient lieu de faire-part.

67. rue Jean-Longuet 92290 Châtenay-Malabry.

Nonvilliers (Eure-et-Loir).

Danielle Lefebvre, son épouse, Gisèle Lefebvre,

sa mère, Michèle et Marc, son frère et sa sœur,

Et toute sa famille ont la douleur de faire part du décès de

> Claude LEFEBVRE. directeur du cabinet Structures et Communication conseil.

survenu dans sa soixante-deuxième année, le 14 décembre 1999.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 17 décembre, dans l'intimité familiale, et l'inhumation le 18 décembre, au

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Elisabeth Wallon, - Le directeur du département de philosa fille Les collègues du département de Lydie et Raphaël,

philosophie de l'université de Provence, font part de leur profonde tristesse après urition de leur collègue et ami Gérard LEBRUN.

Ils adressent à sa famille et à ses proches l'expression de leurs sentiments

(Le Monde du 16 décembre.)

- Mme Joseph Orvoën, M. et Mme Jean-Bernard Orvoën

M. et Mme Guy Frija, M^{me} Maryvonne † et M^{me} Dominique Orvoën, M. et Mme Jacques-Joseph Orvoën,

ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Orvoën, Goulletquer, Leray et Garrec, ont la douleur de faire part du décès du

Joseph ORVOËN.

chevalier de l'ordre national du Mérite. survenu le 17 décembre 1999, dans sa

La cérémonie religieuse aura lieu ce lundi 20 décembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Pré (Le Mans).

21 rue de la Paix. 72000 Le Mans.

survenu à Genève, de leur ami,

- Giampiero et Anna Casagrande, ont la douleur d'annoncer le décès,

Jean PETIT,

Enrico et Roberta Bai. Mario et Mary Botta, Henri et Marcelle E. Ciriani Ulrico Carlo Hoepli, Pino et Veronica Musi Oscar Niemeyer, se joignent à eux pour exprimer à son fils Léonard et à M^{me} Luciana Petit leurs condoléances les plus sincères.

Lugano-Milan-Paris, le 10 décembre

SOUTENANCES DE THÈSE **83F TTC - 12,65** € la ligne **Tarif Etudiants 99**

Anniversaires de décès

- Le 21 décembre 1998,

Maria DEGUCHI

nous a quittés

Mais son regard, la douceur de sa voix. demeurent présents chaque jour, comme notre chagrin.

> **CARNET DU MONDE** Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone : 01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

Catherine HAGÈGE

- Le 21 décembre 1998,

a disparu.

Nous ne cessons de penser à elle et de

- Il y a trois ans, André LEBON

quittait ce monde

Amis, ayez une pensée pour lui

Cours

Cours particuliers d'informatique à domicile (Internet, bureautique, multimédia). Tous niveaux. 300 formateurs en I.D.F. ALDISA, Tél.: 01-46-10-50-32.

onnez-vous au Monde pour seulement 173 ^F par mois					
Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bançaire ou postal à :					

Oui, je so		nements - 24, avenue du Général-L pour 173 ^F (26,37€)par mois p	.eclerc - 60646 Chantilly Cedex oar prélèvement automatique.				
☐ M. ☐ Mme	Prénom :	Nom :					
Adresse:							
Offre valable jusc	ηu'au 31/12/99 en France métropo	litaine pour un abonnement postal.	901MQPA				
Autorisat	ion de prélèvements	N° NATIONAL D'ÉMETTEUR	ORGANISME CRÉANCIER : <i>LE MONDE</i>				
l'autorica l'á	tablissement tireur de mon	N° 134031	21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05				
compte à effe prélèvements au journal <i>Le</i>	ectuer sur ce dernier les s pour mon abonnement n Mondé.	TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER					
	ore de suspendre provisoire	Code postal Ville Ville					
à tout momer	errompre mon abonnement nt.	NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou,Caisse d'épargne)					
Signature : [N°rue					
d'identité banc	: merci de joindre un relevé aire ou postal, à votre autorisa n dans votre chéquier	DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER Code Emblissement Code Guichet N°de compte Clé RIB					

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc: Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^{FTC}/min) "Le Monde" (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additionnal mailing offices, POSTMASTER; Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 129191518

Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23-451-2983 USA-Tél.: 800-428-30-03

CULTURE

LE MONDE / MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

EN PISTE Héla Fattoumi et Eric Lamoureux présentent Vita nova, le spectacle de fin d'études des treize élèves de la dernière promotion du Centre national des arts du cirque

(CNAC), à Châlons-en-Champagne. Ce spectacle sera repris à Paris, au Parc de La Villette, du 26 janvier au 20 février 2000. ● CHAQUE ANNÉE, depuis 1995, ce spectacle de fin

FÊTER **L'AN 2000**

d'études du CNAC est devenu un des rendez-vous importants du spectacle vivant. • POUR CÉLÉBRER l'an 2000, à Paris, onze grandes roues seront installées sur les Champs-Elysées,

chacune confiée à un artiste plasticien.

EN ISRAËL, la Mission française An 2000 finance deux projets de iardins dans deux hauts lieux du christianisme, Bethléem et Nazareth.

La danse aérienne et magique des nouveaux artistes du cirque

Chaque année, le spectacle de sortie des élèves du Centre national des arts du cirque (CNAC), à Châlons-en-Champagne, est devenu un des rendez-vous du spectacle vivant. Cette école a largement renouvelé la pratique de la piste, conjuguée avec le sport de haut niveau, la danse et le théâtre

CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

de notre envoyé spécial Depuis le tournant représenté par la création de Joseph Nadj, Le Cri du caméléon, en 1995, le spectacle de sortie des élèves du Centre national des arts du cirque (CNAC) à Châlons-en-Champagne est devenu un des rendez-vous du spectacle vivant. En 1994, déjà, il y avait eu Mauvais esprits, de François Cervantès; en 1996, Sur l'air de Malbrough, de François Verret; en 1997, C'est pour toi que je fais ça!, mis en scène par Guy Alloucherie; et en 1998 (Voir plus haut) ou les Nouvelles Aventures extraordinaires d'Ulysse Rostopchine, par Jacques Rebotier. Cette année, Héla Fattoumi et Eric Lamoureux présentent Vita nova. Qu'il ait été dirigé par des chorégraphes ou des metteurs en scène de théâtre, l'exercice dépasse chaque fois largement la curiosité du mélange

Au cœur de cette réussite, la pédagogie de métissage impulsée par Bernard Turin, directeur du CNAC depuis 1990, devenu le père incontestable de la deuxième génération de ce qu'on a appelé le nouveau cirque. Nouveau était en effet celui qui avait commencé de se décliner dans les années 80, du A de Archaos au Z de Zingaro, du métal hurlant libertaire au ballet équestre. Les succès de Pierrot Bidon, Guy Carrarra, Bartabas et leurs confrères s'étaient rapidement étendus au point d'inquiéter les familles du cirque traditionnel. Le besoin d'écoles était apparu en même temps que se développait

un public nouveau, dans un mouvement comparable à celui qui avait commencé de porter la danse contemporaine il y a vingt ans.

« C'est parce que le milieu était sclérosé que le CNAC a joué un rôle révolutionnaire. Cela serait inimaginable au Conservatoire. A moins que notre école ne se sclérose à son tour, il n'y aura plus de révolution, mais des évolutions », estime aujourd'hui Bernard Turin. Au CNAC, le cirque se conjugue avec le sport de haut niveau, la danse et le théâtre, mais aussi la scénographie et les arts plastiques. Son enseignement fermement pluridisciplinaire, appuyé sur cent cinquante intervenants, entend bien régénérer le cirque par les apports extérieurs, sans rien renier des exploits physiques qui le

UNE RÉACTION, UN CARCAN

Après deux années à l'Ecole nationale du cirque de Rosny – où ils choisissent leur spécialité – et deux années à Châlons, les étudiants par la chorégraphie, la musique, achèvent leur formation en préparant durant un trimestre un spec- trois ans, La Villette a choisi de vité. Celui-ci n'a que deux née pour les cirques et d'aménacontraintes : intégrer l'ensemble ger pour eux un « Espace chapide la promotion (treize cette anchaque étudiant. « En trois mois, cirques qui croisent les champs ar-

on les voit grandir, observe le directeur. Ils passent du profil de l'étudiant à celui de l'artiste.»

Le succès de la formule a été tel - certaines promotions se constituant en compagnies – que les tenants du nouveau cirque (pre-

> tistiques. La Compagnie foraine présentera en mars une création élaborée avec plusieurs plasticiens. La Compagnie Off propose un « opéra de rue » avec des chanteurs lyriques, tandis que le Cirque du Tambour compose sa musique

mière génération) s'en sont émus.

Dans une réaction que Bernard

Turin qualifie de « poujadiste », ils

ont imposé une forme de numerus

clausus. Désormais, les représen-

tations sont enfermées dans un

carcan précis qui prévoit des es-

2 D'après les études que vous avez faites, comment se caractérise votre public?

- Les femmes représentent 60 %. Les moins de trente-cinq ans sont majoritaires. A la différence du cirque traditionnel, on vient là surtout entre adultes, sans enfants. Les spectateurs sont des actifs, sortent beaucoup et bénéficient d'un niveau d'études plus jouer en salle : des structures Le cœur des athlètes bat entre les élevé que le public qui vient aux autres manifestations du parc de nationaux sont prêtes à les protacle avec un metteur en scène in- faire une programmation à l'an- La Villette. Plus de 80 % de ceux qui ont rempli nos questionnaires sons que le chapiteau est un patrià la sortie des cirques Plume, du teaux ». Le programme 2000 Docteur Paradis et Que-Cir-Que née) et montrer les disciplines de illustre notre intérêt pour les ont au moins le bac. Plus de 65 % exercent une activité profession-

nelle, dont une forte porportion de professions intellectuelles et artistiques. Les études révèlent la satisfaction des spectateurs, leur fidélité à certaines troupes, comme le cirque Plume, où l'on vient en famille, leur enthousiasme pour les chapiteaux.

cales à La Villette, Avignon, Auch

et en Champagne-Ardenne. Mais il

n'est plus possible de poursuivre

sans recomposer l'ensemble. La

première victime a été le beau

Comme leurs prédécesseurs,

spectacle de Jacques Rebotier.

3 Que faites-vous pour les compagnies qui ne possèdent

- Nous en louons. Aujourd'hui, seuls le CNAC, la Compagnie foraine et quelques autres ont leur propre chapiteau. C'est un choix de vie et un choix artistique. Mais, pour les compagnies du nouveau cirque, il est devenu plus facile de comme les Centres dramatiques grammer. A La Villette, nous penmoine à préserver.

Héla Fattoumi et Eric Lamoureux se sont familiarisés au cours des stages avec la promotion qu'ils allaient prendre en charge. Leur premier souci a été d'ordre plastique. Ils ont décidé de travailler d'abord « sur la présence des objets ». Ils structurent les mouvements, engagent la vie de leurs manipulateurs. Le scénographe, Raymond Sarti, les a rêvés. En l'air, ils flottent comme les signes d'un Kandinsky passé au noir et blanc. Déhalés au sol, ils acquièrent poids, résistance. Sous les courbes, le métal révèle sa dureté.

CRESCENDO SUR TRAMPOLINE

Lorsque les treize prennent d'assaut la piste, c'est la danse qui entre au cirque, lui tape sur l'épaule, avec un geste très précis de la main pour le convier à montrer ce qu'il sait faire. Il répond par une cabriole, puis une deuxième lui montre ses repères : mât, fil, tissu, trampoline, trapèze, et esquisse sa grammaire au sol. Le cirque n'a qu'un adversaire: luimême, et, chaque fois, un crescendo de quelques minutes pour en disposer. La danse (et le théâtre) a des dizaines de partenaires possibles et tout le temps nécessaires. Héla Fattoumi et Eric Lamoureux ont pleinement joué ce partage des temps et des territoires. Cirque et danse s'approchent, se frôlent, s'exhortent, s'envoient de doux messages et se retirent. Même sur un trampoline, la cohabitation est de rigueur, et devient une autre prouesse.

La reconnaissance de la piste circulaire est soulignée d'emblée. Son exaltation suit. Le soleil jaune, virtuel, qui constitue le sol s'élève progressivement, dessinant une sphère, et les axes verticaux des rencontres à venir. La troisième dimension acquiert une intensité nouvelle, où l'échange entre les personnes est aussi entre les disciplines. Le dialogue est partage. Dans les airs, il y en a toujours un qui patiente, paraît méditer, et ne perd rien pour attendre. Pas de hors-champ. L'action éclatée garde ses suspens en tous sens. Avec des solistes hors pair, comme Osmar de Souza Pedro, qui rend élastique tout ce qu'il frôle, y compris la grosse bobine qui l'accompagne dans un pas de deux. Ce que le cirque noue, la danse le dénoue. L'un porte aux pal'autre à deux. Il porte l'ensemble vers les creux des cimes, et redescend se donner au jeu collectif, tournoyant de cercles concentriques, dans un bal plus qu'un ballet qui laisse chacun haletant et heureux.

Jean-Louis Perrier

Sur les routes

• Cirque Plume : Mélanges-opéra Plume. Espace chapiteaux, parc de La Villette, Paris 19e. Tél: 08-03-07-50-75 (complet jusqu'au dernier jour, le 29 décembre).

• Oue-Cir-Oue : au Théâtre des Treize-Vents à Montpellier (Hérault). Tél.: 04-67-60-05-45. Jusqu'au 23 décembre.

• Cirque désaccordé : C'est pour toi que je fais ça! Théâtre du Casino à Hyères (Var). Tél. : 04-94-65-22-72. Le 28 décembre.

• Compagnie Jérôme Thomas : Hic Hoc 2. Nouveau Théâtre d'Angers (Maine-et-Loire). Tél. : 02-41-88-90-08. Les 28 et 29 décembre.

Archaos · In anciens chantiers navals de La Seyne-sur-Mer (Var). Tél. : 04-94-06-84-00. Les 13 et 15 janvier.

• Le spectacle de fin d'études du CNAC, Vita nova, sera donné à l'Espace chapiteaux du parc de La Villette, à Paris, du 26 janvier au 20 février. Tél.: 08-0307-50-75.



TROIS QUESTIONS A...

MARIE

MOREAU-DESCOINGS

Vous êtes responsable de la programmation cirque à La Villette et vous invitez quatre ou cing compagnies par an, pour un ou deux mois. Ainsi, après le cirque Plume, vous allez présenter Vita Nova, le nouveau spectacle du Centre national des arts du cirque (CNAC). Comment les choisissez-vous?

- A La Villette, la programmation est interdisciplinaire. Les nouveaux cirques aussi sont traversés les arts plastiques. Ainsi, depuis dans les studios de l'Ircam.

pas de chapiteau?

Propos recueillis par Catherine Bédarida

Souchon se connecte à la foule sentimentale

Coulisses de NPA et discution avec Alain Souchon en direct le 21/12 de 18h00 à 19h00.

WW.CANALPLUS.FR

Les petits mots de la grande roue

Le 31 décembre, des centaines de messages recueillis sur un site Internet s'afficheront en couleurs sur les Champs-Elysées

ses vœux pour l'an 2000 afin qu'ils soient lus par les millions de spectateurs qui, sur les Champs-Elysées, le 31 décembre, ou à travers les re-



transmissions télévisées, participeront aux festivités imaginées par la Mission an en France. A Pa-

ris, sur l'avenue des grands rassemblements, onze grandes roues confiées à des artistes contemporains doivent saluer le passage à l'an 2000.

Le plasticien Jean-Luc Vilmouth a créé un site Internet (www.theworldwheel.com): «J'invite les gens à m'envoyer des messages courts.» Ces petites phrases s'afficheront en lettres capitales de couleur à l'intérieur d'une grande roue de vingt mètres de haut. Elles se transformeront en caractères numériques, tandis que, sur la tranche de la roue, des messages seront accrochés sur des supports traditionnels, des bandes de tissu qui évoquent les prières tibétaines destinées à voler au vent.

« Dans ces manifestations très publiques, un artiste contemporain comme moi redoute les contraintes de l'invitation officielle et du spectaculaire, explique Jean-Luc Vilmouth. C'est pourquoi j'ai choisi une proposition très simple qui mette en avant l'expression des gens. » Le passage à l'an 2000 devrait être, à ses yeux, un moment « où l'on peut prendre et donner la parole ». Ouvert en septembre, son site a déjà reçu plus de six cents messages, venus de dizaines de pays. Dans toutes les langues, ils souhaitent « amour et paix pour tous les Terriens ». Les vœux de bonne année sont adressés au monde entier ou à certains --« A tous les guitaristes, tous les Tunisiens, tous les motards, aux enfants de la Goutte-d'Or »... Le grand amour

IL EST encore temps d'adresser s'inscrit en petits mots sur des centaines de messages: « 2000 baisers »... L'un demande « une nuit contre toi », l'autre plus encore : « En l'an 2000, je veux pacser avec toi. » Certains voient plus loin: «Recommençons, en mieux!», «Arrêtez de détruire la planète!», « Pinochet doit être jugé ».

De ce flot de messages, Jean-Luc Vilmouth veut simplement se faire l'écho, « sans rien censurer, à l'exception des propos racistes ». Ce plasticien né en 1952, professeur à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts, n'en est pas à sa première expérience d'intervention publique. « Proposer un rapport à l'art différent, faire des choses dans l'espace public, en plus de mon travail dans des galeries ou des musées, c'est presque une position politique. »

D'HIROSHIMA À JÉRUSALEM

En 1996, il a été invité à Hiroshima pour célébrer l'anniversaire de la bombe atomique. Sous un arbre, au bord d'une rivière, il avait installé un « bar de la chance » où les visiteurs pouvaient s'installer et boire un verre sur des coussins. Comme pour la roue des Champs-Elysées, ils étaient invités à écrire des messages. «J'aime permettre au public de ne pas être passif. »

Par son côté convivial, le bar est l'un des dispositifs favoris de l'artiste qui a installé un Café de l'Olivier dans une galerie de Jérusalem-Est ou un Bar des Acariens à Beaubourg pour regarder autrement l'infiniment petit. Une association de quartier du 18e arrondissement de Paris lui a même demandé un projet pour un vrai café, permanent et accessible à tous, soutenu par la Fondation de France. Il voudrait y afficher les photos des gens du quartier.

LES ROUES DE L'AN 2000

JEAN-LUC VILMOUTH SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES



Les « jardins pour la paix » d'Israël

La Mission an 2000 en France finance deux projets à Bethléem et à Nazareth

BETHLÉEM

de notre envoyé spécial

Aux portes de Bethléem, la petite vallée d'Artas est une oasis au milieu des collines caillouteuses. A l'orée de cette coulée verte, des maçons s'affairent à remettre en état un vieux fort mamelouk. Demain, l'édifice restauré sera complété par un

par l'urbanisation sauvage qui ronge la périphérie de la ville. Au pied du fort, trois énormes bassins, les Bains de Salomon, ont vraisemblablement été creusés à la demande d'Hérode le Grand (73-4 av. J.-C.) pour alimenter Jérusalem en eau. Aujourd'hui à sec, ils sont encadrés d'une végétation de résineux et disposés à des niveaux différents. Au pied du dernier, on trouve les premiers contreforts d'un nouveau jardin en terrasses qui s'achève vingtcinq mètres plus bas sur un verger d'abricotiers. Au-delà des arbres fruitiers, on distingue les murs d'un couvent qui ferme cette vallée dont le nom, Artas, du latin hortus - jardin -, semble prédestiné. Les végétaux fraîchement plantés (oliviers, figuiers, abricotiers, cyprès, lavande, thym, romarin, vignes...) sont disposés le long des murs de pierres sèches soigneusement dessinés et montés selon des techniques traditionnelles. Depuis le mois d'août, il a fallu remuer 3 000 tonnes de rochers pour pouvoir inaugurer, le 28 novembre, ce jardin créé et financé à l'initiative d'une équipe française pour célébrer le passage à l'an 2000.

En Israël, sur cette terre saturée e religions, ce n'est pas l'an 2000 que l'on fête, mais l'anniversaire de la naissance du Christ. Les juifs ne sont donc pas concernés par cet événement. D'ailleurs, pour eux, le V^e millénaire est largement entamé. Les musulmans, pour qui quinze siècles ne sont pas encore écoulés depuis l'hégire, devraient être aussi indifférents. Pourtant la fin de l'année 1999, selon le calendrier grégorien, sera sans doute abondamment fêtée, et pas seulement par les chrétiens. Pour marquer ces 2 000 ans symboliques, Jean-Paul Pigeat, le patron du conservatoire de Chaumont-sur-Loire, désormais bien connu grâce à son Festival international des jardins, avait proposé à la Mission an 2000 en France de labéliser deux jardins sur cette terre dite sainte, abreuvée de conflits, notamment religieux.

HAUTS LIEUX CHRÉTIENS

« Il s'agit, insiste Jean-Paul Pigeat. de créer deux jardins pour la paix.» Le projet reste paradoxal dans un pays qui manque d'eau et qui n'a plus guère de tradition horticole. Où les installer? Deux noms viennent immédiatement à l'esprit : Bethléem et Nazareth, hauts lieux de l'enfance et de l'adolescence de Jésus. La première de ces villes est palestinienne, la seconde est israélienne. Grâce à un Israélien et un Palestinien, Eran Baniel et Bassem Khoury, les sites seront trouvés : la vallée d'Artas, à la sortie de Bethléem, et une zone verte au-dessus de la source de la Vierge, au centre de Nazareth. Le contexte politique est difficile, et le consulat de France à Jérusalem jouera les bons offices à plusieurs

reprises, notamment par l'intermédiaire de sa conseillère culturelle, Malika Berak.

A Bethléem, le travail semble énorme. Il s'agit d'aménager près d'un hectare de terrain très pentu, jonché de carcasses de voitures et de détritus divers. Mais le sol, composé d'un cône de déjection limoneuse, est fertile. La société qui aménage le fort mamelouk et ses alentours, la Solomon Pool Resort, a compris l'intérêt qu'elle pouvait tirer de l'implantation des nouveaux jardins: elle n'a donc pas hésité à mettre l'espace convoité à la disposition des Français.

AVEC UNE ÉCOLE

Le dénivelé impose de créer un jardin en terrasses. Un jeune architecte coopérant, Bruno Marmiroli, est présenté à Jean-Paul Pigeat. Il sera chargé de dessiner les cinq terrasses et de suivre le chantier de ce projet, modeste, parfaitement adapté à son environnement et tout à fait réussi. Le financement est assuré par la Mission an 2000 en France (500 000 francs, soit 76 000 euros) et par la région Centre (600 000 francs, soit 91 000 euros). Mais cette dernière va également soutenir la création, à Jéricho (donc sur un territoire administré par les Palestiniens), d'une école destinée à former les jardiniers, qui manquent cruellement ici. L'investissement est de 500 000 francs pour la première année. Somme qui devrait être reconduite en 2000 et en 2001. Le programme d'éducation est partagé entre l'YMCA (Young Men Christian Association) de Jérusalem, une association éducative internationale, le conservatoire de Chaumont et l'université palestinienne de Bir-Zeith. Actuellement, vingt-cinq élèves, garçons et filles, achèvent ici leur pre-

mière année. A Nazareth, l'opération paraissait plus simple. Il s'agissait d'implanter, sur un espace vert aménagé par le paysagiste Shlomo Aronson, sept petits « jardins de méditation », chacun dédié à une religion. Le coût est estimé à 1 million de francs, dont la moitié était financée par la Mission an 2000 en France, et le reste par des sponsors. Le tout devait être inauguré le 25 décembre. Un conflit politico-religieux en décida autrement. La volonté d'installer une nouvelle mosquée face à une église suscita des réactions en chaîne et effraya les mécènes, qui renoncèrent. Les travaux furent interrompus. D'autres sources de financement sont en voie d'être trouvées. Mais l'inauguration de ces jardins est reportée à la fin du premier trimestre 2000. Cette année, Pâques tombe le 23 avril. Une fête qui, pour ne pas avoir la même signification, est commune aux juifs et aux chrétiens.

Emmanuel de Roux



Montalvo et Kelemenis pour la première fois à l'Opéra de Paris

Autour d'une certaine idée de l'élégance, une soirée de ballets hautement contrastée

Le Rire de la lyre, de José Montalvo, sur des munis, sur deux compositions de Maurice Ravel.

L'Opéra de Paris présente jusqu'au 30 décembre siques de Bach, Charpentier, Vivaldi, Fat Boy Slim deux créations de chorégraphes contemporains : ou Underworld, et Réversibilité, de Michel Keleme-

Commandées par l'Opéra de Paris, ces œuvres sont accompagnées par le ballet Capriccio, de George Balanchine, sur une musique d'Igor Stravinsky.

SOIRÉE DE BALLETS : JOSÉ MON-TALVO (Le Rire de la lvre, création mondiale), MICHEL KELEMENIS (Réversibilité, création mondiale). GEORGE BALANCHINE (Capriccio), par le Ballet de l'Opéra de Paris. Opéra Garnier, jusqu'au 30 décembre. 19 h 30. Tél.: 08-36-69-78-68. Prix des places de 30 F à 255 F (4,57 à 38,87 €).

Emeraudes, rubis et diamants! Biioux, bijoux, le ballet *Capriccio*, de George Balanchine sur une musique d'Igor Stravinsky, rutile comme un sapin de Noël. Il ne manque plus que les cierges magiques pour que ce divertissement pétant comme un bouchon de champagne vire au show music- hall! Comme si, des bulles plein la tête, les danseurs se lâchaient soudain dans des pitreries, hanches en avant et pieds en dedans, pour repartir de plus belle à l'assaut des plus folles virtuosités classiques, Tchin, tchin, mister Balanchine! C'est en visitant les magasins Van Cleef et Arpels, de New York, que le chorégraphe eut l'idée de cette pièce fantasque dont le chic tapageur sied à son goût du dérapage. Il y a toujours une meneuse de revue qui sommeille dans une danseuse étoile. Quelques diams suffisent parfois pour faire basculer un destin. Créée en 1967 à New York, entrée au répertoire de l'Opéra de Paris en 1974, cette pièce est actuellement présentée en compagnie de deux créations de chorégraphes contemporains : l'une de José Montalvo, l'autre de Michel Kelemenis, auxquels Brigitte Lefèvre, directrice de la danse à l'Opéra de Paris, a passé commande pour la première fois. Autour d'une certaine idée de l'élégance, cette soirée hautement

contrastée ne manque pas de peps. Plébiscité par toutes les scènes francaises et internationales depuis trois ans. José Montalvo a abattu son jeu d'enfer : une mirifique combinaison d'images projetées et de danse live emportée à toute allure sur du Bach, Charpentier, Vivaldi, Fat Boy Slim ou Underworld. Ce formidable collage entraîne dans une spirale infernale des vieilles dames, le faune de Nijinski, un dalmatien, l'Ecossais de La Sylphide, des enfants, l'Elue du Sacre du printemps, une tortue, des tutus et des hennins si pointus qu'ils touchent le ciel. Recyclage futé du patrimoine chorégraphique, interactions malicieuses entre danseurs virtuels et interprètes vivants, Le Rire de la lyre n'a décidément rien à se reprocher. Les danseurs y rient à gorge déployée, y font « glouglouglou » (gargarismes chantants, marque dél'arabesque, elle fait mal, «ouhouhou » quand un porté les envoie en l'air. Charmant, craquant, bon enfant. Le public, ravi, applaudit. Il a raison. Un bémol néanmoins : Paradis (1997), spectacle best-seller de José Montalvo, Le Jardin io io ito ito (1999) étaient bâtis sur le même principe. La formule est devenue recette, la recette fait recette. Tant mieux, tant pis.

TRIOMPHANTE ÉNIGME

Michel Kelemenis, en revanche, a choisi de mettre son talent à l'épreuve de cette formidable machine à danser qu'est le Ballet de l'Opéra. Un challenge écrasant dont Réversibilité émerge, triomphante énigme, qui possède l'impact visuel d'un ballet classique sans pour autant en être un. Autour du trio composé par Elisabeth Maurin, Kaposée Montalvo), « aïe aïe aïe », car der Belarbi et Wilfried Romoli, plus

qu'impeccables, le chorégraphe a construit pour un groupe de seize interprètes un système savant de circulations amples qui balaient le plateau par vagues, enveloppant les interprètes dans un flux magnétique.

Sur deux compositions de Maurice Ravel, le Concerto pour la main gauche et la Pavane pour une infante défunte, Réversibilité fait chatoyer une danse frémissante. Corps souple, bras volatiles, âme inquiète, elle installe un climat délicatement dramatique que le dernier trio porte à un sommet. Entre Kader Belarbi et Wilfried Romoli, tous deux habillés de noir. Elisabeth Maurin, en robe vert sombre, tisse de l'un à l'autre un piège de douceur dont aucun ne songe à s'échapper. Sans pathos ni sentimentalisme, la fatalité amoureuse dans toute sa volupté.

Rosita Boisseau

Marché de l'art et trafic d'armes

DES MARCHANDS de tableaux en prison, cela s'est vu, mais pour trafic d'armes, le cas est moins fréquent. La très honorablement et internationalement connue galeriste new-yorkaise Mary Boone a rejoint brièvement, il y a deux mois, la cohorte des détenus. Mais selon le New York Times du 7 décembre, les charges qui pesaient sur elle viennent d'être abandonnées: elle avait exposé dans sa galerie de Manhattan les œuvres de Tom Sachs, un artiste qui, pour protester contre la facilité avec laquelle les Américains peuvent se procurer des armes à feu, avait choisi de montrer des revolvers et des pistolets sculptés, accompa-

LE MOULIN ROUGE

PRÉSENTE

SA NOUVELLE REVUE

A PARTIR DU 23 DÉCEMBRE 1999

DES TABLEAUX DE RÊVE.

1000 COSTUMES DE PLUMES. DE STRASS

ET DE PAILLETTES. DES DÉCORS SOMPTUEUX.

LE RETOUR DE L'AQUARIUM GÉANT,

LE CÉLÈBRE FRENCH CANCAN

gnés de munitions de 9 mm, réelles, celles-ci. Les visiteurs pouvaient les emporter avec eux dans un joli pa-

quet orange, comme souvenir... Dans les années 70, en France, les éditions du Soleil noir avaient connu semblable mésaventure lorsqu'elles avaient publié La Victoire à l'ombre des ailes, de Stanislas Rodanski, illustré par Monory: le livre, accompagné d'un colt et de six cartouches, avait été interdit par le ministre de l'intérieur. A New York, contrairement à d'autres parties des Etats-Unis, la détention d'armes est très sévèrement réglementée. Mary Boone a donc été accusée de trafic illégal. Mais le procureur de Manhattan, compte tenu

des circonstances, et peut-être sensible au ridicule de la situation, a demandé au juge d'abandonner les charges. Si Mary Boone n'enfreint pas la loi durant les six prochains mois, l'affaire sera close.

Interrogée par le New York Times, la galeriste a déclaré que cette décision était une victoire pour le Premier amendement qui, aux Etats-Unis, garantit la liberté d'expression. Elle a également évoqué la nuit et la journée passées en détention comme une « aventure intéressante » et a ajouté : «L'art est la seule chose à laquelle je crois, et je suis heureuse d'avoir été arrêtée pour lui. »

« FROID DANS LE DOS »

Elle a enfin comparé l'incident à la campagne menée par le maire de New York, Rudolph W. Giuliani, contre l'exposition « Sensation », organisée au Brooklyn Museum of Art, montrant les collections d'art contemporain du publicitaire britannique Saatchi qui avaient déjà fait scandale à Londres (Le Monde des 23 septembre 1997 et 30 septembre 1999). Norman Siegel, responsable de l'Union pour les libertés civiles de New York, qui est intervenu en faveur de Mary Boone, a également évoqué les tentatives du maire pour faire annuler « Sensation » qui, selon lui, seraient par ricochet responsables de la sévérité de la police à l'encontre de la galeriste : « Le maire est en train de créer un climat, à New York, qui fait froid dans le dos. »

Pour Mary Boone, la cer M. Giuliani renforce au contraire la détermination du monde de l'art. Un portrait du maire figure d'ailleurs dans sa galerie, parmi les portraits de 700 artistes, collectionneurs et personnalités de la vie artistique américaine : il y est classé parmi les critiques.

Harry Bellet

DÉPÊCHES

■ PRIX: les Grands Prix de la Ville de Paris pour 1999 ont été attribués lundi 20 décembre. Arts de la scène : Ariane Mnouchkine; prix Gérard-Philipe: Eric Ruf; musique: Noël Lee; arts plastiques: Aurélie Nemours; photographie: René-Jacques; chanson française: Dikès; histoire : François Bédarida ; roman : Florence Delay et Jean Dutourd; sciences humaines: Paul Ricœur; prix Sola Cabiati: Jean Malaurie; poésie: Jude Stefan; design: Sylvie Fillère et Jean-François Dingjian; mode: Christian Le Drezen;

métiers d'art : Pietro Seminelli. ■ LITTÉRATURE: selon une source policière, un manuscrit des Voyages de Gulliver a été volé mercredi 15 décembre dans une bibliothèque publique d'Armagh, en Irlande du Nord. Deux hommes armés ont menacé le bibliothécaire avant de s'emparer du manuscrit vieux de 273 ans - et portant des annotations manuscrites de l'auteur -, issu de la première édition de ce classique de la littérature britannique écrit par Jonathan Swift (1667-1745). – (AFP.)

SORTIR

Portraits de femmes, portraits de

L'ouvrage intitulé Portraits de femmes, portraits de fermes que viennent de publier les éditions Subervie à Rodez (228 p., 169 F) avec le concours du Cidil (Centre interprofessionnel de documentation et d'information

laitière) est le point de départ d'une exposition. Dominique Le Guilledoux, grand reporter au Monde, et les photographes de l'agence Vu ont rencontré, du Cantal aux Côtes-d'Armor, du Doubs à la Seine-Maritime, des exploitantes qui ont « choisi » de faire ce métier, à la fois fidèles aux traditions et ouvertes à la modernité.

Espace Commines, 17, rue Commines, Paris 3e. Mo Filles-du-Calvaire. Jusqu'au 19 janvier. Entrée libre. Pierre Louki

Ami de Georges Brassens, auteur de chansons (Juliette Gréco, Jean Ferrat, Catherine Sauvage, les Frères Jacques) et de théâtre,

Pierre Louki n'a jamais renié ses engagements pour la chanson française, contre les cimetières militaires, Touiours là, il travaille avec Saravah, équipe de goût qui organise la résistance antimarketing derrière son fondateur, Pierre Barouh.

Kiron Espace, 10, rue La Vacauerie, Paris 11e. Mo Voltaire. Les 21, 22 et 23, 20 h 30. Tél.: 01-44-64-11-50. De 80 F à 100 F.

Bill Deraime et Mystic Zebra, Lobi Traoré

Blues chaloupé et reggae qui swingue sont au centre du nouvel enregistrement du guitariste et chanteur Bill Deraime (Avant la paix, Ocean Artists/Scalen) avec le groupe Mystic Zebra, A la scène, cette réussite artistique devrait prendre de l'ampleur. Durant la même soirée, organisée en partenariat avec Africolor, le chanteur malien Lobi Traoré avec une formation électrique qui revisite le répertoire bambara.

Le Blanc-Mesnil (93). Forum culturel, 1, place de la Libération. Le 21, 20 h 30. Tél.: 01-48-14-22-22. 100 F.



GUIDE

REPRISES CINÉMA

Le Magicien d'Oz de Victor Fleming, américain, 1939, copie neuve (1 h 42). VO et VF: Grand Action, 5e (01-43-

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre: les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Troupe de l'Opéra-Comique

Récital d'opérettes viennoises. Œuvres de J. Strauss. Lehar. Roxanne Comiotto, Raphaëlle Farman (sopranos). Gisela Theisen (mezzo-soprano), Angel Pazos (ténor), Olivier Heyte (baryton), Graham Lilly (pia-

Opéra-Comique - Salle Favart, 5, rue Favart, Paris 2e. Mo Richelieu-Drouot. Les 21, 23, 28 et 29, 19 h 30, Tél.: 01-

Les Arts florissants Jolas: Motet III. Charpentier: Te Deum. Mondonville : In exitu Israël. William Christie (direction). Cité de la Musique, 221, avenue

Jean-Jaurès, Paris 19°. Mº Porte-de-Pantin. Le 21, 20 heures. Tél.: 01-44-84-44-84. 200 F. Annie Darmon

Chants sacrés chrétiens et hébraïques. Martin Schaefer (violon. alto), Myriam Serfass (harpe), G.-P. Cremonnini (contrebasse). Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3,

place Saint-Germain-des-Prés, Paris 6°. M° Saint-Germain-des-Prés. Le 21, 20 h 30. Tél.: 01-45-02-10-48. De 110 F à 160 F.

Salima sac à ruses

de Condé. Frédéric Bang-Rouhet, Elise Deuve, Hélène Ferrand, Keiko Imamura, Olivier Lacoste, Arnaud Le Du, Sevan Manoukian, Patricia Samuel, Ensemble 2e2m, Véronique Briel, Pierre Roullier (direction), Sugeeta Fribourg (mise en scène). Théâtre Treize, 24, rue Daviel, Pa-

ris 13^e. Le 21, 20 h 30; le 22, 15 heures. Tél. : 01-45-88-62-22. 85 F. Les Violons de France Œuvres de Vivaldi. Mozart. Bach.

Gounod. Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5°. M° Saint-Michel. Le 21, 21 heures. Tél.: 01-42-50-96-18. De 90 F à 150 F. Ballet de l'Opéra national de Paris George Balanchine: Capriccio. Michel Kelemenis: Réversibilité. José

Montalvo : Le Rire de la lyre. Opéra de Paris - Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mo Opéra. Les 20, 21, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 29 et 30, 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 255 F.

Casse-Noisette

Ballet Béjart Lausanne. Yvette Horner, Orchestre Colonne, Edmon Colomer (direction). Maurice Béjart

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1,

place du Châtelet, Paris 1er. Mº Châtelet. Les 21, 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30 et 31, 20 heures; le 26, 17 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 30 F à 345 F. Rhoda Scott

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Les 21, 22 et 23, 21 heures. Tél.: 01-42-33-22-88. 100 F.

Carré de dames New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10°. M° Château-d'Eau. Le 21, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Stan Laferrière Tentet Petit Opportun, 15, rue des Lavan-

dières-Sainte-Opportune, Paris 1e Mº Châtelet. Le 21, 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36, 80 F. Mami Chan, Babara Bloch, Jasmine

Le Batofar, 11, quai François-Mau-riac, Paris 13^e. M^o Quai-de-la-Gare. Le 21, 21 heures. Tél.: 01-56-29-10-00.

Sonate à Constance: l'amour d'Amadeus

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris 9^e. Mº Blanche. Les 21, 23, 26, 28 et 30 décembre et les 2 et 4 janvier, 18 h 30; les 22, 27 et 29, 15 h 30 ; le 25 décembre et le 1er janvier, 18 heures, jusqu'au 15 janvier. Tél: 01-42-81-00-11. De 60 F à 110 F. C'est si bon quand c'est défendu

Studio des Champs-Elysées, 15, ave nue Montaigne, Paris 8°. M° Fran-klin-Roosevelt. Le 21, 20 h 45, jusqu'au 31. Tél.: 01-53-23-99-19. De 100 F à 180 F.

Mouron

Limonaire, 18, cité Bergère, Paris 9e. Mº Rue-Montmartre. Le 21, 22 heures, jusqu'au 28. Tél.: 01-45-23-33-33.

Carte blanche à Farah Kadri & Shems Péniche Makara, quai de la Gare, Paris 13e. Mo Quai-de-la-Gare. Le 21, 21 heures. Tél.: 01-44-24-09-00. 40 F.

DERNIERS JOURS

23 décembre : Richard Monnier

Galerie Arlogos, 6, rue du Pont-de-Lodi, Paris 6e. Mo Odéon. Tél.: 01-44-07-33-50. De 14 h 30 à 19 heures.

Vik Muniz Caisse des dépôts et consignations, 13, quai Voltaire, Paris 7º. Mº Ruedu-Bac. Tél.: 01-40-49-41-66. De 12 heures à 18 h 30. Fermé lundi. En-

trée libre. L'Ombre de Venceslao

de Copi, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Marvline Even, Miloud Khétib, Carlos Kloster, Stéphane Miquel, Diego Montès, Dominique Pinon, Jorge Rodriguez et Joan Titus. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Tél.: 01-43-28-36-36. 50 F. Biographie, un jeu

de Max Frisch, mise en scène de Frédéric Bélier-Garcia, avec François Berléand, Emmanuelle Devos, Eric Elmosnino, Emilie Lafarge et David Migeot.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes, puis navette Cartoucherie ou bus 112. Tél. : 01-43-74-99-61. 90 F et 130 F.

ET ... LES 60 DORISS GIRLS! TÉL. 01 53 09 82 82

RADIO-TÉLÉVISION LUNDI 20 DÉCEMBRE

FILMS

17.05 Les Amants du Capricorne ■ ■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1949, 115 min). Ciné Cinémas

18.35 L'Assassinat du Père Noël ■ ■

19.50 La Belle et le clochard ■ ■

20.30 Les Oiseaux ■ ■ Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1963, 120 min). Ciné C

Les Compagnons

de la nouba ■ ■

William A. Seiter (EU, 1934, N., v.o., 60 min).

20.45 Laurel et Hardy:

20.50 Le Passage ■ ■

TMC

George Sidney (EU, 1945, v.o., 135 min). **Cinétoile**

Christian-Jaque (France, 1941, N., 105 min). Ciné Classics

Walt Disney (Etats-Unis, 1955, 70 min). **Disney Channe**

ance, 1986,

17 15 Escale à Hollywood ■ ■

Ciné Cinémas 2

Ciné Cinémas 1

Arte

Téva

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS 15.10 Le Monde des idées. Le nouveau capitalisme. Invités : Luc Boltanski ; Erik Izraelewicz. LCI 21.00 Réfugiés politiques, la vie malgré tout. Forum Planète **22.00** Des animaux pas si bêtes que ça... Forum Planète **22.10** L'Ecran témoin. La Cuisine, une affaire de goûts... MAGAZINES

19.30 et 0.10 Rive droite, rive gauche. Best of. **Paris Première** Best of. Paris Premiere

20.30 Emission spéciale. Une heure avec Lionel Jospin. Invités : Christine Arron ; Arnaud Boetsch ; 20.50 Combien ça coûte? Les fêtes 2000. **20.55** Changez de vie!

Vivre comme un milliardaire sans en avoir les moyens. France 3 21.00 La Route. Best of. Canal Jimmy 22.00 Les Aventuriers de la science. Les laboratoires de l'extrême. France 3 **0.35** Musiques au cœur. Roberto Alagna et Angela Gheorghiu. France 2

DOCUMENTAIRES **20.15** La Vie en feuilleton. [1/4].

TELEVISION

RADIO CLASSIQUE

Pierre Boulez fut pendant vingt

ans l'un des représentants les

plus significatifs de l'avant-

garde musicale française. Mais

est-il chef d'orchestre et

compositeur ou compositeur et

chef d'orchestre? Après Vienne,

l'Orchestre national, le Festival

de Bayreuth, etc., celui qui fon-

da l'Ircam continue à fasciner

ou à irriter, alors qu'il s'est fait

le champion du work in progress.

20.40 Pierre Boulez

20.50 Un siècle de musique d'orchestre. [6/7]. Mezzo Après la guerre 21.25 Tibet, l'origine de la glaciation. 22.30 Mère Thérésa.

20.30 Swindle, la grande escroquerie.

l'amour en action. Odvssée 22.40 Un travail de fourmi. Planète 23.25 Belcanto. Tito Schipa, 1889-1965. Muzzik 23.25 Les Authentiques.
Jazz in Marciac. Odyssée 23.35 Boire en Russie, à la vie à la mort!

23.55 Le Rêve américain. [2/5]. Odyssée 0.05 Les Présidents américains et la Télévision. [1/2]. Planète **0.15** Les Mercredis de l'Histoire. Arte **0.30** Carla's Opera. Muzzik

SPORTS EN DIRECT 20.00 Rugby à XIII.

KUBOY a AIII.
Championnat de France
(2º journée retour). Grand Avignon Toulouse.

Pathé Sport 20.55 Football, Championnat du Brésil. Play-offs, Finale. Match retour. Canal + vert 21.30 Equitation.

22.40 Patinage artistique. La Nuit glacée de Paris.

MUSIQUE

20.15 Jonathan Miller's Opera Work.
The Ensemble.

Muzzik 22.45 Les 60 Ans de l'Orchestre philharmonique d'Israël. A Tel-Aviv, le 26.12. 1996. Mezzo

23.10 Brian Setzer. Par 23.45 La Truite, de Schubert. Paris Première Avec Itzhak Perlman ; Pinchas Zuckerman ; Jacqueline Du Pré ; Zubin Mehta ; Daniel Barenboim. Mezzo

TÉLÉFILMS 20.55 Les Hirondelles d'hiver. André Chandelle.

22.30 Le Tueur d'acier.
C. R. Baxley. O. France 2

23.50 Orgueil et préjugés Simon Langton [1/3].

COURTS MÉTRAGES 21.45 Laurel et Hardy. Livreurs, sachez livrer! James Parrott. 23.50 Court circuit. Jingle Bells. Arte

SÉRIES

21.50 New York Police Blues. Raphaël descend aux enfer 22.00 The PJ's, les Stubbs.
Haiti Sings the Blues (v.o.). Série Club

22.35 First Wave. **23.20** Profiler. Point de rupture. **O**.

21.00 Batman ■■ Tim Burton. Avec Michael Keaton, Jack Nicholson (EU, 1989, v.o., 130 min) O. Paris Première

21.00 Le Voyage du capitaine Fracasse ■ ■ Ettore Scola (Fr. - It., 1990, 130 min). Cinéstar 2

22.00 Jeux interdits ■ ■ N., 90 min). Ciné Classics 22.15 Nocturne indien ■ ■ ■

Alain Corneau (France, 1989, 105 min). Ciné Cinémas 2 22.50 Quality Street ■ ■ George Stevens (Etats-Unis 1937, N., v.o., 85 min). 23.10 L'Idéaliste ■ ■

Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1997, v.o., 135 min). **Cinéstar** 2 0.30 La Mouche ■ ■

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

TF₁

19.00 Etre heureux comme... 19.05 Le Bigdil. 19.55 L'Air d'en rire. 19.57 et 1.48 Clic et net.

20.00 Journal, Météo. 20.50 Combien ça coûte ? Les fêtes 2000. 23.10 Y a pas photo! Les histoires étonnantes

et drôles des princes et princesses.

FRANCE 2

0.40 Minuit sport.

19.05 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.10 Bogue ou pas bogue? 19.15 Qui est qui ? 19.50 Un gars, une fille. 20.00 et 0.15 Journal, Météo. 20.55 Les Hirondelles d'hiver. Téléfilm, André Chandelle 22.40 Patinage artistique. 0.15 Journal, Météo.

0.35 Musiques au cœur. Roberto Alagna et Angela Gheorghiu. 1.20 Envoyé spécial. Kung-Fu Business.

FRANCE 3

18.20 Question pour un champion. 18.48 Un livre, un iour. 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.33 Bogue ou pas bogue?

20.35 Tout le sport. 20.55 Changez de vie! Vivre comme un milliardaire sans en avoir les moyens.

22.00 Les Aventuriers de la science. 23.00 Météo, Soir 3. 23.25 Espion lève-toi Film. Yves Boisset

CANAL+

► En clair jusqu'à 20.40 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Machine Head 20.30 Le Journal du cinéma.

20.40 Postman
Film. Kevin Costner O. 23.30 Tragédies minuscules. Un coin d'ombre. O.

23.35 Un soir après la guerre

ARTE

19.45 Météo, Arte info. 20.15 La Vie en feuilleton. Bienvenue au grand magasin [1/4]. Piercing interdit.

20.45 Laurel et Hardy. D. Aurel et Hardy.

20.45 Les Compagnons
de la nouba ■ ■
Film. William A. Seiter (v.o.).

21.45 Livreurs, sachez livrer! ■ ■
Film. James Parrott (v.o.).

22.15 Une maladresse vien
rarement seule
Film documentaire. Alan Douglas.

23.50 Court circuit. *Jingle Bells* Court métrage. Olivier Peyon.

M 6

16.45 Commando en herbe. Téléfilm. Blair Treu. 18.20 Robin des Bois ■

Film animation. W. Re 19.50 La sécurité sort... 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Une nounou d'enfer. 20.40 Décrochages info

Politiquement rock d'or. 20.55 Le Continent oublié

22.30 Le Tueur d'acier Téléfilm. Craig R. Baxley. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Prima la musica. Spécial cadeaux. 21.20 Expresso, Poésie sur parole. 21.30 A voix nue (rediff.). Le nain Pieral. 1. Vu d'en bas.

22.10 Carnet de notes.

Archives d'un mélomane. 22.30 Surpris par la Nuit.

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Tourcoing jazz festival planètes. Avec Laurent de Wilde, Alain Jean-Marie, etc.

22.30 Jazz, suivez le thème.

23.00 Le Conversatoire. Invités : Nora Gubisch

RADIO CLASSIQUE

LA CINQUIÈME/ARTE

14.00 Sahara, une passion française.

15.55 Goupi-Mains Rouges.
Téléfilm. Claude Goretta.
17.30 100 % question spécial collèges.

18.30 Les Nouveaux Sanctuaires.

20.15 La Vie en feuilleton.
Bienvenue au grand magasin [2/4].

20.45 Emile et les détectives Film. Robert A. Stemmle.

ire d'un moraliste souriant 23.00 Bibliographie.
23.05 Opération survie.
Enquête sur un faux tournage.
0.20 Five Corners ■ Film. Tony Bill (v.o.).

13.45 Le Journal de la santé.

17.55 Côté Cinquième.

19.45 Météo, Arte info.

20.40 Thema. Erich Kästner.

22.15 Erich Kästner

13.30 Une promesse pour Noël.

15.05 Le Territoire des loups.

Téléfilm. Catherine Cyran 16.35 L'Enfant de la jungle.

18.10 A la poursuite de Fritz,

Le Six Minutes M

Le cœur a ses raisons

20.40 Politiquement rock d'or.

FRANCE-CULTURE

21.20 Expresso, Poésie sur parole

21.30 A voix nue. Le nain Pieral :

22.30 Surpris par la Nuit. Noël est toujours très animé

FRANCE-MUSIQUES

22.30 Jazz, suivez le thème.

23.00 Le Conversatoire. Invitée : Françoise Pollet.

RADIO CLASSIQUE

0.00 Tapage nocturne. Invité : Guillaume Connesson.

20.15 Les Soirées. Les Boréades (extraits),

de Rameau, par l'Orchestre du 18e siècle, dir. Frans Brüggen.

20.40 Enrique Granados, compositeur.

22.39 Les Soirées (suite).Œuvres de Haydn, R. Schumann.
Dvorak.

Œuvrês de Chopin, Granadôs, Grieg, Granados, Mompou, Fauré.

20.00 Un mardi idéal. Invités : Oswaldo

De Cocteau à Souplex.

20.30 Prima la musica.

22.10 Carnet de notes.

Téléfilm. Charles Correll O.

20.10 Une nounou d'enfer.

20.50 Le Grand Hit.

23.05 Désir mortel.

RADIO

0.50 Zone interdite.

14.55 Chypre.

18.25 Météo.

M 6

19.00 Archimède.

20.40 Pierre Boulez, chef d'orchestre. 22.30 Les Soirées (suite). Œuvres de Dukas, Debussy, Maurizio Pollini, Stravinsky, Boulez.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.00 Trotsky, l'autre voie de la révolution. Invités : Pierre Broue ; Jean Ellenstein ; Alain Krivine ; Jean-Jacques Marie. Forum Planète

22.00 Vin, le seigneur de la table.

23.00 L'Afrique, entre tradition et modernité. Forum Planète

15.50 1 an de +. Canal + **18.15** Comme au cinéma. Les héros ne meurent jamais. Le monde ne suffit pas. James Bond : les secrets d'un agent. L'étoffe des héros. Jean-Paul le Magnifique au boulot. Profession : coiffeuse de stars. Invité : Jean-Paul Belmondo. 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : George Pelecanos ; Alain Souchon ; Michel Troigros ; Gérard Pinter Canal +

19.00 Archimède 19.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première 20.50 Le Grand Hit. Invités: Johnny et David Hallyday; Lara Fabian; Pascal Obispo; Lââm; Tina Arena; Norma Ray; Larusso; Wazoo; Pierpoljak; Oraniz':

Organiz'; Phats & Small; Kad et Olivier. M 6 21.00 T'es toi. Best of. Canal Jimmy 22.35 Célébrités. L'Egypte. Paris. L'Ecosse. Le Maroc. New York. L'île Maurice. Le réveillon de l'an 2000. Invitée : Liane Foly.

23.05 Sud. Le vautour fauve. Le retour des « Chats sauvages ». Invités : Alain d'Hooghe ; le groupe OC. TMC

23.05 100 % 2000. Spécial Noël. Invités : le père Noël et la Fanfare du Loup. 23.15 Ushuaïa nature. L'archipel de Noé, Indonésie. Odyssée

23.45 Courts particuliers. Avec Jean-Marc Barr. Paris Première

0.40 Rive droite, rive gauche.

Rest of.

Paris Première **0.50** Zone interdite. La passion des autres.

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Actors Studio. Mary Stuart
Masterson. Paris Première 18.10 Le Rêve américain. [5]. De grands espoirs. Odyssée

18.35 Histoires de la mer. [8/13]. Les gens de la mer. TMC 19.05 Les Forêts du paradis.

Odyssée

18.30 Le Monde des animaux Les

ARTE

20.45 Laurel et Hardy

Jusqu'au 7 janvier, Arte diffuse des films de Laurel et Hardy. Ce jour, Livreurs, sachez livrer! - un chefd'œuvre qui valut à Laurel et Hardy un Oscar, le seul qu'ils obtinrent jamais - et Une maladresse vient rarement seule, une symphonie burlesque. Avec la saveur d'un couple improbable, dont l'association rencontra une popularité indiscutable dans le monde du film burlesque.

19.30 Les Leçons de musique

qu'une forme sonate?

19.35 Les Oubliés de la Libération.

20.05 Jack Dempsey, l'assommeur

20.15 La Vie en feuilleton, [2/4].

de Manassa.

20.30 Les Authentiques.

20.40 Quatre saisons

20.50 Raphaël. [1/3].

21.25 Trotsky.

20.40 Thema. Erich Kästner.

pour un festin.

20.45 Charlot et son double.

21.00 Les Oiseaux en Europe.

21.45 Nathalie Sarraute. [6/6].

21.50 Chroniques du Danube. [2/3]. Vienne au crépuscule.

22.15 Erich Kästner. Histoire d'un moraliste souriant.

22.20 Jazz sous influences. [6/13]. Rythm'n Jews.

22.45 La Chapelle Sixtine.

23.05 Opération survie

de Zulawski.

de la glaciation.

23.45 Une grande puissance. 1830 - 1920.

0.35 Un travail de fourmi.

SPORTS EN DIRECT

(1re journée, retour): PSG-Racing - Asvel.

Roland Wood, basse.

13.00 Ski. Coupe du monde. Slalom messieurs (2º manche). **Eurosport**

20.30 Basket-ball. Championnat de Pro A

20.15 Jonathan Miller's Opera Work. The Duet. Avec Mary-Lou Altken, soprano; Anna Ryberg, soprano; Vanessa Woodfine, soprano; Robin

Blaze, ténor ; Rosario La Spina, ténor ; Adrian Powter, baryton ;

23.45 Tibet, l'origine

0.50 La Vie en face.

MUSIQUE

23.30 Le « Boris Godounov »,

22.50 Swindle, la grande escroquerie.

Enquête sur un faux tournage.

22.25 Danger réel. L'enfer du feu.

21.05 Les Grands Fleuves.

Les années d'apprentissage.

[2/3]. Ceux des barricades.

de Leonard Bernstein. Qu'est-ce

venue au grand magasin.

Planète

Odyssée

Arte

Arte

Canal +

Mezzo

TV 5

Odyssée

Planète

Histoire

Histoire

Histoire

Pathé Sport

TSR

Histoire

PARIS-PREMIÈRE

21.00 Batman ■

Invention de Bob Kane et de Bill Finger, destiné à concurrencer Superman, Batman retrouve jeunesse et vie dans ce film de Tim Burton, ancien animateur des studios Disney. Références cinématographiques (Metropolis, Vertigo, etc.), décors impressionnants de Gotham City, ville de la nuit et de la terreur, et excellente interprétation pour cet univers très plas-

21.00 Andrea Bocelli. Par le London

22.25 Debussy par Sawaki et Grenet.

Sonate no 1» pour violoncelle et piano en ré mineur.

0.50 La Folle de Chaillot. Pièce de Jean Giraudoux. Mise en scène de Gérard Vergez. **Fe**:

18.10 A la poursuite de Fritz,

le petit cochon.

18.55 Les Feux de la Saint-Jean.

François Luciani [2/2].

23.05 Désir mortel. Charles Correll. O. M 6

20.05 La Secrétaire du père Noël.

19.55 New York Undercover.

20.10 Une nounou d'enfer.

Opération survie

Dagmar Damek.

23.35 Sur la corde raide. Elodie Keene.

19.25 Clair de lune.

20.20 Animorphs.

0.15 Liane Foly au palais des Sports. En octobre 1999. **TF 1**

dir. M.-W. Chuna.

Grenet, violoncelle

THÉÂTRE

TÉLÉFILMS

Philharmonic Orchestra et le Chœur de l'Académie nationale de Santa Cecilia,

et piano en ré mineur. Avec Ryoko Sawaki, piano ; Benoît Mezzo

MARDI 21 DÉCEMBRE

Muzzík

Festival

France 3

Série Club

TSR

David Cronenberg (Etats-Unis, 1986, 95 min). Ciné Cinémas 2

Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1959, v.o., 135 min). Ciné Cinémas 1

14.45 Arabesque.



17.35 L'Enfant lion ■

Jean-Pierre Mocky (France, 1984, 85 min) O. Ciné Cinémas 1

M 6 20.30 Jeux interdits ■ ■ **20.15** Happy Days. Monsieur le professeur, vous êtes le meilleur. **Série Club** René Clément (France, 1951, N., 90 min). Cir 20.30 L'Etrange Noël de Mr Jack ■ ■ 20.45 Le Caméléon. L'armée des lâches.

21.15 Zorro. Le fantôme **Disney Channel** 21.40 Ally McBeal. Pyramids on the Nile Téva 21.00 Lacenaire ■■ Francis Girod (France, 1990, 125 min). Ciné Cinémas 3 22.00 Friends. Celui qui a survécu au lendemain (v.o.). Celui qui était laissé pour compte (v.o.) Canal Jimmy

22.30 Sex and the City. Un lit pour trois (v.o.). **22.45** The Practice.
Un métier honorable (v.o.). **Série Club**

Canal Jimmy

23.00 La Loi de Los Angeles. 23.20 New York District. Un acte malheureux (v.o.). me RUE 23.45 La Loi de Los Angeles. La fièvre acheteuse. 0.10 La Planète des singes. 13ème RUE La ville oubliée.

1.50 Star Trek, Voyager

16.20 La Mort aux trousses ■ ■

16.30 Inquiétude ■ ■
Manoel de Oliveira Manoel de Oliveir 1998, 110 min) O.



Patrick Grandperret.
Avec Mathurin Sinze,
Sophie-Véronique Toue-Taghe (Fr.,
1992, 95 min). France 2

17.50 Raphaël ou le débauché ■ ■ Michel Deville (France, 1971, 100 min). 18.35 A mort l'arbitre! ■

.35 Les Oiseaux ■ ■ ■
Alfred Hitchcock (EU, 1963, v.o., 115 min). Ciné Cinémas 3 Ciné Classics

Tim Burton et Henry Selick (EU, 1993, 75 min). Ciné Cinémas 1 20.30 Tout le monde dit I love You ■ ■ Woody Allen (Etats-Unis, 1996, 100 min) O. Ciné Cinémas 2

22.00 L'Idéaliste ■ ■ Francis Ford Coppola (EU, 1997, 130 min). Cinéstar 1 22.10 La Mort aux trousses ■ ■

Alfred Hitchcock (Etats-Un 1959, 130 min). Cir Ciné Cinémas 2 22.25 L'Arrière-pays ■ ■ Jacques Nolot (France, 1998 95 min) O. C Canal + Vert 22.30 Aliens, le retour ■ ■

James Cameron (Etats-Unis, 1986, 135 min) **O**. 22.35 Plumes de cheval ■ ■ Norman McLeod (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 70 min). Paris Première 23.30 Michael Collins ■ ■

Neil Jordan (Etats-Unis, 1996, 130 min) **O**. **Ciné Cinémas 1**



23.30 Le Paltoquet
Michel Deville.

Avec Michel Piccoli,
Jeanne Moreau (France, 1986,
Cinétoile

TÉLÉVISION

PROGRAMMES

13.55 Les Feux de l'amour. 15.40 Extrême urgence.

16.35 Sunset Beach. 17.05 Petit papa baston Film. Terence Hill. 19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Du côté de chez vous. 20.40 Résultat des courses, Météo.

20.50 Le Mariage du siècle 22.35 Célébrités.

0.15 Liane Foly au palais des Sports.

FRANCE 2 13.50 Le Voyage de Pénélope. 15.30 Tiercé. 15.45 La Chance aux chansons. 16.40 et 22.30 Un livre, des livres.

16.45 Police Academy. 17.35 L'Enfant lion ■ Film. Patrick Grandper 19.10 1000 enfants vers l'an 2000. 19.15 Qui est qui? 19.55 Un gars, une fille

20.00 et 0.50 Journal, Météo. 20.55 Le Tatoué Film. Denys de La Patellière **22.35 Tin Cup.** Film. Ron Sheltor 1.20 Drôle de frimousse ■ ■ ■

Film. Stanley Donen (v.o.) FRANCE 3

13.20 Ces messieurs de la famille ■ Film. Raoul André. 14.58 Questions au gouvernement.

16.05 Tex Avery. 16.45 Le Kadox. Spécial sosies. 17.20 Chroniques du dernier continent. 18.20 Question pour un champion. 18.48 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Fa si la. Spécial Noël. 20.35 Tout le sport. 20.55 Cinquante ans de bêtises avec monsieur Pierre. 23.00 Météo, Soir 3.

23.35 Sur la corde raide. Téléfilm. Elodie Keen

1.00 Tex Avery. CANAL+ 13.45 US Marshals ■

15.50 1 an de +. 16.40 Surprises 16.50 Les Envahisseurs

► En clair jusqu'à 20.40 18.15 Flash infos. 18.20 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma 20.40 Quatre saisons pour un festin. 21.55 The Full Monty

de la planète rouge ■ Film. William Cameron Menzies O.

23.25 En plein cœur

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

Tous publics Accord parental souhaitable Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans

Les cotes des films

On peut voir

A ne pas manquer
Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal + DD Dernière diffusion

Public adulte Interdit aux moins de 16 ans O Interdit aux moins de 18 ans

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

FRANCE 2 17.45 L'Enfant lion ■

Sur les terres de Baoulé, Oulé et Sirga, fille de la reine des lions, naissent en même temps. Le petit garçon est enlevé, et révèle alors d'étranges pouvoirs. Un conte magnifique, réalisé par Patrick Granperret, tourné pendant un an au Zimbabwe, au Maroc, au Niger, etc. mais aussi un hymne à la nature et un film pour enfants qui laisse sur la route tant d'autres bêtises programmées pour Noël.

FESTIVAL

20.30 Les z'heureux rois z'Henri Rediffusion d'une série d'émissions de Gilbert et Maritie Carpentier, qui fit les beaux jours de l'ORTF dans les années 70. Roger Pierre et Jean-Marc Thibault, duo comique de ces années, proposent une fresque des rois de france, et demandent à des invités - Enrico Macias, Robert Charlebois, Annie Cordy... - d'interpréter des personnages historiques, entre deux

ARTE 20.40 Erich Kästner

Ce fut l'un des auteurs de littérature de jeunesse les plus connus et les plus lus au monde. Son Emile et les Détectives existe en trente langues. Il fut à la fois poète, journaliste, romancier, scénariste. Homme d'une seule femme, sa mère, il eut de nombreuses petites amies; à la fin de sa vie, son « scepticime littéraire » le radicalisa, à gauche. Portrait d'un écrivain singulier, mort il y a vingt-cinq ans.

FILMS

Le Monde

Les mal-aimés

par Pierre Georges

folle »! Notre premier ministre, qui est partout et même au Japon, prononce, vendredi, un discours devant les représentants de la communauté française réunis à l'ambassade de France à Tokyo. Et comme la saison s'y prête, Lionel Jospin termine son allocution par ces mots: «En mon nom, au nom du gouvernement français et des Français de métropole, je veux vous adresser nos veaux les plus

Le Parisien, qui rapporte ce lapsus somptueux, précise qu'à ce moment-là l'assistance et l'auteur de ce tragique fourchage de langue furent saisis d'une douce hilarité. Et que Lionel Jospin rectifia aussitôt: « Aucune réflexion sur la "vache folle" ne sera admise. Je vous adresse bien tous.. mes vœux. Voilà, mais cela montre à quel point ce dossier du bœuf aura

C'est là en effet une évidence: les lapsus aussi peuvent avoir leur tracabilité. Et celle-ci paraît inscrite, en belles lettres, violet sanitaire, au front des veaux les plus sincères, consommables sans précaution sanitaire. Voilà en tout cas un mot involontaire bien fait pour illustrer un autre propos tenu par le premier ministre au Ja-

Parlant de lui-même, sujet qu'il connaît assez bien, Lionel Jospin a fait à notre envoyée spéciale Pascale Robert-Diard (lire page 8) cette déclaration à l'intention spéciale également de la gent journalistique : «Le jour où vous aurez compris que je suis un rigide qui évolue, un austère qui se marre et un protestant athée, vous écrirez moins de bêtises. »

L'autoportrait est admirable et admirablement servi. Nos veaux de presse les plus sin-

A nos lecteurs

RAVAGES de la « vache cères! Car tout de même, s'il fallait revendiquer ici un droit élémentaire pour l'année 2000 et les quelques-unes à suivre, ce serait bien celui de pouvoir continuer à écrire autant de bêtises qu'il nous siéra, dans l'absolue liberté d'en écrire, sur l'austère qui se marre, le pseudo-rigide qui se tord de rire et le protestant athée qui construit, en moquant, son propre temple.

Les sondages de popularité du premier ministre étant ce qu'ils sont, enviables et solaires, il ne manquerait plus que la presse contribue, par une meilleure intelligence et une saine approche du personnage et de son action, à les élever à des hauteurs zénithales. Imaginez un premier ministre, enfin compris, à 99,99 % d'opinions favorables! Quel ennui serait nôtre, au pas cadencé des louanges permanentes et des meuglements satisfaits au pays des sondages fous.

Non, si l'on devait chercher des incompris de l'opinion et entonner la complainte des mal-aimés. ce serait pour ces pauvres, façon de parler bien sûr, ces pauvres joueurs de Marseille. Peuchère! Sale temps pour les gonzes de l'OM! Les supporteurs qui ne les supportent plus et même ne peuvent plus les voir en maillot se sont lancés dans un sport nouveau: la chasse au joueur.

La chasse au joueur indigne se pratique à courre. Le joueur indigne se reconnaît à ce qu'il ne mouille pas le maillot. A ce qu'il roule carrosse. A ce que sa fiche de paie de «feignasse trop payée » circule dans les estaminets de la ville. Le joueur indigne se reconnaît à ce qu'il est pourchassé par la meute grondante des pit-supporteurs aux aboiements d'« À mort le joueur!» Comme au cinéma? Comme au cinéma, en effet!

Lancement réussi de la navette Discovery pour une mission écourtée de deux jours

Les sept astronautes vont tenter de réparer le télescope Hubble

APRÈS neuf reports successifs dont les derniers sont le fait de conditions météorologiques excécrables, la navette spatiale américaine Discovery a enfin décollé, lundi 20 décembre à 1 h 50 (heure française), de Cap Kennedy (Floride) après un compte à rebours parfait. Une cinquantaine de minutes plus tard l'équipage de cette mission de sept astronautes à laquelle participent un Français, Jean-François Clervoy, et le Suisse Claude Nicollier, était à pied d'œuvre à quelque six cents kilomètres d'altitude. Prêt à engager une course-poursuite de deux jours pour rattraper le télescope Hubble, et le ramener non sans mal, dans la nuit du 21 au 22 décembre, grâce à un bras-robot dans la soute de Discovery.

Cette manœuvre ne sera pas facile. L'habileté du commandant de bord, celle du pilote et celle de Jean-François Clervoy, le responsable du bras-robot, seront mises à rude épreuve pendant cette première partie du vol car Hubble, privé de quatre des six gyroscopes qui assurent son pointage et sa stabilisation, remue sans doute beaucoup. Tout a beau se passer en absence apparente de pesanteur, l'inertie de cet engin de plus de onze tonnes peut faire des dégâts si elle est mal contrô-

lée. Ce n'est qu'une fois solidement arrimés dans la soute que deux des hommes d'équipage pourront procéder au remplacement des pièces défaillantes de Hubble: gyroscopes, système de refroidissement de la caméra infrarouge, ordinateur central, système de pointage, protections thermiques, etc.

ÉVITER LE RISQUE DU BOGUE

Quatres sorties dans l'espace étaient à l'origine prévues pour accomplir ces réparations (Le Monde du 18 décembre). Mais les nombreux retards accumulés pour ce lancement ont contraint

la Nasa à user du principe de précaution et à supprimer l'une des sorties. Cette vingt-septième mission de la navette Discovery est en effet écourtée de deux jours pour éviter que l'équipage ne passe la nuit du Jour de l'an en orbite avec le risque pour l'informatique de bord et pour l'informatique au sol d'être affectés par d'inattendus effets du bogue de l'an 2000. L'année a été suffisamment noire pour l'Agence spatiale américaine sans qu'elle ajoute de nouveaux problèmes à un bilan marqué par la perte récente, et combien critiquée, de deux sondes d'exploration de Mars:

Mars Climate Orbiter et Mars Polar Lander.

Si tout se passe bien, l'équipage de Discovery pourrait donc revenir sur Terre le 27 décembre après avoir passé Noël en orbite et redonné vie au télescope Hubble. La Nasa finirait alors l'année sur une note plus optimiste, elle qui a dû interrompre ses vols de navettes pendant quatre mois et demi après la découverte lors de la mise en orbite du satellite d'astronomie « X » Chandra en juillet, d'un certain nombre d'anomalies sur les navettes: fils électriques dénudés, ligne d'alimentation en combustible cabossé et, plus récemment, soudures non conformes sur un réservoir principal en fin d'assemblage en

Mais le succès de cette mission Discovery, aussi réussi soit-il, et le lancement également réussi depuis la base de Vandenberg (Californie), samedi 18 décembre, du satellite d'observation de la planète (Terra) ne suffiront pas à étouffer les propos de ceux qui aujourd'hui critiquent la politique du « mieux, plus vite et moins cher » de la Nasa appliquée, selon eux, trop rapidement et trop bru-

Jean-François Augereau

Dernier tir de l'année pour Ariane

Au moment même où, si tout va bien, le Français Jean-François Clervoy s'efforcera d'agripper le télescope Hubble avec le bras robot de la navette Discovery, la 125e fusée européenne Ariane devrait décoller du centre spatial guyanais de Kourou, mercredi 22 décembre vers 2 heures (heure de Paris). La version la plus puissante d'Ariane-4 emportera le plus gros satellite de communication jamais déployé dans l'espace. Un engin américain de 4,5 tonnes, baptisé Galaxy XI, fabriqué par Hugues Space et Communications, qui alimentera les réseaux de télévision et transmissions de données d'Amérique du Nord et du Brésil pour le compte de la firme PanAmSat Corp.

Ce tir sera, avant l'an 2000, le dernier qui devrait confirmer la prééminence du lanceur européen sur le marché mondial. Arianespace compte en effet, selon son PDG Jean-Marie Luton, effectuer l'an prochain « treize à quatorze » lancements, dont « cinq à six » à l'aide d'Ariane-5.



Pour la paix en Tchétchénie et la démocratie en Russie Une initiative de Khoj-Ahmed Noukhaïev

La guerre dans le Caucase du Nord a été causée par un mauvais choix de moyens pour parvenir à des fins géopolitiques.

La Russie veut renforcer son contrôle des ressources du Caucase tout entier orientant ses visées expansionnistes vers le sud — vers la Transcaucasie et l'Iran.

Les Tchétchènes revendiquent leur droit à l'autodétermination, en se fondant sur le principe du droit à la "Foi de leurs ancêtres sur la Terre de leurs ancêtres".

Certaines personnalités militaires et politiques des deux bords profitent de la nature conflictuelle ces deux objectifs et de l'absence de mécanismes permettant d'instaurer un compromis pour déclencher de sanglants combats, entraînant ainsi des pertes matérielles et humaines gigantesques, principalement au sein de la population civile.

Cependant, ni la Russie, ni la Tchétchénie ne sont capables de réaliser leurs objectifs géopolitiques par la seule force des armes.

La Russie, confrontée à la résistance de tout un peuple uni dans sa volonté d'autodétermination, et malgré la supériorité numérique de ses forces armées, se trouve dans l'impossibilité de terminer la guerre avec des moyens militaires conventionnels.

Pour sortir de cette situation, trois solutions s'offrent à la Russie : mener une guerre interminable, utiliser des armes de destruction massive, ou entreprendre des négociations de paix.

Une guerre interminable empêcherait bien évidemment la Russie de contrôler les ressources du Caucase.

L'utilisation d'armes de destruction massive conduirait inévitablement la majorité des républiques de l'ex-URSS, et principalement les républiques du Caucase, à se réfugier sous la protection de l'OTAN, ce qui serait absolument contraire aux buts géopolitiques de la Russie.

Par conséquent, la seule solution

viable pour la Russie est d'entamer des négociations.

La guerre déclenchée en 1994 a rallié le peuple Tchétchène autour du pouvoir militaire. Si ce pouvoir est capable de coordonner efficacement la résistance armée, il ne peut cependant assurer l'ordre en temps de paix.

La Tchétchénie a besoin de la paix, mais l'état de siège ne lui permet pas de passer à un mode — qui lui est naturel — d'existence pacifique et de respect de l'état de droit.

La cause principale de l'instabilité persistante dans le Caucase du Nord est l'absence de mécanismes réels qui puissent assurer le respect, par les deux parties, de leurs obligations mutuelles.

En Russie, les accords de 1996-1997, signés par les représentants du pouvoir exécutif, n'ont pas été légitimés par le pouvoir législatif. En conséquence, le Parlement n'ayant pas la capacité de contrôler la mise en œuvre effective des accords, ceux-ci sont à la merci du bon vouloir de bureaucrates sans cesse remplacés.

En Tchétchénie, en temps de paix, le pouvoir militaro-administratif du Président Maskhadov n'a pu ni empêcher ni punir les agissements de formations armées illégales, car leurs membres, comme tous les Tchétchènes, sont protégés par leurs propres clans et par la loi de la vengeance.

Les représentants des forces qui, dans les deux camps, peuvent garantir l'exécution des accords obtenus, doivent agir pour faire cesser la guerre et lancer le processus de paix. Il s'agit, en Russie, des chefs de la future majorité parlementaire, et en Tchétchénie, du Président, avec le soutien des chefs de clans.

En conséquence, je soumets les propositions suivantes :

accords russo-Les tchétchènes existants qui, en tant que tels, ne soulèvent pas d'objections, mais qui jusqu'à présent

n'ont toujours pas été appliqués, doivent être utilisés comme base des négociations.

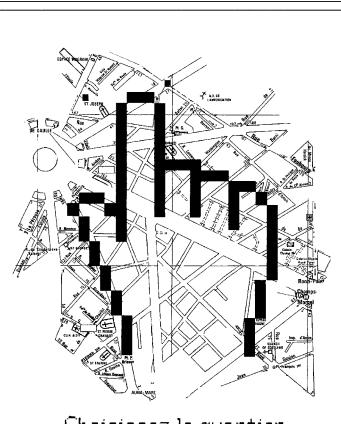
Le Parlement russe, en s'appuyant sur la constitution de la Fédération de Russie, doit entamer la procédure de ratification des accords russo-tchétchènes existants, ce qui instaurera les conditions nécessaires pour leur application par la Russie.

Les chefs des clans tchétchènes peuvent assurer la dispersion des groupes armés en rappelant les membres de leur propre clan et en prêtant serment sur le Coran de refuser la protection de la loi de la vengeance à quiconque ferait preuve d'insubordination. Ainsi pourrait-on créer une base solide pour le respect des accords par la partie tchétchène.

En réponse à la critique récemment formulée par le Président Clinton à l'égard des actions de la Russie en Tchétchénie, le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a appelé l'Occident à user de toute son influence pour faire libérer les otages occidentaux en Tchétchénie. C'est dans l'esprit de ces déclarations que je propose la création d'une commission internationale pour la libération des personnes détenues illégalement par les deux parties belligérantes. Le simple fait de créer cette commission peut constituer un premier pas vers une mise en œuvre immédiate du processus de paix et établira des conditions favorables à la conduite des négociations.

Le moment présent est peut-être notre dernière chance pour instaurer la paix et l'ordre dans le Caucase du Nord. En saisissant cette chance, la Russie et la Tchétchénie se donneront toutes deux les moyens de profiter du potentiel géopolitique du Caucase au XXIe siècle.

Khoj-Ahmed Noukhaïev a été chef de la Direction du Renseignement Extérieur Tchétchène du Président Doudaïev, puis, en 1996-1997, vicepremier ministre du gouvernement du Président Iandarbiev. Il est actuellement président de la société "Caucasus Common Market, Ltd". Azadlyg Sq. 674, Apsheron Hotel 4th floor, room 433, Baku, Azerbaijan. Tél: (+994-12) 936150. Fax: (+994-12) 984674 - e-mail: caucor@mail.ru



L'actualité en Tchétchénie et les élections russes nous contraignent

à retarder la publication de l'enquête en trois volets de François

Maspero « Retour en Bosnie ». Elle est remplacée par trois reportages de

notre envoyée spéciale Natalie Nougayrède, de retour de Tchétchénie. La

série de François Maspero sera publiée ultérieurement.

Tirage du *Monde* daté dimanche 19 -lundi 20 décembre 1999 : 572 373 exemplaires

Choisissez le quantien où vous voulez habiter.

Immostreet.com trie pour vous, parmi 420 000 offres, celles qui répondent le mieux à vos critères.



Le Monde

NUMÉRO A SPÉCIAL

DES CATHÉDRALES INDUSTRIELLES

À LA FLEXIBILITÉ

Luc Boltanski et

Eve Chiapello appellent à un renforcement de la critique pour limiter la

destruction du tissu social, dans leur livre « Le Nouvel Esprit du capitalisme » (pages II et III)

DU MATÉRIEL À L'IMMATÉRIEL

La valorisation des compétences doit permettre l'avènement de l'économie du savoir. Cette mutation douloureuse

se traduit par l'émergence de nouveaux prolétaires (page IV)



DE LA TERRE À LA VILLE

Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale habite

en zone urbaine, contre un tiers en 1960. Et, dans les pays en développement l'exode rural s'accélère (page VII)



DE L'IMPÉRIALISME COLONIAL À LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Pour les pays du Sud, les multinationales et les institutions financières internationales

sont des formes modernes de domination (page VIII)



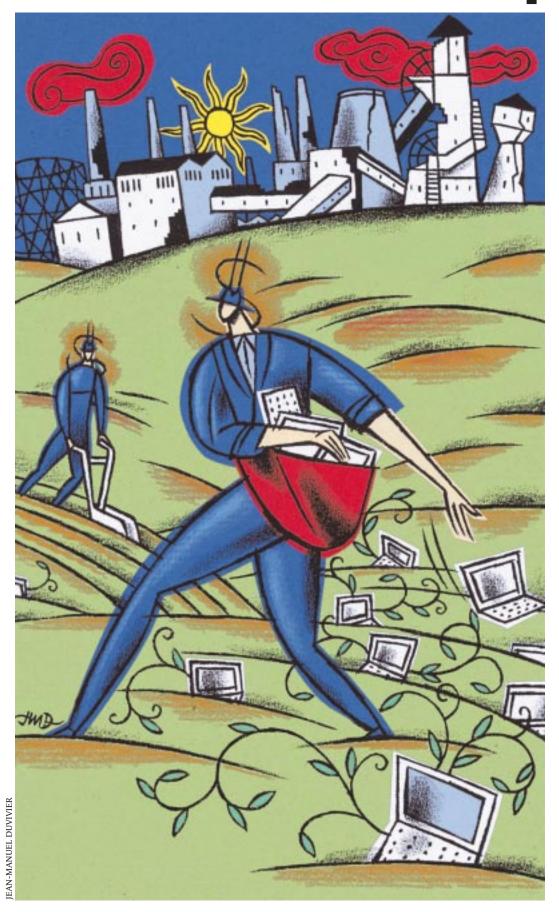
MARDI 21 DÉCEMBRE 1999

OFFRES D'EMPLOIS

De la page X à la page XXXII

Depuis la chute du communisme, l'économie de marché triomphe, avec son lot d'inégalités. Mais la critique sociale a du mal à s'exprimer

1900-2000: les habits neufs du vieux capitalisme



e président des Etats-Unis en est convaincu. « Nous ne sommes qu'au début d'une période qui entrera dans l'histoire comme celle de l'âge d'or », affirme-t-il, invoquant la « nouvelle économie » qui vaut au pays d'être érigé en modèle. Le patron de la Bourse de New York abonde dans son sens, tout comme les gourous des universités de Yale ou de Harvard. «Les crises économiques cycliques sont terminées; nous entrons dans une ère nouvelle de prospérité durable qui s'appuie sur l'absence d'inflation et sur une formidable révolution technologique », assènent-ils.

De fait, en dix ans, la productivité de l'industrie a bondi de près de 50 %. Un record! Dans un contexte caractérisé par une consommation en forte hausse, un démarrage en flèche des concentrations d'entreprises – elles-mêmes soumises à une obligation de rentabilité de leurs profits de 10 % à 15 % minimum, désormais exigée par leurs actionnaires –, une concurrence échevelée et, surtout, une envolée de la Bourse.

Chaque jour, Wall Street gambade de sommet en sommet. En un an, les cours ont progressé de 65 %, de 330 % en quatre ans. La capitalisation boursière atteint désormais l'équivalent de la production nationale annuelle, faisant dire à cet économiste de renom que « les cours des actions ont atteint une sorte de plateau permanent ».

ÉLECTRICITÉ ET VOITURE

Nous ne sommes pas en 1999, mais soixante-dix en arrière. L'hôte de la Maison Blanche est Herbert Hoover, un républicain. Le héraut de la « nouvelle économie » n'est autre qu'Irving Fischer, célèbre professeur d'économie. L'un des best-sellers du moment est l'ouvrage d'Edgar Smith, un évangéliste du marché qui promet aux Américains la prospérité éternelle pour peu qu'ils placent leur argent en Bourse. Le renouveau technologique américain remodèle l'économie en s'appuyant sur deux innovations majeures : l'électricité et la voiture. Walter Chrysler a d'ailleurs été sacré « homme de l'année 1929 » par le magazine Time. Tout cela – opportunément rappelé dans un récent numéro de L'Expansion -, c'était naturellement avant le krach historique d'octobre 1929. Lorsque prévalait encore « un optimisme général érigé en religion », souligne l'auteur de l'article.

A l'approche du basculement dans le troisième millénaire, le retour sur image sépia ne se veut pas cruel. Il incite simplement à relativi-

ser les croyances du moment : l'apparition spontanée d'un nouveau modèle assuré de pérennité, l'assurance d'une croissance sans fin, la communion avec une haute technologie que l'on voudrait, tel le plomb autrefois, transformer en or. Et à réhabiliter le devoir d'impertinence à l'encontre du tout-marché, érigé, depuis la chute du Mur, en unique principe de commandement d'un capitalisme parvenu à sa phase la plus achevée – alors que son histoire n'est faite que d'étapes, de mutations et de dépassements.

Il oblige enfin à s'interroger sur les réels bienfaits d'une rationalité marchande, présentée comme inéluctable mais dont les récents événements de Seattle ont semblé marquer les limites, dès lors qu'elle empiète sur la santé, l'éducation et la culture. Autant de domaines qui sont maintenant du ressort de la citoyenneté planétaire, également interpellée quand se creusent les inégalités – pays en développement et industrial isés confondus – et qu'anparaissent dans la constellation 2000 des objets sociaux non (encore) identifiés: les nouveaux prolétaires de l'économie du savoir.

Cette mise en équations oblige à dresser d'abord un bilan, nécessairement soumis à erreurs et omissions, celui de ces très longues années qui ont marqué l'histoire de l'économie et des sociétés qu'elle a contribué à faconner. Un simple rappel pour signaler qu'en l'an de grâce mil l'Europe connaissait aussi sa période faste, marquée par des avancées technologiques (l'invention de la charrue), une mondialisation du commerce (encouragé par les chevaliers de la chrétienté) et une renaissance des grandes villes.

Plus près de nous, les cent ans qui nous séparent du début du siècle auront été ceux du « bonheur économique », assure l'historien Jacques Marseille, avant de nuancer son propos. Durant cette période, le PIB mondial, exprimé en dollars constants, aura été multiplié par douze, l'espérance de vie accrue de vingt-cinq ans, le pouvoir d'achat multiplié par quatre. Mais, avertit ce spécialiste, cette longue période aura été aussi celle des « horreurs économiques », de l'explosion de l'inflation en Allemagne avantguerre, du chômage de masse apparu après les « trente glorieuses », du sort insupportable fait aux deux tiers de la planète les plus démunis, enfin des nouvelles inégalités qui ont accompagné, dans les pays riches, le retour à la croissance. « Ce siècle aura démontré que l'économie ne fait pas nécessairement le bonheur », conclut-il.

Le constat, teinté d'amertume, intervient au moment où économistes, sociologues, démographes, responsables politiques et syndicaux s'interrogent sur les contours et la finalité d'un nouveau capitalisme singulièrement déroutant. Après avoir prôné l'abandon à jamais des contrôles et des frontières, il incite le système à se reréguler. Désormais contraint de négocier avec des salariés et des retraités par capitalisation, devenus de puissants actionnaires, il se voit obligé de composer avec ces nouveaux centres de pouvoir qu'il a lui-même contribué à

ARROSEUR ARROSÉ

Il lui arrive aussi d'être dépassé par les événements lorsque la « main invisible » des marchés financiers, convertie aux vertus de la spéculation, joue à l'arroseur arrosé (la crise asiatique de 1997), et carrément désemparé, enfin, quand la libre-concurrence, son référent de base, est obligée de se renier... faute de concurrents, souligne le professeur américain Lester Thurow, observateur critique de la dynamique capitaliste, faisant allusion aux déboires de Microsoft, traîné devant la justice américaine pour accusation de monopole.

Les années 80 et 90 obligent à réviser le catalogue des icônes. Certes, Smith, Ricardo, Keynes et maintenant Bill Gates y ont toujours leur place. Mais il faudra oser y ajouter José Bové, le croisé de la « bonne bouffe » venu guerroyer en Amérique, et Eric J. Hobsbawn, obscur historien anglais, brusquement réhabilité après le simple succès d'estime que lui avait valu son dernier ouvrage, Histoire du court XXe siècle, jusqu'à ce qu'il soit convenablement commercialisé.

S'obstiner à s'affirmer marxiste quand on est britannique et qu'on a côtoyé Margaret Thatcher a sans doute du panache. Mais les exigences d'une opinion publique lassée de lire les recettes néolibérales et d'entendre l'hymne au miracle démocratique, seul viatique fourni aux déçus du socialisme, vont au-delà de ce retour en grâce. C'est un appel à d'autres discours. Pour d'autres nouveaux venus. A commencer par Adnan Mevic. ce petit garçon yougoslave né le 12 octobre à l'hôpital de Sarajevo et symboliquement choisi pour incarner les six milliards d'habitants qui, désormais, peuplent la Terre. Afin de lui répondre convenablement quand il demandera, interrogeant le Temps et l'Homme: « Au fait, quel siècle est-il? »

Serge Marti

Eve Chiapello et **Luc Boltanski**, auteurs du « Nouvel Esprit du capitalisme » (Gallimard, 1999)

« Sans critique renforcée, le capitalisme continuera à détruire le tissu social »

entre les notions de "capitalisme" et "d'esprit du capitalisme".

Luc Boltanski. – On peut définir a minima le capitalisme comme un système fondé sur l'accumulation illimitée du capital, donc détaché de toute exigence morale ou politique. Pour autant, il a besoin de millions de personnes pour se réaliser. Comment les y décider ? C'est très difficile, car le capitalisme est, à bien des égards, un système absurde : les salariés y perdent la propriété du résultat de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination; quant aux capitalistes, ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable.

» Le nombre des adhérents va dépendre des arguments invoqués pour faire valoir les bénéfices que la participation aux processus capitalistes peut apporter à titre individuel, mais aussi les avantages collectifs qu'elle contribue à produire pour tous. Voilà pourquoi nous avons défini "l'esprit du capitalisme" comme l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capita-

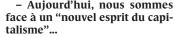
Eve Chiapello. – Il repose sur trois piliers. Primo, un élément d'excitation individuelle lié à la libération réelle (ou fantasmée) offerte par le capitalisme. Deuxio, une exigence de sécurité, contrepoids de l'excitation qui génère souvent de l'incertitude. Et tertio, la possibilité de justifier en termes de bien commun ce qui se passe à l'intérieur du système.

- Cet « esprit du capitalisme » a-t-il varié au cours de l'histoire?
- L. B. Assurément. Selon nous, le capitalisme a connu d'ores et déjà trois esprits différents.
- » Le premier, c'est celui décrit par l'un des fondateurs de la sociologie économique au début du XXe siècle, Werner Sombart, à travers la figure du bourgeois. L'excitation est apportée par la volonté d'entreprendre, les découvertes et les inventions. L'élément de sécurité repose sur la morale

« Vous faites la différence bourgeoise, morale de patrimoine, de la famille et de l'épargne, avec le développement de dispositifs hérités du passé : la charité et les aides aux familles. Le paternalisme, en somme. Quant à la recherche du bien commun, elle se réalise moins grâce au credo libéral que par le culte du progrès et la croyance dans les bienfaits de l'industrie.

» Le deuxième remonte aux années 30, lors de l'apparition de la grande entreprise intégrée, avec à sa tête un directeur dont le pouvoir est plus important que celui du propriétaire.

» L'excitation est apportée par la possibilité de faire croître l'entreprise et d'augmenter son pouvoir à l'intérieur de ces immensités bureaucratiques. Cette fois-ci, l'élément de sécurité tient à la "socialisation de l'entreprise" (carrières à vie, camps de vacances pour les enfants, etc.); et d'autre part, aux mécanismes de l'Etatprovidence. Le besoin de justice est fourni par la redistribution des gains de productivité et le développement d'une méritocratie de la compétence.



E. C. - Pour en définir les contours, nous nous sommes plongés dans les ouvrages de management qui remplissent une double fonction: ils donnent à la fois les nouvelles méthodes pour faire du profit, mais ils ont également un volet normatif visant à justifier et à sélectionner les moyens acceptables pour parvenir à cet objectif, à un moment donné.

» Nous avons analysé des textes et des articles des années 60 et des années 90. Il est frappant de voir comment le management de ces dix dernières années s'est construit en opposition à celui des années 60. A la planification, un concept-clé en 1960, s'oppose dans le management des années 90 l'intuition. A la grandeur et à l'efficacité industrielle des grands groupes d'il y a quarante ans, répond aujourd'hui un éloge de la dissociation des fonctions, de l'externalisation des services. L'homme du néo-management des années 90 est un homme léger, qui s'est délesté de la fidélité



Eve Chiapello

- Docteur en gestion, Eve Chiapello, 34 ans, est professeur à l'Ecole des hautes études
- commerciales (HEC) et sociologue. • Elle a publié *Artistes versus* managers. Le management culturel face à la critique artiste (Métailié,

Luc Boltanski

- Docteur en sociologie, Luc Boltanski, 59 ans, est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).
- Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont La Souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique (Métailié, 1993).

- Le bourgeois incarnait le Louis Villermé, médecin et sociopremier esprit du capitalisme, le directeur, le deuxième. Mais qui incarne celui d'aujourd'hui?

L. B. – C'est le manager, le coach. Un homme, non hiérarchique, qui est chef de projet. C'est-à-dire qu'il coordonne des unités destinées à avoir une durée de vie très courte.

» Par quoi est-il excité ? Par l'idée de mener à bien les projets les plus improbables. Par exemple - i'invente, bien sûr -, organiser une manifestation pour le lancement d'un nouveau logiciel dans une ville de Sibérie, en faisant venir Christo qui emballera une fusée atomique sous les yeux d'un responsable d'une ONG argentine... Les participants étant évidemment reliés par Înternet. Voilà l'élément d'excitation, celui qui consiste, comme l'a expliqué le sociologue Ronald Burt, à «franchir des ponts structuraux ».

» La sécurité ? c'est un peu là où le bât blesse. Si le nouvel esprit du capitalisme est bien armé du côté de l'excitation, en revanche, la précarité est au rendez-vous. Tout ce que peut faire le chef de projet, c'est redistribuer les ressources en augmentant l'employabilité de ses collaborateurs une fois le projet achevé. Quant à la recherche de la justice, elle s'organise à condition que le chef de projet ne ramasse pas toute la mise et redistribue les fruits du projet à tous les acteurs qui y ont véritablement participé.

- Comment expliquer que le capitalisme accepte de s'embarrasser d'éléments de justice ou de sécurité? Il pourrait choisir seul ses propres règles...

E. C. – Le capitalisme est amoral. Les éléments modérateurs viennent donc de l'extérieur, sous l'effet de la critique. Elle informe les représentants du capitalisme des dangers courus si on laisse se développer les destructions qui ne manquent pas de survenir dans le cadre d'un capitalisme sans entrave. Elle leur fournit aussi des éléments de solution qu'ils récupèrent si la critique est forte et les dangers convaincants. Il en a toujours été ainsi. C'est grâce à

logue français du XIXe siècle, et à son Tableau de l'état physique et moral des ouvriers dans les fabriques de coton, de laine et de soie, que fut adoptée, en 1841, la loi sociale sur la limitation du travail des enfants.

 Vous montrez dans votre livre que si la critique du capitalisme a été virulente entre 1968 et 1978, elle est depuis 1985 plutôt atone...

L. B. – La critique menée dans les années 60 et 70 a été très virulente. N'oubliez pas qu'il y a eu dans les usines Fiat, à l'automne 1969, une prise de contrôle de l'entreprise par des groupes autonomes! Quant au mouvement hippie, il suffit de lire les documents de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de l'époque pour comprendre combien il était jugé dangereux pour la société de consommation qui va de pair avec un capitalisme heureux.

» Depuis, il y a eu une remise sous contrôle très forte. Bien sûr la chute du communisme et du marxisme a affaibli la critique sociale, mais ce phénomène n'explique pas tout. Toute une série de petits déplacements insidieux (les horaires flexibles, la multiplication des contrats atypiques, la substitution du droit commercial au droit du travail par les mouvements d'externalisation, etc.), a été réalisée, et a affaibli les capacités de mobilisation de la contestation.

- Le bourgeois et le directeur, emblèmes du capitalisme, pensez-vous pas aujourd'hui que la critique est affaiblie par le seul fait qu'on ne sait plus qui contester?

E. C. - C'est certain. Le managercoach qui incarne le nouvel esprit du capitalisme a retiré sa cravate, n'a plus de bureau, voyage avec son portable sous le bras, jouant à être un salarié comme un autre. L'entreprise est légère, et les chaînes de production de la valeur ajoutée sont longues et complexes, si bien que l'identification des principaux bénéficiaires de son partage est dif-

- Les salariés sont aujourd'hui actionnaires. La critique tournerait-elle finalement en rond?

L. B. – Cette idée qui se développe depuis plusieurs mois est naïve. Le capitalisme reste concentré entre un nombre très limité de mains. Cette thèse reviendrait à dire que dans un Etat où tout le monde paie des impôts, chacun a le pouvoir; or on peut très bien payer ses impôts et vivre sous un régime autoritaire.

» Restons sérieux. Il est impératif de relancer la critique sociale sur des bases neuves, en trouvant des prises ajustées aux nouvelles formes de l'esprit du capitalisme actuel. Nous le répétons : sans un renforcement de la critique, le capitalisme continuera à détruire le tissu social. »

> Propos recueillis par Marie-Béatrice Baudet

Bibliographie

Retour sur la condition ouvrière, de Stéphane Beaud et Michel Pialoux (Fayard, 1999,

470 p., 140 F, 21,3 €). • 500 ans de capitalisme, de

Gérard Vindt (Mille et une nuits, 1998, 143 p., 149 F, 22,7 €). ● 1900-2000. Un siècle

d'économie, coordonné par Jacques Marseille (Les Echos, diffusé par Calmann-Lévy, 1998, 458 p., 245 F, 37,35 €).

• Les Organisations, Etat des savoirs, coordonné par Philippe Cabin (éditions Sciences humaines, 1999, 412 p., 145 F, 22,1 €).

• La Dynamique du capitalisme, de Fernand Braudel (Flammarion,

1988, 128 p., 25 F, 3,8 €). Mondioscopie. Bilan

économique et social du monde **1973-1996,** d'Alain Gélédan (Le Monde Editions, 1990, 440 p., 98 F,

Les métamorphoses de la Ruhr

par Michel Pigenet

a Ruhr, le plus important bassin industriel d'Europe, était la terre promise des compagnies minières qui, en 1913, y extrayaient près de deux fois plus de houille que leurs homologues n'en tiraient des gisements français et belges réunis. La Ruhr ne fut jamais un « pays noir » ordinaire. L'étroitesse des liens tissés entre les puits, les aciéries, les ateliers de mécanique, les complexes carbochimiques témoigne de ce que l'industrialisation procède, ici, d'une organisation économique et d'un système social exceptionnels. La première se manifeste très tôt sous la forme de « Konzern » : Krupp, Thyssen, Hoechst, Mannesmann, Haniel, Stinnes, etc. Elle se par la création de cartels destinés à limiter la con moyen d'un strict contrôle des prix et des ventes.

Confrontés à d'immenses besoins de main-d'œuvre, les groupes dépêchent leurs agents recruteurs toujours plus loin vers l'est, jusqu'en Pologne (400 000 Polonais travaillent dans la Ruhr en 1913). La population du bassin s'élève à 1,8 million de personnes avant 1900, 3 millions en 1905 et 4,2 millions au milieu des années 20. Mais la dureté des conditions de travail dans les mines, près des fours ou au milieu des vapeurs toxiques explique le fort turn-over (50 % à 60 %).

Avec un taux contenu au-dessous de 25 %, les établissements Krupp montrent la voie d'une gestion moins hasardeuse de la force de travail. Tandis qu'un livret de vingt-deux pages stipule les devoirs des ouvriers, les « rois d'Essen » se substituent à l'administration défaillante. Sans s'interdire d'ajuster leurs effectifs, ils prennent en charge le logement, le ravitaillement, les loisirs, la formation, la protection sociale de la fraction qualifiée du personnel. Contre un loyer inférieur de 15 % à 20 % à ceux du marché, 12 % de la population d'Essen habitent, en 1900, dans un appartement fourni par l'entreprise, qui se réserve, entre autres, le droit de vérifier la bonne tenue des locaux. En 1922, l'ensemble des mines du bassin logent 157 000 personnes.

Mais polices privées et listes noires veillent. Le fait syndical ne sera vraiment reconnu qu'au lendemain de la défaite de 1945, lorsque la loi instituera dans les mines et la sidérurgie un mode de cogestion plus avancé que dans les autres branches.

Les restructurations massives intervenues depuis 1960 ont profondément bouleversé la Ruhr. En réalité, les premières délocalisations remontent à la fin du XIXe siècle, quand la production métallurgique initialement installée au sud, à proximité des minerais de fer du Siegerland, se déplace vers les gisements houillers du Nord qui, épuisés, sont à leur tour remplacés par des exploitations plus septentrionales.

Les bouleversements actuels sont toutefois plus sérieux et atteignent les fondements mêmes d'une forte culture du travail industriel. Touchée, la Ruhr échappe néanmoins à la commotion qui frappe tant d'autres bassins traditionnels. Grâce à la diversification de la production industrielle, la proportion des actifs employés dans le secteur dépasse les 40 %, cependant que la progression des activités commerciales, financières, culturelles, d'enseignement ou de loisirs achève de doter Duisbourg, Essen, Bochum et Dortmund d'authentiques attributs urbains. Les paysages eux-mêmes se transforment, verdissent, se couvrent de plans d'eau. De métamorphose en métamorphose, la Ruhr, toujours plus insérée dans l'axe rhénan,

Michel Pigenet est professeur à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

L'ombre de Taylor plane encore sur l'organisation du travail

n ce 1er octobre 1908, les Américains n'en reviennent pas: une voiture à 825 dollars! Le rêve automobile réservé aux fils de bonne famille est maintenant à la portée de leurs économies. Et tout cela grâce à un certain Henry Ford, qui présente alors officiellement sa Ford T (T comme Tin Lizzie – la petite Elisabeth en fer-blanc). Le secret du constructeur et du prix modique qu'il propose tient au nombre restreint de pièces utilisées et à la conception simple du modèle.

1908 est une date importante pour le capitalisme. C'est le début du mariage d'un couple qui restera longtemps inséparable : la production de masse et la consommation de masse. Cinq ans plus tard, lorsque Ford introduit le travail à la chaîne dans ses usines, il montre au monde entier que l'organisation scientifique du travail prônée par Frederic W. Taylor est une arme d'avenir: en 1908, ses ouvriers mettaient 12 heures et 8 minutes pour assembler la Ford T; en 1913, ils y arrivent en 2 heures et 35 minutes!

SALAIRES

Les cathédrales industrielles se développent. Il s'agit de produire vite et peu cher. Ce n'est pas du tout un hasard si ces mêmes années portent le management sur les fonts baptismaux. Il faut développer une approche rationnelle de l'organisation de l'entreprise. Mais à quel prix...

Le cadre pense, l'ouvrier exécute: une maxime qui va compter pendant des dizaines d'années... et qui compte encore. En France, Henri Favol se charge, en 1918, dans son livre Administration industrielle et générale, d'indiquer les 14 principes d'une bonne gestion. - N°1: la division du travail; n°2: l'autorité; n°3: la discipline; nº4 l'unité de commandement (!); nº5: l'unité de direction. « L'initiative » apparaît en avant-dernière position, juste devant « l'union du personnel ».

Les procédures, de plus en plus serrées, confinées auparavant à l'industrie, ont désormais gagné les services

Partout dans le monde, les travailleurs vont résister. Mais leur opposition est nuancée, car ils reconnaissent le bien-fondé de cette doctrine à partir du moment où cette méthode permet d'augmenter les salaires.

Quatre-vingts ans après, l'univers taylorien n'a pas entièrement disparu, même si, bien sûr, le paysage a beaucoup changé. Le progrès technologique a vidé par vagues successives les usines. Aujourd'hui, 15 % de la maind'œuvre américaine travaille dans l'industrie (contre 26 % en 1970). A ce rythme-là, en 2035, écrit Walter Russell Mead, auteur de Mortal Splendor: the American Empire in transition, ce pourcentage tombera à 2,6 %, soit au même niveau que la proportion d'Américains qui travaillent à la ferme! Les gains de productivité ont fait des ravages. En 1955, l'ouvrier sidérurgiste américain produisait 100 tonnes de métal par an. En 1997, chaque travailleur en produit 1 000 tonnes.

En France, si l'ouvrier représente encore aujourd'hui un salarié sur trois, il a perdu sa place prédominante au profit de l'employé. Mais, surtout, il n'a plus l'image du prolétaire enfermé dans le monde industriel: deux ouvriers sur trois officient dans le secteur tertiaire. Depuis les années 70, l'emploi industriel français ne cesse de diminuer au profit des services.

« Dans les pays industrialisés, nous ne sommes plus dans le schéma production de masse et consommation de masse, commente Jacques Capdevielle, directeur de recherche au Centre d'études de la



Chaîne de montage de la Ford T.

vie politique française (Cevipof). La pénibilité du travail et des postes, les horaires... n'ont plus rien à voir aujourd'hui avec ce que les salariés ont vécu au début du siècle. Le tavlorisme ancien visage n'est plus, mais il réapparaît différemment. »

MODÈLE JAPONAIS

La rupture s'opère lors de la crise pétrolière de 1973, qui brouille les cartes: les licenciements sont massifs, les faillites en grand nombre. «L'entreprise est déstabilisée. raconte Michel Drancourt dans son livre L'Entreprise, de l'Antiquité à nos jours (PUF, 1998). Avec plus ou moins de décalage dans le temps, les groupes se sont mis dans tous les pays industrialisés à la recherche de nouveaux modes de management et

d'organisation. » Après les Etats-Unis, c'est le Japon qui sert de modèle via les thèses défendues par Taiichi Ohno, le père du système Toyota. Ses piliers? Le juste-à-temps, l'autoactivation de la production grâce aux robots et les démarches qualité. Le « toyotisme » introduit une notion fondamentale: celle de la réactivité. Taylor est revisité.

Les chiffres de l'enquête « Conditions de travail de 1998 », publiée en août dernier par le ministère français de l'emploi et de

la solidarité, permettent de bien saisir la réalité actuelle. De fait, lit-on, « les salariés sont plus nombreux qu'au début des années 80 à disposer de marges d'initiative », ce qui rompt effectivement avec la dichotomie taylorienne entre pensée et exécution. Mais « l'organisation industrielle continue à imposer ses rythmes et gagne les métiers du tertiaire ».

Un chiffre révélateur: plus de 60 % des salariés de l'industrie - presque autant dans la construction – sont soumis à des normes de production ou des délais à respecter en une journée maximum. Ils étaient moins d'un tiers en 1984.

« De plus, reprend Jacques Capdevielle, les procédures sont de plus en plus serrées. Les chefs d'entreprise recherchent la qualité à travers le développement des normes ISO et développent le traçage de leurs produits. Tout en exigeant des taux de rentabilité incrovables. » Car désormais l'entreprise est mondiale et doit satisfaire une clientèle segmentée face à une concurrence de plus en plus acérée. Le salarié se doit donc de devenir réactif, flexible, rentable et efficace. Des experts appellent ce pari le « néotaylorisme ».

M.-B. B.

La société civile relaie les syndicats sur le terrain de la revendication

DES SYNDICATS À LA SOCIÉTÉ CIVILE, DES PATRONS AUX ACTIONNAIRES

Seattle, la société civile a remporté une grande victoire. Organisations non gouvernementales (ONG), collectifs d'associations, de syndicats, d'étudiants s'étaient donné rendez-vous au sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour « donner la parole à ceux qui ne l'on *jamais* », pour que la libéralisation des échanges ne se poursuive pas sans prendre en compte les préoccupations des citovens. Leurs actions ont sans conteste contribué à faire échouer les négocia-

« L'échec de Seattle, avance Zaki Laïdi, chercheur au Centre d'études des relations internationales (Ceri), auteur de Malaise dans la mondialisation (Textuel, 1998), exprime une demande d'appropriation de la mondialisation par la société civile.»

«Le sentiment qu'ont les gens d'être dépossédés de leur parole, de leurs choix, s'exprime par la montée de revendications portées par les acteurs de la société civile, témoigne Arnault Apoteker, membre actif de Greenpeace depuis dix ans, responsable du programme biodiversité de Greenpeace France. C'est le marché qui décide aujourd'hui. Les corps intermédiaires ne jouant plus leur rôle de relais, les ONG ont repris le flambeau pour exprimer ce refus du processus en marche. »

Ce réveil n'est pas sans rappeler les mouvements suscités par la modernisation industrielle. « Ce que disent les ONG aujourd'hui à propos de la mondialisation,

En débordant du monde du travail, les grands conflits sociaux et sociétaux mobilisent de nouveaux acteurs

reprend Zaki Laïdi, correspond à peu près ce que disait Léon Jouhaux, le leader historique de la CGT, en 1918: "Nous devons non seulement être capables de faire une émeute de rue, mais encore de prendre en main la direction de la production." »

A l'époque, c'est la production industrielle qui était au cœur des rapports et des conflits sociaux, qui opposaient employeurs et ouvriers. Comme l'expliquent les sociologues Michel Wieviorka et Alain Touraine dans Le Mouvement ouvrier (Fayard, 1984), « le capitalisme industriel est sorti du capitalisme marchand quand les ouvriers ont été réunis dans la fabrique et quand les maîtres de la vente des produits ont acquis le pouvoir de modifier autoritairement le travail, les méthodes de fabrica-

Les syndicats, représentant les salariés soumis à un patron dont il s'agissait de contester la domination, portent alors les revendications. Toutes leurs luttes vont consister, pendant près d'un siècle, à réclamer des augmentations salariales et une amélioration des conditions de travail et de

en contrepartie de leur force de travail et de leur subordination.

Aujourd'hui, les fondements du nouveau système économique, la mobilité du travail, la flexibilité, affaiblissent considérablement l'action syndicale. « En effet, souligne Michel Wieviorka, le syndicalisme tire sa légitimité de l'entreprise. Or, désormais, nombre de travailleurs, mis au chômage, sont hors de l'entreprise, et d'autres restent extérieurs aux luttes du fait du caractère précaire de leur emploi. »

« On est passé d'une classe ouvrière constituée à un corps atomisé de salariés, sous l'effet d'une individualisation très profonde, appuie Danièle Linhart, chercheur en sociologie au CNRS. Les salariés n'ont plus le sentiment de vivre collectivement leurs problèmes, dès lors ils ont moins de raison de se tourner vers les syndicats. Car ceux-ci ne se font plus l'écho de leur vécu individuel. Le collectif s'exprime désormais davantage hors du monde du travail. »

La société est en effet traversée de problèmes liés à l'environnement, à la santé, à l'humanitaire, qui ne sont pas enracinés dans le travail. Des sujets sur lesquels, soulignent Michel Wieviorka et Danièle Linhart, les syndicats sont désormais appelés à s'investir s'ils veulent pouvoir garder leur légiti-

D'autant que si ces préoccupations sociétales ne trouvent pas leur origine dans le monde du travail, elles n'en ont pas moins un lien avec lui. «Le problème des conditions de travail des salariés d'une entreprise chimique, par exemple, n'est pas disjoint des problèmes de pollution inhérents aux rejets de produits dans un fleuve, illustre Michel Wieviorka. Aujourd'hui est en jeu la capacité des syndicats à intégrer des thématiques ou des actions qui viennent du dehors de l'entreprise.»

Les ONG ont elles-mêmes dû s'adapter, les nouvelles contestations dont elles sont porteuses intégrant de plus en plus la dimension économique. « Une campagne

ticides a, par exemple, des conséquences sur les fabricants de ces produits, et plus généralement sur l'agriculture, illustre Arnault Apoteker. Nous nous servons de plus en plus de l'arme du marché, en recommandant par exemple aux consommateurs d'acheter tels ou tels produits, de même que des gouvernements utilisent l'arme économique. Cette interpénétration de l'économique et de l'environnement nous donne une légitimité à intervenir dans le ieu économique et nous a obligé à acquérir une plus grande compétence en la matière. »

Depuis le sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en juin 1992, les ONG organisent des forums en marge de toutes les grandes conférences internationales. Mais elles n'avaient encore jamais pu intervenir, comme à Seattle, au cœur des négociations.

Aujourd'hui, elles ont non seu-

lement acquis une capacité d'expertise leur permettant de rivaliser avec les meilleurs experts des institutions financières internationales, mais elles ont aussi appris à tirer profit des ressources qu'offre la technologie. Internet permet aux acteurs d'échanger, de se fédérer par sujets. La facilité et

Des retraités de plus en plus influents

Tous les groupes de pression n'étaient pas dans les rues de Seattle au début du mois de décembre 1999. Manquaient notamment les associations de retraités et de personnes âgées...

Démographie oblige, les « vieux » sont devenus des acteurs économiques et sociologiques de premier plan dans tous les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, qui n'étaient que trois millions en 1900, représentent aujourd'hui un Américain sur huit, soit trente-quatre millions de personnes. En 2015, la moitié de la population française aura plus de cinquante ans.

Par sa taille, le groupe des personnes âgées est devenu un interlocuteur incontournable en matière de réforme de l'assurance-maladie ou du système des retraites, sans parler de son poids dans la consommation des ménages ou l'épargne financière. Le niveau de vie des personnes âgées, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, est aussi une nouveauté: deux sur trois sont diplômées de l'enseignement secondaire, jouissent d'une bonne santé et sont généralement propriétaires de leur maison.

la vitesse de communication qu'apporte le réseau électronique jouent un rôle considérable dans la mobilisation sociale et la construction d'un rapport de forces, comme l'a montré le succès du mouvement contre le sommet de l'OMC.

« Seatlle a mis en lumière la nécessité d'organiser la politique mondiale sur des bases qui permettent une meilleure représentation de la société civile. Si l'on veut que les systèmes représentatifs traditionnels ne soient pas cannibalisés par les lobbies – comme c'est le cas aux Etats-Unis, relève Zaki Laïdi, il faut essayer de construire un nouvel espace de représentation mondiale où Etats, forces du marché et société civile pourraient délibérer

Laetitia Van Eeckhout

Bibliographie

● Le Mouvement ouvrier, d'Alain Touraine, Michel Wieviorka et François Dubet (Fayard, 1984, 440 p., 160 F [24,4 €]).

• Le Nouvel Etat industriel, de John Kenneth Galbraith (Gallimard Poche, 1989, 473 p., 73 F [11,1 €]).

• Le Torticolis de l'autruche : l'éternelle modernisation des entreprises françaises, de Danièle Linhart (Seuil, 1991, 250 p., 120 F [18,3 €]).

• Le Capitalisme zinzin, d'Erik Izraelewicz (Grasset, 1999, 285 p., 125 F [19 €]).

• Marx à la corbeille : quand les actionnaires font la révolution, de Philippe Manière (Stock, 1999, 260 p., 110 F [16,8 €]).



Les Cent Jours des délaineurs de Mazamet

par Jean-Louis Robert

u début du XIXe siècle, Mazamet était une petite ville d'industrie textile lainière. Vers 1850, un entrepreneur dynamique eut l'idée de faire venir les peaux lainées d'Argentine, et l'industrie du délainage connut alors un essor considérable. Cette activité mêlait des traits anciens et modernes. Les ouvriers étaient restés proches du milieu rural; l'été, beaucoup travaillaient dans les champs. Mais les usines étaient relativement importantes, avec en moyenne une centaine d'ouvriers. Surtout, l'économie était déjà mondialisée: Mazamet était l'un des plus gros acheteurs de peaux lainées dans le monde. Le travail était dur, souvent malsain. Le maniement des peaux exposait les ouvriers au terrible « charbon », une maladie cutanée ainsi dénommée parce que des croûtes noires se formaient sur la peau.

Au début de ce XXe siècle, l'essor économique était vif, et la France connaissait une croissance incessante du nombre de grèves : vers 1890-1895, on en dénombrait 300 par an; vers 1906-1910, 1500. Exceptionnelle par sa durée – près de quatre mois du 11 janvier au 6 mai 1909 –, la grève des délaineurs de Mazamet est révélatrice des relations sociales en France au début du siècle. Les recherches remarquables d'un historien, Rémy Cazals, nous permettent de dégager ces caractéristiques.

D'abord l'intransigeance du patronat et ses réticences à gérer un conflit collectif: à une demande d'augmentation de salaire des peleurs et manœuvres en décembre 1908, les patrons répondent qu'ils ne peuvent accepter qu'en diminuant le salaire des sabreurs (les ouvriers qui lavaient la laine). Cette attitude suscite la colère des ouvriers. C'est la grève, massive. Les négociations sont rares et difficiles. La loi de 1892 prévoyait la possibilité d'un arbitrage par le juge de paix. Celui-ci propose d'intervenir en février, mais les patrons refusent tout arbitrage.

Ensuite l'importance de la geste gréviste où se manifestent la solidarité, la violence et la symbolique ouvrières. La solidarité, ce sont par exemple les « soupes communistes » qui nourrissent plus de 1000 grévistes chaque jour. Mais c'est aussi le spectaculaire « exode des enfants »: une centaine d'enfants de grévistes partent dans les villes environnantes, où ils sont accueillis par des familles solidaires.

La violence est un autre grand trait de la grève. Elle est courante contre les jaunes. Des témoins racontent : « Un jour, on en a déshabillé une presque tout à fait, la pauvre! »... La présence massive de la gendarmerie et de l'armée (1 600 hommes) contribue également à la tension. Violence contre l'usine enfin: on salit l'eau amenée aux usines qui travaillent... L'incident le plus grave a lieu le 28 avril, lorsque des grévistes font tomber un gros rocher sur une usine.

L'action symbolique est le dernier trait caractéristique de la grève. Les manifestations répétées sont de véritables mises en scène du peuple ouvrier. Le défilé, les chansons, les slogans solidarisent le groupe dans une thématique complexe qui fait des patrons les descendants des seigneurs et des maîtres de tout temps: «Saluez, riches heureux, ces pauvres en haillons », chantent les grévistes. Comme bien d'autres grandes grèves, le mouvement des délaineurs de Mazamet contribue à cette image, si prégnante dans la France du XXe siècle, d'une grève qui, au-delà d'un instrument de règlement des conflits industriels, est aussi un temps de la lutte éternelle pour la justice.

Jean-Louis Robert est titulaire de la chaire d'histoire sociale à l'université

Les actionnaires reprennent le pouvoir aux patrons

du patron fumant un gros cigare devant un conseil d'aministration somnolant. Aujourd'hui, ce même patron est sur le qui-vive. C'est que les actionnaires, les propriétaires de l'entreprise, guettent et veillent. Et la moindre incartade appelle une sanction immédiate de leur part. Le 17 septembre 1998, Alcatel l'a appris à ses dépens, avec une chute vertigineuse de son action (38 %) en quelques heures. Six ans plus tôt, Robert Stempel, PDG de General Motors, en avait lui aussi fait l'amère expérience, en se voyant éjecté de son siège par ses action-

REVANCHE

« En quelques années, le capitalisme managérial a été terrassé par un nouveau capitalisme patrimonial, qui marque la revanche des actionnaires », observe Daniel Cohen, professeur de sciences économiques à l'Ecole normale supérieure et à l'université de Paris-X. Revanche, car au tournant du XX^e siècle, la plupart des firmes appartenaient à des familles – c'est l'époque des fameuses « deux cents familles » en France – qui exerçaient une autorité patrimoniale sur leurs employés.

A partir de l'entre-deuxguerres, les managers vont prendre la direction des affaires. Et ce, explique Daniel Cohen, « au nom d'un impératif industriel où la satisfaction des actionnaires n'était jamais la préoccupation première. Etre le plus gros possible pour réaliser des économies d'échelle, amortir sur le plus grand nombre possible la vente de nouveaux produits était le seul objec-

Comme le décrivait parfaitement John Kenneth Galbraith dans Le Nouvel Etat industriel, « la direction, malgré sa participation négligeable à la propriété de l'entreprise, a celle-ci bien en main: de toute évidence, elle détient le pouvoir ».

managers s'emparent des leviers de commande, quel que soit le porate governance, un nouveau

Cette fin de siècle a vu l'intrusion brutale des marchés financiers dans la gestion des entreprises

mode de mobilisation du capital de leur entreprise, que cela se fasse par l'intermédiaire de l'Etat, des banques ou encore du mar-

recours à l'épargne est plus répandu, les dirigeants ne sont nullement gênés dans la conduite de leurs affaires : les actionnaires certes nombreux, mais petits porteurs, ne sont pas en état de faire entendre leur voix.

C'est l'explosion des marchés financiers qui va, dans les années 80, sonner le glas de ce pouvoir, outre-Altlantique d'abord, puis dans toute l'Europe. En quelques années, les marchés vont faire une intrusion brutale dans la gestion des entreprises, s'imposant comme complément sinon comme alternative, à la banque.

D'autant que les places financières se voient investies par de nouveaux fournisseurs de capitaux, ces investisseurs institutionnels que sont les fonds de pension et autres fonds communs de placement.

RENTABILITÉ

Contrairement aux petits actionnaires, ces gros investisseurs collectifs ne peuvent voter avec leurs pieds: si, insatisfaits, ils vendent, ils provoquent immédiatement une chute des cours, dont ils sont eux-mêmes les victimes. Trop gros pour déserter, ils sont donc obligés de travailler à une meilleure rentabilité des capitaux investis.

Puissants et organisés, ils font comprendre aux gestionnaires qu'ils les considèrent comme à leur service – et non l'inverse. Ils Partout dans le monde, les cherchent à développer (avec plus ou moins de succès) le cor-

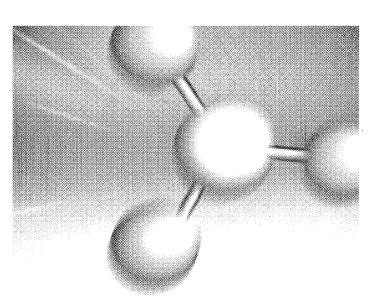
mode de gouvernement d'entreprise reposant sur une culture de la transparence, le principe de la séparation des pouvoirs, l'acceptation des contre-pouvoirs et une reconnaissance de la légitimité du profit.

De retour dans le jeu, et ayant retrouvé un rapport de force plus favorable, les actionnaires demandent un retour sur investissement. Ils cherchent à imposer à toutes les entreprises une priorité exclusive : la création de valeur pour l'actionnaire.

Si nombre d'Américains, Bourse de Paris. Même aux Etats-Unis, où le jusque dans les classes movennes, accèdent aujourd'hui

au statut d'actionnaires par le biais de l'actionnariat salarié et des fonds de pension, l'actionnariat individuel reste en France peu puissant (11 % de la capitalisation boursière de Paris), et l'actionnariat via des fonds de pension pour ainsi dire inexistant.

Ce sont les grands fonds internationaux américains, écossais ou hollandais qui sont les principaux actionnaires des grands groupes industriels français: ils contrôlent aujourd'hui 40 % de la



Qu'est ce que vous faites pour L'an 2000?

RENDEZ-VOUS EN PAGE XI

Le passage à l'économie du savoir engendre des désillusions

livre fameux: Les Etats-Unis et le monde américain à l'époque de Bill Clinton. Car il faudra attendre au moins un Fernand Braudel, historien mort en 1985 et auteur, en 1946, de La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II (Armand Colin, rééd. 1990), pour décrire la transformation fondamentale qu'aura vécue le capitalisme à la fin du XXe siècle.

Fernand Braudel avait montré que l'industrie n'était qu'une des formes historiques du capitalisme, apparue à la fin du XVIIIe siècle, et qu'elle avait été précédée par sa forme marchande: la création de valeur et l'accumulation du capital, à l'époque de Philippe II d'Espagne, résultaient du commerce colonial (esclaves, épices et or).

SERVICES

C'est en invoquant Fernand Braudel au'un colloque d'historiens de l'économie, organisé en octobre 1999 par le laboratoire Matisse-Isys (Paris-I/CNRS), a forgé le terme de « capitalisme cognitif » pour désigner la forme qui succéderait, au XXIe siècle, au capitalisme industriel.

« De nos jours, le savoir sous toutes ses formes joue un rôle capital dans le fonctionnement de l'économie, lit-on dans le rapport Technologie, productivité et création d'emplois de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié en 1996. Les nations aui exploitent et gèrent efficacement leur capital de connaissances sont celles qui affichent les meilleures performances. Les entreprises qui possèdent plus de connaissances obtiennent systématiquement de meilleurs résultats. Les personnes les plus instruites s'adjugent les emplois les mieux rémunérés. »

Le rôle fondamental de la connaissance dans l'accumulation du capital trouve sa traduction dans la dématérialisation des biens produits comme dans celle des facteurs de leur production. La part croissante de la consommation de services aux dépens des produits manufacturés illustre cette tendance. Certes, la voiture, l'ordinateur ou la

UN CHIFFRE

Alors que biens produits et facteurs de production se dématérialisent, l'exploitation de l'intellect au travail crée des conflits d'un nouveau type

boîte de petits pois sont toujours des biens matériels. Mais leur valeur provient de plus en plus des services qui leur sont attachés : disponibilité, maintenance, financement, logistique et logiciels.

Même leur composante matérielle vient de l'utilisation de technologies et de modes de gestion qui accroissent productivité et qualité. Celles-ci passent par l'acquisition par l'entreprise de movens de production immatériels tels que le niveau de compétences de ses salariés, ou encore les connaissances produites à l'extérieur, par des consultants ou des chercheurs.

Technologie et savoirs humains ont, bien sûr, toujours été des intrants de la production industrielle, mais la rapidité de leur évolution, avec le développement des nouvelles technologies et la hausse générale du niveau d'éducation, a confronté l'organisation taylorienne de la production à un défi majeur. « Ce n'est pas la mutation du capitalisme qui engendre le développement des nouvelles technologies et la hausse du niveau de formation, mais l'inverse, note Carlo Vercellone, chercheur au Matisse-Isvs. Le capitalisme a dû s'adapter à une nouvelle donne qui mettait en crise son mode de régulation antérieur.»

Cette mutation met au cœur du système de production l'appareil de formation et de recherche, où se forgent les compétences et les savoirs valorisés par l'économie. Les politiques publiques visent à faciliter une telle valorisation, afin de baser la croissance économique sur l'innodes travailleurs.

Exemples en France: la loi sur l'innovation, qui encourage la particination des chercheurs et de leurs institutions à l'activité d'une entreprise; le plan U3M (université du troisième millénaire), qui répartit sur le territoire les capacités de recherche et d'enseignement supérieur; les projets de loi organisant « la formation tout au long de la vie ». La puissance d'une économie se mesure ainsi de plus en plus à la part de la dépense nationale consacrée à la formation et la recherche au nombre de brevets, au niveau de qualification des travailleurs.

Une telle « économie de l'intelli-

gence » semble pouvoir réaliser, au premier abord, le rêve de tous ceux qui ont subi et combattu l'organisation taylorienne. Initiative, créativité et autonomie seraient les trois caractéristiques d'un travail enrichi qui ferait de la production le résultat de la coopération de travailleurs qualifiés, organisés en réseau selon la logique de projets. L'ordinateur n'est pas l'équivalent de la machine industrielle, qui substituait au travail vivant de l'ouvrier du travail mort et/ou prescrit: il est une « boîte vide », par laquelle le travailleur apporte et communique son travail vivant et autonome. « Avec l'innovation technologique, c'est le retour du



L'un des premiers ordinateurs de Bull.

professionnel qui remplace la figure triomphante de l'expert (...) D'une certaine facon, la logique de l'honneur fondée sur la maîtrise d'un métier se renforce », écrit le sociologue Renaud Sainsaulieu.

A ce scénario rose s'oppose le constat d'une nouvelle réalité. L'observation des innovations manageriales dans les entreprises montre, note dans la revue Formation-Emploi Anne Dietrich, enseignant-chercheur à l'université de Lille-I, qu'« il s'agit moins d'identifier les compétences réellement mises en œuvre par les individus que de promouvoir de nouvelles valeurs précisant les exigences cognitives et comportamentales à l'égard des salariés, d'établir de nouveaux critères d'évaluation des hommes ». Ces innovations, poursuit-elle, se traduisent aussi par « une intensification indéniable du travail et (...) la flexibilisation et l'individualisation des salaires ».

Car la mutation du capitalisme industriel vers le capitalisme cognitif peut aussi se lire comme une « mise au travail » des savoirs intellectuels et techniques, tout comme, à l'aube du XIXe siècle, le capitalisme avait mis au travail le savoir-faire des artisans devenus ouvriers au sein des manufactures.

Cette mise au travail s'affranchit des bornes qu'avait instaurées, à la longue, l'organisation industrielle: elle s'effectue aussi bien en dedans qu'en dehors du temps et du lieu de travail; parce qu'elle s'adresse aux ressorts intellectuels de l'individu. elle atteint sa structure psychique, et non plus seulement sa force physique ou son attention; sa forme flexible et individualisée, puisqu'elle fait appel aux ressources autonomes de chacun, peut créer la culpabilisation et l'insécurité du travailleur intellectuel responsable de sa propre « employabilité ». Bref, elle provoque de nouvelles « maladies pro-

médecins du travail connaissent bien aujourd'hui et nomment stress, burn-out. etc.

L'économie du savoir n'est donc pas exempte de conflits, loin s'en faut. D'abord parce que les rapports sociaux hérités de l'ère industrielle, encore présents dans la plupart des entreprises, se heurtent de plein fouet aux conditions nouvelles de la production immatérielle : « A l'engagement de s'intégrer activement dans une dynamique d'analyse et de créativité en groupe et sans contrainte hiérarchique (...) succèdent le plus souvent les désillusions du retour à la chaîne ou aux activités sous contrôle et sans initiative », écrit Renaud Sainsaulieu. Quel salarié n'a pas connu la double contrainte d'une hiérarchie qui proclame : « Soyez autonomes, je le veux!» ou «Innovez selon les règles!» ou «Décidez, mais sans risques!»

Mais ces conditions nouvelles sont elles-mêmes porteuses de conflictualité. « Inscrire la compétence dans l'ordre de l'action, écrit Yves Lichtenberger, professeur à l'université de Marne-la-Vallée, remet explicitement en tension, à l'intérieur même du contrat de travail, le rapport entre l'autorité de l'employeur et l'action du salarié, c'est-à-dire l'exercice d'une volonté autonome. »

AUTOGESTION

Comme l'observe Carlo Vercellone, « les expériences de mise en valeur des compétences menées jusqu'au bout âboutissent à des formes d'autogestion et de remise en cause de la légitimité de l'encadrement et des chefs d'entreprise ». Car rares sont encore, parmi ces derniers, ceux qui expliquent leur rôle à la facon de ce ieune dirigeant d'une entreprise de haute technologie: « L'entreprise n'est là que pour offrir à ceux qui y travaillent les conditions de l'accroissement permanent de leurs compétences. C'est cela, plus que mes actionnaires, qui guide ma conduite quotidienne. » Il est vrai que son entreprise n'était alors pas encore cotée en Bourse...

A. R.

Cœur artificiel et cours virtuel

La société canadienne Worldheart, cotée à la Bourse de Toronto et au Nasdaq depuis 1996, a levé 14,2 millions de dollars canadiens (64 millions de francs) en 1998 et 29,4 millions de dollars canadiens en 1999. La société n'a « enregistré aucun revenu au troisième trimestre 1999 »... comme à tous les précédents d'ailleurs, dit le rapport financier. Ses pertes s'élèvent à 6 millions de dollars canadiens! Et pour cause, annonce son site Internet: « Nos produits ne sont pas encore commercialisés. »

Worldheart est un laboratoire de l'University of Ottawa Heart Institute, engagé depuis 1988 dans la mise au point d'un procédé de pilotage de cœur artificiel par satellite : où qu'il soit dans le monde, un pacemaker reçoit en temps réel des ordres donnés en fonction de l'état du malade. Un marché de 400 000 machines à 75 000 dollars canadiens pièce!

Le premier test humain est annoncé pour début 2000. La cotation de Worldheart évolue en fonction des événements: à la hausse, après des dépôts de brevets, des tests sur les animaux, des recrutements de sommités médicales ; ou à la baisse, par exemple suite à la défaillance d'une pile lors d'une expérimentation...

Yves Lichtenberger, chercheur à l'université de Marne-la-Vallée

« De nouvelles formes de travail, de nouvelles contraintes »

milliards de dollars LE MONTANT DES « ACTIFS IMMATÉRIELS » **DES LABORATOIRES PFIZER**

La capitalisation boursière des laboratoires Pfizer, géant américain de l'industrie pharmaceutique et créateur du Viagra, s'élevait en juillet 1998 à 135 milliards de dollars (autant d'euros). McKinsey, cabinet de conseil en stratégie, a estimé à 64 % la part le cette valorisation représenté par des actifs autres que matériels. «La Bourse ne valorise pas des immeubles et des machines. mais la capacité d'une entreprise à gagner de l'argent », explique Olivier Kayser, associé senior chez McKinsey.

Partant de ce principe, le cabinet distingue trois composantes dans cette capitalisation. Le premier provient des profits attendus de l'exploitation des produits figurant actuellement au catalogue de Pfizer. Olivier Kayser l'évalue à 15 % du total seule-

Le deuxième (21 % du total) est constitué des profits à venir sur les produits que Pfizer compte lancer à court terme : les phases de développement sont en cours, tout comme les procédures de mise sur le marché

Le troisième, le plus important, est constitué par ce qu'Olivier Kayser appelle « les options », c'est-à-dire les projets de recherche sur lesquels planchent les chercheurs, aussi bien que d'hypothétiques projets sur lesquels ils « pourraient » travailler.

« Il ne s'agit donc, en termes de valorisation financière, que de probabilités », fondées sur l'analyse de la valeur scientifique de ces équipes, leurs précédents résultats, la continuité de la stratégie de R&D de l'entreprise. Ce sont ces espérances de croissance qui expliqueraient, à elles seules, les deux tiers de la valeur que les investisseurs confèrent au titre

« Vous expliquez que les variations de la demande et les aléas de la production transforment le travail en une série de microdécisions faisant appel à l'autonomie, l'initiative et la responsabilité de chaque salarié, bref, à sa compétence. Quelles seront les conséquences de cette mutation sur les relations sociales ? - Cette mobilisation des compétences individuelles se produit dans

des entreprises qui sortent d'une stricte logique industrielle de réduction des coûts et qui cherchent à accroître leur valeur ajoutée en termes de services rendus à leurs usagers et clients. Ce phénomène n'est pas limité aux secteurs de haute technologie ou aux personnes très qualifiées. Il exige du salarié une implication personnelle, une responsabilité et donc une prise de risques plus importante, qui change la nature des conflits entre salariés et employeurs. Le débat porte main-

tenant sur la nature des contrepar-

Yves Lichtenberger

• Professeur de sociologie à l'université de Marne-la-Vallée, Yves Lichtenberger est chercheur au Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Latts).

• Responsable syndical à la CFDT de 1972 à 1984, il a ensuite été chef du département « technologie, emploi, travail » au ministère de la recherche (1984 à 1989), puis directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq) de 1989 à 1994.

ties que l'entreprise peut offrir aux salariés en échange de leur implication. Dans les organisations traditionnelles, la contrepartie de la subordination au travail était représentée par la rémunération et la protection sociale, deux éléments extérieurs au processus de production proprement dit. L'appel à la compétence déstabilise cette construction. La conflictualité change de nature, elle apparaît aujourd'hui plus éclatée, plus intégrée au travail concret, plus centrée sur le processus de production luimême.

A quels genres de conflits

peut-on s'attendre? – Le premier type de conflit porte sur le partage des responsabilités et sur les moyens que l'organisation met à la disposition du salarié pour qu'il puisse mettre en œuvre ses compétences. Car la responsabilité est insupportable et laisse la place à un stress destructeur si elle est accompagnée d'injonctions contradictoires du type: « Vous devez tenir à la fois la qualité et le délai », alors qu'il n'existe ni hommes ni moyens pour y parvenir.

» La hiérarchie doit dépasser une attitude d'autorité pour organiser réellement le processus de production: fixer des objectifs cohérents, des priorités claires, expliquer la valeur de ce qui est demandé, fournir les accès à l'information, à l'expertise, à la coopération des autres salariés... Ce n'est pas tant la quantité d'informations ou de responsabilités qui rendent l'intensification du travail stressant que l'incohérence des demandes. Ce type de conflit va se trouver exacerbé par la mise en œuvre des 35 heures.

» Le second type de conflit porte sur l'évaluation des compétences. A qui, et sur quelles bases, l'entreprise va-t-elle octroyer des espaces de développement (responsabilité nouvelle, formation)? Selon que la discrimination sera basée sur la professionnalité réelle ou sur l'arbitraire, l'entreprise obtiendra ou non l'implication réelle des salariés. Qu'y a-t-il de pire qu'un employeur qui, tout en appelant ses salariés à s'impliquer et à mobiliser leurs compétences, confie les responsabilités à l'ancienneté ou à la « fidélité » de ses collaborateurs? La motivation ne s'achète pas; en revanche, elle peut se construire ou

se détruire. » La discrimination, lorsqu'elle est considérée comme illégitime et arbitraire, est le principal facteur de destruction du travail coopératif et de l'implication au travail. Les discussions entre salariés portent aujourd'hui sur les discriminations qu'ils observent, qu'ils en soient victimes ou bénéficiaires. Ou'est-ce qui est juste, qu'est-ce qui est injuste? Cette question sera de plus en plus au cœur des conflits du travail

» Un troisième type de conflit peut porter sur la reconnaissance de la qualification issue de la compétence mise en œuvre. La validation est en effet la condition d'une bonne gestion de l'avenir professionnel du salarié dans l'entreprise ou sur le marché du travail. Les questions de formation, d'évolution dans l'emploi, de reconnaissance des acquis professionnels et les possibilité d'influer sur l'organisation du travail deviennent décisives pour le devenir des salariés. La meilleure contrepartie que l'entreprise peut apporter à l'implication de ses salariés est de s'impliquer à son tour

▼ Les compétences moteur de la croissance

INVESTISSEMENTS EN CONNAISSANCE en % du PIB, 1995 Dépenses publiques Dépenses de recherche Logiciels pour l'éducation et développement. FRANCE **IAPON**

TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE DE LA VALEUR AJOUTÉE EN VOLUME, 1985-96

□ Total entreprises ■ Industries et services basés sur la connaissance (secteurs intensifs en R&D et/ou utilisateurs de haute technologie et/ou employant une forte proportion de salariés hautement qualifiés)

dans l'avenir professionnel de chacun d'entre eux.

- Le management des compétences et des savoirs, tel qu'il se met en place dans certaines entreprises, ne préfigure-t-il pas une sorte de « taylorisation » du travail intellectuel?

- Cette tendance existe, mais elle est vouée à l'échec; elle ne peut être que transitoire. Vouloir prescrire le travail intellectuel ne fait que des perdants : les employeurs n'obtiennent pas d'implication des salariés, qui se réfugient dans des attitudes de fuite (par le turn-over, sur un marché du travail qualifié qui leur est favorable) et de déresponsabilisation.

» La question posée par cette taylorisation est celle des capacités de résistance, car il n'y a pas d'autonomie sans capacité de résistance. Il n'est pas contestable que ces nouvelles formes de travail représentent de nouvelles contraintes. Mais la question est surtout de savoir si ces contraintes peuvent être transformées en opportunités, et si donc le salarié peut trouver - avec ou contre sa hiérarchie – l'appui d'une force col-

lective pour s'en saisir. » Que les syndicats soient mal armés pour être ce point d'appui ne signifie pas que les salariés soient aussi démunis qu'on le dit, et ne préjuge pas qu'ils soient incapables de réagir. Aujourd'hui, les employeurs paraissent hantés par le fait que ni l'implication ni la motivation ne s'achètent et se commandent; ils frappent à toutes les portes pour trouver une solution. N'est-ce pas la preuve que les salariés ne sont pas aussi écrasés qu'on le dit? Que produiraient-ils d'ailleurs s'ils l'étaient vraiment?»

Propos recueillis par Antoine Reverchon

Bibliographie

● La Logique de l'honneur, de Philippe d'Iribarne (Le Seuil, 1993, 279 p., 27 F, 4,1 €).

• Les Mondes sociaux de **l'entreprise**, de Renaud Sainsaulieu et alii (Desclée de Brouwer, 1995, 616 p., 250 F, 38,1 €).

• L'Investissement immatériel, de Patrick Epingard (CNRS Editions, 1999, 247 p., 195 F, 29,7 €).

• La Mondialisation en question, sous la direction de Jean-Claude Delaunay (L'Harmattan, 1999, 323 p., 160 F, 24,4 €).

• Objectif compétence, de Philippe Zarifian (Liaisons, 1999, 232 p., 154 F, • L'Economie de l'information, sous la direction de Pascal Petit (La Découverte, 1998, 356 p., 250 F,

« Les savoirs constituants » (Alice – revue de critique du temps, nº 2, été 1999, 70 F, 10,7 €).

• « Entreprises et compétences : le sens des évolutions » (Les Cahiers des Clubs Crin, 1999, 222 p., 250 F, 38,1 €).

« Activités de travail et dynamique des compétences » (Formation-Emploi, nº 67, juillet-septembre 1999, La Documentation française, 165 p., 100 F, 15,2 €).

L'histoire récurrente des concentrations

sera-t-il le réveillon du Nouvel An? Le patron de Microsoft, l'homme le plus riche du monde, aura-t-il le cœur à la fête? Depuis le 6 décembre, il sait que le ministère américain de la justice a retenu quatre chefs d'accusation contre son entreprise pour violation du Sherman Act, texte fondateur de toute la législation antitrust américaine, qui remonte à 1890.

S'il est donc un domaine qui, en un siècle, n'a pas pris une ride, c'est bien celui du contrôle des concentrations. Depuis le premier procès retentissant, celui de la Standard Oil, qui devait aboutir à l'éclatement de ce monopole le 15 mai 1911, les législations et les procès se sont multipliés.

Sur le Vieux Continent, la direction générale de la concurrence, à Bruxelles, complète, renforce, voire parfois contredit, les autorités nationales pour faire respecter la concurrence. Chacun veille au grain, en cette fin d'un siècle qui a vu l'émergence puis le déclin d'économies dirigées reposant sur l'existence de monopoles étatiques, et le triomphe de l'économie libérale américaine basée sur la libre concurrence.

Les concentrations sont des phénomènes sans fin. Pendant que certaines firmes désinvestissent pour se recentrer sur leur métier de base, d'autres au contraire acquièrent des entreprises situées sur des marchés apparemment différents, mais que la convergence des technologies rend désormais complémentaires. C'est en particulier le cas dans le multimédia. la télévision, l'informatique ou les télécommunications. Sans parler, bien sûr, des acquisitions pour raison d'économie d'échelle.

On pourrait penser que le combat s'arrêtera faute de combattants. Le jour où, comme l'évoque Jacques Attali dans son dernier ouvrage (Fraternités. Une nouvelle utopie, Fayard, 1999), hypothèse parmi d'autres, « cinq groupes financiers contrôleront plus de la moitié du capital mondial ».

De la Standard Oil, démantelée en 1911, à Microsoft, les législateurs veillent à faire respecter la concurrence

Déjà, prévient la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) dans son rapport annuel, cent grands groupes sont en passe de devenir 💈 les nouveaux «maîtres du

Cette évolution linéaire de l'économie vers un système comprenant un nombre toujours plus limité d'acteurs est néanmoins loin de faire l'unanimité. L'Histoire est là pour prouver qu'elle est en fait en perpétuel renouvellement. « Il faut une certaine dose d'amnésie pour considérer que le mouvement en cours présente un caratère radicalement nouveau », rappelle Elie Cohen, professeur à l'université Paris-Dauphine (homonyme du directeur de recherche au CNRS), dans Espérances et menaces de l'an 2000, l'ouvrage collectif que vient de publier le Cercle des économistes (Descartes et Cie, 1999). « Contrairement à une idée recue,

il n'y a pas de processus historique

fibres artificielles, de l'azote.

Des cartels pour éviter la baisse des prix

internationales, afin d'essayer de contrôler les marchés.

signer des codes qui fixent des prix et des quotas.

C'est presque un inventaire à la Prévert. En 1904 apparaît le cartel

du verre, en 1926, ceux du cuivre et de l'aluminium, en 1927 le cartel

du pétrole, en 1937 celui de l'acier... La liste est encore longue. Il ne

faudrait pas oublier les cartels du plomb, du zinc, de la potasse, du

caoutchouc, du cacao, du sucre, des lampes à incandescence, des

On comprend le souci des grands groupes industriels. Passés à la

production de masse, ils n'ont aucune envie de voir les prix se

dégrader et leurs profits laminés. Ils réalisent donc des ententes

La crise des années 30 renforce les tendances à la concentration.

Les Etats, quel que soit le régime en place, interviennent dans ce

sens. Le National Industrial Recovery Act adopté sous Franklin

Roosevelt suspend la législation antitrust et invite les entreprises à



Au centre, John D. Rockfeller pendant le procès de la Standard Oil.

de concentration croissante de l'activité industrielle (ou de services) », estime pour sa part Marc Giget, fondateur d'Euroconsult, dans son livre sur La Dynamique stratégique de l'entreprise. « Les fusions-acquisitions des plus grands ne compensent pas l'arrivée constante de nouveaux entrants »,

A preuve : si, dans le domaine aérien, une compagnie comme PanAm que l'on a pu considérer comme éternelle, a bel et bien disparu, l'entreprise de transport rapide Federal Express, autre firme américaine, est devenue une des plus puissantes compagnies mondiales. De même, pourquoi une des nouvelles banques récemment créées sur Internet ne ferait-elle pas un jour jeu égal, voire ne supplanterait-elle pas l'une ou l'autre des puissantes institutions financières actuelles, issue d'une mégafusion?

Cette voie est d'ailleurs parfois facilitée par la faiblesse même des entreprises issues de rapprochements. La plupart des études le confirment: seul le tiers des fusions serait une réussite. Pour Christian Schmidt, professeur à l'université Paris-Dauphine et directeur du Laboratoire d'économie et de sociologie des organisations de défense, «le fait que les fusions dans le secteur de la défense ou de l'aéronautique n'aient pas donné les résultats attendus explique l'opposition du gouvernement américain à certaines opérations de regroupement. La législation antitrust n'est souvent qu'un prétexte ».

Mais le libéralisme à aussi ses limites. Les concentrations ne s'autorégulent pas toutes seules. A présent, l'idée qu'il n'est pas possible de laisser le marché agir seul se renforce. Les autorités de régulations et les spécialistes du droit de la concurrence n'ont pas de souci à se faire pour leur avenir.

Capter la rente pétrolière

par Jean-Marie Chevalier

n mai 1911, la Cour suprême des Etats-Unis ordonne le démantèlement de la Standard Oil en trente-trois unités juridiquement indépendantes. Le trust de Rockefeller est accusé d'avoir violé la loi Sherman (Sherman Act) en tentant de monopoliser le marché des produits pétroliers. La stratégie menée par John Rockefeller a été diaboliquement habile. Ayant construit la plus grosse raffinerie américaine, il produit à un coût moindre que celui de ses concurrents. Il amplifie cet atout en négociant des rabais avec les compagnies de chemin de fer, les menaçant de se passer de leurs services en construisant des oléoducs. Fort de ces avantages, il rachète un grand nombre d'autres compagnies de raffinage, qu'il paie en actions de la Standard. En 1890, Rockefeller a réussi à établir une double position de monopole et de monopsone : il vend 85 % de la production de pétrole brut. La Standard fixe, à double titre, les prix.

A l'issue de l'opération de démantèlement, la Standard Oil of New Jersey (Exxon) recoit environ 50 % des actifs, tandis que la Standard of New York (Mobil Oil) et la Standard of California (Chevron) récupèrent une bonne partie du reste. Les trois compagnies, freinées sur le marché américain, se lancent alors à la conquête du monde, en même temps que leurs rivaux américains, Gulf Oil et Texaco, Elles livrent bataille à l'anglonéerlandais Shell et à Anglo Persian Oil (devenu plus tard British Petroleum, BP), qui contrôlent les champs pétrolifères du Proche-Orient.

Les pétroliers américains, avec l'aide active du département d'Etat, obtiennent au lendemain de la première guerre mondiale une entrée au Proche-Orient. Les « sept sœurs » vont organiser le marché pétrolier international selon des principes de fixation des prix et de partage des marchés convenus dans l'accord secret d'Achnacarry en 1928. Après la deuxième guerre mondiale, les pratiques du cartel international du pétrole apparaissent au grand jour, mais les « sept sœurs » réussissent à maintenir un contrôle assez efficace du marché, avec des barrières à l'entrée suffisamment élevées pour freiner le jeu des nouveaux entrants. En 1970, elles contrôlent encore 80 % des exportations mondiales de

Avec les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, la scène internationale est bouleversée. Une partie de la rente est transférée aux pays producteurs. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) intervient sur les prix qui deviennent volatiles.

Aujourd'hui, la répartition de la rente pétrolière – un pactole d'environ 1500 milliards de dollars – reste toujours un enjeu majeur, économique, stratégique et politique. Pour accroître leur pouvoir, les grandes compagnies se sont lancées dans une stratégie de croissance externe, où la taille absolue paraît devenir un avantage en soi. Chevron a absorbé Gulf Oil, Exxon fusionne avec Mobil, BP avec Amoco et Arco, Total rachète Pétrofina et Elf. Le mouvement n'est pas fini. Ces super-géants ne cherchent-ils pas à reconstituer, dans la logique de l'histoire, de nouvelles rentes de monopole, notamment sur des marchés qui échappent aux autorités américaines ou européennes de la concurrence ? La surveillance des opérations de concentration, au niveau mondial, devient une préoc-

Jean-Marie Chevalier est professeur à l'université Paris-Dauphine.

Questions-réponses

Qu'est-ce qu'un monopole et un monopsone?

Un monopole est un marché sur lequel une seule entreprise vend un produit ou un service. On distingue les monopoles de droit, comme le fut France Télécom, des monopoles de fait, comme Microsoft, qui détient plus de 90 % du marché des systèmes d'exploitation pour PC.

Un monopsone est un marché dans lequel un grand nombre de vendeurs ne peuvent a'adresser qu'à un acheteur unique. Certaines entreprises sont à la fois des monopoles et des monopsones. C'était le cas de la Standard Oil, l'empire pétrolier de John Rockefeller.

Depuis quand existe-t-il des législations anti-monopoles?

Si les économistes se sont intéressés depuis longtemps aux conséquences économiques de la concurrence, les textes législatifs et réglementaires et la mise en place d'autorités chargées de les faire respecter sont beaucoup plus récents.

Dans un article sur « L'intérêt du consommateur dans l'application du droit de la concurrence », Alain Bienaymé, professeur à l'université Paris-IX-Dauphine, fait remonter à 1712 les premiers écrits sur les effets bénéfiques de la concurrence. L'auteur, M. Boisguillebert, « un précurseur de la science économique », y voyait un utile dérivatif au crime et à la vio-

Des auteurs comme Adam Smith, Ricardo, Cournot, Marshall, et Walras affinèrent le modèle. De ces réflexions naquit aux Etats-Unis la loi anti-monopole, le Sherman Act, adoptée en 1890, suivi du Clayton Act et de la création, en 1914, de la Federal Trade Commission. Le Sherman Act fut appliqué pour la première fois en 1911 à l'encontre de la Standard Oil.

Sur quels critères la Commission euronéenne se base-t-elle pour autoriser ou s'opposerà une fusion ou à un rachat d'entreprises?

Une concentration doit être signalée à la Commission si le chiffre d'affaires mondial des entreprises concernées est supérieur à 5 milliards d'euros (33 milliards de francs); ou si le chiffre d'affaires total réalisé par au moins deux des firmes dans la Communauté est supérieur à 250 millions d'euros, à moins que chacune des firmes réalise plus des deux tiers de son chiffre d'affaires européen à l'intérieur d'un seul et même Etat membre.

La Commission examine toutes les concentrations notifiées pour apprécier si elles sont ou non susceptibles de créer ou de renforcer une position dominante ayant pour effet d'entraver la concurrence dans le marché commun.

La Commission s'est-elle

à des concentrations? Non, depuis l'adoption, le 21 décembre 1989, du « règlement sur les concentrations », la Commission n'a donné que onze avis négatifs, soit environ 1 % des opérations notifiées. Une trentaine ont été autorisées, mais movennant des aménagements, c'est-à-dire la vente de certains secteurs d'activités.

Dans le cas récent de la fusion entre les deux pétroliers Exxon et Mobil, les entreprises se sont engagées, entre autres, à des désinvestissements dans le domaine du transport de gaz aux Pays-Bas et dans la distribution d'essence dans six pays de l'Union européenne, dont les pompes à essence sur les autoroutes françaises.

Précédemment, la fusion entre les deux opérateurs de télécommunication Worldcom et MCI avait été autorisée, le deuxième s'étant engagé à céder ses activités Internet.

Elie Cohen, directeur de recherche au CNRS

« Il n'y a pas de position dominante durable »

l'actualité économique au début de ce siècle. Il en va de même aujourd'hui. Pourquoi?

 La dynamique de l'économie capitaliste fabrique des positions dominantes et des monopoles. Tout entrepreneur recherche une rente d'innovation, c'est-à-dire un micromonopole, qui lui permette de s'assurer un avenir tranquille. On le pensait au début du siècle et on continue de le penser mainte-

» Sauf qu'entre-temps la preuve a été apportée qu'il n'y avait pas de monopole durable qui reproduise à l'infini les conditions de sa domination. Parce qu'une position dominante crée un tel dommage à l'économie, sous forme de stérilisation d'innovation, qu'elle entraîne un mouvement qui conduit les autorités publiques à la mettre en cause.

» Elles l'ont fait en adoptant soit un discours libéral, soit un discours marxiste. Le premier a vu le moyen de lutter contre ce phénomène dans la régulation. C'est



Elie Cohen

 Directeur de recherche au CNRS. Elie Cohen, 49 ans, est aussi professeur à Sciences-Po.

 Spécialiste en économie industrielle et politique publique, il est membre du Conseil d'analyse économique auprès du premier

• Il a été administrateur de France Télécom de 1991 à 1995.

« La lutte contre les mono- le capitalisme régulé à l'améripoles faisait la « une » de caine, avec la création de toute une série d'organes (Federal Trade Commission, Federal Communication Commission.

> » Le second a estimé que la seule solution est la nationalisation des « hauteurs de l'économie », un concept qui a trouvé un écho dans les pays européens, en Angleterre, en France, en Italie, sous la forme de nationalisations intervenues massivement après guerre, ou de contrôle administratif très puissant.

- Pourtant le Telecom Act signé en février 1997 par le président Clinton et qui autorise à nouveau ATT à s'intéresser au marché de la téléphonie locale ne va-t-il pas permettre à l'ancien monopole de se reconstituer?

- Non, car en face d'ATT, il y a MCI, Sprint, WorldCom, SBC, Bell Atlantic, qui ne sont pas des enfants de chœur, et toutes les nouvelles entreprises aui en auelques années ont bouleversé les règles du jeu, comme Qwest, Level 3.

» Cette activité de déréglementation, de démonopolisation, de désintégration d'une entreprise concentrée verticalement a non seulement stimulé un fantastique mouvement d'innovation aux Etats-Unis, mais a aussi permis une incrovable croissance du secteur et un effondrement des prix. C'est une illustration des vertus du capitalisme régulé à l'améri-

- En France, l'éclatement des monopoles détenus par des sociétés nationalisées aura-t-il les mêmes conséquences?

- Je ne crois pas. Car nous sommes dans des modèles d'économie mixte qui ont eu leurs vertus dans l'après-guerre, mais qui sont aujourd'hui des facteurs de rigidité.

» ATT, plongé dans le bain concurrentiel, va peut-être s'en tirer. Dans l'Hexagone, France Télécom s'est vu aménager une vie douce, avec une longue

période de transition, une concurrence relativement molle et une autorité de régulation bridée.

» En Europe, on a mis quatorze

ans de plus qu'aux Etats-Unis

pour ouvrir le secteur des télécoms. La Générale des eaux et Bouygues sont entrés sur le marché grâce à la distribution de rentes publiques: on leur a loué gratuitement des fréquences. » La France et l'Allemagne ont volontairement différé les équipements en mobiles pour aider leurs

champions nationally et ca n'a servi à rien. Nous avons pris un retard considérable. Dans la nouvelle économie américaine. l'impact de la déréglementation sur la compétitivité est flagrant. - Les organes de régulation

sont actuellement nationaux ou européens. Ne faut-il pas mettre en place des autorités mondiales?

– Effectivement, ça n'a pas de sens de multiplier les autorités nationales. Mais, pour les réseaux, il y a une logique géographique. Une instance mondiale de régulation de l'électricité serait absurde. La plaque continentale constitue un marché unifié. Il faudrait donc une répartition européenne et une autorité de régulation européenne. Idem pour le ferroviaire. Mais dans un certain

nombre d'autres secteurs, comme le transport aérien, la production d'avions, le secteur pertinent devient effectivement le monde.

» La mise en place d'instances de régulation nouvelles était l'un des objets de la réunion de Seattle. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) peut-elle être à la fois l'autorité de régulation des échanges et l'autorité de régulation de la concurrence ? Vat-on profiter de ce fantastique instrument qu'est l'Organe de règlement des différends de l'OMC? Ou faut-il imaginer d'autres instances et, dans ce cas, comment faire pour les coordonner? On aurait dû avoir ce débat à Seattle. Désormais, il est devant

» Actuellement, c'est au niveau européen qu'est le véritable laboratoire de la régulation. La direction générale de la concurrence (ex-DG IV) connaît les problèmes de dérégulation du commerce, de conditions de la concurrence, et non plus seulement de conditions de l'ouverture. Ce que nous faisons au niveau européen, c'est l'agenda futur de l'OMC, c'est l'agenda futur de la régulation

> Propos recueillis par Annie Kahn

Bibliographie

• La Dynamique stratégique de l'entreprise, de Marc Giget (Dunod, 1998, 346 p., 195 F,

• Espérances et menaces de l'an **2000**, par le Cercle des économistes (Descartes et Cie,

1999, 368 p., 140 F, 21,3 €). • « L'intérêt du consommateur dans l'application du droit de la concurrence : un point de vue d'économiste », d'Alain Bienaymé (Cahier Ceresa, 1995, nº 5). Disponible sur : www. bu.dauphine.fr/WSDOCS/

cahiers/L'INTERE.HTM www.antitrust.org. Site américain dédié aux législations antimonopoles. Son comité de rédaction est composé de membres de la Federal Trade Commission, d'économistes,

de juristes, d'avocats... • www.finances.gouv.fr/ conseilconcurrence/missions.

Site officiel du Conseil de la concurrence. Les missions, l'organisation, les comptes-rendus d'activités de cette institution.

• europa.eu.int/comm/dg04 Site officiel de la direction générale chargée de la concurrence à la Commission européenne.

Face à la toute-puissance du marché, l'Etat peut-il reprendre l'initiative?

ment! Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'impératif de reconstruction place l'État au cœur de l'activité économique et les dangers sociale. Logements, routes, sites de production... tout doit être du laisser-faire et rebâti. En France, l'administration apparaît comme le seul acteur capable de mobiliser les ressources pour mieux les redistribuer. C'est elle qui planifie les investissements, contrôle les changes, nationalise les secteursclés. Dans les années 60, l'économie mixte est un modèle général en Europe. Même aux Etats-Unis, l'administration Nixon entreprend au début des années 70 de contrôler les prix et les salaires.

En France, le rôle organisateur de l'Etat se double d'une mission modernisatrice. L'Etat devient expert: il reconstruit la comptabilité nationale, crée l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ; et le paritarisme (gestion gouvernement-patronat-syndicats) « est institué pour mieux structurer la vie politique et économique nationale », explique Bertrand du Marais, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Sous la houlette de Jean Monnet, l'association des organisations patronales et syndicales à la politique économique est aussi conçue pour intégrer la CGT communiste aux institutions. Mieux vaut avoir l'ennemi dedans que dehors.

En 1999, cette logique a entièrement disparu. Les changes, les prix, les crédits sont libres, et les Etats apparaissent débordés par la dynamique autonome des marchés financiers et des multinationales. Comment un tel renversement a-t-il pu se produire? Quelles ont été ses conditions objectives?

C'est en Angleterre, sous la houlette de Margaret Thatcher, qu'une idée neuve - l'encadrement de l'économie par l'Etat a des effets contreproductifs prend pour la première fois la forme d'un programme de gouvernement. Il est vrai que l'infla-

La crise asiatique a mis en évidence de la mondialisation

tion à deux chiffres, la montée de l'endettement, la hausse des impôts et les déficits du secteur public favorisent l'émergence de ce courant de pensée jusque-là minoritaire.

Le mouvement de désétatisation de l'économie britannique - repris et amplifié par Ronald Reagan aux Etats-Unis – part de l'idée que les entreprises et la concurrence valent mieux que la dépense publique pour stimuler la croissance, augmenter l'offre et créer de la richesse. La mise en œuvre de ces principes, soutenus sur le plan théorique par quelques économistes libéraux (Von Hayek, Milton Friedman...), se traduit par un immense programme de priva-

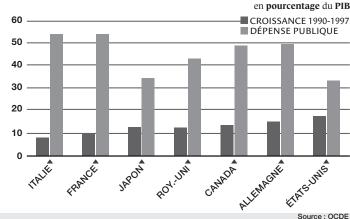
secteur public pléthorique et mal géré pour réduire ses déficits.

Ce mouvement qui a commencé en Grande-Bretagne a, tout au long des années 80 et 90, fait florès dans le monde entier, jusqu'en Russie, mais aussi en Chine communiste. En vingt ans, des centaines d'entreprises et des milliers de milliards de francs de capital ont quitté progressivement la sphère publique pour donner force et contenu à la sphère privée.

Conséquence logique, l'Etat, qui n'a plus les moyens de financer l'investissement, desserre la tutelle qu'il exerce sur les marchés financiers. Les entreprises viennent y emprunter et placer leur trésorerie, faisant concurrence aux banques et contribuant ainsi à faire baisser les taux. L'Etat contrôleur et investisseur de type keynésien semble avoir fait le constat qu'il a atteint les limites de ses possibilités d'action.

Ce mouvement de retrait de l'Etat a été accru par un autre des échanges. La fin du cycle de négociations dit de l'Uruguay, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), au début des années 90, signe la volonté des Etats de démanteler leurs barrières douanières et tarifaires. Les biens industriels circulent aujourd'hui librement à la surface du globe, des secteurs entiers (électronique grand public, textile...) ont été délocalisés dans des pays à bas salaires.

Malgré les vicissitudes qui ont marqué, en décembre 1999 à Seattle (Etats-Unis), le lancement du nouveau cycle de négociations concernant la libéralisation des échanges agricoles et de services (dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce qui a succédé au GATT), le mouvement semble inexorable. Tôt ou tard l'Etat devra renoncer à subventionner directement l'agriculture et se convertir à la libéralisation des échanges de services. Ces retraits multiples de l'Etat hors de la sphère écono**▼** Croissance et poids de la dépense publique



mique n'ont pas été sans conséquences. Des risques nouveaux sont apparus, interpellant à leur tour la sphère publique. La crise financière asiatique de 1997 aurait pu se transformer en krach mondial si elle n'avait été stoppée par une mobilisation financière des fonds du Fonds monéinternational (FMI)

notamment. De même, la déconfiture du fonds spéculatif américain LTCM, voilà un peu plus d'un an, aurait pu entraîner une crise mondiale si la Réserve fédérale américaine n'avait pas agi pour le resolvabiliser.

Face à des risques devenus planétaires, les Etats doivent-ils reréguler l'économie mondiale? La question est toujours latente, faute de doctrine claire. Sur le plan national comme international, l'Etat peine à redéfinir ses missions. En Grande-Bretagne, de graves accidents ferroviaires, engendrant la mort de plusieurs dizaines de personnes, ont mis en lumière les insuffisances d'une réglementation post-privatisation concernant la sécurité. L'encéphalite spongiforme bovine soulève aujourd'hui, elle aussi, des problèmes nouveaux, entre le droit des carcasses de bœuf britannique à circuler librement et la nécessité de protéger les populations contre des épidémies potentielles.

L'avenir dira s'il est possible d'établir un équilibre entre la centralisation politique à double niveau (les Etats négocient sur le plan international et font les lois sur le plan national) et la décentralisation économique, nécessairement globalisée.

Y. M.

La cure amaigrissante canadienne

les dépenses publiques ont baissé de 35 milliards de francs cette année et qu'elles baisseront de 45 milliards de francs l'an prochain. Nous tenons notre promesse de fournir une administration publique plus petite, plus efficace et plus abordable... » Ne rêvons pas! Ces propos n'ont pas été tenus par Lionel Jospin à la sortie du dernier conseil des ministres, mais par Marcel Massé, président du conseil du Trésor canadien, en 1996. Depuis 1994, le Canada vit une véritable révolu-

tion: la désétatisation. Au départ, il v a eu la nécessité de réduire les déficits des budgets fédéraux (10 % du PIB). Malgré diverses tentatives entre 1985 et 1993 (15 000 emplois à plein temps supprimés dans la fonction publique, réduction des effectifs militaires, baisse du nombre de ministères de 35 à 23, gel des salaires, privatisations...), les dépenses avaient continué de grimper. En 1994, un programme plus drastique a été envisagé. En 1995, « L'Examen des programmes », un plan de réforme des dépenses fédérales touchant quelque 225 mil-

e gouvernement est fier d'annoncer que liards de francs (50 milliards de dollars canadiens) de crédits sur un total d'environ 720 milliards de francs (160 milliards de dollars canadiens), a été lancé. Parallèlement, le rôle et les responsabilités du gouvernement fédéral ont été réexaminés, le tout dans le but de ramener le déficit à moins de 3 % du PIB à l'horizon 1997.

Chaque ministère a été invité à évaluer ses dépenses à l'aide de six questions :

– Cette activité sert-elle l'intérêt public ? – Le gouvernement a-t-il un rôle légitime et

nécessaire dans ce secteur d'activité ? Cette action du gouvernement fédéral doit-elle être transférée aux provinces?

- Quels programmes pourraient être transférés au secteur privé ou « bénévole »?

– Si un programme est maintenu, comment en accroître l'efficacité?

- Peut-on se permettre de financer l'ensemble des programmes ou des activités qui sont maintenus étant donné les restrictions financières et, si la

réponse est négative, quels programmes ou activités conviendrait-il d'abandonner?

Pour que ce questionnaire soit pris au sérieux, dès 1996, bon nombre de ministères ont vu leur niveau de dépenses amputé de 20 % ou plus. La même année, des pans entiers de l'activité de l'Etat ont été transférés au privé: navigation aérienne, gestion des installations aéroportuaires et portuaires... De nouvelles agences ont été créées, comme l'Agence canadienne d'inspection des aliments, et 120 organismes gouvernementaux ont été supprimés ou restructurés. Conséquence : des dizaines de milliers de fonctionnaires ont pris leur retraite ou sont partis dans le privé. Dès 1996-1997, le déficit n'était plus que de 40 milliards de francs (8,9 milliards de dollars canadiens), soit 1,1 % du

Dans le discours du budget de février 1998, le ministre des finances a annoncé un déficit zéro en 1997-1998 ainsi que pour les deux années suivantes. En réalité, c'est même un excédent qui a été réalisé.

Y. M.

Le culot thatchérien

par Yves Mamou

eu après son arrivée au pouvoir, en 1979, Margaret Thatcher était encore minoritaire au sein de son gouvernement. Son rejet des théories keynésiennes, sa volonté de mettre sous contrôle le Welfare State (l'Etat-providence) et le budget de l'Etat, sa promesse de limiter l'interventionnisme économique du gouvernement, son programme de privatisations, ses réductions de taxes et d'impôts jugés trop élevés, son engagement de réduire le déficit de l'Etat..., tout ceci provoquait des moues sceptiques chez bon nombre de ministres conservateurs. Le soutien politique qui lui manquait arriva de l'extérieur. La guerre des Malouines, remportée contre l'Argentine en 1982, dota le nouveau premier ministre du prestige politique nécessaire. Il fallait autant de culot pour s'attaquer aux puissants syndicats britanniques qui cogéraient des secteurs économiques clés comme l'énergie ou les transports, que pour vover des navires de guerre à treize mille kilomètres britanniques..

Pour s'imposer, Margaret Thatcher devait frapper un grand coup. Elle choisit de réduire à néant le pouvoir du syndicat des mineurs. Nationalisée en 1947, l'industrie du charbon coûtait chaque année quelque 8 milliards de francs au contribuable. Après s'être assuré que les centrales électriques disposaient d'une réserve de charbon pour une longue durée, le premier ministre britannique entreprit de restructurer le secteur, c'est-à-dire de fermer des puits. La grève fut immédiate et dura un an, avec de multiples violences et arrestations. Au bout de douze mois, le syndicat des mineurs était exsangue et capitulait sans conditions. La voie était ouverte à la deuxième phase : les privatisations.

Le secteur public anglais croulait alors sous les dettes, et ses déficits étaient épongés année après année par le contribuable. Les privatisations avaient une double fonction : réduire les impôts à l'aide de leurs recettes et réveiller l'intérêt de l'épargnant pour la Bourse. Celles de Cable & Wireless et British Aerospace qui ouvrirent la danse furent des succès immédiats. Allaient suivre celles des industries du gaz et du pétrole, des chaînes hôtelières, des propriétés des chemins de fer, d'usines en tous genres, sans parler du patrimoine immobilier de l'Etat, qui provoqua la souscription de centaines de milliers de ménages locataires. La vente la plus symbolique fut sans conteste la cession de British Telecom, à laquelle succédèrent celles de British Rail, British Airways, British Steel.

Bien entendu, les conséquences sociales de ces programmes libéraux furent dramatiques. Des régions entières furent sinistrées et des centaines de milliers de personnes plongèrent dans la pauvreté, ne survivant que grâce à l'aide sociale. Mais le mouvement était lancé.

L'expérience britannique aurait pu ne rester qu'à ce stade si, parallèlement, de l'autre côté de l'Atlantique, Ronald Reagan, nouveau président républicain des Etats-Unis, élu en 1980, n'avait décidé de s'attaquer, lui aussi, aux déficits publics et à la baisse des impôts. De son côté, Paul Volcker, patron de la Réserve fédérale, se voyait assigner la mission de terrasser l'inflation. Si celle-ci a pu être jugulée, si la baisse des impôts a été un succès, l'incapacité de Ronald Reagan à réduire les dépenses publiques (tandis que croissaient les dotations budgétaires de la défense) allait engendrer un déficit sans fin du budget fédéral que son successeur, George Bush, ne sut comprimer. Le retour à l'équilibre fut le fait d'un président démocrate, Bill Clinton, quinze ans plus tard. Mais le mouvement en faveur du marché et au détriment de l'Etat, incarné par Margaret Thatcher et Ronald Reagan, devait influencer, avec des nuances, l'ensemble de la politique économique mondiale, nations ex-communistes comprises.

Nicolas Baverez, économiste et historien

« Une classe politique française coupée de l'économie et une administration bunkerisée »

«L'Etat est en crise. Peut-il se réformer par lui-même ?

- La crise de l'Etat existe et ne se résorbera pas d'elle-même. Trois bouleversements historiques le prouvent : la chute du mur de Berlin, la mondialisation de l'économie et le passage à l'euro.

» Sur le premier plan, rien n'a bougé: la France conserve une iplomatie et une défense formatées pour la guerre froide. Au chapitre de l'économie globalisée, elle ne dispose pas d'une stratégie d'influence et de puissance intégrée. Le récent sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle a montré que les Etats ne possédaient plus le monopole de l'action internationale; pour défendre efficacement leurs intérêts, ils devraient agir comme un chef d'orchestre capable de mobiliser un vaste réseau de groupes de pression, d'acteurs sociaux et d'organisations non gouvernementales. Or, en France, l'Etat campe dans un superbe isolement, persuadé - à tort - qu'il continue d'incarner seul l'intérêt général et la nation. En se révélant incapable de conduire des stratégies concertées avec les acteurs économiques et sociaux. l'Etat se prive du même coup des movens de comprendre et d'agir dans un cadre d'économie et de société ouvertes.

» Par ailleurs, la collecte de l'impôt continue d'être une des plus coûteuses du monde et la Banque de France entretient à grands frais un conseil de la politique monétaire parfaitement inutile. Il en va de même pour l'euro. Le basculement de la régulation macroéconomique vers la Banque centrale européenne n'a entraîné aucun changement de politique fiscale et sociale, et cela en dépit des risques de fuite des capitaux, des entreprises et des talents.

» Ces trois exemples révèlent la double crise de l'Etat : une crise politique avec une perte de légitimité; une crise technique avec l'immobilisme d'une organisation autoritaire, hiérarchique et centralisée. Or cette

panne de l'Etat est malsaine. Car les éruptions de violence – de l'ex-Yougoslavie à la Tchétchénie -, la crise asiatique, les revendications identitaires, l'aspiration à une éthique sont autant d'appels à une résurrection du politique et à une démocratie de volonté. Mais ces appels se heurtent à un vide. L'instrument et le symbole de ce vide, c'est un Etat aveugle, aboulique et inefficace.

 Vous voulez dire que l'Etat devrait être l'interface de toutes les transformations économiques et sociales?

- Non. L'Etat n'a pas le monopole du changement. Mais il conserve des responsabilités irréductibles, notamment dans la définition des institutions de l'après-guerre froide, de l'économie ouverte, de l'Euroland. Or du fait d'une classe politique coupée de l'économie et de la



Nicolas Baverez

• Agé de trente-huit ans, énarque, Nicolas Baverez a été conseiller référendaire à la Cour des comptes (1988-1993), puis conseiller pour les questions économiques et sociales auprès du président de l'Assemblée nationale (1993-1995). ● Directeur du développement de Fimalac – le groupe de Marc Ladreit de Lacharrière - de 1995 à 1998, essaviste, il est actuellement avocat, responsable du département de droit public au cabinet Salès, Vincent et Associés.

société, et d'une administration bunkérisée par peur du changement, il est incapable d'assumer ses missions nouvelles.

» La décentralisation inachevée avec des compétences et des financements éclatés, en offre un exemple significatif. L'Etat n'en a tiré aucune conséquence sur la définition de ses missions et sur l'organisation de ses services. Prenons l'éducation nationale : tous les ministres prétendent avoir déconcentré. Aucun ne l'a fait. Et les établissements scolaires restent prisonniers à la fois de la dispersion des compétences entre les collectivités et l'Etat, et d'une complète absence de maîtrise sur les moyens qu'ils sont censés mettre en œuvre.

- On peut quand même constater que le secteur public a bougé. Des privatisations ont eu lieu...

 Il était indispensable de rendre au marché des activités qui n'avaient aucune raison d'être exercées par l'Etat. Mais en même temps, les recettes dégagées ont permis de desserrer la contrainte financière et de différer les réformes de structure.

- Ouel devrait être le rôle d'un Etat rénové?

- La mythologie de l'Etat a conduit à surinvestir des fonctions liées au passé et à ne pas investir dans des domaines-clés pour l'avenir. L'investissement public a chuté depuis les années 80 de 4,1 % à 2,8 % du PIB, tandis que les dépenses de fonctionnement liées à la fonction publique (12,5 % du PIB) et aux transferts sociaux (23,5 % du PIB) explosaient.

» A travers la politique industrielle ou les krachs des entreprises publiques, l'Etat a par ailleurs orienté une part majeure de l'épargne des Français vers la dette publique et vers des secteurs liés à la seconde révolution industrielle, stérilisant ou détruisant massivement des richesses. Il s'est parallèlement désintéressé des nouvelles technologies ou de la gestion des nouveaux risques systémiques – santé publique, environnement... - qui sont déterminants pour l'avenir et que le marché ne peut spontanément prendre en compte.

» En matière de santé par exemple, il est vital de maintenir une capacité d'expertise indépendante et pluraliste qui permette une évaluation contradictoire de risques tels que ceux dont sont porteurs les organismes génétiquement modifiés (OGM). Or la déliquescence de la recherche publique rend le débat de plus en plus déséquilibré entre l'Etat et les entreprises.

» Là encore, il n'y a pas de fatalité. Les Etats-Unis ont méthodiquement reconstruit leur leadership stratégique, économique et technologique, qui avait été fortement écorné au cours des années 70. Et cet effort a été pensé et piloté par les pouvoirs publics, en étroite coopération avec les entreprises et les marchés. Le tandem Bill Clinton-Alan Greenspan a réussi à endiguer la spirale de la déflation mondiale amorcée par la crise des pays émergents. A eux deux, ils régulent l'ouverture de l'économie mondiale par des accords bilatéraux du type de celui conclu avec la Chine, indépendamment des avatars de la conférence de Seattle. Ils ont aussi forgé un appareil de puissance diplomatique et militaire qui bénéficie d'une avance de dix à quinze ans sur tous leurs compétiteurs potentiels. »

Propos recueillis par

Bibliographie

• La Grande Bataille, les marchés à l'assaut du pouvoir, de Daniel Yergin et Joseph Stanbislaw (Ed. Odile Jacob, 2000, 570 p., 170 F, 25,9 €).

• L'Etat en France, de 1789 à nos jours, de Pierre Rosanvallon (Le Seuil, 1993, 363 p., 54 F, 8,2 €).

L'exode rural, ou l'irrésistible attrait d'une vie meilleure

de personnes vivent dans une ville, soit 47 % de la population mondiale, contre un tiers en 1960. Et, chaque année, ces urbains sont rejoints par 60 millions d'autres. Cette progression de l'urbanisation résulte, « à parts à peu près égales, des naissances dans les zones urbaines et du mouvement continu des campagnes vers les villes », estime le Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap).

Allant de pair avec la montée de l'industrialisation, le phénomène des migrations des campagnes vers les villes s'est accéléré au cours des quarante dernières années, surtout dans les pays en développement. La part de la population urbaine y a presque doublé depuis 1960, passant de moins de 22 % à plus de 40 % aujourd'hui. Ces zones n'en sont toutefois pas toutes au même stade. L'Asie et l'Afrique restent les continents les moins urbanisés (moins de 38 % de la population totale de chacune). Tandis qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes les villes regroupent près de 75 % de la population, soit à peu près le même taux qu'en Europe, en Amérique du Nord et au Japon (75 à 79 % de la popula-

Ces phénomènes ont contribué à la multiplication des mégalopoles, essentiellement dans les pays en développement. En 1960, seules New York et Tokyo comptaient plus de 10 millions d'habitants. En 1999, on en recense dix-sept, dont treize dans les régions en développement. Depuis quelques années, cependant, ce sont surtout les cités grandes et moyennes qui grossissent tandis que

Bibliographie

• Les Campagnes et leurs villes (Editions Insee/INRA, « Contours et caractères », 1998, 203 p., 79 F, 12 €). • « Ville et environnement. De l'écologie urbaine à la ville durable », de Véronique Barnier et Carole Tucoulet (Problèmes politiques et sociaux, octobre 1999, La Documentation française, 84 p., 44,6 F, 6,8 €).

Dans les pays en développement, la population urbaine a presque doublé depuis 1960

la population des mégalopoles semble stagner, voire reculer, parce que les conditions y deviennent invi-

A certains endroits de la planète, la population urbaine a grandi plus vite que le développement économique, l'emploi, le logement, les infrastructures. Selon l'Organisation des Nations unies (ONU), plus de six millions de citadins dans le monde sont sans domicile fixe ou vivent dans des conditions d'insalubrité.

En Afrique, témoigne Catherine Farvacque, urbaniste chef de projet à la Banque mondiale, « on constate une accentuation de la pauvreté et une multiplication des quartiers dits spontanés », en clair des bidonvilles. Depuis les années 80, « la tendance générale est au retrait de l'Etat central dans la gestion des services et équipements urbains », ajoute-t-elle. C'est donc aux collectivités locales, qui se mettent en place sous l'effet de la démocratisation, de répondre aux besoins. Mais elles se heurtent à un problème de financement et de capacité technique, qui nécessite un accompagnement. La pauvreté engendre des pro-

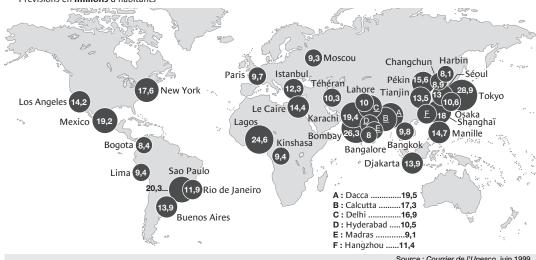
blèmes pour se nourrir. Il faut parfois parcourir des kilomètres pour aller au marché. Certains habitants essaient de développer une « agriculture urbaine, dans un petit jardin, ou péri-urbaine, explique Olivio Argenti, responsable des initiatives en matière d'approvisionnement et de distribution alimentaire des villes à la FAO (Food and Agricultural Organization), une des agences de l'ONU. Le problème, c'est que la croissance urbaine risque de détruire ces espaces de cultures. Notre rôle est de sensibiliser les maires à cette ques-

L'urbanisation mal maîtrisée entraîne aussi des problèmes sani-

gestion des déchets, de violence. On voit monter ce que Federico Mayor, l'ancien directeur général de l'Unesco, nomme, dans son livre Un monde nouveau (éditions Odile Jacob, 1999), «l'apartheid urbain», avec d'un côté des cités-ghettos et de l'autre des quartiers privilégiés, protégés par des grilles et des vigiles, comme aux Etats-Unis ou en Amérique du Sud.

Longtemps l'idée dominante était que l'avenir du tiers-monde était rural. Mais « toutes les politiques pour freiner les migrations vers les villes ont échoué », estime Jacques du Guerny, chef de service du programme de population à la FAO. Les villes continuent d'attirer irrésistiblement.

«La vie à la campagne peut être extrêmement pénible, surtout si l'on est un paysan sans terre, reprend Jacques du Guerny. Les conditions de vie ne sont peut-être pas meilleures dans un bidonville, mais on v a une chance de s'en sortir. » Si l'on trouve un travail. sur un chantier de construction par exemple, on peut envoyer de l'argent à sa famille restée à la campagne, comme le font les Asiatiques. Ces capitaux pourront aider à mécaniser l'exploitation agricole. Cas vertueux ▼ Les mégalopoles de plus de huit millions d'habitants en 2015



dans lesquels les villes viennent au secours des campagnes.

L'urbanisation se poursuivra dans une « bonne partie du prochain siècle », prévoit le Fnuap. Selon ses projections, en 2030, près de 5 milliards (61 %) de Terriens sur 8,1 milliards vivront dans les villes. Dès 2015, on comptera 26 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, dont 22 dans les pays en développement.

L'avenir du monde se joue dans les villes, tel était le dogme fondateur du « sommet des villes », Habitat II, réuni en 1996 à Istanbul, à l'initiative de l'ONU. Il reste néanmoins beaucoup à faire pour rendre les villes vivables et pour concrétiser la déclaration d'Istanbul, dans laquelle les gouvernements s'engageaient à la réalisation « pleine et progressive d'un droit au logement ».

Francine Aizicovici

A Sao Paulo, seules les voies du ciel restent praticables

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant elon l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, la population de Sao Paulo intra muros franchira le cap des dix millions d'habitants dans le courant de l'an 2000. La capitale économique du Brésil cherche toujours ses limites. Au cours de la décennie qui s'achève, son parc automobile a quasiment doublé (+ 47 %, à 4,8 millions de véhicules). En revanche, son réseau routier ne s'est agrandi que d'une cinquantaine de

Chaque jour, quelque 500 véhicules supplémentaires contribuent à saturer un peu plus une circulation devenue légendairement chaotique. Dès que la pluie se fait insistante, les rivières mal canalisées qui traversent la ville débordent et provoquent de monstrueux bouchons qui peuvent s'étendre sur 200 kilomètres. Par temps clément, la vitesse moyenne aux

heures de pointe plafonne à 21 km/h, en dépit transport de passagers a fini par donner naisdu système de circulation alternée pendant certaines périodes de l'année pour lutter contre la pollution.

RÉSEAU CLANDESTIN

Avec un véhicule pour deux habitants, Sao Paulo devance Tokyo (1 véhicule/2,3 habitants) et New York (1 véhicule/3,7 habitants). Le culte de l'automobile y est d'autant plus vivace que ses habitants - du moins ceux qui en ont les moyens – préfèrent souffrir dans leur voiture et même risquer un braquage, souvent meurtrier, plutôt que de se résigner à utiliser les transports en commun inadaptés aux besoins.

Le métro ne roule que sur 50 kilomètres divisés en deux lignes (nord-sud et est-ouest) qui se croisent dans le centre-ville. Quant aux 10 400 autobus quotidiennement en service, ils se traînent généralement bondés à 14 km/h (lorsque la météo est favorable). La précarité du

sance, il y a quelques années, à un réseau clandestin de près de 10 000 camionnettes et minibus. La «fluidité» du trafic en souffre forcément, mais les usagers peuvent désormais endurer les embouteillages dans de meilleures conditions. La municipalité, sensible aux sirènes de l'opinion publique, a décidé de légaliser prochainement 4 000 de ces véhicules dits « alternatifs ».

Plus de quatre siècles après sa fondation, Sao Paulo songe à se doter d'un « périphérique » qui éviterait, en particulier, la traversée de la ville à une bonne partie des camions en provenance du port de Santos. En attendant, la voie des airs, pour l'heure moins encombrée, ne cesse de faire des adeptes : avec 379 appareils immatriculés fin 1999, Sao Paulo dispose d'une flotte d'hélicoptères au top niveau mondial.

Jean-Jacques Sévilla



Des Américains partis de l'Oklahoma pour la Californie en 1938.

Banlieues: ségrégation ou sécession?

our en finir avec les ghet-tos... C'est l'objectif affiché par Lionel Jospin, qui vient de détailler le nouveau plan de la politique de la ville. 20 milliards de francs vont être iniectés sur la période 2000-2006 pour ce vaste chantier en faveur de la rénovation du bâti, de l'emploi et de la solidarité...

Avec cette nouvelle étape de la politique de la ville, le premier ministre tente de rompre avec l'ancienne logique dite de zonage, en prenant comme territoire d'action le périmètre de l'agglomération et non celui des seuls quartiers en difficulté.

Pour décrire le cloisonnement entre ces quartiers de relégation et le reste de la société française, les chercheurs parlaient jusqu'alors de « ségrégation ». Quelques-uns vont aujourd'hui plus loin, en évoquant une « sécession ».

Le mot a été lâché par deux sociologues volontairement provocateurs, Jacques Donzelot, maître de conférences de sciences politiques à Paris-X, et Marie-Christine Jaillet, du Centre interdisciplinaire d'études urbaines (CNRS, Toulouse). Leur thèse de départ est celle de tous les urbanistes: la ville se fragmente, le processus de péri-urbanisation, d'éclatement du centre vers la périphérie observé depuis quelques années va de pair avec une prise de distance entre couches sociales. Le

La fragmentation de la ville va de pair avec une distance grandissante entre les couches sociales

phénomène isole non seulement les plus pauvres, contraints à ne côtoyer qu'eux-mêmes, mais aussi les classes moyennes, qui cherchent à tout prix à les éviter, et les classes supérieures. qui, grâce à la mobilité et aux nouvelles technologies, vivent aussi entre eux.

Si nul ne conteste ce phénomène de cloisonnement social, Jacques Donzelot et Marie-Christime Jaillet sont plus alarmistes que leurs confrères, puisqu'ils y voient un

« processus naissant de sécession ». « Si la ségrégation, qui résultait, dans la ville organique, de la division sociale de l'espace, aboutissait à la séparation des personnes selon leur origine ou leur condition, celles-ci restaient néanmoins à l'intérieur d'une même collectivité. La sécession marque le désir d'une fraction de la population de se séparer de la collectivité pour en former une autre », notent-ils dans « La ville désintégrée? » (revue Hommes et migrations, janvier-février 1999).

analyse dans le numéro de novembre 1999 de la revue Esprit, intitulé « Quand la ville se défait ». La contradiction leur est apportée par deux urbanistes, François Ascher et Francis Godard, pour lesquels la coupure de la société en deux, entre inclus et exclus, n'est pas clairement tranchée. Pour eux, « la place et les effets spatiaux réels des "replis identitaires" et des comportements "sécessionnistes" restent encore à établir dans le cas de la France, et plus largement de l'Europe. Il serait dans ces conditions bien hasardeux, et certainement faux, d'en faire des symptômes annonciateurs du futur de nos

villes » L'avenir tranchera. Reste que les signes ne manquent pas d'une dualisation sans cesse plus prononcée de la société française. Dualisation sociale, mais aussi dualisation ethnique. Dans Dreux, voyage au cœur du malaise français (Syros, 1999), Michèle Tribalat dresse le portrait très pessimiste d'une petite ville coupée en deux entre habitants « d'origine » et habitants des quartiers populaires, pour la plupart d'origine étrangère. Une ville, écrit l'auteur, qui « n'est plus le lieu d'une structure sociale collective cohérente ». Certains y verront la définition de la « sécession ».

Marie-Pierre Subtil

Félix Damette, géographe et urbaniste

« Là où l'Etat fait son travail, les ruraux ne se précipitent pas vers les grandes mégalopoles »

ment à l'élaboration du schéma national d'aménagement du territoire du Maroc, après avoir mis au point celui de la Tunisie. Quel sens donnez-vous au terme "exode rural"?

En France, on qualifie d'exode les migrations de la campagne vers la ville. Or "exode" est un mot biblique, extrêmement fort, connoté péjorativement : c'est la fuite du peuple juif chassé de sa terre. Alors que lorsqu'un paysan quitte la campagne, c'est dans l'espoir de trouver une vie meilleure. A partir du moment où l'on dit exode, et non migration, on fixe une piste idéologique: quitter la terre, c'est mal. Et par conséquent, les ruraux sont de trop en ville...

- D'où provient, selon vous,

cette "idéologie"? – La première guerre mondiale avait provoqué une hécatombe, en particulier dans les campagnes. La Chambre « bleu horizon » élue à l'époque, dominée par la droite nationaliste, développait l'idée que l'on avait certes gagné la guerre, mais que l'on avait failli la perdre parce qu'on avait manqué d'hommes dans les tranchées. En clair, la démographie avait failli être fatale pour le pays. Et cette démographie résultait de la baisse de la natalité, due au départ de ruraux pour la ville, où les familles font moins d'enfants; les migrations de population vers les villes avaient commencé au milieu du XIXe siècle, avec l'avènement du chemin de fer.

» C'est dans l'ambiance de l'après-première guerre que s'est forgée, en France, l'idée que ces migrations constituent une catastrophe nationale.

- Les pays en développement ont-ils aussi eu ce type de raisonnement?

« Vous travaillez actuelle- pensait que si l'on construisait des logements sociaux en ville. cela constituerait un "appel d'air" pour les ruraux. On a donc freiné la construction en ville. Mais les ruraux sont quand même venus.

> - Est-ce la seule raison pour laquelle se sont développés les bidonvilles en milieu urbain? - L'exemple algérien est intéressant. A Alger, le plus connu s'appelait « le ravin de la femme

> sauvage », en plein cœur de la capitale. Après l'indépendance, le gouvernement a voulu éradiquer les bidonvilles. Des bulldozers sont arrivés un beau matin, et ont tout rasé. Les responsables étaient convaincus que les habitants étaient des paysans du fin fond du bled et qu'ils allaient y retourner.

> » Le lendemain, les administrations ne pouvaient plus fonctionner: les habitants du bidonville n'étaient pas des ruraux, mais



Félix Damette

• Géographe de formation, Félix Damette, soixante-trois ans, a été enseignant de 1967 à 1997 à l'université de La Sorbonne - Paris-IV.

 Depuis 1967, il est chargé de mission au Groupe Huit, un bureau d'études axé sur la gestion et le développement urbains, qui travaille notamment pour la - Il y a vingt ans, le débat sur Banque mondiale et l'Agence ce thème a fait des ravages. On française de développement.

des urbains, petits fonctionnaires. En fait, dans tous les pays en développement, la naissance de bidonvilles n'est due qu'en partie à la venue des ruraux.

- Les ruraux qui migrent vers les villes y restent-ils?

– On constate que beaucoup de personnes y restent, plus que ce que l'on avait imaginé, notamment en Afrique du Nord où les migrations se font vers les villes netites et movennes. Ce sont elles qui bougent le plus, dans tous les pays en développement, surtout lorsque ces villes font un

effort en équipement. » Les supermégalopoles existent là où l'Etat n'a pas tenu son rôle dans l'édification d'équipements pour répartir l'urbanisation sur l'ensemble du territoire. Là où il fait son travail, les ruraux ne se précipitent pas vers les grandes villes; c'est le cas de l'Afrique du Nord, et de certains pays d'Afrique

» La solution n'est pas que les ruraux restent dans les campagnes, mais que les migrations se répartissent de façon vivable. Les déplacements de population sont nécessaires au développement économique. Il faut que les gens s'installent là où existent des pôles de croissance.

» En Tunisie, la carte administrative bouge constammment: quand une ville est promue cheflieu de quelque chose, elle croît immédiatement et, en dix ans, elle double le nombre de ses habitants.

» Le taux de croissance des grandes villes y est inférieur à celui des petites et moyennes. Il n'v a aucune fatalité à l'hypermétropolisation. Les politiques ont un rôle à jouer, même lorsque l'Etat est pauvre. Implanter un collège, un dispensaire, un bureau de poste, cela change tout. Le commerce se développe, et cela fait une ville. »

> Propos recueillis par Francine Aizicovici

Les enjeux commerciaux dominent les rapports de forces entre Etats

n 1956, pour corriger l'arrogant colonel Nasser qui venait de nationaliser le canal de Suez à la barbe des Occidentaux, Français et Anglais n'avaient pas hésité à envoyer leurs troupes. Aujourd'hui, une telle expédition déchaînerait la réprobation de la communauté internationale. Et le pays offensé préférerait avoir recours à d'autres solutions: sanctions commerciales, voire blocus à l'image de celui imposé par les Etats-Unis au Cuba de Fidel Castro depuis quarante ans, représailles financières; plus probablement encore, il porterait l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui, à travers l'Organe de règlement des différends, a autorité pour juger les litiges internationaux entre Etats.

Depuis la décolonisation et la reconnaissance, en théorie pour tous, de la souveraineté nationale, les grandes puissances ont renoncé à la politique de la canonnière pour s'emparer de nouveaux marchés ou protéger leur prés carrés commer-

Pour les pays du Sud, les institutions financières internationales et les multinationales sont des formes modernes de domination

ciaux. Cela ne veut pas dire qu'elles ne se livrent plus à une véritable guerre économique pour rester dans les rangs des nations les plus riches et se tailler les plus grosses parts des marchés en développement les plus porteurs. Mais il n'est plus nécessaire de s'emparer de territoires pour développer son commerce et surtout, contrairement à l'image déformante que peut donner le retentissement de certains affrontements entre pays industrialisés et pays émergents d'Asie, la compétition la plus féroce se joue largement sur le terrain des pays riches.

Depuis la création du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en 1947, auquel a succédé l'OMC en 1995, et les négociations successives pour libéraliser le commerce mondial, les échanges se sont envolés. Entre le début des années 70, où l'accélération est nette, et 1998, les exportations ont été multipliées par près de neuf et les investissements directs étrangers par treize. Les pays industrialisés, Etats-Unis, Europe, Japon, en sont toujours les principaux acteurs et les principaux bénéficiaires. La part des anciens empires coloniaux, devenus peu ou prou les pays en développement d'aujourd'hui, n'est globalement pas plus importante qu'au lendemain de la seconde guerre, avec un tiers du commerce mondial.

Pourtant le paysage a radicalement changé. Les pays en développement, souvent placés sous la férule de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, se sont progressivement convertis à l'économie de marché et son corollaire. l'ouverture des frontières et la privatisation du secteur public. Avec la chute du mur de Berlin en 1989, ce fut au tour de l'ancien bloc de l'Est de rejoindre le camp du libéralisme. Enfin, la Chine vient de franchir une nouvelle étape en signant, en novembre dernier, un accord avec les Etats-Unis fixant les conditions de sa future adhésion à l'OMC. A moven terme, la Chine se soumettra à son tour aux lois du commerce multilatéral.

ESPIONNAGE

Dans ce monde acquis aux vertus du marché, on pourrait croire que l'Etat a finalement choisi de s'effacer. Il n'en est rien. Il n'est qu'à observer les voyages présidentiels. Pas un chef d'Etat, désormais, qui ne se déplace sans sa cohorte de chefs d'entreprise. Même la France, où jusqu'ici le mélange entre commerce et politique n'était guère prisé, a fini par y venir. Jacques Chirac se transforme sans complexes en représentant haut de gamme pour vendre le « made in France ». Les entreprises ont-elles vrai-

ment besoin de ce coup de pouce présidentiel? Pas sûr, sauf lorqu'il s'agit de décrocher de gros contrats publics pour la réalisation d'infrastructures et que l'Etat français participe au financement. Ce que, dans le jargon du Trésor, on appelle de l'« aide liée » : des crédits contre des contrats. L'appui des officiels est aussi efficace lorsqu'il s'agit de prendre sa part du gâteau des chantiers de la reconstruction après un conflit. Les entreprises américaines ont raflé la mise en Bosnie grâce à la pression de Bill Clinton. Au Kosovo, ce fut au tour des Européens.

La guerre économique se gagne aussi sur le terrain de l'information. La CIA consacre désormais l'essentiel de son activité à faire du renseignement économique. Elle épluche systématiquement les revues spécialisées et les banques de données, fait de la veille technologique et ne dédaigne pas l'espionnage industriel. Le ministère de l'industrie et du commerce japonais (MITI) joue depuis cinquante ans les sous-marins pour les entreprises

L'offensive ne s'arrête pas là. Tous les Etats, les superpuissances comme les plus pauvres, se livrent une concurrence enragée pour attirer les capitaux étrangers et les multinationales. C'est à qui déroulera le plus beau tapis, à coup de subventions, de ristournes fiscales, de dérogation au droit commun par la création de zones franches...

Il faut dire que les géants du business, à travers leurs 500 000 filiales implantées sur toute la planète, sont devenus les acteurs de premier plan de l'économie mondialisée. Il est révélateur que l'hebdomadaire The Economist ait choisi comme étalon le « Big Mac », le fameux hamburger de la firme américaine McDonald's, pour comparer les parités de pouvoir d'achat à travers le

Selon le rapport 1999 de la confé-Patrice de Beer rence des Nations unies sur le (Cnuced) sur «l'investissement dans le monde », le top 100 des multinationales, dont 90 % sont originaires de la triade (Europe, Etats-Unis, Japon), détiennent à travers leurs filiales environ 1 800 milliards de dollars d'actifs et emploient plus de six millions de personnes.

Le poids global des multinationales est bien plus important encore: au total, les 60 000 firmes classées dans cette catégorie contrôlent 25 % de la production mondiale et réalisent à travers les ventes de leurs filiales un chiffre d'affaires de 11 000 milliards de dollars, bien plus que le « chiffre d'affaires » du commerce mondial (7 000 milliards en 1998).

SEMENCES

Dans certains pays du Sud, la présence de ces multinationales est vécue comme une nouvelle forme d'impérialisme. En Inde, à l'instar du mouvement de désobéissance civile lancé par Gandhi contre les Anglais, des millions de paysans combattent désormais la « colonisation » des filières agricoles par les maiors du secteur comme Monsanto, en refusant d'acheter leurs se-

Les multinationales sont aussi sous la haute surveillance des opinions publiques du Nord qui, à force de campagnes d'information, ont réussi à imposer des codes de conduite, notamment sur les conditions d'emploi de la main-d'œuvre aux plus laxistes d'entre elles. Nike. Mattel et Royal Dutch Shell ont ainsi accepté de signer des chartes de conduite.

Le rapprochement est sans doute excessif, mais les multinationales focalisent aujourd'hui les critiques d'hier à l'encontre des puissances colonisatrices. A Seattle, lors de la conférence de l'OMC, début décembre, elles furent la principale cible des mouvements de citoyens, mobilisés contre les dérives de la mondialisation. Ils réclamaient que « le droit des multinationales ne soit pas plus fort que celui des Etats »

Laurence Caramel

Comment Bill Clinton vend le « made in USA »

WASHINGTON

de notre correspondant amais sans doute un président américain ne s'est autant engagé dans la promotion des exportations que Bill Clinton. Depuis son élection, en véritable VRP, il a soutenu par tous les moyens le maïs et le soja transgéniques du Midwest, les avions de Boeing, les producteurs de films d'Hollywood ou les fabricants

Celui qui avait battu le président sortant George Bush en 1992 en mettant en avant l'économie – on se souvient de son slogan : « L'économie, imbécile! » – sait aussi que les milieux d'affaires, en dépit de leur libéralisme affiché, ne dédaignent pas un soutien du pouvoir fédéral et savent renvoyer l'ascenseur.

La diplomatie de Bill Clinton a été mise au service d'un libre-échange destiné à ouvrir les marchés étrangers aux produits américains : il a obtenu la ratification de l'Accord de libreéchange nord-américain (Alena), et joué un rôle déterminant dans le renforcement de la

La septième arme

par Jean-Michel Frodon

films font rêver les foules, ils projettent des images idéalisées auxquels le public s'identifie. Il semble donc logique que ces spectacles suscitent

des comportements de consommation de masse. En fait, il n'en est

rien. Si le star system a existé dans le monde entier, seul le cinéma amé-

ricain a engendré une consommation de masse, au-delà de l'achat de

La comparaison entre les deux cinématographies les plus prolifiques

du monde est instructive : en Inde, les films renvoient à un univers my-

thologique qui ne se répercute pas sur des produits, mais sur les ac-

teurs : objets d'un véritable culte de la personnalité, ils en profitent

ouvent pour se lancer dans la politique. En Amérique, à l'exception de

Ronald Reagan, le cinéma n'engendre pas de carrières remarquables

en dehors du show-biz, mais contribue puissamment à la diffusion

Certains d'entre eux, anecdotiquement, peuvent figurer dans les

films. L'explosion mondiale des ventes de maillots de corps semblables

à celui de Clark Gable dans New-York Miami, de Franck Capra (1934),

est exemplaire en ce que le même accessoire vestimentaire, porté par

Gabin ou Raimu, n'a jamais fait vendre un article de plus à la marque

Petit Bateau ou à ses concurrentes. Mais l'effet mécanique « objet vu à

l'écran = objet acheté au magasin », sur lequel s'appuie désormais une

forme spécifique de contrat publicitaire entre productions et annon-

ceurs pour l'utilisation de marques identifiées, n'est encore qu'un effet

secondaire. L'essentiel est ailleurs : les films hollywoodiens, et eux

seuls, font moins la promotion de tel ou tel objet que d'un mode de

Ce sont les comportements correspondants à ce mode de vie - por-

ter des jeans, boire du Coca Cola, manger des McDo, etc. - que les

films ont « vendus ». Là est leur véritable force de frappe en termes

d'ouverture de marché. Et les Etats-Unis qui ont fait du libéralisme leur

drapeau ont toujours su intervenir pour assurer la libre circulation de

ces bandes promotionnelles de l'american way of life qui se sont appe-

lées Chantons sous la pluie ou A l'est d'Eden, L'Equipée sauvage ou Easy

La seconde guerre mondiale, en privant durant quatre ans les publics

européens et asiatiques de films américains, a entraîné ensuite un désir

accru. Edgar Morin écrit dans Action du 6 juillet 1945 : « Après quatre

ans d'inepties de l'UFA ou de la Continental (sociétés allemandes de pro-

duction), quatre ans de grossièreté et d'ennui, nous avons besoin du ciné-

ry Grant et de John Wayne dans les fourgons de l'US Army. Mais le

plan Marshall prévoyait explicitement l'ouverture des écrans aux pro-

ductions de Hollywood. Une négociation menée par les Français avait

pourtant abouti aux accords Blum-Byrnes de mai 1946 : ils contingen-

taient le nombre de films américains et leur durée d'exploitation. Mais,

parce qu'ils jugeaient ces accords trop laxistes, les professionnels

avaient manifesté, le 4 janvier 1948, Jean Marais et Simone Signoret en

tête, pour obtenir un règlement plus protectionniste. Cette tradition

de protestation à la française est demeurée vivace, comme en té-

moigne la dernière conférence de l'Organisation mondiale du

commerce (OMC), à Seattle. Reste que la France est un cas particulier.

Les Etats-Unis ont réussi à garantir l'accès de leurs films aux écrans du

reste du monde.

ma américain comme d'un copain blagueur qui nous revient de loin. » Les cinémas nationaux ont tenté de résister au retour en force de Ca-

produits directement liés aux films eux-mêmes.

rade follows films » (le commerce suit les films) : prononcée

par un sénateur américain dans les années 10, cette phrase

prémonitoire s'est transformée en stratégie concertée. L'af-

faire est pourtant moins simple qu'il ne semble. Certes les

Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ses négociateurs ont foncé contre tout ce qui pouvait ressembler à un obstacle au commerce, c'est-àdire aux exportations américaines.

BLOCUS CONTRE CUBA

Le président n'a jamais hésité à mobiliser l'appareil d'Etat en faveur d'entreprises ni à intervenir personnellement. Il aime s'entourer de businessmen qu'il emmène dans ses voyages à bord d'Air Force One. En 1994, il avait téléphoné au roi Fahd d'Arabie saoudite pour lui demander d'acheter McDonnell Douglas et Boeing plutôt qu'Airbus : les avionneurs américains avaient décroché un contrat de 6,2 milliards de dollars (6,2 milliards d'euros).

En obtenant la condamnation de l'Union européenne dans la guerre de la banane, la Maison Blanche est intervenue en faveur des deux grosses sociétés qui contrôlent la production en Amérique centrale, Dole et Chiquita; cette dernière est connue pour financer aussi généreusement les républicains que les démocrates.

Bill Clinton n'est pas le seul à user de cette arme diplomatique. La récente condamnation de la restitution du canal de Panama par Caspar Weinberger, l'ex-secrétaire à la défense de Ronald Reagan, n'était pas gratuite : il est l'ancien dirigeant du géant de la construction Bechtel, évincé dans la course à l'attribution de la gestion des ports de Panama, par la société de Hongkong, Hutchison Whampoa.

De même, la fameuse loi Helms-Burton, destinée, officiellement, à renforcer le blocus contre Cuba, a été rédigée par un des avocats du producteur de rhum Bacardi - lui aussi généreux contributeur au financement des partis politiques -, menacé par la concurrence de Pernod-Ricard qui avait signé un accord de joint-venture avec une société d'Etat de La Havane. La domination américaine est devenue sous Bill Clinton plus économique que militaire ou politique.

Jacques Marseille, professeur d'histoire à l'université de Paris-I Sorbonne

« Les soyeux lyonnais se sont lancés seuls au Tonkin »

« Dans quelle mesure le besoin de trouver de nouveaux débouchés pour les industriels français iustifie-t-il l'élan colonial à la fin du siècle dernier ?

 L'accélération de la conquête coloniale à partir des années 1880 est contemporaine de la grande dépression de la fin du siècle. Pendant près de vingt ans, l'économie française semble condamnée à l'atonie. La concurrence en provenance des pays neufs, comme le Japon, la Russie, voire l'Amérique latine, provoque une inquiétude croissante. Il existe d'ailleurs des textes célèbres de Jules Ferry expliquant que, face à la concurrence, face à l'étroitesse du marché français, il faut trouver de nouveaux débouchés pour écouler les excédents.

La conquête coloniale n'est pas totalement le produit de ces préoccupations économiques mais elle s'inscrit dans ce contexte. Pour les industries en crise, comme les industries cotonnières, alimentaires, ou métallurgiques, elle est considérée comme une véritable soupape



Jacques Marseille

 Spécialiste d'histoire coloniale, Jacques Marseille a soutenu sa thèse de doctorat en 1986 sur le thème « Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un

• Professeur à l'université de Paris-I - Sorbonne, il est également président de l'association pour le développement de l'histoire économique.

Aujourd'hui, la course aux nouveaux marchés est moins liée à une perte de vitesse de l'économie européenne qu'à l'idée qu'il faut être partout dans le monde pour ne pas être dévoré par ses concurrents.

 Les entreprises avaient-elles besoin de l'accompagnement de l'Etat et de l'armée pour s'implanter sur de nouveaux marchés ?

– Il y a eu énormément d'aventures individuelles et l'Etat n'a pas été toujours considéré comme le meilleur support pour la conquête des marchés. Les soveux lyonnais se sont lancés seuls dans des explorations au Tonkin: les milieux marseillais ont prospecté Madagascar. En réalité, parmi ces entrepreneurs dynamiques, l'Etat était surtout perçu comme celui qui exporte les fonc-

Ensuite, entre les représentants de la métropole et les entreprises, c'est plutôt une histoire de friction que de collaboration. Les administrateurs coloniaux n'ont pas pour souci majeur de favoriser les entreprises, ils sont là pour assurer la présence de la France, faire régner l'ordre et souvent, aussi, protéger les indigènes contre le comportement des entrepreneurs coloniaux.

En revanche, il est indéniable que, à travers les investissements publics colossaux réalisés pour créer des infrastructures, l'Etat a apporté des marchés à certains secteurs d'activité. Et en cela, il a aussi été celui qui a donné les conditions d'ouverture des marchés dans les régions où il n'existait pratiquement rien.

– De quelle façon se pose le débat sur la modernisation et le développement des territoires conquis?

 Le grand débat des années trente tourne autour de la question de l'industrialisation des colonies. Dans le camp des « modernistes ». plusieurs industriels vont faire des propositions dans ce sens. C'est un peu l'idée des délocalisations avant l'heure, puisqu'ils veulent, par exemple, installer des usines en Indochine pour profiter du faible coût de la main-d'œuvre et, de là, s'attaquer aux marchés asiatiques voisins. Mais, concrètement, il ne se passera

« La ruée vers les pays émergents ressemble à celle de la colonisation. » rien. Trop d'intérêts s'y opposent : les industriels, à l'instar de ceux du textile, craignent pour leur activité en France et les politiques ont peur du chômage en métropole et de la montée d'un prolétariat dans les co-

A partir des années 50, les « modernisateurs » comprennent qu'il ne sert à rien de s'accrocher aux marchés coloniaux et qu'il y a mieux à faire en Europe et dans les pays riches. La colonisation, c'est en somme une époque où on a cru que les plus grands marchés des pays capitalistes étaient les marchés moins développés, alors qu'en réalité l'histoire du capitalisme au XXe siècle a montré que les pays riches sont les meilleurs clients des pays riches. Aujourd'hui, les pays industrialisés commercent avant tout entre eux. La ruée vers les pays émergents ressemble à la ruée de la colonisation, sans que l'on sache davantage si cela en vaut vraiment la peine.

- Est-il possible de faire un parallèle entre l'impérialisme colonial et la puissance actuelle des multinationales?

- L'impérialisme au sens écono-

conquête coloniale, elle n'a jamais été conduite à son terme et la France n'a économiquement pas gagné grand-chose avec son empire.

L'impérialisme moderne, celui des multinationales, surtout américaines, n'a rien de comparable. Les firmes américaines véhiculent un modèle de consommation qui exerce une véritable fascination dans les pays en développement. Ceux qui n'ont rien veulent absolument consommer à l'américaine à travers Coca-Cola, Nike... C'est là, la véritable force de cet impérialisme. Les pays pauvres ont plus besoin des pays riches que l'inverse. »

> Propos recueillis par Laurence Caramel

Bibliographie

dossiers de l'état du monde », 1997.

• Pouvoir et autorité en économie, de Pierre Dockes (Economica, 1999, 190 p., 135 F,

mique conduit à bloquer le développement économique du pays conquis en lui achetant ses matières premières au plus bas prix et en lui imposant l'achat de produits. Si cette tentation a existé avec la

• Mondialisation, au-delà des mythes (La Découverte, « Les 174 p., 85 F. 12.9 €).

• Les Stratégies des entreprises face à la mondialisation, de Michel Rainelli (Editions Management, 1999, 111 p., 49 F, 7,5 €).

Cerner au mieux les futurs possibles

asculer d'un millénaire à un autre n'est pas simple jeu d'écriture, fût-il informatique. Il devient le prétexte idéal pour faire ressurgir peurs et frissons à l'aube d'une nouvelle ère, par essence nourrie d'inconnues. Les travaux de Georges Duby sur l'an mil sont encore en mémoire pour rappeler

« l'inquiétude diffuse » qui prévalait alors et que l'on voit à nouveau sourdre aujourd'hui. Mais le passage à l'an neuf est aussi message d'anticipation. Une tâche qui incombe à tous ceux dont le métier est de lire, par avance, la carte du lendemain; qu'ils soient prévisionnistes, prospectivistes, futurologues ou simples prophètes d'un

Laissons de côté les deux dernières catégories, auxquelles il faudrait rattacher les utopistes « dont le combat n'est plus un jeu de l'esprit », ainsi que le souligne opportunément Jacques Attali dans son dernier ouvrage (Fraternités. Une nouvelle utopie, Fayard, 1999). Restent les férus de prévision et de prospective.

FRONTIÈRES

Mais d'abord, où se situent les frontières entre ces deux approches du futur? Elles tiennent d'abord à l'origine de ceux qui en font profession, affirme Hugues de Jouvenel, délégué général de Futuribles International, la principale organisation de prospective en France. « Les prévisionnistes viennent principalement de l'économie, des mathématiques; les prospectivistes, eux, sont issus des sciences humaines. »

Le clivage repose ensuite sur la méthodologie. « Ni prophétie ni prévision, la prospective n'a pas pour objet de prédire l'avenir, de nous le dévoiler comme s'il s'agissait d'une chose déjà faite et dont il suffirait de percer le mystère, mais de nous aider à le bâtir », fait-il valoir.

A la différence de la prévision qui comporte une approche sectorielle, la primauté du quantifiable et le principe de continuité, l'approche prospective repose sur trois principes de base : une démarche pluriL'approche et la méthode de la prospective doivent évoluer, en prenant plus en compte les décisions des acteurs

disciplinaire et d'inspiration systémique (reposant sur l'analyse des systèmes); une démarche qui intègre la dimension du temps long, passé et à venir, enfin une démarche qui intègre les ruptures et les discontinuités. C'est à partir de cette trame que sont bâtis des scénarios exploratoires ou straté-

Si la méthode s'est affinée au fil du temps, son origine remonte au début des années 60 lorsque, aux Etats-Unis, le Pentagone, s'appuyant sur des travaux de l'équipe californienne Rand Corp. et du Hudson Institute sur la côte est, a commencé à bâtir les premiers scénarios de prospective qui ont ensuite été exportés vers l'Europe. Celle-ci sortait tout juste du plan Marshall et, pour Washington, il fallait cadrer la réflexion stratégique des pays ouest-européens face au bloc communiste.

Les applications civiles de cette nouvelle discipline n'ont pas tardé

et c'est quasiment à la même époque qu'est née la prospective en France, à l'initiative de Bertrand de Jouvenel, fondateur de Futuribles. Jacques Bourbon Busset, Pierre Massé, Hugues de l'Estoile, Louis Armand, sont autant de noms qui ont aussi marqué les premières étapes de l'école de prospective française, à laquelle il faut rattacher Gaston Berger, fondateur du Centre de recherche et d'études des chefs d'entreprise.

« Aux Etats-Unis, la prospective avait une dimension plus sociétale alors qu'elle était sans doute plus technocratique en France », relève Hugues de Jouvenel. Les années d'après-guerre étaient effectivement celles où l'administration jouait un rôle prépondérant et ce n'est pas un hasard si la défense comme le Quai d'Orsay se sont rapidement dotés alors de cellules de prospective.

Cette volonté de cerner au mieux les futurs possibles a trouvé son second souffle au début des années 70, avec la création du Club de Rome et ses interrogations sur le bien-fondé d'une croissance sans fin, puis sous l'effet du premier choc pétrolier de 1973. C'était l'époque des grands modèles économétriques dont l'intérêt s'est progressivement émoussé, jusqu'au début des années 80, dominés par l'imperium du court terme.

Depuis, « c'est le calme plat, reconnaît Christian Schmidt, pro-

Cinq scénarios pour l'Europe

Il arrive que Bruxelles se pique d'anticipation. Ainsi a été créée, en 1989, une cellule de prospective directement rattachée au président de la Commission européenne et chargée de plancher sur des sujets d'avenir. C'est là qu'a été élaboré, à l'été 1997, le projet « Scénarios Europe 2010 », dont les conclusions ont été publiées à l'été 1999.

Ces scénarios sont au nombre de cinq. Le premier, « Le triomphe des marchés », se caractérise par le règne absolu du libéralisme et du libre-échange. Le deuxième, « Les cent fleurs », pâtit de la paralysie des grandes institutions et du repli des Européens sur le microsocial. Le troisième scénario, « Responsabilité partagée », intègre une métamorphose du secteur public, alliée à une politique sociale et industrielle renouvelée. Le quatrième, « Les sociétés de création », incarne un nouvel humanisme économique, le dernier, « Voisinages turbulents », décrivant une Europe en proie à un environnement géopolitique perturbé.

fesseur à Paris-Dauphine. La discipline souffre de ne pas avoir trouvé de véritable point d'ancrage et de la difficulté à prédire l'avenir quand on vit, comme c'est le cas actuellement, une énorme mutation technolo-

Tous en conviennent : l'approche et la méthode doivent évoluer pour que survivent les principes. « Il faut substituer aux scénarios mécanistes actuels d'autres scénarios, davantage liés aux décisions des acteurs et aux conséauences souvent inattendues de leurs interactions. Il faut réintroduire une dose d'incertitude dans les raisonnements », assure-t-il.

MULTINATIONALES

Dans cet esprit, le concours de l'économie réelle peut être déterminant. De grandes multinationales comme Daimler-Benz, L'Oréal ou encore Royal Dutch Shell possèdent depuis longtemps leurs propres cellules de prospective, ainsi que l'a rappelé Arie de Geus, ancien responsable de cette dernière compagnie, lors des assises de la prospective qui se sont déroulées, les 8 et 9 décembre, à l'université de Paris-Dauphine.

Il arrive même que des gouvernements se mettent en tête d'essayer de prévoir... Ainsi, fonctionne en Finlande, et ce depuis le début des années 70, un Centre de planification économique rattaché au ministère des finances. Cet organisme a d'abord effectué régulièrement des prévisions à dix-quinze ans en recourant à la recherche économique appliquée.

Par la suite, il a été estimé « que les seules méthodes économiques devenaient insuffisantes pour décrire un contexte économique complexe; les autorités ont décidé d'élargir ce champ d'action prospectif en institutionnalisant, en 1988, ce type de travaux à l'ensemble des ministères », a expliqué Paavo Löppönen, directeur de projet auprès du premier ministre finlandais. Une façon de réhabiliter le long terme. « Quand il est urgent, c'est déjà trop tard », disait Talleyrand.

S. M.

Le Club de Rome et la « croissance zéro »

André-Clément Decouflé

e propre d'une prévision à court terme est de risquer de se retourner sans crier gare; celui d'une courbe de moyen terme est de déraper, dans un sens ou dans l'autre, sans préavis. Des prévisions à long terme sont de formulation plus aisée : il est vrai que, comme aimait à le rappeler Keynes, « à long terme, nous serons tous morts ».

Personne ne confond aujourd'hui un modèle économétrique avec une machine à voyager dans le temps ; des équipes d'économistes en charge d'observations aussi fines et continues que possible s'efforcent de mettre en évidence des régularités et des tendances, comme il s'en observe en météorologie, en n'oubliant jamais que toute tendance « lourde » est gravide, d'éléments de prolongation autant que de facteurs de rupture. Si bien que la prévision économique a pour utilité essentielle de contraindre les acteurs à intégrer dans le processus de décision une prise de risque plus ou moins calculée, plus ou moins raisonnée, plus ou moins nourrie de références du passé.

Voici deux exemples de prévisions célèbres - la seconde surtout mais d'effets contrastés. L'une est due à un économiste de l'époque victorienne, sur la fin du charbon anglais. L'autre, plus récente, est celle du Club de Rome sur les limites de la croissance.

Stanley Jevons est, dans les années 1860, professeur à Manchester, et opiniâtre éplucheur de statistiques. Ce goût le conduit à mettre en évidence la limitation physique des ressources charbonnières de l'Angleterre victorienne. Qu'importe l'organisation à l'avenir d'importations massives de houille : les industries de demain se bâtiront à proximité des autres grands sites charbonniers, dit-il. L'Angleterre est donc condamnée au chômage de masse, à l'abaissement continu de son niveau de vie, à l'émigration massive de sa population...

C'est en 1972, à la veille du « premier choc pétrolier », que paraît aux Etats-Unis, à partir de travaux financés par de grandes fondations américaines et européennes, une bombe éditoriale intitulée Les Limites de la croissance. Les auteurs, économistes, écologistes, spécialistes de sciences politiques et de relations internationales, membres de ce que l'on appelait le Club de Rome, y exposent que la croissance qui caractérise les économies occidentales depuis la guerre est autophage: elle dévore ses propres facteurs de fabrication (hommes, ressources naturelles, matières premières, capitaux). A ce rythme, elle en a encore au mieux pour quelques décennies.

Succès de librairie, le livre n'a eu qu'une postérité modeste. Il n'a même pas engendré de mouvement d'opinion de quelque ampleur : les écologistes ont certes bénéficié d'un surcroît d'intérêt public ; mais ils étaient à l'œuvre bien avant. Il reste que Les Limites de la croissance ont contribué, en partie parce que la date de publication de l'ouvrage tombait bien à propos, à nourrir et à renforcer des discours soucieux de faire leur place à l'homme, et non pas seulement à des ressources

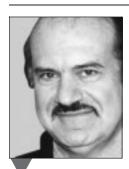
André-Clément Decouflé est l'ancien directeur du Laboratoire de prospective appliquée.

Kimon Valaskakis, professeur honoraire à l'université de Montréal

« Les prospectivistes doivent davantage s'engager dans l'action »

« D'après vous, la prospective compare chiffre d'affaires et PIB! A s'applique-t-elle aussi à la diplomatie? Pouvait-on prévoir, par exemple, l'échec de la conférence de Seattle?

- Les quatre années que j'ai passées à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) m'ont convaincu de l'importance du problème de l'abandon de ouveraineté auguel sont confrontés les Etats-nations lorsqu'il s'agit, par exemple, de thèmes comme la finance internationale, les organismes génétiquement modifiés, les biotechnologies ou la haute technologie, face à ces nouveaux enjeux et aux nouveaux centres de pouvoir que sont devenues les multinationales. Sur les cent entités les plus puissantes à l'échelle mondiale, quarante-cinq sont déià des entreprises et non plus des nations, si l'on



Kimon Valaskakis

• Professeur de sciences économiques à l'université de Montréal, Kimon Valaskakis, 58 ans, a occupé de 1995 à septembre 1999 les fonctions d'ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

 Ex-président de l'Association canadienne d'études prospectives, il a présidé l'institut Gamma (prévision et prospective) et Isogroup (consultants internationaux).

cet égard, l'échec de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle n'est que la réédition de l'échec subi précédemment à propos de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

» Pour ce qui est des possibilités ou des limites de la prévision, le contexte actuel est radicalement différent de celui des années 80. A cette époque, qui était celle de l'apogée de la prospective, le mot d'ordre était « Penser globalement et agir localement ». Aujourd'hui, il faut penser globalement, mais aussi agir mondialement dans le cadre d'une « gouvernance mondiale » qu'il faudra bien instituer un jour.

- Quelle appréciation portezvous aujourd'hui sur la prospec-

- J'éprouve un sentiment ambigu. Ainsi que je l'ai dit lors des récentes Assises de la prospective, qui se sont tenues à Paris, ce qui me frappe, c'est que la discipline n'a pas vraiment bougé. Tout se passe comme si les prospectivistes étaient dépassés par les événements. Il faut que nous fassions notre mea culpa. Ainsi, très peu d'entre nous ont vu venir l'effondrement de l'ex-Union soviétique. Je pense que tout cela s'explique par le décalage entre le monde de la réflexion et celui de l'action.

» De plus, les prospectivistes ont trop peur de s'engager. Ils ont trop tendance à bâtir des scénarios sans se soucier de leur attribuer la moindre probabilité. Selon moi, la prospective consiste à réduire la zone d'ignorance de l'avenir; si on ne la réduit pas, cette discipline perd de son utilité. Les prospectivistes ont aussi la responsabilité d'éclairer le pouvoir de décision. Nous ne le faisons pas assez. C'est ce qui explique une certaine marginalisation de la discipline.

- Le contexte a également changé...

- C'est vrai. La planification stratégique a progressivement pris la place de la prospective; ce qui explique

une forme de banalisation. Quand on demande maintenant à un conférencier de parler de l'avenir, on ne va plus nécessairement chercher un prospectiviste. On préfère faire appel à un Bill Gates, le patron de Microsoft, ou à un technologue.

- Mais comment distinguer la prospective de la prophétie ou encore du charlatanisme?

- Il v a quelques années, i pais à une conférence sur la perspective. Sur un des stands, il y avait un livre intitulé Les Prochains Dix Ans. un peu plus loin, un autre, Le Prochain Siècle, et plus loin Les 30 000 Prochaines Années. Eh bien, c'était celui-là qui était le plus précis : parce que son domaine était l'astronomie!

» Tout dépend du secteur dans lequel on intervient. Si on fait de la prospective boursière, le long terme c'est la semaine prochaine. Il reste que la prospective doit être plus proche de l'action, doit prendre la responsabilité d'éclairer la décision...

- Concrètement, de quelle façon?

- Il faut que les scénarios des prospectivistes se traduisent par des plans stratégiques. Ce qui me frappe, c'est l'écart entre la part de planification stratégique et celle de la prospective. En général, les prospectivistes ne font pas de plan et les planificateurs stratégiques ne font pas de prévisions. Il faut marier les deux, ce qui redonnerait de la crédibilité à cette discipline qui doit être aussi davantage axée sur des solutions. Si on regarde les travaux de prospective, ils sont composés à 90 % d'analyse et à 10 % de solutions qui ne sont pas vraiment opérationnelles.

- Est-ce que votre discipline n'est pas victime de la dictature du court terme?

- C'est l'une des explications. Il y a aussi un abus du mot crise, puisqu'il s'agit à présent d'une situation per-

> Propos recueillis par Alain Lebaube et Serge Marti



Les prémonitions de Charlot dans « Les Temps modernes ».

L'erreur de diagnostic du choc pétrolier

patente. Juste après le premier choc pétrolier, en 1974, les experts économiques se sont lourdement trompés en prévoyant que la consommation énergétique mondiale de 1985 serait plus élevée d'un tiers que ce qu'elle a finalement été, et du double pour ce qui est du seul pétrole.

« En parlant de crise énergétique, rappelle Michel Godet, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et titulaire de la chaire de prospective, il y avait à la fois, en deux mots, le diagnostic et la prescription : la crise est d'origine énergétique et, pour retrouver la croissance, il faut garantir l'indépendance énergétique. » Sousentendu, il n'y a plus de pétrole et il faut développer le nucléaire. Une solution que défendra Jacques Lesourne, ancien professeur au CNAM et président de l'association Futuribles.

Là où Michel Godet et Jacques Lesourne se rejoignent, c'est pour contester l'idée – encore répandue aujourd'hui – selon laquelle l'énergie pourrait venir à manquer. « Ce qui est rare, c'est l'énergie bon marché, mais l'énergie chère est abondante, précisément parce que chère », lance le premier. « On a confondu ressources et réserves, les flux et les stocks »,

Aujourd'hui encore, en prix réels, l'or noir est moins cher qu'avant 1974

ajoute le second, les pétroliers ayant par exemple pour habitude de ne tenir compte que des capacités disponibles, pour les quarante prochaines années, dans des conditions déterminées de coût et d'exploitation.

A l'époque, souligne Jacques Lesourne, on vivait sur la croyance d'une corrélation « forte » entre la croissance du produit intérieur brut (PIB) et la consommation énergétique primaire ». De même, poursuit-il, on a sous-estimé l'effet du prix sur les modes de consommation et, plus encore, « sous-estimé la transformation des structures productives », qui annoncaient déià la

société de l'information. Ensuite, le contre-choc de 1986. avec la baisse des prix, a ouvert une période où la menace s'est éloignée. Aujourd'hui encore, en prix réels, le pétrole est moins cher qu'avant 1974.

Les deux prospectivistes notent que l'on a trop cru que les producteurs seraient capables de contrône l'ont pas été, mais des événements géopolitiques se sont chargés de faire éclater le cartel. La révolution en Iran, la guerre puis l'embargo de l'Irak, la déstabilisation de l'Algérie et l'effondrement du bloc de l'Est ont changé la donne. Si la perspective d'un nouveau choc ne peut être écartée pour l'avenir, cela signifie aussi que la prospective ne doit pas ignorer l'importance du facteur

MYTHES RÉCURRENTS

Michel Godet constate que, trop souvent, « on se trompe, mais on ne fait pas le bilan des erreurs passées. On passe d'un mirage à l'autre, d'une mode à l'autre, et nous vivons continuellement sur des mythes récurrents ».

Jacques Lesourne, lui, préfère scruter le futur. A terme, les sources d'énergies s'équilibreront et assureront les besoins. La part de chacune sera pratiquement stable, sauf celle du gaz, qui se distingue par sa souplesse d'utilisation et son faible coût d'investissement, et devrait logiquement croître. Mais tout dépend des choix qu'admettront les responsables et du diagnostic qui sera fait sur le plan écologique.

A. L.